103e ANNÉE
VOL. 103

N° 24
4541

Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 12 juin 1971

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

Québec, Saturday, June 12, 1971

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than ***Wednesday***, noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
16 JUIN 1971
PUBLICATIONS OFFICIELLES

L'Éditeur officiel du Québec, ROCH LEFEBVRE, *Québec Official Publisher*

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 40 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 20 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: $1 chacun.

Feuilles volantes: $3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre, $20; du 1er avril au 31 décembre, $15 et du 1er juillet au 31 décembre, $10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969 37883 — 1-52-o

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 40 cents per agate line, for each version (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 20 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $4 per 100 words.

Single copies: $1 each.

Slips: $3 per dozen.

Subscriptions periods: From January 1st to December 31st, $20; April 1st to December 31st, $15 and July 1st to December 31st, $10.

N.B.—Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969 37883—1-52-o

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirée-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

l'Éditeur officiel du Québec,
Hôtel du Goévernement,
Québec 4, P.Q.

For information concerning the publication of notices, off-printy or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

All carrespondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec 4, P.Q.

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

Lettres patentes

Agence de voyage Amérique inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Pierre Brouillette, industriel, Nicole Valiquette, secrétaire, épouse dudit Pierre Brouillette, et Yvonne Berthiaume, rentière, veuve de Napoléon Valiquette, tous trois de 4518, Claudette, Laval, pour les objets suivants:

Exploiter dans toutes leurs spécialités des agences de réserve de billets, des bureaux de tourisme et des agences de voyages, sous le nom de « Agence de voyage Amérique inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1204-1971

Association de crosse de Boucherville

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1971, constituant en corporation sans capital-actions: André Lachapelle, commis des postes, 201, Octave Crémazie, Richard Miele, dessinateur, 44, de Montmagny, Mario Morais, représentant, 668, Robert Giffard, Augustin Côté, surveillant, 821, Jean Bois, et Françoise Rocray, vendeuse, veuve de Émile Rocray, 64, Dumons, tous de Boucherville, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport de la crosse, sous le nom de « Association de crosse de Boucherville ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1859-1971

Association des marchands de Place St-Jean inc. Place St-Jean Merchants' Association Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Margaret Cloghesy, sténographe, fille majeure, 143, Kenaston, Colin D. Blakely, 85, Brittany, app. 510, Pierre Boudreault, 231, avenue Lazard, John R. Hannan, 125, Balfour, Jérome C. Smyth, 64, Roselawn Crescent, tous cinq de Mont-Royal, Mary O. Herzberg, fille majeure, 1550, McGregor, Douglas S. Pryde, 4569, avenue Hingston, tous deux de Montréal,

Letters Patent

Agence de voyage Amérique inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Brouillette, manufacturer, Nicole Valiquette, secretary, wife of the said Pierre Brouillette, and Yvonne Berthiaume, annuitant, widow of Napoléon Valiquette, all three of 4518 Claudette, Laval, for the following purposes:

To operate ticket reservation agencies, tourist offices and travel agencies, with the enjoyment of all the functions attributable to such commerce, under the name of "Agence de voyage Amérique inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1204-1971

Association de crosse de Boucherville

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: André Lachapelle, postal clerk, 201 Octave Crémazie, Richard Miele, draughtsman, 44 de Montmagny, Mario Morais, representative, 668 Robert Giffard, Augustin Côté, supervisor, 821 Jean Bois, and Françoise Rocray, saleswoman, widow of Émile Rocray, 64 Dumons, all of Boucherville, for the following purposes:

To promote the sport of la crosse, under the name of "Association de crosse de Boucherville".

The amount to which are limited the annual revenues on immovables which may be acquired and owned by the corporation is $100,000.

The head office of the corporation is at Boucherville, judicial district of Montréal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1859-1971

Association des marchands de Place St-Jean inc. Place St-Jean Merchants' Association Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies ad Cooperatives, incorporating: Margaret Cloghesy, stenographer, spinster, 143 Kenaston, Colin D. Blakely, 85 Britanny, Apt. 510, Pierre Boudreault, 231 Lazard Avenue, John R. Hannan, 125 Balfour, Jérome C. Smyth, 64 Roselawn Crescent, all five of Mount Royal, Mary O. Herzberg, spinster, 1550 McGregor, Douglas S. Pryde, 4569 Hingston Avenue, both of Montreal, Jean Guibault,

Jean Guibault, 5340, Francheville, Saint-Léonard, tous sept avocats, et Peter Cohen, administrateur, 254, Berlioz, Verdun, pour les objets suivants:

Administrer une agence groupant les marchands de centre d'achats place St-Jean afin de hausser et augmenter le volume des ventes et de l'achalandage dudit centre, sous le nom de « Association des marchands de Place St-Jean inc.— Place St-Jean Merchants' Association Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1790-1971

L'Association des parents de St-Henri inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mars 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Dubé, 827, du Couvent, Jean-Paul Moreau, 995, St-Philippe, tous deux fonctionnaires, Conrad Lavallée, prêtre-curé, 3040, Delisle, Rosaire Bergeron, menuisier, 931, Ste-Marguerite, Yvon Gauthier, pompier, Annette Lussier, épouse dudit Yvon Gauthier, tous deux de 750, Irène, Rollande Danis, épouse de Georges Pelletier, 3923, St-Antoine, Jeanne d'Arc Poirier, épouse de Fernand Gagné, 246, St-Philippe, Marguerite Blondin, épouse d'Oscar Legris, 4175, Richelieu, et Jeanne Parenteau, épouse de J.-Roch Chatigny, 855, du Couvent, ces cinq dernières éducatrices, tous dix de Montréal, pour les objets suivants:

Favoriser un meilleur échange de vues entre les parents, les professeurs et les enfants, sous le nom de « L'Association des parents de St-Henri inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $5,000.

Le siège social de la corporation est au 730, rue Laporte, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1124-1971

Association interjeunesse de St-Esprit inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Cloutier, préposé à l'entretien, 705, 3e Avenue, Roger Vermette, 230, 7e Rue, Jean-Yves Mathieu, 279, 6e Rue, tous deux comptables, Maurice Paquet, voyageur, 181, 8e Rue, Laurette Gingras, ménagère, épouse de Léopold Pouliot, 703, 2e Avenue, et Angèle Goupil, infirmière, épouse de Raymond Caron, 850, 2e Avenue, tous six de Québec, pour les objets suivants:

5340 Francheville, Saint-Léonard, all seven lawyers, and Peter Cohen, administrator, 254 Berlioz, Verdun, for the following purposes:

To manage an agency grouping together the merchants on the Place St. Jean shopping-centre in order to improve and increase the sales volume and traffic of the said centre, under the name of "Association des marchands de Place St-Jean inc.— Place St-Jean Merchants' Association Inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Jean, judicial district of Iberville.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1790-1971

L'Association des parents de St-Henri inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Maurice Dubé, 827 du Couvent, Jean-Paul Moreau, 995 St. Philippe, both civil servants, Conrad Lavallée, parish priest, 3040 Delisle, Rosaire Bergeron, carpenter, 931 St. Marguerite, Yvon Gauthier, fireman, Annette Lussier, wife of the said Yvon Gauthier, both of 750 Irène, Rollande Danis, wife of Georges Pelletier, 3923 St. Antoine, Jeanne d'Arc Poirier, wife of Fernand Gagné, 246 St. Philippe, Marguerite Blondin, wife of Oscar Legris, 4175 Richelieu, and Jeanne Parenteau, wife of J.-Roch Chatigny, 855 du Couvent, the latter five teachers, all ten of Montreal, for the following purposes:

To promote a better exchange of views between parents, teachers and pupils, under the name of "L'Association des parents de St-Henri inc.".

The amount to which is limited the value of the immovables which may be acquired and owned by the corporation is $5,000.

The head office of the corporation is at 730 Laporte Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1124-1971

Association interjeunesse de St-Esprit inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Marcel Cloutier, maintenance man, 705, 3rd Avenue, Roger Vermette, 230, 7th Street, Jean-Yves Mathieu, 279, 6th Street, both accountants, Maurice Paquet, traveling salesman, 181, 8th Street, Laurette Gingras, housewife, wife of Léopold Pouliot, 703, 2nd Avenue, and Angèle Goupil, nurse, wife of Raymond Caron, 850, 2nd Avenue, all six of Québec, for the following purposes:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Association interjeunesse de St-Esprit inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1827-1971

Auberge Lac Nominingue inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Carole Brunet, caissière, fille majeure, Jacques Brunet, mécanicien, et Rita Gauthier, ménagère, épouse dudit Jacques Brunet, tous trois de 59, 35e Avenue, Saint-Eustache, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Auberge Lac Nominingue inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lac Nominingue, Canton Loranger, district judiciaire de Labelle.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1345-1971

Avery, Lafrenière & associés inc.
Avery, Lafrenière & Associates Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mars 1971, constituant en corporation: Jean Avery, 149, St-Georges, Jean-Paul Lafrenière, 138, St-André, tous deux administrateurs, de Granby, et Jean-Paul Zigby, avocat, 201, rue Corot, Verdun, pour les objets suivants:

Agir comme courtiers et agents d'assurance et de ré-assurance, sous toutes leurs formes, sous le nom de « Avery, Lafrenière & associés inc.— Avery, Lafrenière & Associates Inc. », avec un capital total de $125,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 7,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 149, rue St-Georges, Granby, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40480-o 1616-1971

Beauport Pizza inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Marcel Gravel, restaurateur, Roma

The organization of leisure activities, under the name of "Association interjeunesse de St-Esprit inc.".

The amount to which the annual revenue from the immoveable property whith the corporation, may acquire and listed is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1827-1971

Auberge Lac Nominingue inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Carole Brunet, cashier, spinster, Jacques Brunet, mechanic, and Rita Gauthier, housewife, wife of the said Jacques Brunet, all three of 59, 35th Avenue, St. Eustache, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Auberge Lac Nominingue inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Lac Nominingue, township of Loranger, judicial district of Labelle.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1345-1971

Avery, Lafrenière & associés inc.
Avery, Lafrenière & Associates Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Avery, 149 St. Georges, Jean-Paul Lafrenière, 138 St. André, both administrators, of Granby, and Jean-Paul Zigby, lawyer, 201 Corot Street, Verdun, for the following purposes:

To do business as insurance and reinsurance brokers and agents comprising all duties and functions related thereto, under the name of "Avery, Lafrenière & associés inc.— Avery, Lafrenière & Associates Inc.", with a total capital stock of $125,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of $10 each and 7,500 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 149 St. Georges Street, Granby, judicial district of Bedford.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40480 1616-1971

Beauport Pizza inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Gravel, restaurant owner, Roma Boulay,

Boulay, ménagère, épouse dudit Marcel Gravel, tous deux de 8491, Gravel, Laval, et Gilles Dubord, comptable, 3460, Monselet, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Beauport Pizza inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 327, boulevard Ste-Anne, Beauport, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1769-1971

housewife, wife of the said Marcel Gravel, both of 8491 Gravel, Laval, and Gilles Dubord, accountant, 3460 Monselet, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a restaurant, under the name of "Beauport Pizza inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 327 St. Anne Boulevard, Beauport, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1769-1971

Bertrand Blanchette & fils inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Bertrand Blanchette, homme d'affaires, 3, rue Perreault, Gilles Blanchette, 2, rue Perreault, tous deux de Warwick, et Jean-Claude Blanchette, Saint-Albert-de-Warwick, ces deux derniers camionneurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Bertrand Blanchette & fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 39,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3, rue Perreault, Warwick, district judiciaire d'Arthabaska.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1819-1971

Bertrand Blanchette & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bertrand Blanchette, businessman, 3 Perreault Street, Gilles Blanchette, 2 Perreault Street, both of Warwick, and Jean-Claude Blanchette, Saint-Albert-de-Warwick, the latter two truck-drivers, for the following purposes:

To do business as a transport company, under the name of "Bertrand Blanchette & fils inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and 39,000 preshares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 3 Perreault Street, Warwick, judicial district of Arthabaska.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1819-1971

Bijet ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Serge Lafleur, bijoutier, 660, Louvain est, app. 3, Aldina Lafleur, ménagère, veuve de René Lafleur, 1982, Sauvé est, tous deux de Montréal, et Ruby Mayle, représentante, épouse de Normand Mayle, 4481, boulevard Notre-Dame, Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bijoux, pierres précieuses, pierres fines, or, argent, porcelaine, coutellerie, verre et autres articles généralement fournis par les bijoutiers, sous le nom de « Bijet ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1314-1971

Bijet ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Serge Lafleur, jeweller, 660 Louvain East, Apt. 3, Aldina Lafleur, housewife, widow of René Lafleur, 1982 Sauvé East, both of Montreal, and Ruby Mayle, agent, wife of Normand Mayle, 4481 Notre-Dame Boulevard, Laval, for the following purposes:

To deal in jewelry, precious and semi-precious stones, articles in gold, silverware, porcelain, cutlery, glassware and other articles normally carried by jewelers, under the name of "Bijet ltée", with a total capital stock of $40,000 divided into 20,000 common shares of a nominal value of $1 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1314-1971

Bo-Less inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Maurice Boulanger, 1252, Blanchet, Rémi Lessard, 1158, Blanchet, tous deux menuisiers, et André-Louis Lessard, comptable, 9e Avenue, tous trois de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Bo-Less inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 700 actions ordinaires de $50 chacune et en 5,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1849-1971

La boulangerie J. A. St-Germain inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1971, constituant en corporation: J.-Alcide St-Germain, industriel, Lucienne Denis, ménagère, épouse dudit J.-Alcide St-Germain, et Justin St-Germain, gérant, tous trois de Saint-Ubald, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce du pain, des gâteaux, pâtisseries, confiseries ou de tous autres articles d'alimentation, sous le nom de « La boulangerie J. A. St-Germain inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Ubald, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1907-1971

Boutique la Ligne ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1971, constituant en corporation: Moe Moscovitch, 6077, Wilderton, Montréal, J. Roy Hoffman, 5615, Pinedale, et Michael Marchand, 5719, Melling, ces deux derniers de Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce au détail des articles pour dames et enfants, sous le nom de « Boutique la Ligne ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40480-o 1654-1971

Bo-Less inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Boulanger, 1252, Blanchet, Rémi Lessard, 1158 Blanchet, both carpenters, and André-Louis Lessard, accountant, 9th Avenue, all three of Thetford Mines, for the following purposes:

To do business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Bo-Less inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 700 common shares of $50 each and 5,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1849-1971

La boulangerie J. A. St-Germain inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-Alcide St-Germain, manufacturer, Lucienne Denis, housewife, wife of the said J.-Alcide St-Germain, and Justin St-Germain, manager, all three of St-Ubald, for the following purposes:

To manufacture and deal in bread, cakes, pastries, sweets and all other foods, under the name of "La boulangerie J. A. St-Germain inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at St-Ubald, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1907-1971

Boutique la Ligne ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Moe Moscovitch, 6077 Wilderton, Montreal, J. Roy Hoffman, 5615 Pinedale, and Michael Marchand, 5719 Melling, the latter two of Côte St. Luc, all three lawyers, for the following purposes:

To do retail business in ladies' and children's wear, under the name of "Boutique la Ligne ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40480 1654-1971

Briqueteur du Nord inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Denis Tremblay, comptable, 222, rue Constantin, Chicoutimi-Nord, Maurice Tremblay, industriel, et Marie Tremblay, ménagère, épouse dudit Maurice Tremblay, ces deux derniers de 2390, rue Manicouagan, Hauterive, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Briqueteur du Nord inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,600 actions ordinaires de $10 chacune et en 240 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1817-1971

Cadieux & Shooner inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mars 1971, constituant en corporation: Jean-Paul Zigby, 201, Corot, Verdun, Michel Benoit, 6160, Émile Nelligan, tous deux avocats, Danielle Trudel, 7125, Louis Hémon, et Ginette Murray, 2351, Bellechasse, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits chimiques ou autres articles ou produits connexes, y compris tous instruments, appareils, équipements et accessoires scientifiques, médicaux, chirurgicaux ou d'optique, sous le nom de « Cadieux & Shooner inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2501, rue des Ormeaux, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1606-1971

Caravane Lévis inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1971, constituant en corporation: André Lemieux, comptable, 6, Carré F. X. Lemieux, Paul-E. Lemieux, vendeur, et Germaine Laliberté, ménagère, épouse dudit Paul-E. Lemieux, ces deux derniers de 615, Commerciale, tous trois de Saint-David-de-l'Auberivière, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de maisons préfabriquées, maisons mobiles, bureaux préfabriqués,

Briqueteur du Nord inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denis Tremblay, accountant, 222 Constantin Street, Chicoutimi-North, Maurice Tremblay, manufacturer, and Marie Tremblay, housewife, wife of the said Maurice Tremblay, the latter two of 2390 Manicouagan Street, Hauterive, for the following purposes:

To do business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Briqueteur du Nord inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 1,600 common shares of $10 each and 240 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1817-1971

Cadieux & Shooner inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Paul Zigby, 201 Corot, Verdun, Michel Benoit, 6160 Émile Nelligan, both lawyers, Danielle Trudel, 7125 Louis Hémon, and Ginette Murray, 2351 Bellechasse, the latter two secretaries, spinsters, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of chemical products and other goods or products related thereto, including instruments, appliances, equipment and accessories pertaining to science, medicine, surgery or optics, under the name of "Cadieux & Shooner inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 2501 des Ormeaux Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1606-1971

Caravane Lévis inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Lemieux, accountant, 6 Carré, F.X. Lemieux, Paul-E. Lemieux, salesman, and Germaine Laliberté, housewife, wife of the said Paul-E. Lemieux, the latter two of 615 Commerciale, all three of Saint-David-de-l'Auberivière, for the following purposes:

To manufacture and to deal in prefabricated houses, trailer-homes, prefabricated offices, trailers, trailer-

roulottes, tentes-roulottes, camions, camions-campeurs et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Caravane Lévis inc. », avec un capital total de $40,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 590, Trans-Canada, Saint-David-de-l'Auberivière, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1525-1971

Centre de couture Boulevard ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Joseph Cohen, commerçant, Juliette Cohen, ménagère, épouse dudit Joseph Cohen, tous deux de 3410, de la Falaise, et Simon Ohayon, comptable, 2850, Eckers, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machines à coudre, d'accessoires de couture et de pièces servant à la fabrication ou à la réparation de machines à coudre, sous le nom de « Centre de couture Boulevard ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4234, Jean-Talon est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1766-1971

Centre de loisirs Esterel inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1971, constituant en corporation: André-J. Bélanger, avocat, 6013, Renoir, Montréal-Nord, Andrée Demers, fille majeure, 2250, 24e Rue, Laval, et Ginette Leblanc, épouse de Ligouri Thibault, 10521, Sackville, Montréal, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Exploiter toutes sortes de salles de spectacles pour fins éducatives, sportives, culturelles et de divertissement, sous le nom de « Centre de loisirs Esterel inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 856-1971

Chabot & Laperrière inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

tent, trucks, camper-trucks and all thir accessories and parts, under the name of "Caravane Lévis inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 590 Trans-Canada, Saint-David-de-l'Auberivière, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1525-1971

Centre de couture Boulevard ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph Cohen, trader, Juliette Cohen, housewife, wife of the said Joseph Cohen, both of 3410 de la Falaise, and Simon Ohayon, accountant, 2850 Eckers, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in sewing machines and accessories as well as in parts used in the manufacture repair of sewing machines, under the name of "Centre de couture Boulevard ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 4234 Jean-Talon East, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1766-1971

Centre de loisirs Esterel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André-J. Bélanger, lawyer, 6013 Renoir, Montreal-North, Andrée Demers, spinster, 2250, 24th Street, Laval, and Ginette Leblanc, wife of Ligouri Thibault, 10521 Sackville, Montreal, the latter two secretaries, for the following purposes:

To operate all kinds of theatres for educational, sports, cultural and entertainment purposes, under the name of "Centre de loisirs Esterel inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 856-1971

Chabot & Laperrière inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 13e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Robert Chabot, 3274, des Sumacs, Orsainville, Gérard Laperrière, 155, des Lilas ouest, tous deux hommes d'affaires, et Bernadette Fontaine, secrétaire, fille majeure, 617, 4e Avenue, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, fabriquer et faire le commerce d'appareils de climatisation de l'air, sous le nom de « Chabot & Laperrière inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Charlesbourg-Est, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40480-o 1890-1971

Club de l'Âge d'Or de Bedford inc.
Bedford Golden Age Club Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Hector Langevin, rue Principale, Paul-Omer Roy, 139, rue Principale, Ralph Oakes, 173, River, tous trois rentiers, Adolphe-A. Larocque, contremaître, 3A, Rivière, Roger Dulude, commerçant, 167, Principale, Rose Harrisson, épouse de Napoléon Hébert, 141, de l'Église, tous six de Bedford, et Marguerite Morin, épouse de Robert Robert, Saint-Ignace-de-Stanbridge, ces deux dernières maîtresses de maison, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un centre de loisirs et s'occuper en particulier des loisirs de personnes âgées, sous le nom de « Club de l'Âge d'Or de Bedford inc.— Bedford Golden Age Club Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $20,000.

Le siège social de la corporation est à Bedford, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40480-o 1406-1971

Club optimiste de New-Carlisle, Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mars 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Donald Kerr, gérant de crédits, Gérard Rheault, Réal Grenier, tous deux avocats, et Réal Pigeon, gérant de banque, tous quatre de New Carlisle, pour les objets suivants:

Développer l'optimisme comme une philosophie de la vie, sous le nom de « Club optimiste de New-Carlisle, Québec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $5,000

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Chabot, 3274 des Sumacs, Orsainville, Gérard Laperrière, 155 des Lilas West, both businessmen, and Bernadette Fontaine, secretary, spinster, 617, 4th Avenue, the latter two of Québec, for the following purposes:

To do business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, to manufacture and to deal in air-conditioning appliances, under the name of "Chabot & Laperrière inc.", with a total capital stock of $75,000 divided into 5,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,500 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Charlesbourg-East, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1890-1971

Club de l'Âge d'Or de Bedford inc.
Bedford Golden Age Club Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Hector Langevin, Main Street, Paul-Omer Roy, 139 Main Street, Ralph Oakes, 173 River, all three annuitants, Adolphe-A. Larocque, foreman, 3A Rivière, Roger Dulude, merchant, 167 Main, Rose Harrisson, wife of Napoléon Hébert, 141 de l'Église, all six of Bedford, and Marguerite Morin, wife of Robert, RobertSaint-Ignace-de-Stanbridge, the latter two housewives, for the following purposes:

To establish and to operate a centre for leisure activities, particularly the activities suitable for older persons, under the name of "Club de l'Âge d'Or de Bedford inc.— Bedford Golden Age Club Inc.".

The amount to which is to be limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is $20,000.

The head office of the corporation is at Bedford, judicial district of Bedford.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1406-1971

Club optimiste de New-Carlisle, Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Donald Kerr, credit manager, Gérard Rheault, Real Grenier, both lawyers, and Réal Pigeon, bank manager, all four of New Carlisle, for the following purposes:

To develop optimism as a philosophy of life, under the name of "Club optimiste de New-Carlisle, Québec inc.".

The amount to which is to be limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is $5,000.

Le siège social de la corporation est à New-Carlisle, district judiciaire de Bonaventure.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40480-o 866-1971

Club récréatif Les Oursons inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1971, constituant en corporation sans capital-actions: André Plante, ingénieur, 6835, avenue Poirier, Charlesbourg, Claude Gagné, vendeur, 113, rue Plante, Vanier, André Cardinal, gérant, 51, rue des Lilas est, app. 3, André Labbé, policier, 1458, 3e Avenue, Ambroise Dorion, épicier, 1799, D'Assise, et Edmond Louperet, agent d'assurance, 62, des Lilas ouest, ces quatre derniers de Québec, pour les objets suivants:

Promouvoir l'esprit sportif familial, sous le nom de « Club récréatif Les Oursons inc. »

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Lac Saint-Charles, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1911-1971

Comptoir avicole St-Hilaire inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1971, constituant en corporation: René Talbot, 799, boulevard Houde, Saint-Lambert, Gilles Chiquette, 849, Honfleur, Longueuil, tous deux avocats, et Diane Rivard, secrétaire, fille majeure, 10937, Drapeau, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits alimentaires, épiceries, viandes, volailles et vivres d'éleveurs de toutes sortes, sous le nom de « Comptoir avicole St-Hilaire inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $5 chacune et en 395 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 904, rue Choquette, Beloeil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40480-o 1456-1971

Constructions Prefabec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1971, constituant, en corporation: Roger Laliberté, administrateur, 7701, Yves Prévost, Anjou, Pierre Alix, courtier en assuran-

The head office of the corporation is at New-Carlisle, judicial district of Bonaventure.

J.-ALBERT GAGNON,
Assistant Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40480 866-1971

Club récréatif Les Oursons inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: André Plante, engineer, 6835 Poirier Avenue, Charlesbourg, Claude Gagné, salesman, 113 Plante Street, Vanier, André Cardinal, manager, 51 des Lilas East, Apt. 3, André Labbé, policeman, 1458, 3rd Avenue, Ambroise Dorion, grocer, 1799 D'Assise, and Edmond Louperet, insurance agent, 62 des Lilas West, the latter four of Québec, for the following purposes:

To promote a spirit of family participation in sports, under the name of "Club récréatif Les Oursons inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $40,000.

The head office of the corporation is at Lac Saint-Charles, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1911-1971

Comptoir avicole St-Hilaire inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Talbot, 799 Houde Boulevard, St. Lambert, Gilles Chiquette, 849 Honfleur, Longueuil, both lawyers, and Diane Rivard, secretary, spinster, 10937 Drapeau, Montreal North, for the following purposes:

To manufacture and deal in foods, groceries, meats, poultry and breeders' supplies of all kinds, under the name of "Comptoir avicole St-Hilaire inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $5 each and 395 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 904 Choquette Street, Beloeil, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40480 1456-1971

Constructions Prefabec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Laliberté, administrator, 7701 Yves Prévost, Anjou, Pierre Alix, insurance broker, 1710 Pothier,

ces, 1710, Pothier, Montréal, et Philippe Guerette, technicien, 8350, Courval, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'édifices préfabriqués de métal, de bois ou de fibre de verre de tous genres, sous le nom de « Constructions Prefabec inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1962-1971

Corporation des Ateliers protégés de l'Yamaska inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1971, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Michel Desautels, agent de réclamation, 3925, Lemoine, Douville, Jean Cailhier, 2035, St-Pierre, et Michel Pion, 410, Bordeleau, ces deux derniers professeurs, de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Venir en aide aux handicapés physiques et mentaux de St-Hyacinthe et des environs, sous le nom de « Corporation des Ateliers protégés de l'Yamaska inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1850-1971

Dehaye & Gamper inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Horst Gamper, commis, Gisèle Lemay, ménagère, épouse dudit Horst Gamper, tous deux de 29, des Remparts, Québec, et Victorin Bergeron, comptable, 2611, boulevard Laurier, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Dehaye & Gamper inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1011, rue St-Jean, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1973-1971

Distribution Prosan ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

Montreal, and Philippe Guerette, technician, 8350 Courval, Saint-Léonard, for the following purposes:

To do business in prefabricated buildings of metal, wood, or fibre galss of all kinds, under the name of "Constructions Prefabec inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1962-1971

Corporation des Ateliers protégés de l'Yamaska inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: J.-Michel Desautels, claims agent, 3925 Lemoine, Douville, Jean Cailhier, 2035 St-Pierre, and Michel Pion, 410 Bordeleau, the latter two teachers, of St. Hyacinthe, for the following purposes:

To come to the assistance of physically and mentally handicapped people from St-Hyacinthe and neighbouring areas, under the name of "Corporation des Ateliers protégés de l'Yamaska inc.".

The amount to which is to be limited the annual revenue from the immovable property which the corporation may acquire and hold is $40,000.

The head office of the corporation is at St-Hyacinthe, judicial district of St-Hyacinthe.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1850-1971

Dehaye & Gamper inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Horst Gamper, clerk, Gisèle Lemay, housewife, wife of the said Horst Gamper, both of 29 des Remparts, Québec, and Victorin Bergeron, accountant, 2611 Laurier Boulevard, St. Foy, for the following purposes:

To do business in the provision of public entertainment, under the name of "Dehaye & Gamper inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 2,000 common shares of $10 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 1011 St-Jean Street, Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1973-1971

Distribution Prosan ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mars 1971, constituant en corporation: Marie-Jean Potvin, mécanicien, Marguerite Tremblay, ménagère, épouse dudit Marie-Jean Potvin, tous deux de 1251, Mathieu, Port-Alfred, et Philippe McLean, professeur, 195, avenue de la Baie, Bagotville, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils domestiques tous usages, sous le nom de « Distribution Prosan ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1251, avenue Matthieu, Port-Alfred, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40480-o 1828-1971

March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marie-Jean Potvin, mechanic, Marguerite Tremblay, housewife, wife of the said Marie-Jean Potvin, both of 1251 Mathieu, Port-Alfred, and Philippe McLean, teacher, 195 de la Baie Avenue, Bagotville, for the following purposes:

To deal in domestic appliances for all uses, under the name of "Distribution Prosan ltée", with a total capital stock of $40,000 divided into 30,000 common shares of $1 each and 10,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 1251 Matthieu Avenue, Port-Alfred, judicial district of Chicoutimi.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40480 1828-1971

Les distributions Maribar inc.
Maribar Distributors Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Jacques Barsalou, homme d'affaires, 348, boulevard Hébert, Salaberry-de-Valleyfield, Madeleine Ferland, hôtesse, fille majeure, 2997, Prévert, Sainte-Foy, et Richard Gaudreau, avocat, 16, Dollard, Saint-Romuald-d'Etchemin, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits alimentaires, épiceries,viandes, volailles et bétail de toute sorte, sous le nom de « Les distributions Maribar inc.— Maribar Distributors Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2997, Prévert, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40480-o 1878-1971

Les distributions Maribar inc.
Maribar Distributors Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Barsalou, businessman, 348 Hébert Boulevard, Salaberry-de-Valleyfield, Madeleine Ferland, hostess, spinster, 2997 Prévert, St. Foy, and Richard Gaudreau, lawyer, 16 Dollard, Saint-Romual-d'Etchemin, for the following purposes:

To manufacture and to deal in foodstuffs, groceries, meats, poultry and cattle of all kinds, under the name of "Les distributions Maribar inc.— Maribar Distributors Inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 300 common shares of $100 each and 100 referred shares of $100 each.

The head office of the company is at 2997 Prévert, St. Foy, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40480 1878-1971

Les entreprises Au-Ro-Dis inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1971, constituant en corporation: Gérald-E. Desmarais, 2215, Descartes, Louis-René Scott, 1156, Walton, tous deux avocats, et Diane Brault, secrétaire, épouse de Peter Brault, 584, Victoria, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de portefeuille (holding), sous le nom de « Les entreprises Au-Ro-Dis inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $5 chacune et en 4,000 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie est 165, rue Principale, Richmond, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40480-o 54-1971

Les entreprises Au-Ro-Dis inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérald-E. Desmarais, 2215 Descartes, Louis-René Scott, 1156 Walton, both lawyers, and Diane Brault, secretary, wife of Peter Brault, 584 Victoria, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and holding company, under the name of "Les entreprises Au-Ro-Dis inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $5 each and 4,000 preferred shares of $5 each.

The head office of the company is at 165 Main Street, Richmond, judicial district of Saint-François.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40480 54-1971

Les entreprises Cons-Co inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Claude Senecal, 1840, Desjardins, Louis-Philippe Tremblay, et Laurier Tremblay, ces deux derniers de 5061, Parc de Lotbinière, tous trois hommes d'affaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les entreprises Cons-Co inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1895-1971

Entreprises de tapis à contrat inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Georges-Émile Champagne, commerçant, Rita Routhier, ménagère, épouse dudit Georges-Émile Champagne, tous deux de 687A, 4e Avenue, Saint-Georges-Est, et André Roberge, comptable, 336, St-Germain, Québec, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tissus de toutes sortes, naturels et synthétiques, de même que tous leurs produits ou sous-produits, sous le nom de « Entreprises de tapis à contrat inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 687A, 4e Avenue, Saint-Georges-Est, district judiciaire de Beauce.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1905-1971

Les entreprises Legault et Masson inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Daniel Grégoire, vendeur, 65, Sherbrooke est, Montréal, Robert Legault, administrateur, 392, Catherine, Lachute, et Ronald Adam, étudiant, 35, Boucher, Joliette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les entreprises Legault et Masson inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 9,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 92, rue Dupré, Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 353-1971

Les entreprises Cons-Co inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Senecal, 1840 Desjardins, Louis-Philippe Tremblay, and Laurier Tremblay, the latter two of 5061 Parc de Lotbinière, all three businessmen, of Montreal, for the following purposes:

To do business as builders and general building contractors and to deal in all sorts of materials, under the name of "Les entreprises Cons-Co inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1895-1971

Entreprises de tapis à contrat inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges-Émile Champagne, dealer, Rita Routhier, housewife, wife of the said Georges-Émile Champagne, both of 687A, 4th Avenue, Saint-Georges-East, and André Roberge, accountant, 336 St-Germain, Québec, for the following purposes:

To manufacture and deal in fabrics of all kinds, natural and synthetic, as well as their products or by-products, under the name of "Entreprises de tapis à contrat inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 687A, 4th Avenue, Saint-Georges-East, judicial district of Beauce.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1905-1971

Les entreprises Legault et Masson inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Daniel Grégoire, salesman, 65 Sherbrooke East, Montreal, Robert Legault, administrator, 392 Catherine, Lachute, and Ronald Adam, student, 35 Boucher, Joliette, for the following purposes:

To do business as a real estate and construction company, under the name of "Les entreprises Legault et Masson inc." with a total capital stock of $100,000 divided into 1,000 common shares of $10 each and 9,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 92 Dupré Street, Lachute, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 353-1971

Les entreprises Mademoiselle Merveille inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Jean Sirois, avocat, 1307, Fontenay, Sainte-Foy, Micheline L'Espérance, auxiliaire en recherches et information, épouse judiciairement séparée de Guy Gervais, 601, Grande-Allée, Québec, et Louise Bouchard, secrétaire, fille majeure, 1430, Preston, Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les entreprises Mademoiselle Merveille inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3050, chemin St-Louis, Sillery, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1915-1971

Les entreprises René & Robert Asselin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1971, constituant en corporation: René Asselin, entrepreneur, Jacqueline Desjardins, ménagère, épouse dudit René Asselin, tous deux de 2093, Visitation, Joliette, Robert Asselin, agent d'assurances, et Aline Beauséjour, ménagère, épouse dudit Robert Asselin, ces deux derniers de 111, Curé-Rondeau, Notre-Dame-des-Prairies, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les entreprises René & Robert Asselin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2091, rue Visitation, Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1830-1971

Les entreprises Victo inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Yvon Marcil, vendeur, 1305, Choquette, Saint-Hyacinthe, Léo-Paul Lambert, hôtelier, 492, Cockburn, et Robert Nicols, gérant, 39, 17e Avenue, ces deux derniers de Drummondville, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Les entreprises Victo inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 600 actions ordinaires de $10 chacune et en 540 actions privilégiées de $100 chacune.

Les entreprises Mademoiselle Merveille inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Sirois, lawyer, 1307 Fontenay, St. Foy, Micheline L'Espérance, research and information assistant, wife legally separated from Guy Gervais, 601 Grande Allée, Québec, and Louise Bouchard, secretary, spinster, 1430 Preston, Sillery, for the following purposes:

To do business as an investment company, under the name of "Les entreprises Mademoiselle Merveille inc.", with a total capital stock, of $40,000 divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 3050 St. Louis Road, Sillery, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1915-1971

Les entreprises René & Robert Asselin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Asselin, contractor, Jacqueline Desjardins, housewife, wife of the said René Asselin, both of 2093 Visitation, Joliette, Robert Asselin, insurance agent, and Aline Beauséjour, housewife, wife of the said Robert Asselin, the latter two of 111 Curé-Rondeau, Notre-Dame-des-Prairie, for the following purposes:

To do business as builders and general building contractors and to deal in all sorts of materials, under the name of "Les entreprises René & Robert Asselin inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 2091 Visitation Street, Joliette, judicial district of Joliette.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1830-1971

Les entreprises Victo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvon Marcil, salesman, 1305 Choquette, St. Hyacinthe, Léo-Paul Lambert, hotel keeper, 492 Cockburn, and Robert Nicols, manager, 39, 17th Avenue, the latter two of Drummondville, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Les entreprises Victo inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 600 common shares of $10 each and 540 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est Route Rurale numéro 5, Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1900-1971

Fédération des organismes familiaux de Rimouski

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Chénard, 161, avenue Rouleau, Joachim Chouinard, 158, St-Germain est, tous deux travailleurs sociaux, Pierrette Dufort, secrétaire, fille majeure, 216, St-Jacques, Micheline Séguin, épouse de Gérald Séguin, 215, de la Sapinière, Juliette Bonneville, épouse de Jean Bonneville, 877, d'Youville, Gisèle Raymond, épouse de François Raymond, 55, 2e Rue est, Thérèse Rioux, épouse de Richard Rioux, 44, 8e Rue est, Monique Parent, épouse de Jean-Yves Parent, 9, 12e Rue est, et Denyse St-Jean, épouse de Pierre St-Jean, 902, Les Frênes, ces six dernières ménagères, tous neuf de Rimouski, pour les objets suivants:

Assurer la défense et la promotion des intérêts généraux des familles du diocèse de Rimouski, sous le nom de « Fédération des organismes familiaux de Rimouski ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1722-1971

Finauto Acceptance Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1971, constituant en corporation: Jean-Charles Latour, 239, boulevard Deguire, Saint-Laurent, Marc Valois, 4390, Old Orchard, tous deux avocats, et Jocelyne Dancause, secrétaire, fille majeure, 1646, Galt, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme prêteurs d'argent dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Finauto Acceptance Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6955, boulevard Lacordaire, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1047-1971

Garage Landreville inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

The head office of the company is at Rural Route number 5, Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1900-1971

Fédération des organismes familiaux de Rimouski

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gérard Chénard, 161 Rouleau Avenue, Joachim Chouinard, 158 St-Germain East, both social workers, Pierrette Dufort, secretary, spinster, 216 St-Jacques, Micheline Séguin, wife of Gérald Séguin, 215 de la Sapinière, Juliette Bonneville, wife of Jean Bonneville, 877 d'Youville, Gisèle Raymond, wife of François Raymond, 55, 2nd Street East, Thérèse Rioux, wife of Richard Rioux, 44, 8th Street East, Monique Parent, wife of Jean-Yves Parent, 9, 12th Street East, and Denyse St-Jean, wife of Pierre St-Jean, 902 Les Frênes, the latter six housewives, all nine of Rimouski, for the following purposes:

To ensure the safeguard and to promote the general interests of the families of the diocese of Rimouski, under the name of "Fédération des organismes familiaux de Rimouski".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $40,000.

The head office of the corporation is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1722-1971

Finauto Acceptance Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Charles Latour, 239 Deguire Boulevard, Saint-Laurent, Marc Valois, 4390 Old Orchard, both lawyers, and Jocelyne Dancause, secretary, spinster of the full age of majority, 1646 Galt, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as money lenders for each and all purposes under the name of "Finauto Acceptance Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 6955 Lacordaire Boulevard, Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1047-1971

Garage Landreville inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April,

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 1er jour d'avril 1971, constituant en corporation: René Lachance, notaire, 257, de Bellefeuille, Saint-Eustache, Christiane Forget, épouse de Gaétan Latrémouille, 257, 21e Avenue, et Aline Poulin, épouse de Octave Huard, 401, 6e Avenue, ces deux dernières secrétaires, de Deux-Montagnes, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Garage Landreville inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40480-o 1270-1971

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 1er jour d'avril 1971, constituant en corporation: René Lachance, notaire, 257, de Bellefeuille, Saint-Eustache, Christiane Forget, épouse de Gaétan Latrémouille, 257, 21e Avenue, et Aline Poulin, épouse de Octave Huard, 401, 6e Avenue, ces deux dernières secrétaires, de Deux-Montagnes, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Garage Landreville inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40480-o 1270-1971

1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Lachance, notary, 247 de Bellefeuille, Saint-Eustache, Christiane Forget, wife of Gaétan Latrémouille, 257, 21st Avenue, and Aline Poulin, wife of Octave Huard, 401, 6th Avenue, the latter two secretaries, of Deux-Montagnes, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and to deal in automobiles, motors and all their accessories and parts, under the name of "Garage Landreville inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $1 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40480 1270-1971

Roland Gauthier inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 22e jour de mars 1971, constituant en corporation: Roland Gauthier, entrepreneur couvreur, 24, Deraps, Valmont Gauthier, comptable, 9, Bigonesse, et Andréa Robichaud, secrétaire, épouse de Louis-Marcel Daigle, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et systèmes de chauffage, sous le nom de « Roland Gauthier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 24, Deraps, Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40480-o 1265-1971

Roland Gauthier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Gauthier, roofing contractor, 24 Deraps, Valmont Gauthier, accountant, 9 Bigonesse, and Andréa Robichaud, secretary, wife of Louis-Marcel Daigle, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of heating appliances and systems, under the name of "Roland Gauthier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 24 Deraps, Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40480 1265-1971

Germa inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Claude-M. Gervais, vendeur, 42, 1re Avenue nord, Roxboro, Santos Demadariaga, acheteur, 525, Viau, app. 3, Montréal, et Jean-Pierre Hébert, avocat, 214, du Dauphiné, Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'articles de bureau, sous le nom de « Germa inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Germa inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude-M. Gervais, salesman, 42, 1st Avenue North, Roxboro, Santos Demadariaga, purchaser, 525 Viau, Apt. 3, Montreal, and Jean-Pierre Hébert, lawyer, 214 du Dauphiné, St. Lambert, for the following purposes:

To manufacture and deal in office supplies, under the name of "Germa inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1721-1971

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1721-1971

Gestérix inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Maurice Roy, 510, Fraser, Québec, Roland Labrie, 690, Alsace, André Gilbert, 864, Contrecoeur, Jacques Bourassa, 667, Limousin, Gérard Gagné, 3463, Place Trianon, Jean-Guy Morin, 3174, Douai, Claude Beaudoin, 2782, Montarville, tous six de Sainte-Foy, René Gagné, 2189, Bourbonnière, tous huit ingénieurs, André Robitaille, architecte, 2295, Masson, tous deux de Sillery, et Jacques Laplante, technicien, 1110, St-Jean-Baptiste, Ancienne-Lorette, pour les objets suivants:

Faire le commerce de construction et de réparation de tous genres et des matériaux de construction, sous le nom de « Gestérix inc. », avec un capital divisé en 20,000 actions sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est au 72, Latourelle, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1886-1971

Gestérix inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Roy, 510 Fraser, Québec, Roland Labrie, 690 Alsace, André Gilbert, 864 Contrecoeur, Jacques Bourassa, 667 Limousin, Gérard Gagné, 3463 Place Trianon, Jean-Guy Morin, 3174 Douai, Claude Beaudoin, 2782 Montarville, all six of St. Foy, René Gagné, 2189 Bourbonnière, all eight engineers, André Robitaille, architect, 2295 Masson, both of Sillery, and Jacques Laplante, technician, 1110 St. Jean-Baptiste, Ancienne-Lorette, for the following purposes:

To carry on business in building and repairs of all kinds and to deal in building materials, under the name of "Gestérix inc.", with a capital stock divided into 20,000 shares without nominal value.

The head office of the company is at 72 Latourelle, Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1886-1971

Grand Prix Trois-Rivières inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Yvon Simard, greffier, 881, Ste-Cécile, Luc Fournier, étudiant, 2347, 2e Avenue, et Jean Ménard, avocat, 2380, Desjardins, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Organiser chaque année des compétitions d'automobiles à Trois-Rivières, sous le nom de « Grand Prix Trois-Rivières inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $10,000.

Le siège social de la corporation est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1631-1971

Grand Prix Trois-Rivières inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Yvon Simard, clerk of the court, 881 Ste-Cécile, Luc Fournier, student, 2347, 2nd Avenue, and Jean Ménard, lawyer, 2380 Desjardins, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To organize automobile competitions at Trois-Rivières, each year, under the name of "Grand Prix Trois-Rivières inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and posses is limited, is $10,000.

The head office of the corporation is at Trois-Rivières, judicial district of Three Rivers.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1631-1971

Adrien Guay & fils inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1971, constituant en corporation: Jean-Claude Gagnon, 50, boulevard Arthur Buies, Paul Laliberté, 181, Langevin, tous

Adrien Guay & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Claude Gagnon, 50 Arthur Buies Boulevard, Paul Laliberté, 181 Langevin, both lawyers,

deux avocats, et Claudette Lauzier, secrétaire, fille majeure, 314, Belzile, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Adrien Guay & fils inc. », avec un capital total de $70,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune, 3,000 actions privilégiées « A » d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées "B" d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1488-1971

Habitat M. & M. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Marcel Rose, commerçant, Rita Bourque, ménagère, épouse dudit Marcel Rose, tous deux de 2530, Portland, Marcel Plante, vendeur, et Angèle L'Étoile, ménagère, épouse de Yvan Beaulieu, ces deux derniers de 1021, Belvédère sud, tous quatre de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Habitat M. & M. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 390 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 969-1971

Henry construction inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 22e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Germain Simard, entrepreneur, 3301, Lyall, Jehan Perdriau, avocat, 2113, rue Jean-Talon est, tous deux de Montréal, et Denyse Huguet, secrétaire, fille majeure, 233, Lafayette, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, constructeurs et excavateurs, sous le nom de « Henry construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40480-o 2043-1971

and Claudette Lauzier, secretary, spinster, 314 Belzile, all three of Rimouski, for the following purposes:

To do business as builders and general building contractors and to deal in all sorts of materials, under the name of "Adrien Guay & fils inc.", with a total capital stock of $70,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each, 3,000 preferred shares "A" of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares "B" of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1488-1971

Habitat M. & M. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Rose, merchant, Rita Bourque, housewife, wife of the said Marcel Rose, both of 2530 Portland, Marcel Plante, salesman, and Angèle L'Étoile, housewife, wife of Yvan Beaulieu, the latter two of 1021 Belvédère South, all four of Sherbrooke, for the following purposes:

To do business as builders and general building contractors and to deal in all sorts of materials, under the name of "Habitat M. & M. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $10 each and 390 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 969-1971

Henry construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Germain Simard, contractor, 3301 Lyall, Jehan Perdriau, lawyer, 2113 Jean-Talon Street East, both of Montreal, and Denyse Huguet, secretary, spinster of the full age of majority, 233 Lafayette, Laval, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, builders, and excavators, under the name of "Henry construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40480 2043-1971

Hôtel Baie St-Paul inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Gérard-Raymond Tremblay, épicier-boucher, Monique Morin, maîtresse de maison, épouse dudit Gérard-Raymond Tremblay, Joseph Vandal, gérant, et Jacynthe Simard, maîtresse de maison, épouse dudit Joseph Vandal, tous quatre de Baie Saint-Paul, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, restaurants, clubs, auberges, épiceries, boulangeries, confiseries, tavernes, salles de danse, agences touristiques, terrains de camping, centres sportifs, camps et maisons de touristes, cabana clubs, clubs de chasse et pêche et stations estivales, sous le nom de « Hôtel Baie St-Paul inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Baie Saint-Paul, district judiciaire de Saguenay.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1781-1971

Hôtel Belmont (1971) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1971, constituant en corporation: Charles Desmarteau, homme d'affaires, 414, boulevard Marie-Victorin, Boucherville, Jacques Dagenais, et Pierre Dagenais, ces deux derniers restaurateurs, de 8172, boulevard St-Michel, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges, motels, restaurants et salles à manger, sous le nom de « Hôtel Belmont (1971) inc. », avec un capital total de $150,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 103, rue Principale, Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 2328-1971

Hôtel George VI ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Roland Turcotte, hôtelier, 181, Monseigneur Guay, Roland Bourbonnais, industriel, 188, Blais, et Grégoire Mailloux, comptable agréé, 45, 15e Rue est, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges, motels, ainsi que terrains de camping et restaurants, sous le nom de « Hôtel George VI ltée », avec un capital

Hôtel Baie St-Paul inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard-Raymond Tremblay, grocer and butcher, Monique Morin, housewife, wife of the said Gérard-Raymond Tremblay, Joseph Vandal, manager, and Jacynthe Simard, housewife, wife of the said Joseph Vandal, all four of Baie Saint-Paul, for the following purposes:

To operate hotels, motels, restaurants, clubs, inns, groceries, bakeries, confectioneries, taverns, dance halls, tourist agencies, camping grounds, sports centres, tourist camps and homes, "cabana clubs", fishing and hunting clubs and summer resorts, under the name of "Hôtel Baie St-Paul inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Baie St. Paul, judicial district of Saguenay.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1781-1971

Hôtel Belmont (1971) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Charles Desmarteau, businessman, 414 Marie-Victorin Boulevard, Boucherville, Jacques Dagenais, and Pierre Dagenais, the latter two restaurant operators, of 8172 St-Michel Boulevard, Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns, motels, restaurants and dining-rooms, under the name of "Hôtel Belmont (1971) inc.", with a total capital stock of $150,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 103 Main Street, Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 2328-1971

Hôtel George VI ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Turcotte, hotel-keeper, 181 Monseigneur Guay, Roland Bourbonnais, manufacturer, 188 Blais, and Grégoire Mailloux, chartered accountant, 45, 15th Street East, all three of Rimouski, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns, motels, as well as camping sites and restaurants, under the name of "Hôtel George VI ltée", with a total capital stock of

total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 4,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1879-1971

Hôtel Jean Dequen inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 2e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Dominique Verdone, 992, boulevard St-François, Arvida, Paul-Émile Lespérance, tous deux hôteliers, et Jacques Lespérance, caissier de banque, ces deux derniers de 810, boulevard du Centenaire, Jonquière, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, restaurants, auberges, tavernes, camps et maisons de touristes et stations estivales, sous le nom de « Hôtel Jean Dequen inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 992, boulevard Saint-François, Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40480-o 1708-1971

Les immeubles Bonaparte ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 19e jour de mars 1971, constituant en corporation: Joseph-P. Martineau, industriel, Gloria Asselin, ménagère, épouse dudit Joseph-P. Martineau, tous deux de 6405, Place Bonaparte, et Gilles Beaulieu, entrepreneur, 315, Navare, tous trois de Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les immeubles Bonaparte ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4500, boulevard Henri-Bourassa, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40480-o 1460-1971

Les immeubles J E V inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1971, constituant en corporation: Jean-H. Gagné, 1640, des Rocs, Sainte-Foy, Paule Gauthier, fille majeure, 630, Père

$50,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 4,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1879-1971

Hôtel Jean Dequen inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Dominique Verdone, 992 St-François Boulevard, Arvida, Paul-Émile Lespérance, both innkeepers, and Jacques Lespérance, bank cashier, the latter two of 810 du Centenaire Boulevard, Jonquière, for the following purposes:

To operate hotels, restaurants, inns, taverns, camps, tourist homes and summer resorts, under the name of "Hôtel Jean Dequen inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 992 St-François Boulevard, Arvida, judicial district of Chicoutimi.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40480 1708-1971

Les immeubles Bonaparte ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph-P. Martineau, manufacturer, Gloria Asselin, housewife, wife of the said Joseph-P. Martineau, both of 6405 Place Bonaparte, and Gilles Beaulieu, contractor, 315 Navare, all three of Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Les immeubles Bonaparte ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 4500 Henri-Bourassa Boulevard, Charlesbourg, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40480 1460-1971

Les immeubles J E V inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-H. Gagné, 1640 des Rocs, St. Foy, Paule Gauthier, spinster, 630 Père Marquette, and

Marquette, et Gratien Boily, 950, Bougainville, ces deux derniers de Québec, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les immeubles J E V inc. », avec un capital divisé en 9,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 20,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1250, 3e Avenue, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1657-1971

Les immeubles Norfer inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de juin 1970, constituant en corporation: Paul Ferron, 3453, de la Montagne, Réjean Bellemare, 1566, St-Joseph, tous deux de Shawinigan, et Bernard Gaillardetz, 575, 5e Avenue, Grand'Mère, tous trois journaliers, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les immeubles Norfer inc. », avec un capital total de $35,000, divisé en 2,000 actions de classe « A » de $10 chacune et en 1,500 actions de classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Shawinigan, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40480-o 1440-1970

Les importations S.A.N. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Gilbert Gendron, gérant, 1455, Sherbrooke ouest, Jean-Guy Oliver Gob, commerçant, et Nicole Bédard, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de 2250, Guy, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Les importations S.A.N. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1455, rue Sherbrooke ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1753-1971

Imprimerie MDB limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mars 1971, constituant

Gratien Boily, 950 Bougainville, the latter two of Québec, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les immeubles J E V inc.", with a capital stock divided into 9,000 common shares without nominal value and 20,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1250, 3rd Avenue, Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1657-1971

Les immeubles Norfer inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Ferron, 3453 de la Montagne, Réjean Bellemare, 1566 St-Joseph, both of Shawinigan, and Bernard Gaillardetz, 575, 5th Avenue, Grand'Mère, all three labourers, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Les immeubles Norfer inc.", with a total capital stock of $35,000, divided into 2,000 class "A" shares of $10 each and into 1,500 class "B" shares of $10 each.

The head office of the company is at Shawinigan, judicial district of Saint-Maurice.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40480 1440-1970

Les importations S.A.N. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilbert Gendron, manager, 1455 Sherbrooke West, Jean-Guy Oliver Gob, merchant, and Nicole Bédard, secretary, spinster, the latter two of 2250 Guy, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and to deal in all products, articles and merchandise under the name of "Les importations S.A.N. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1455 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1753-71

Imprimerie MDB limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporat-

en corporation: Michel Bourgeois, imprimeur, Micheline Côté, ménagère, épouse dudit Michel Bourgeois, tous deux de 91, 24e Avenue, Bois-des Filion, et Pierre Côté, pressier, 6979, Boyer, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, éditeurs, papetiers, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs typographes et autres commerces connexes, sous le nom de « Imprimerie MDB limitée », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale, 1,000 actions privilégiées classe "A" d'une valeur nominale de $10 chacune et en 20,000 actions privilégiées classe « B » sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 598-1971

ing: Michel Bourgeois, printer, Micheline Côté, housewife, wife of the said Michel Bourgesois, both of 91, 24th Avenue, Bois-des-Filion, and Pierre Côté, pressman, 6979 Boyer, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers, publishers, stationers, lithographers, engravers, bookbinders, booksellers, type-founders and in related trades, under the name of "Imprimerie MDB limitée", with a capital stock divided into 10,000 common shares without nominal value, 1,000 class "A" preferred shares of a nominal value of $10 each and 20,000 class "B" preferred shares without nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 598-1971

Institut de dermatologie de Montréal inc.
Montreal Dermatological Institute Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1971, constituant en corporation: Pierre Ricard, 7630, Dollier, Michel Lassonde, 4600, Jean Rivard, tous deux de Saint-Léonard, et Jean-Guy Trudeau, 1455, boulevard Morgan, app. 2, Montréal, tous trois médecins, pour les objets suivants:

Procurer à des médecins dont la spécialité est la dermatologie ou à toute personne autorisée, la propriété et la jouissance de biens nécessaires à l'organisation et à la pratique de leur profession, sous le nom de « Institut de dermatologie de Montréal inc.— Montreal Dermatological Institute Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1646-1971

Institut de dermatologie de Montréal inc.
Montreal Dermatological Institute Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Ricard, 7630 Dollier, Michel Lassonde, 4600 Jean Rivard, both of Saint-Léonard, and Jean-Guy Trudeau, 1455 Morgan Boulevard, Apt. 2, Montreal, all three physicians, for the following purposes:

To provide physicians specialized in dermatology or any other duly authorized persons with the property and use of the facilities necessary to the organization and practice of their profession, under the name of "Institut de dermatologie de Montreal inc.— Montreal Dermatological Institute Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1646-1971

Les jeunes cinéastes du Québec (J.C.Q.) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Godin, professeur, 210, 119e Rue, Shawinigan-Sud, Pierre Leclerc, technicien, 3404, de la Concorde, Sainte-Foy, et Gaston Bouffard, monteur, 2100, boulevard St-Cyrille ouest, Sillery, pour les objets suivants:

Grouper les jeunes du Québec qui s'intéressent particulièrement au cinéma ou à la photographie, afin de perfectionner leurs connaissances en telles matières, et promouvoir l'avancement desdites matières dans le Québec, sous le nom de « Les jeunes cinéastes du Québec (J.C.Q.) inc. ».

Les jeunes cinéastes du Québec (J.C.Q.) inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Claude Godin, teacher, 210, 119th Street, Shawinigan-South, Pierre Leclerc, technician, 3404 de la Concorde, St. Foy, and Gaston Bouffard, film-editor, 2100 St-Cyrille Boulevard West, Sillery, for the following purposes:

To form an association of young people of Québec who are particularly interested in the cinema and photography, in order to perfect their knowledge in such matters, and to promote these arts in Québec under the name of "Les jeunes cinéastes du Québec (J.C.Q.) inc.".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $900,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1865-1971

Jybeno inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1971, constituant en corporation: Benoit Nolin, ingénieur, Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, Jean-Yves Desjardins, avocat, et Nicole Belzile, infirmière, épouse dudit Jean-Yves Desjardins, ces deux derniers de 941, Pouliot, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Jybeno inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 210, boulevard Charest est, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1526-1971

Ladurantaye et Robert ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1971, constituant en corporation: Marie-Paule Cadorette, secrétaire, épouse de Jean-Guy Cadorette, 1505, Beauregard, Saint-Joseph, Michel Pothier, avocat, 1653, Girouard, et Jacques Pothier, stagiaire, 2580, Girouard, ces deux derniers de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Ladurantaye et Robert ltée », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 905, rue Villeneuve, Saint-Joseph, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX,

40480-o 1533-1971

Jean-Paul Lapointe & fils inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 22e jour de mars 1971, constituant en corporation: André Dubuc, homme d'affaires, 550, Fournier, Saint-Jérôme, Daniel Bédard, 120, boulevard Boivin, et Réjean Choinière, 455, Calixa

The amount to which is to be limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is $900,000.

The head office of the corporation is at St. Foy, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1865-1971

Jybeno inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Benoit Nolin, engineer, Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, Jean-Yves Desjardins, lawyer, and Nicole Belzile, nurse, wife of the said Jean-Yves Desjardins, the latter two of 941 Pouliot, St. Foy, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Jybeno inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 210 Charest Boulevard East, Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1526-1971

Ladurantaye et Robert ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marie-Paule Cadorette, secretary, wife of Jean-Guy Cadorette, 1505 Beauregard, Saint-Joseph, Michel Pothier, lawyer, 1653 Girouard, and Jacques Pothier, articled student, 2580 Girouard, the latter two of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Ladurantaye et Robert ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 905 Villeneuve Street, Saint-Joseph, judicial district of Saint-Hyacinthe.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1533-1971

Jean-Paul Lapointe & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Dubuc, businessman, 550 Fournier, Saint-Jérôme, Daniel Bédard, 120 Boivin Boulevard, and Réjean Choinière, 455 Calixa Lavallée, the

Lavallée, ces deux derniers avocats, de Granby, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fruits, légumes et toutes sortes de comestibles fabriqués, ainsi que tous les produits de la terre, de la vigne et des arbres, sous le nom de « Jean-Paul Lapointe & fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 550, rue Fournier, Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40480-o 1393-1971

L. Liberatore inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Robert Learmont Jamieson, 15, Westwood Drive, Pointe-Claire, John Cerini, 1010, rue Ste-Catherine ouest, tous deux avocats, et Louis Liberatore, administrateur, 10970, Tanguay, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « L. Liberatore inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10970, Tanguay, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1832-1971

La ligue de hockey de bienfaisance du Cap-de-la-Madeleine inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Ouellette, coiffeur, 255, Massicotte, Jean-Paul Lévesque, papetier, 152, Massicotte, et Jean-Guy Bellemare, commerçant, 260, St-Georges, tous trois de Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir le sport du hockey, sous le nom de « La ligue de hockey de bienfaisance du Cap-de-la-Madeleine inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1720-1971

Ligue des citoyens de Ste-Scholastique

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

latter two lawyers, of Granby, for the following purposes:

To deal in fruit, vegetables and all kinds of manufactured foodstuffs, as well as all produce of the soil, the vinegard and trees, under the name of "Jean-Paul Lapointe & fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 550 Fournier Street, Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40480 1393-1971

L. Liberatore inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Learmont Jamieson, 15 Westwood Drive, Pointe-Claire, John Cerini, 1010 St. Catherine Street West, both lawyers, and Louis Liberatore, administrator, 10970 Tanguay, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "L. Liberatore inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 10970 Tanguay, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1832-1971

La ligue de hockey de bienfaisance du Cap-de-la-Madeleine inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Claude Ouellette, hairdresser, 255 Massicotte, Jean-Paul Lévesque, stationer, 152 Massicotte, and Jean-Guy Bellemare, dealer, 260 St-Georges, all three of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To form and operate a sports club and promote the sport of hockey, under the name of "La ligue de hockey de bienfaisance du Cap-de-la-Madeleine inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess is limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Three Rivers.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1720-1971

Ligue des citoyens de Ste-Scholastique

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 30e jour de mars 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Dollard Lapierre, 130, Forget, Derick Perry, 142, St-Michel, Pierre Jacob, 145, Forget, tous trois opérateurs, Claude Beaulieu, vendeur, 133, St-Michel, Georges Larrivée, entrepreneur en chauffage, 144, Forget, Gaston Mermoud, représentant de ventes, 131, St-Michel, Jean-Paul Tessier, inspecteur, 29, Nicole, et Clifford Trayner, gérant des ventes, 132, St-Michel, tous de Saint-Janvier, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts culturels et sociaux des membres, sous le nom de « Ligue des citoyens de Ste-Scholastique ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Scholastique, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 5198-1970

Loisirs de St-Esprit (St-Eustache) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1971, constituant en corporation sans capital-actions: René Lachance, notaire, 247, rue De Bellefeuille, Saint-Eustache, Christiane Forget, épouse de Gaétan Latrémouille, 257, 21e Avenue, et Aline Poulin, épouse de Octave Huard, 401, 6e Avenue, ces deux dernières secrétaires, de Deux-Montagnes, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Loisirs de St-Esprit (St-Eustache) inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 762-1971

J. B. Loranger (1971) ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Jean-Charles Bélanger, comptable, 1267, Portland, Gérald-E. Desmarais, avocat, 2215, Descartes, et Diane Brault, secrétaire, épouse de Peter Brault, 584, Victoria, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de marchandises et articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « J. B. Loranger (1971) ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 800 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Dollard Lapierre, 130 Forget, Derick Perry, 142 St-Michel, Pierre Jacob, 145 Forget, all three operators, Claude Beaulieu, salesman, 133 St-Michel, Georges Larrivée, heating contractor, 144 Forget, Gaston Mermoud, sales representative, 131 St-Michel, Jean-Paul Tessier, inspector, 29 Nicole, and Clifford Trayner, sales manager, 132 St-Michel, all of St. Janvier, for the following purposes:

To promote the cultural and social interests of its members, under the name of "Ligue des citoyens de Ste-Scholastique".

The amount to which is limited the value of the immovables which may be acquired and held by the corporation is $100,000.

The head office of the corporation is at St. Scholastique, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 5198-1970

Loisirs de St-Esprit (St-Eustache) inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: René Lachance, notary, 247 De Bellefeuille Street, Saint-Eustache, Christiane Forget, wife of Gaétan Latrémouille, 257, 21st Avenue, and Aline Poulin, wife of Octave Huard, 401, 6th Avenue, the latter two secretaries, of Deux-Montagnes, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "Loisirs de St-Esprit (St-Eustache) inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess is limited, is $40,000.

The head office of the corporation is at Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 762-1971

J. B. Loranger (1971) ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Charles Bélanger, accountant, 1267 Portland, Gérald-E. Desmarais, lawyer, 2215 Descartes, and Diane Brault, secretary, wife of Peter Brault, 584 Victoria, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To manufacture and to deal in merchandise and articles manufactured totally or in part from metal or wood, under the name of "J. B. Loranger (1971) ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $10 each, 1,000 preferred shares class "A" of $10 each and 800 preferred shares class "B" of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 300, rue Des Forges, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40480-o 2-1971

Lutrand inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres pâtentes, en date du 15e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Denise L'Archer, 940, de la Victoire, Lisette Fortier, 440, des Bouleaux est, app. 4, toutes deux de Québec, et Louise Cloutier, 395, 70e Rue ouest, Charlesbourg, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Lutrand inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 8,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 333, Du Souvenir, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1913-1971

MB Showroom Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1971, constituant en corporation: André Hébert, 38, de Tilby, Boucherville, Marcel Bertrand, tous deux vendeurs, Cécile Roy, ménagère, épouse sudit Marcel Bertrand, tous deux de 5058, Chambord, et Andrée Chouinard, secrétaire, épouse d'André Chapleau, 4315, St-Hubert, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de meubles meublants pour maisons domiciliaires ou institutions publiques, sous le nom de « MB Showroom Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune, 500 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 150 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 6502, rue Papineau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1738-1971

M.J.C. Hobby & Toys Ltd.
Hobby & jouets M.J.C. ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Rolland Prud'Homme, pharmacien, 222, Henri-Bourassa est, Jean Coutu, comédien, 3, Carré Westmount, app. 418, tous deux de Montréal,

The head office of the company is at 300 Des Forges Street, Trois-Rivières, judicial district of Three Rivers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40480 2-1971

Lutrand inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denise L'Archer, 940 de la Victoire, Lisette Fortier, 440 des Bouleaux East, Apt. 4, both of Québec, and Louise Cloutier, 395, 70th Street West, Charlesbourg, all three secretaries, spinsters, for the following purposes:

To do business as general building contractors, under the name of "Lutrand inc.", with a total capital stock of $100,000 divided into 2,000 common shares of $10 each and 8,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 333 Du Souvenir, Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1913-1971

MB Showroom Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Hébert, 38 de Tilly, Boucherville, Marcel Bertrand, both salesmen, Cécile Roy, housewife, wife of the said Marcel Bertrand, both of 5058 Chambord, and Andrée Chouinard, secretary, wife of André Chapleau, 4315 St-Hubert, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture for residences and public institutions, under the name of "MB Showroom Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each, 500 class "A" preferred shares of $10 each and 150 class "B" preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 6502 Papineau Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1738-1971

M.J.C. Hobby & Toys Ltd.
Hobby & jouets M.J.C. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rolland Prud'Homme, pharmacist, 222 Henri-Bourassa East, Jean Coutu, actor, 3 Westmount Square, Apt. 418, both of Montreal, and Jean-Paul

et Jean-Paul Boileau, représentant, 537, Bourget, Granby, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de jouets de toute sorte, nouveautés, articles de marotte (hobby), peluches, ameublements, quincaillerie et de toutes sortes de spécialités connexes, sous le nom de « M.J.C. Hobby & Toys Ltd. — Hobby & jouets M.J.C. ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1610-1971

Boileau, representative, 537 Bourget, Granby, for the following purposes:

To manufacture and deal in toys of all sorts, novelties, hobby items, plush articles, furnishings, hardware and all sorts of similar specialties, under the name of "M.J.C. Hobby & Toys Ltd. — Hobby & jouets M.J.C. ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1610-1971

Maison d'aide et d'information des chômeurs du Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Albert, recherchiste, Christiane Albert, secrétaire, épouse dudit Jacques Albert, et René Beaudin, journaliste, tous trois de 783, Ste-Claire, Québec, pour les objets suivants:

Venir en aide aux chômeurs, sous le nom de « Maison d'aide et d'information des chômeurs du Québec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est 783, rue Ste-Claire, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1783-1971

Maison d'aide et d'information des chômeurs du Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jacques Albert, research worker, Christiane Albert, secretary, wife of the said Jacques Albert, and René Beaudin, journalist, all three of 783 Ste-Claire, Québec, for the following purposes:

To help the unemployed, under the name of "Maison d'aide et d'information des chômeurs du Québec inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess is limited, is $25,000.

The head office of the corporation is at 783 Ste-Claire Street, Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1783-1971

Maison de repos Laval inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mars 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Antoinette Leclerc, administratrice, veuve d'Albert Leclerc, 2235, 34e Rue, Laval, Robert La Haye, avocat, 717, Place Fleury, et Jocelyne Genest, sténographe, fille majeure, 1839, Lincoln, #17, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Venir en aide aux pauvres et aux nécessiteux, et plus particulièrement aux retraités, malades, impotents ou incurables, sous le nom de « Maison de repos Laval inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est 2355, boulevard Ste-Rose, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1510-1971

Maison de repos Laval inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Antoinette Leclerc, administrator, widow of Albert Leclerc, 2235, 34th Street, Laval, Robert La Haye, lawyer, 717 Place Fleury, and Jocelyne Genest, stenographer, spinster of the full age of majority, 1839 Lincoln, #17, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To help the poor and needy, particularly pensioners, the sick, crippled or incurable, under the name of "Maison de repos Laval inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess is limited, is $1,000,000.

The head office of the corporation is at 2355 Ste-Rose Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1510-1971

La maison du coffre inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 6e jour d'avril 1971, constituant en corporation: André Chapleau, imprimeur, Andrée Chouinard, secrétaire, épouse dudit André Chapleau, tous deux de 4315, St-Hubert, Marcel Bertrand, ces deux derniers de 5058, rue Chambord, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de pièces de lingerie de maison, literie et pièces de trousseau, sous le nom de « La maison du coffre inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune, 500 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 150 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40480-o 1737-1971

La maison du coffre inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Chapleau, printer, Andrée Chouinard, secretary, wife of the said André Chapleau, both of 4315 St-Hubert, Marcel Bertrand, salesman, and Cécile Roy, housewife, wife of the said Marcel Bertrand, the latter two of 5058 Chambord Street, all four of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of house linens, bedding and trousseau articles, under the name of "La maison du coffre inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each, 500 class "A" preferred shares of $10 each and 150 class "B" preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40480 1737-1971

Maisons-mobiles Chibougamau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Pierre-Paul Néron, commerçant, Gaétane Gagnon, maîtresse de maison, épouse dudit Pierre-Paul Néron, tous deux de 326, 3e Rue, André Perron, commerçant, et Gilberte Brassard, maîtresse de maison, épouse dudit André Perron, ces deux derniers de 309, 2e Rue, tous quatre de Chibougamau, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce des maisons-mobiles et roulottes de toutes sortes, sous le nom de « Maisons-mobiles Chibougamau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chibougamau, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1064-1971

Maisons-mobiles Chibougamau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre-Paul Néron, trader, Gaétane Gagnon, housewife, wife of the said Pierre-Paul Néron, both of 326, 3rd Street, André Perron, trader, and Gilberte Brassard, housewife, wife of the said André Perron, the latter two of 309, 2nd Street, all four of Chibougamau, for the following purposes:

To manufacture and deal in mobile homes and trailers of all kinds, under the name of "Maisons-mobiles Chibougamau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Chibougamau, judicial district of Roberval.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1064-1971

J. A. Morin & frères inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Pierre Roy, acheteur, Jean-Marie Couture, et Jean-Marie Labonté, ces deux derniers machinistes, tous trois de La Guadeloupe, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce des minérais, métaux, produits chimiques et autres préparations, sous le nom de « J. A. Morin & frères inc. », avec un

J. A. Morin & frères inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Roy, purchaser, Jean-Marie Couture, and Jean-Marie Labonté, the latter two machinists, all three of La Guadeloupe, for the following purposes:

To manufacture and deal in ores, metals, chemicals and other preparations, under the name of "J. A. Morin & frères inc.", with a total capital stock of

capital total de $100,000, divisé en 800 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Guadeloupe, district judiciaire de Beauce.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1330-1971

L. E. Marcotte inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Emmanuel Marcotte, assureur-vie, 17, Helmer, Léonard Marcotte, professeur, 53, Lucien Brault, tous deux de Hull, et Dieter Stoschek, menuisier, 14, Church, Aylmer, pour les objets suivants.

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux. sous le nom de « L. E. Marcotte inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 370 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1779-1971

Conrad Miousse & fils inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 16e jour de mars 1971, constituant en corporation: Michel Miousse, Conrad Miousse, tous deux commerçants, et Marie-Rose Bourque, ménagère, épouse dudit Conrad Miousse, tous trois de L'Étang-du-Nord, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de meubles, tapis et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Conrad Miousse & fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à L'Étang-du-Nord, district judiciaire de Gaspé.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40480-o 1418-1971

Mousseau Tremblay inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Robert Chagnon, commis en actuariat, 920, rue Myrand, Mousseau Tremblay, géologue, et Claire Desmarais, ménagère, épouse dudit Mousseau Tremblay, ces deux derniers de 1035, rue Dijon, tous trois de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

$100,000, divided into 800 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at La Guadeloupe, judicial district of Beauce.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1330-1971

L. E. Marcotte inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Emmanuel Marcotte, life insurance man, 17 Helmer, Léonard Marcotte, teacher, 53 Lucien Brault, both of Hull, and Dieter Stoschek, carpenter, 14 Church, Aylmer, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "L. E. Marcotte inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, 2,000 class "A" preferred shares of $1 each and 370 class "B" preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Hull, judicial district of Hull.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1779-1971

Conrad Miousse & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Miousse, Conrad Miousse, both dealers, and Marie-Rose Bourque, housewife, wife of the said Conrad Miousse, all three of L'Étang-du-Nord, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture, carpets and novelties of all kinds, under the name of "Conrad Miousse & fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at L'Étang-du-Nord, judicial district of Gaspé.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40480 1418-1971

Mousseau Tremblay inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Chagnon, actuarial clerk, 920 Myrand Street, Mousseau Tremblay, geologist, and Claire Desmarais, housewife, wife of the said Mousseau Tremblay, the latter two of 1035 Dijon Street, all three of St. Foy, for the following purposes:

Agir comme expert et conseiller en matière de mines, gaz naturel et pétrole, sous le nom de « Mousseau Tremblay inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune, 5,000 actions classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1035, rue Dijon, Saite-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40480-o 1749-1971

Orchestre les Sénateurs inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Marc Lauture, chef d'orchestre, Janine Chatman, ménagère, veuve de Thomas Chatman, tous deux de 126, avenue Pie X, et Jean-Marc Béliveau, avocat, 117, Notre-Dame est, tous trois de Victoriaville, pour les objets suivants:

Vendre les services d'un orchestre pour fins de danse, sous le nom de « Orchestre les Sénateurs inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 90 actions privilégiées d'une valeur nomianle de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 126, avenue Pie X, Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40480-o 1486-1971

André Paul inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1971, constituant en corporation: André Gagnon, administrateur, Denise Lepage, caissière, épouse dudit André Gagnon, tous deux de 334B, Roberval, Arvida, Raymond Tremblay, commis, et Huguette Tremblay, institutrice, épouse dudit Raymond Tremblay, ces deux derniers de 289, St-Jérôme, Jonquière, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de vêtements, produits et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « André Paul inc. », avec un capital total de $40,000 divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40480-o 1155-1971

Peintures Poly-Décor ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Herbert Birkett McNally, 4006, avenue Montrose, Paul Frederick Dingle, 528,

To carry on business as advisers and consultants in mining, natural gas and oil, under the name of "Mousseau Tremblay inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 class "A" shares of a nominal value of $1 each, 5,000 class "B" shares of a nominal value of $1 each and 30,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 1035 Dijon Street, St. Foy, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Dirctor of the Companies Service.

40480 1749-1971

Orchestre les Sénateurs inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marc Lauture, orchestra leader, Janine Chatman, housewife, widow of Thomas Chatman, both of 126 Pie X Avenue, and Jean-Marc Béliveau, lawyer, 117 Notre-Dame East, all three of Victoriaville, for the following purposes:

To serve as the agency for a dance orchestra, under the name of "Orchestre les Sénateurs inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $10 each and 90 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 126 Pie X Avenue, Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40480 1486-1971

André Paul inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Gagnon, administrator, Denise Lepage, cashier, wife of said André Gagnon, both of 334B Roberval, Arvida, Raymond Tremblay, clerk, and Huguette Tremblay, teacher, wife of said Raymond Tremblay, the latter two of 289 St-Jérôme, Jonquière, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, articles and goods of any kind, under the name of "André Paul inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Arvida, judicial district of Chicoutimi.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40480 1155-1971

Peintures Poly-Décor ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Herbert Birkett McNally, 4006 Montrose Avenue, Paul Frederick Dingle, 528 Mount

Mount Pleasant, Paul-R. Marchand, 52, avenue Windsor, tous trois de Westmount, John H. Dawson, 28, chemin Stratford, Hampstead, et Claire Richer, épouse de David McCready, 4923, Mariette, Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de pièces et d'accessoires de décorations et d'objets s'y rapportant, sous le nom de « Peintures Poly-Décor ltée », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair de 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le présent avis annule et remplace celui qui a été publié dans le numéro 18 de la *Gazette officielle du Québec*, du 1er mai 1971, à la page 3514, sous le titre « Peinture Poly-Décor ltée ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40480 287-1971

Charles A. Periard inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1971, constituant en corporation: Lise Cousineau, secrétaire, fille majeure, Hull, Marcel Beaudry, Lucerne, et Michel Beaudry, Touraine, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Manugacturer et faire le commerce des denrées en conserve et de tous leurs produits et sous-produits, sous le nom de « Charles A. Periard inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 136, rue St-Louis, Pointe-Gatineau, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 5427-1970

Les placements B.T. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Lucien Tremblay, 153, Ducharme, Marcel Bernard, homme d'affaires, et Mme Joseph-Henri Bernard, veuve, rentière, ces deux derniers de 200, Chabot, tous trois de Vanier, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, sous le nom de « Les placements B.T. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Vanier, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1695-1971

Pleasant, Paul-R. Marchand, 52 Windsor Avenue, all three of Westmount, John H. Dawson, 28 Stratford Road, Hampstead, and Claire Richer, wife of David McCready, 4923 Mariette, Montreal, all advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in decorator supplies and any articles associated therewith, under the name of "Peintures Poly-Décor ltée", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value and 30,000 preferred shares with a par value of $1 each.

The head office of the company is at Longueuil judicial district of Montreal.

The present notice annuls and replaces the one which was published in number 18 of the *Québec Official Gazette*, on May 1, 1971, on page 3514, under the title of « Peinture Poly-Décor ltée".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40480-o 287-1971

Charles A. Periard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lise Cousineau, secretary, spinster, Hull, Marcel Beaudry, Lucerne, and Michel Beaudry, Touraine, the latter two lawyers, for the following purposes:

To manufacture and to deal in tinned foods and all their products and by-products, under the name of "Charles A. Periard inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 136 St-Louis Street, Pointe-Gatineau, judicial district of Hull.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 5427-1970

Les placements B.T. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lucien Tremblay, 153 Ducharme, Marcel Bernard, businessman, and Mrs. Joseph-Henri Bernard, widow, annuitant, the latter two of 200 Chabot, all three of Vanier, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Les placements B.T. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of a nominal value of $10 each and 1,500 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Vanier, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1695-1971

Les placements M. A. Gagnon ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1971, constituant en corporation: Pierre Barry, comptable, 71, St-Pierre, J.-Alphonse Gagnon, 70, St-Paul, tous deux de Québec, et Michel Gagnon, 35, des Coquilles, Beauport, ces deux derniers industriels, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les placements M. A. Gagnon ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 50 actions ordinaires de $10 chacune, 450 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 3,500 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1303-1971

Les placements M. A. Gagnon ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Barry, accountant, 71 St-Pierre, J.-Alphonse Gagnon, 70 St-Paul, both of Québec, and Michel Gagnon, 35 des Coquilles, Beauport, the latter two manufacturers, for the following purposes:

To do business as an investment company under the name of "Les placements M. A. Gagnon ltée », with a total capital stock of $40,000, divided into 50 common shares of $10 each, 450 preferred shares class "A" of $10 each and 3,500 preferred shares class "B" of $10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1303-1971

Porteau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 1er jour d'avril 1971, constituant en corporation: Lise Poirier, secrétaire, épouse de André Asselin, 426, rue Beaudry nord, Louis Laporte, avocat, et Gabrielle Trudeau, ménagère, épouse dudit Louis Laporte, ces deux derniers de 449, rue Bordeleau, tous trois de Joliette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Porteau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 449, rue Bordeleau, Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40480-o 1768-1971

Porteau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lise Poirier, secretary, wife of André Asselin, 426 Beaudry Street North, Louis Laporte, lawyer, and Gabrielle Trudeau, housewife, wife of the said Louis Laporte, the latter two of 449 Bordeleau Street, all three of Joliette, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Porteau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 449 Bordeleau, Joliette, judicial district of Joliette.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40480 1768-1971

Préfabco ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, route rurale #1, Lennoxville, Micheline Bégin, 31, Wood, et Ginette Talbot, 488, London, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneurs généraux en construction et faire affaires comme compagnie de gestion, de portefeuille et de placement, sous le nom de « Préfabco ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 37,500 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 1,500 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Préfabco ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Coulombe, lawyer, Rural Route #1, Lennoxville, Micheline Bégin, 31 Wood, and Ginette Talbot, 488 London, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, of Sherbrooke, for the following purposes:

To deal as general building contractors and to carry on business as a management, holding and investment company, under the name of "Préfabco ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, 37,500 class "A" preferred shares of $1 each and 1,500 class "B" preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est Route rurale #5, Magog, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1851-1971

The head office of the company is at Rural Route #5, Magog, judicial district of Saint-François.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1851-1971

Les productions Carle-Lamy ltée
Carle-Lamy Productions Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1971, constituant en corporation: Douglas Pascal, avocat, 5392, Prince of Wales, Huguette Fournier, 6825, 28e Avenue, tous deux de Montréal, et Clàudine Proutat, 200, Corot, Ile-aux-Soeurs, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Produire, réaliser, mettre en scène, éditer et distribuer des films cinématographiques ou autres productions audio-visuelles, y compris celles utilisant des moyens électroniques ou magnétoscopiques, sous le nom de « Les productions Carle-Lamy ltée — Carle-Lamy Productions Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40480-o 1653-1971

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Douglas Pascal, lawyer, 5392 Prince of Wales, Huguette Fournier, 6825, 28th Avenue, both of Montreal, and Claudine Proutat, 200 Corot, Sisters' Island, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To produce, direct, stage, edit and distribute cinematographic films and other audio-visual productions, including those making use of electronic methods or tapes, under the name of "Les productions Carle-Lamy ltée — Carle-Lamy Productions Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40480 1653-1971

Les productions Librefilms inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Uriel G. Luft, administrateur, 3531, Vendôme, Luc-Michel Hannaux, cinéaste, et Éliane Benyayer, monteuse de films, épouse dudit Luc-Michel Hannaux, ces deux derniers de 4850, Édouard-Montpetit, #19, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme producteurs et éditeurs de films de tous genres, sous le nom de « Les productions Librefilms inc. », avec un capital total de $30,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 624-1971

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Uriel G. Luft, administrator, 3531 Vendôme, Luc-Michel Hannaux, film-producer, and Éliane Benyayer, film-editor, wife of the said Luc-Michel Hannaux, the latter two of 4850 Édouard-Montpetit, No. 19, all three of Montreal, for the following purposes:

To do business as producers and film editors for all kinds of films, under the name of "Les productions Librefilms inc.", with a total capital stock of $30,000 divided into 300 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 624-1971

Québec Mini-Putt Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 25e jour de mars 1971, constituant en corporation: Roger Bégin, gérant de crédit, 2551, chemin St-Louis, Sillery, Yves Descôteaux, étudiant, 850, Lévis, Micheline Durand, 315, 9e Rue, Lise

Québec Mini-Putt Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Bégin, credit manager, 2551 St. Louis Road, Sillery, Yves Descôteaux, student, 850 Lévis, Micheline Durand, 315, 9th Street, Lise Sirois, 377

Sirois, 377, Marie-Louise, tous trois de Québec, Louise Bouchard, 1430, Preston, Sillery, Marie-Suzan Lépine, 930, Pouliot, Marthe Lessard, 2440, Place Prével, toutes cinq secrétaires, filles majeures, et Jean Sirois, avocat, 1307, Fontenay, ces trois derniers de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Fabriquer, construire, ériger, acheter, vendre, exporter, importer, louer et exploiter des golfs intérieurs ou extérieurs, ainsi que tous les accessoires connexes, équipements, instruments et appareils de toutes sortes s'y rapportant, sous le nom de « Québec Mini-Putt Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 6,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10, rue de Bernières, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40480-o 1540-1971

Marie-Louise, all three of Québec, Louise Bouchard, 1430 Preston, Sillery, Marie-Suzan Lépine, 930 Pouliot, Marthe Lessard, 2440 Place Prével, all five secretaries, spinsters, and Jean Sirois, lawyer, 1307 Fontenay, the latter three of St. Foy, for the following purposes:

To manufacture, build, erect, purchase, sell, export, import, rent and operate interior or exterior golf layouts, as well as all related accessories, equipment, instruments and appliances of all kinds related thereto, under the name of "Québec Mini-Putt Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 4,000 common shares of $10 each and 6,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 10 Bernières Street, Québec, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40480 1540-1971

Québec Télé-Sélection inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1971, constituant en corporation: Danielle Trudel, 7125, Louis-Hémon, Montréal, Thérèse Séguin, 337, boulevard Thompson, et Claire Lebeau, 10775, avenue de L'Esplanade, ces deux dernières de Saint-Laurent, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Produire, distribuer et présenter des films cinématographiques, sous le nom de « Québec Télé-Sélection inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 600 actions privilégiées d'une value nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie ese 690, rue Lagauchetière, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1618-1971

Québec Télé-Sélection inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Danielle Trudel, 7125 Louis- Hémon, Montreal, Thérèse Séguin, 337 Thompson Boulevard, and Claire Lebeau, 10775 L'Esplanade Avenue, the latter two of Saint-Laurent, all three secretaries, spinsters, for the following purposes:

To produce, distribute and present cinematographic films, under the name of "Québec Télé-Sélection inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $100 each and 600 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 690 Lagauchetière Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1618-1971

R.M.P. transport inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Robert Major, comptable, Micheline Pépin, ménagère, épouse dudit Robert Major, tous deux de 4200, Desmarteau, Marcel Pépin, camionneur, et Rita Marcil, ménagère, épouse dudit Marcel Pépin, ces deux derniers de 3230, Baldwin, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « R.M.P. transport inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

R.M.P. transport inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Major, accountant, Micheline Pépin, housewife, wife of the said Robert Major, both of 4200 Desmarteau, Marcel Pépin, trucker, and Rita Marcil, housewife, wife of the said Marcel Pépin, the latter two of 3230 Baldwin, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "R.M.P. transport inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 4200, rue Desmarteau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1867-1971

Rallye Tiers-Monde de la Chaudière inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Beaudoin, Saint-Joseph-de-Beauce, Pierre Pouliot, Lac Etchemin, et Roger Dionne, Sainte-Marie, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Venir en aide aux pays sous développés, sous le nom de « Rallye Tiers-Monde de la Chaudière inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Georges, district judiciaire de Beauce.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1530-1971

Reliure Deshaies & associés ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Gérard Deshaies, commerçant, 9280, Venant Quiblier, Gérard Vivier, relieur, et Thérèse Deshaies, ménagère, épouse dudit Gérard Vivier, ces deux derniers de 9151, 14e Avenue, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et l'industrie et la reliure de volumes, périodiques, brochures et imprimés, sous le nom de « Reliure Deshaies & associés ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1119-1971

Bertrand Roy inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 1er jour d'avril 1971, constituant en corporation: Léo Daigle, avocat, 248, St-Edmond, Bertrand Roy, vendeur, et Monique Geoffroy, ménagère, épouse dudit Bertrand Roy, ces deux derniers de 245, Breault, tous trois d'Asbestos, pour les objets suivants:

Faire le commerce de gaz, d'huile et de combustibles et lubrifiants de toutes sortes, sous le nom de « Bertrand

The head office of the company is at 4200 Desmarteau Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1867-1971

Rallye Tiers-Monde de la Chaudière inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jacques Beaudoin, Saint-Joseph-de-Beauce, Pierre Pouliot, Lake Etchemin, and Roger Dionne, Sainte-Marie, all three lawyers, for the following purposes:

To help under-developed countries, under the name of "Rallye Tiers-Monde de la Chaudière inc.".

The amount to which is to be limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is $50,000.

The head office of the corporation is at Saint-Georges, judicial district of Beauce.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1530-1971

Reliure Deshaies & associés ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Deshaies, dealer, 9280 Venant Quiblier, Gérard Vivier, bookbinder, and Thérèse Deshaies, housewife, wife of the said Gérard Vivier, the latter two of 9151, 14th Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and craft of bookbinding of books, periodicals, brochures and printed matter, under the name of "Reliure Deshaies & associés ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1119-1971

Bertrand Roy inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léo Daigle, lawyer, 248 St-Edmond, Bertrand Roy, salesman, and Monique Geoffroy, housewife, wife of the said Bertrand Roy, the latter two of 245 Breault, all three of Asbestos, for the following purposes:

To deal in gas, oil and combustible, and lubricants of all kinds, under the name of "Bertrand Roy inc.",

Roy inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 390 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Danville, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40480-o 1529-1971

with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 390 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Danville, judicial district of Saint-François.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40480 1529-1971

Joseph Ruelland inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Joseph Ruelland, entrepreneur, 1475, Pie X, Laval, Yvon Renaud, notaire, 5565, Wilderton, et Robert-J. Bertrand, avocat, 5580, Woodbury, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Joseph Ruelland inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1475, rue Pie X, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1825-1971

Joseph Ruelland inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph Ruelland, contractor, 1475 Pie X, Laval, Yvon Renaud, notary, 5565 Wilderton, and Robert-J. Bertrand, lawyer, 5580 Woodbury, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To do business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Joseph Ruelland inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 1475 Pie X Street, Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1825-1971

St. Sauveur Petroleum Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 1er jour d'avril 1971, constituant en corporation: Paule Pilon, secrétaire, épouse de Aquila Pilon, 65, Bélanger, Laval, Guy-P. Genest, 3152, Fendall, et Paul Chevalier, 5289, McKenna, ces deux derniers avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Industrie et commerce des huiles, graisses, pétroles, et tous leurs produits, et du gaz naturel, sous le nom de « St. Sauveur Petroleum Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 200 actions ordinaires de $5 chacune et en 490 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Sauveur-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40480-o 1637-1971

St. Sauveur Petroleum Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paula Pilon, secretary, wife of Aquila Pilon, 65 Bélanger, Laval, Guy-P. Genest, 3152, Fendall, and Paul Chevalier, 5289 McKenna, the latter two lawyers, of Montreal, for the following purposes:

To deal in oil, grease, petroleum and all their products, and natural gas, under the name of "St. Sauveur Petroleum Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 200 common shares of $5 each and 490 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Sauveur-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40480 1637-1971

S.P.P.S. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1971, constituant en corporation: Jacques Laurent, 573, Berwick, Marc Bourgeois, 69, Vivian, et Gilles Bertrand, 147, Dunrae, tous trois avocats, de Mont-Royal, pour les objets suivants:

S.P.P.S. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Laurent, 573 Berwick, Marc Bourgeois, 69 Vivian, and Gilles Bertrand, 147 Dunrae, all three lawyers, of Mount Royal, for the following purposes:

Exploiter une agence de spectacles, sous le nom de « S.P.P.S. inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 700 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1706-1971

To operate an entertainment agency, under the name of S.P.P.S. inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 300 common shares of a nominal value of $100 each and 700 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1706-1971

Service auxiliaire des veuves de Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1971, constituant en corporation sans capital-actions Rita Deschênes, veuve de Guy Paquet, 297, St-Ambroise, Marie-Jeanne Émond, veuve de Albert Maheux, 1343, 3e Avenue, et Jacqueline Dorval, veuve de Donat Deschênes, 281, d'Iberville, toutes trois éducatrices, de Québec, pour les objets suivants:

Revaloriser le veuvage dans la communauté sociale, politique et religieuse, sous le nom de « Service auxiliaire des veuves de Québec ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 401-1971

Service auxiliaire des veuves de Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Rita Deschênes, widow of Guy Paquet, 297 St. Ambroise, Marie-Jeanne Émond, widow of Albert Maheux, 1343, 3rd Avenue, and Jacqueline Dorval, widow of Donat Deschênes, 281 d'Iberville, all three teachers, of Québec, for the following purposes:

To promote proper recognition of the place of widowhood in the social, political and religious fabrics of our society, under the name of "Service auxiliaire des veuves de Québec".

The amount to which is to be limited the annual revenue from the immovables which may be acquired or held by the corporation is $25,000.

The head office of the corporation is at Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 401-1971

Service d'épanouissement collectif de l'Outaouais

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Debain, fonctionnaire, 85, Jolicoeur, Barbara Faubert, éducatrice, épouse de Michel Faubert, 750, boulevard St-Joseph, et Guy Mignault, animateur culturel, 310, boulevard Alexandre Taché, tous trois de Hull, pour les objets suivants:

Animer par des moyens sociaux, éducatifs et culturels les enfants de Hull et du Hull métropolitain dans un sens de dignité humaine, de connaissances accrues, de revalorisation de leur mileu et de parfaire leur éducation pour une société d'expression collective, sous le nom de « Service d'épanouissement collectif de l'Outaouais ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1091-1971

Service d'épanouissement collectif de l'Outaouais

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Pierre Debain, civil servant, 85 Jolicoeur, Barbara Faubert, teacher, wife of Michel Faubert, 750 St. Joseph Boulevard, and Guy Mignault, cultural animator, 310 Alexandre Taché Boulevard, all three of Hull, for the following purposes:

To awaken by social, educational and cultural means the children's interest of Metropolitan Hull in a sense of human dignity, in learning more about themselves, in a new appreciation of their milieu, and in perfecting their educational preparedness for a society of mass participaion, under the name of "Service d'épanouissement collectif de l'Outaouais".

The amount to which is to be limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is $100,000.

The head office of the corporation is at Hull, judicial district of Hull.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1091-1971

Service des loisirs Fabreville Nord

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Prud'homme, jardinier, 1115, 45e Avenue, Adrien Tremblay, retraité, 1211, 40e Avenue, et Raymond Martello, mécanicien, 817, Madeleine, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Service des loisirs Fabreville Nord ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $250,000.

Le siège social de la corporation est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1786-1971

Service Métropolitain de remplacement médical inc.
Metropolitan Medical Remplacement Service Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Taranu, 3500, Fullum, Alex J. Scarlat, 3845, Ridgewood, app. 310, tous deux de Montréal, et Burton Ayre, 1481, Regent, Mont-Royal, tous trois médecins, pour les objets suivants:

Fournir et mettre à la disposition des médecins un secrétariat permanent pour assurer au public en général et plus particulièrement aux patients des médecins, des services permanents, sous le nom de « Service Métropolitain de remplacement médical inc.— Metropolitan Medical Replacement Service Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 5554-1970

Les spécialistes de l'habitation E.D.M. ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1971, constituant en corporation: Marcel Saindon, vendeur, 328, Laberge, Émile Saindon, constructeur, et Bernadette Dubé, mégère, épouse dudit Émile Saindon, ces deux derniers de 9404, Du Buisson, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes

Service des loisirs Fabreville Nord

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Pierre Prud'homme, garderner, 1115, 45th Avenue, Adrien Tremblay, pensioner, 1211, 40th Avenue, and Raymond Martello, mechanic, 817 Madeleine, all three of Laval, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "Service des loisirs Fabreville Nord".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess is limited, is $250,000.

The head office of the corporation is at Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1786-1971

Service Métropolitain de remplacement médical inc.
Metropolitan Medical Remplacement Service Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean Taranu, 3500 Fullum, Alex J. Scarlat, 3845 Ridgewood, Apt. 310, both of Montreal, and Burton Ayre, 1481 Regent, Mount Royal, all three physicians, for the following purposes:

To provide and put at the disposal of physicians a permanent secretariat which will ensure a good permanent service to the public in general and in particular to patients of the physicians, under the name of "Service Métropolitain de remplacement médical inc.— Metropolitan Medical Replacement Service Inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess is limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 5554-1970

Les spécialistes de l'habitation E.D.M. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Saindon, salesman, 328 Laberge, Émile Saindon, builder, and Bernadette Dubé, housewife, wife of the said Émile Saindon, the latter two of 9404 Du Buisson, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, and to deal in all kinds of building mate-

sortes de matériaux de construction, sous le nom de « Les spécialistes de l'habitation E.D.M. ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9404, Du Buisson, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1668-1971

Sygle inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1971, constituant en corporation: Laurette Parent, maîtresse de maison, veuve de Armand Garneau, 6575, St-Vallier, Montréal, Suzanne Lévesque, ménagère, épouse de Yvon Garneau, 3179, Cartier, et Paul Lévesque, gérant, 3184, Champlain, ces deux derniers de Sainte-Marthe-sur-le-Lac, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Sygle inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3179, Cartier, Sainte-Marthe-sur-le-Lac, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 540-1971

T.M.P. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Georges Paradis, 84, 8e Avenue, app. 9, Pointe-aux-Trembles, Maurice Ouimet, tous deux vendeurs, et Claudette Lacelle, ménagère, épouse dudit Maurice Ouimet, ces deux derniers de 7162, Roi René, Anjou, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « T.M.P. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1741-1971

Les terres d'Olonne inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 23e jour de mars 1971, constituant en corporation: Rolland Forget, 928, Wilder, Outrerials, under the name of "Les spécialistes de l'habitation E.D.M. ltée », with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 30,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 9404 Du Buisson, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1668-1971

Sygle inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Laurette Parent, housewife, widow of Armand Garneau, 6575 St. Vallier, Montreal, Suzanne Lévesque, housewife, wife of Yvon Garneau, 3179 Cartier, and Paul Lévesque, manager, 3184 Champlain, the latter two of Sainte-Marthe-sur-le-Lac, for the following purposes:

To carry on business in providing public entertainment, under the name of "Sygle inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 3179 Cartier, Sainte-Marthe-sur-le-Lac, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 540-1971

T.M.P. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges Paradis, 84, 8th Avenue, Apt. 9, Pointe-aux-Trembles, Maurice Ouimet, both salesmen, and Claudette Lacelle, housewife, wife of the said Maurice Ouimet, the latter two of 7162 Roi René, Anjou, for the following purposes:

To carry on business as garage proprietors and to deal in automobiles, motors and all their parts and accessories, under the name of "T.M.P. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1741-1971

Les terres d'Olonne inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rolland Forget, 928 Wilder, Outremont, Richard

mont, Richard Martel, 8272, Viau, Montréal, et Robert M. Skelly, 295, 49e Avenue, Lachine, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux pour travaux de toutes sortes tant publics que privés, sous le nom de « Les terres d'Olonne inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40480-o 1416-1971

Tracteurs Rimouski inc.
Rimouski Tractors Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mars 1971, constituant en corporation: Noël Bellavance, 23, 7e Avenue, Saint-Fabien, Lionel Roy, Rimouski, et Roger St-Amand, Sainte-Flavie, tous trois commerçants, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous appareils, engins, moteurs, véhicules, machinerie, instruments et équipements et accessoires industriels, aratoires et de construction, sous le nom de « Tracteurs Rimouski inc. — Rimouski Tractors Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski-Est, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1355-1971

Trans-Canada Asphalt Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1971, constituant en corporation: Clément Brouillard, entrepreneur, Jeanne d'Arc Théroux, ménagère, épouse dudit Clément Brouillard, tous deux de 2865, Lamarche, Saint-Hyacinthe, et Gilles Poitras, notaire, Roxton Falls, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en travaux de pavage et construction de toutes sortes, sous le nom de « Trans-Canada Asphalt Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2865, rue Lamarche, Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 1520-1971

Martel, 8272 Viau, Montreal, and Robert M. Skelly, 295, 49th Avenue, Lachine, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as general builders and contractors for work of all kinds, public as well as private, under the name of "Les terres d'Olonne inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40480 1416-1971

Tracteurs Rimouski inc.
Rimouski Tractors Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Noël Bellavance, 23, 7th Avenue, Saint-Fabien, Lionel Roy, Rimouski, and Roger St-Amand, Sainte-Flavie, all three merchants, for the following purposes:

To deal in all kinds of apparatus, engines, motors, vehicles, machinery and industrial, agricultural and construction accessories and equipment, under the name of "Tracteurs Rimouski inc. — Rimouski Tractors Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of a nominal value of $10 each and 250 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Rimouski-East, judicial district of Rimouski.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1355-1971

Trans-Canada Asphalt Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Clément Brouillard, contractor, Jeanne d'Arc Théroux, housewife, wife of the said Clément Brouillard, both of 2865 Lamarche, Saint-Hyacinthe, and Gilles Poitras, notary, Roxton Falls, for the following purposes:

To do business as general contractors in paving and construction work of all kinds, under the name of "Trans-Canada Asphalt Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 2865 Lamarche Street, Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 1520-1971

Villa des Marronniers inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Michel Ladouceur, officier d'intégration, 7152, boulevard Pie IX, app. 5, Roger Roy, 5695, avenue des Marronniers, tous deux de Montréal, et Marie Bourassa, épouse de Gustave Gervais, 53, avenue Nelson, Outremont, ces deux derniers administrateurs, pour les objets suivants:

Établir et administrer un foyer de formation et de culture générale vouée à l'épanouissement de jeunes déficients mentaux, sous le nom de « Villa des Marronniers inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est 5695, avenue des Marronniers, Cité Jardin, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40480-o 5112-1970

Villa des Marronniers inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Michel Ladouceur, integration officer, 7152 Pie IX Boulevard, Apt. 5, Roger Roy, 5695 des Marronniers Avenue, both of Montreal, and Marie Bourassa, wife of Gustave Gervais, 53 Nelson Avenue, Outremont, the latter two administrators, for the following purposes:

To set up and manage a home for the upbringing and general development of young mentally deficient persons, under the name of "Villa des Marronniers inc.".

The amount to which is to be limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is $500,000.

The head office of the corporation is at 5695 des Marronniers Avenue, Garden City, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40480 5112-1970

Continental Conveyor and Machine Works Ltd.

(*Correction*)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, d'accorder des lettres patentes corrigées en date du 18 mai 1971, à la compagnie « Continental Conveyor and Machine Works Inc. », constituée par lettres patentes le 31 octobre 1963, en y remplaçant dans le nom de la compagnie l'abréviation « Inc. » par l'abréviation « Ltd. », de manière que tel nouveau nom se lise: « Continental Conveyor and Machine Works Ltd. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40480-o 4412-63

Continental Conveyor and Machine Works Ltd.

(*Correction*)

Notice is given that under Part I of the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives granted corrected letters patent dated May 18, 1971, to « Continental Conveyor and Machine Works Inc.", incorporated by letters patent dated October 31, 1963, replacing in the name of the company the abbreviation « Inc. » by the abbreviation « Ltd. », in order that the new name may read as: « Continental Conveyor and Machine Works Ltd.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40480 4412-63

Bills — Assemblée nationale

CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

Québec, 4 juin 1971

Aujourd'hui, à midi et demi, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de sanctionner les bills suivants:

24 Loi de la Société des traversiers Québec-Lévis.

Bills — National Assembly

OFFICE OF THE LIEUTENANT-GOVERNOR

Québec, 4th of June 1971

This day, at half past twelve o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to sanction the following bills:

24 Québec-Lévis Ferry Company Act.

32 Loi de la curatelle publique.

105 Loi concernant la succession Charles Brochu.

119 Loi concernant la succession Félix E. Lavoie.

121 Loi constituant en corporation La Communauté grecque orthodoxe de la Ville de Laval.

125 Loi concernant L'Excellence, Compagnie d'Assurance-Vie.

128 Loi constituant en corporation la Congrégation Avath Scholom Nusoch Haori.

135 Loi concernant un immeuble de la succession de Benny Sadovnik.

136 Loi concernant The Traditional Christian Catholic Church — Église Chrétienne Catholique Traditionnelle.

141 Loi concernant la succession Cyrille Tessier.

149 Loi autorisant le Barreau du Québec à admettre Galal Doss à l'exercice de la profession d'avocat.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le secrétaire de la chancellerie, comme suit:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills. »

40533-o

32 Public Curatorship Act.

105 An Act respecting the Charles Brochu estate.

119 An Act respecting the Félix E. Lavoie estate.

121 An Act to incorporate The Greek Orthodox Community of the City of Laval.

125 An Act respecting The Excellence Life Insurance Company.

128 An Act to incorporate the Congregation Avath Scholom Nusoch Haori.

135 An Act respecting an immoveable in the Benny Sadovnik estate.

136 An Act respecting The Tradional Christian Catholic Church — Église Chrétienne Catholique Traditionnelle.

141 An Act respecting the Cyrille Tessier estate.

149 An Act to authorize the Bar of the Province of Québec to admit Galal Doss to the practice of the profession of advocate.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Crown in Chancery in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills."

40533-o

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

ERRATUM

La version anglaise de l'arrêté en conseil numéro 1864 du 26 mai 1971, concernant l'approbation du règlement numéro I, relatif au prélèvement du Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal, publié dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 29 mai 1971, est corrigée comme suit:

À la page 4297 le paragraphe (*c*) de l'article I. *Prélèvement* doit se lire comme suit:

"(*c*) All artisans governed by Decree No. 184 of February 8, 1950 and all further amendments, shall, every month, pay to the Parity Committee an amount equal to $0.10 per week."

Québec, le 12 juin 1971.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT.

40500-o

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

ERRATUM

The English version of Order in Council number 1864 of May 26, 1971 concerning the approval of Regulation number I respecting the levy of the Parity Committee of the Automobile Industry of Montreal, published in the *Québec Official Gazette* of May 29, 1971, is corrected as follows:

On page 4297, subsection (*c*) of section:

"(*c*) All artisans governed by Decree No. 184 of February 8, 1950 and all further amendments, shall, every month, pay to the Parity Committee an amount equal to $0.10 per week."

Québec, June 12, 1971.

RÉAL MIREAULT,
Deputy Minister.

40500-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1982

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.
Québec, le 1er juin 1971.

CONCERNANT une convention collective de travail relative à l'industrie de l'automobile dans les régions d'Arthabaska, Thetford Mines, Granby et Sherbrooke.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), que les parties contractantes mentionnées ci-dessous ont présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

L'Association des Marchands d'Autos des Cantons de l'Est;

L'Association des Services de l'Automobile;

d'une part, et

Le Syndicat national des employés de l'Automobile de Thetford Mines;

Le Syndicat des employés de garages du comté de Wolfe;

Le Syndicat national des employés de garages de Granby et région;

L'Association des employés de garages des Cantons de l'Est;

Le Syndicat national des employés de l'Automobile de la région de Victoriaville;

d'autre part,

pour les employeurs, les artisans et les salariés de l'industrie et des emplois visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 4 juillet 1970;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les métiers, occupations et commerces visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE l'appréciation des objections qui ont été formulées contre l'approbation des modifications proposées aux quatre (4) décrets numéros 1921 (région d'Arthabaska), 701 (région de Granby), 1637 (région de Sherbrooke), 2534 (région de Thetford Mines) a fait ressortir entre autres, la nécessité qu'un seul décret soit rendu dans ces quatre (4) régions limitrophes, liant également tous les employeurs et tous les salariés dans le champ d'application professionnel défini en remplacement des décrets précités;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1982

Québec, June 1, 1971.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement respecting the Automobile Industry in the regions of Arthabaska, Thetford Mines, Granby and Sherbrooke.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties mentioned hereinbelow have petitioned the Minister of Labour and Manpower to render obligatory the collective labour agreement entered into between,
ON THE ONE PART:

l'Association des Marchands d'Autos des Cantons de l'Est;

l'Association des Services de l'Automobile;

AND ON THE OTHER PART:

le Syndicat national des employés de l'Automobile de Thetford Mines;

le Syndicat des employés de garages du comté de Wolfe;

le Syndicat national des employés de garages de Granby et région;

l'Association des employés de garages des Cantons de l'Est;

le Syndicat national des employés de l'Automobile de la région de Victoriaville,

for the employers, artisans and employees of the industry and trades concerned, according to the conditions described in the *Québec Official Gazette* of July 4, 1970;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the trades, occupations and establishments contemplated and in the territorial jurisdiction indicated in the said petition;

WHEREAS the appreciation of objections brought forth against the approval of amendments proposed to four (4) decrees, No. 1921 (Arthabaska region), No. 701 (Granby region), No. 1637 (Shrebrooke region) and No. 2534 (Thetford Mines region) brought out, among other things, the necessity of rendering only one decree obligatory in these four (4) adjacent regions for all employers and employees within the professional jurisdiction described therein, as replacement of the above mentioned decrees;

WHEREAS, in conformity with the Act, the objections brought forth have been duly considered;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143) avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 4 juillet 1970;

L'Association des Grossistes en Pièces d'Automobiles Sherbrooke est acceptée comme partie contractantes de première part.

Article 1.00 Définitions: Pour l'application du présent décret, les mots et les termes suivants ont la signification qui leur est donnée ci-dessous:

a) Le mot « apprenti » désigne tout salarié qui apprend l'un des métiers régis par le présent décret.

b) Le mot « artisan » désigne toute personne faisant seule ou en société un travail régi par le présent décret pour son propre bénéfice. Il désigne aussi tout employeur ou employeur professionnel lorsqu'il fait pareil travail.

c) Le terme « atelier de mécanique » désigne tout établissement où, avec des pièces neuves ou usagées, on remet en bon état, répare, règle ou travaille les moteurs ou diverses autres pièces de véhicules à moteur pour le public ou dans le but de les revendre au gros ou au détail, que ces moteurs ou ces pièces soient séparés du véhicule ou non.

d) Le terme « classeur de pièces de véhicules à moteur » désigne tout salarié dont la fonction est strictement limitée à la réception, au déballage, à l'emmagasinage, à la préparation ou à l'expédition des commandes, à l'entretien de l'établissement ou au nettoyage de pièces de véhicules à moteur.

Ces tâches peuvent être confiées à des étudiants entre le 1er mai et le 30 septembre, pourvu que ceci ne contribue d'aucune façon au déplacement d'un employé permanent.

e) Le terme « chasseur de véhicules à moteur » désigne tout salarié dont la fonction est strictement limitée à la conduite et au déplacement des véhicules à moteur des clients ou de l'établissement, aux services courants tels que: vérifier le volume d'air dans les pneus, vérifier le niveau du liquide dans le radiateur et le niveau du liquide dans la batterie, nettoyer le parebrise, nettoyer l'intérieur ou l'extérieur des véhicules à moteur, que ce travail soit fait à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement.

À l'exclusion des postes de lavage, ces emplois peuvent être confiés à des étudiants entre le 1er mai et le 30 septembre, pourvu que ceci ne contribue d'aucune façon au déplacement d'un employé permanent.

f) Le mot « commissionnaire » désigne tout salarié dont le principal travail est la livraison ou le transport des marchandises avec un véhicule dont il a la charge.

g) Le mot « compagnon » désigne tout salarié qui a terminé son apprentissage et obtenu son certificat de qualification après examen dans l'un des métiers de l'industrie de l'automobile tels que: carrossier, carrossier-peintre, peintre, mécanicien, machiniste, électri-

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the said petition be adopted in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Québec Official Gazette* of July 4, 1970;

L'Association des Grossistes en Pièces d'Automobiles de Sherbrooke is accepted as contracting party of the first part.

Section 1.00 Definitions: For the purposes of the present decree, the following words and terms have the meaning hereinafter given to them:

(*a*) "Apprentice" means any person learning any of the trades subject to the present decree.

(*b*) "artisan" means anyone who, alone or in partnership, performs any of the work covered by the present decree, for his own benefit. It also means any employer or professional employer performing such work;

(*c*) "machine shop" means any establishment where, with new or used parts, motors or various other motor vehicle parts are rebuilt, reconditioned, repaired, adjusted or worked upon either for customers or for resale purposes (retail or wholesale), whether or not such motors or parts be detached from the motor vehicle;

(*d*) "parts clerk" means any employee whose work is strickly limited to receiving, unpacking, storing or cleaning motor vehicle parts, preparing or shipping orders, doing maintenance work or maintaining the establishment;

Students may perform such work between May 1st and September 30th, provided they do not take a regular employee's place.

(*e*) "car jockey" means any employee whose work consists solely in driving or moving motor vehicles belonging to customers or to the enterprise and in performing general services such as: checking tire pressure; checking the liquid level in the radiator or battery; cleaning the windshield and the outside or inside of motor vehicles, whether or not such work is performed inside or outside the establishment;

Students may perform such work between May 1st and September 30, provided they do not take a regular employee's place; (This section does not apply to car washes.)

(*f*) "messenger" means any employee whose work consists mainly in delivery and transporting goods with a motor vehicle of which he is in charge;

(*g*) "journeyman" means anyone who has completed his apprenticeship and who, after examination, has obtained his competency certificate in one of the automobile industry trades such as: bodyman, painter, bodyman-painter, mechanic, machinist, electrician,

cien, soudeur, spécialiste en radiateur, aligneur de roues, spécialiste de la boîte automatique et préposé aux pièces.

h) Le mot « concierge » désigne tout salarié préposé au chauffage, au nettoyage et à l'entretien d'un établissement régi par le présent décret.

i) Le mot « démonteur » désigne tout salarié qui fait le démontage de véhicules à moteur dans le but de vendre, réparer ou emmagasiner les pièces ou de les vendre comme ferraille.

j) Le terme « gardien de nuit » désigne tout salarié dont les fonctions consistent à garder l'établissement ou la place d'affaires, ouvrir les portes, garer les voitures, nettoyer et entretenir l'établissement.

k) Le mot « garage » désigne tout endroit où l'on fait la réparation, la transformation, le démontage, le remontage ou le remisage des véhicules à moteur ou des pièces s'y rapportant. Sont considérés comme garages et par conséquent assujettis au présent décret, tous les établissements où se fait exclusivement ou en partie, la réparation ou le remontage des pièces ou accessoires nécessaires à la conduite ou au fonctionnement d'un véhicule à moteur, que ces accessoires ou pièces soient séparées du véhicule à moteur ou non, ou qu'elles soient destinées à être vendues au gros ou au détail.

l) Le terme « magasin de pièces » désigne tout endroit où se fait comme commerce principal de l'établissement le déballage, l'emballage, l'emmagasinage, la vente, la livraison des pièces de véhicules à moteur, des accessoires d'automobile ou des pièces d'équipement de garage neuves ou usagées.

Les établissements détachés des garages ou ateliers de mécanique sont aussi régis par le présent décret.

m) Le terme « pompiste » désigne tout salarié dont le travail se limite à la livraison d'essence ou de lubrifiant à la clientèle dans un établissement qui n'est pas construit de façon à pouvoir admettre un véhicule automobile à l'intérieur.

Les conditions de travail du pompiste, autres que celles concernant les salaires, sont les mêmes que celles du préposé aux stations-service.

n) Le terme « poste de lavage » désigne tout endroit public où le travail principal consiste en le nettoyage, le lavage, le polissage ou l'essuyage des véhicules à moteur.

o) Le terme de « poste de vente ou de remontage de pièces ou accessoires » désigne tout endroit où l'on fait la réparation, l'assemblage des pièces ou accessoires utilisés sur les véhicules à moteur usagés, le remontage ou le démontage et la remise en bon état des dynamos, des démarreurs ou autres pièces ou accessoires nécessaires à la conduite ou au fonctionnement d'un véhicule à moteur, que ces pièces ou accessoires soient séparés du véhicule à moteur ou non, qu'ils soient neufs ou usagés, qu'ils soient destinés à la vente au gros ou au détail.

p) Le terme « préposé au service » désigne tout salarié qui vend de l'essence ou des lubrifiants, graisse, lave, polit, essuie, nettoie ou conduit les véhicules à moteur, change ou répare les pneus, les courroies de

welder, radiator specialist, wheell aligner, automatic transmission specialist and partsman;

(*h*) "janitor" means any employee who does the heating, cleaning up and maintenance work in an establishment covered by the present decree;

(*i*) "wrecking mechanic" means anyone who dismantles motor vehicles for the purpose of selling, repairing or storing the parts or selling the metal therefrom as scrap;

(*j*) "night watchman" means any employee whose work consists in watching the establishment or business place, opening doors, placing or parking automobiles, cleaning and maintaining the establishment;

(*k*) "garage" means any place where motor vehicles or parts thereof are repaired, transformed, dismantled, rebuilt or stored. Any establishment exclusively or partly engaged in the repair or rebuilding of parts or accessories required for the operation of a motor vehicle, whether or not such parts or accessories be detached from the motor vehicle or are intended to be resold on a wholesale or retail basis, is considered as a garage and is therefore governed by this decree;

(*l*) "parts store" means any place where motor parts, automobile accessories and parts as well as well as new or used garage equipment parts are unpacked, packed, stored, sold and delivered as a primary business concern.

Establishments that are separate from garages or machine shops are also subject to the provisions of the present decree;

(*m*) "pump attendant" means any employee whose work consists solely in delivering gas or lubricants to customers in an establishment which is not designed to admit motor vehicles inside.

The working conditions of pump attendants, except those concerning wage rates, are the same as those provided for servicemen;

(*n*) "cas wash" means any public place where the main occupation consists in cleaning, washing polishing and wiping motor vehicles;

(*o*) "parts or accessories store or shop" means and includes any place where parts or accessories used on used cars are repaired and assembled: generators, starters and any other part or accessory required for the operation of a motor vehicle are assembled, dismantled or reconditioned, whether or not such parts or accessories be detached from the motor vehicle, be new or used or intended to be sold on a wholesale or retail basis;

(*p*) "serviceman" means any employee who sells gasoline or lubricants, greases, washes, polishes, wipes, cleans or drives motor vehicles, change or repairs tires, fan and generator belts, batteries, hoses, windshield

ventilateur et de dynamo, les accumulateurs, les boyaux, les essuie-glaces, les phares, les filtres, les interrupteurs de clignotants et effectue toute petite réparation d'urgence qui se présente en dehors des heures normales de travail des compagnons et qui ne peuvent être reportées au jour ouvrable suivant. Le montage des postes de radio, des appareils de climatisation et des clignotants doit être fait par un compagnon.

q) Le terme « préposé aux stations-service » désigne un préposé au service travaillant dans une station-service distincte d'un garage ou dans un poste de lavage.

r) Le terme « préposé aux pièces de rechange » désigne tout salarié effecté à la réception, au déballage, à l'emmagasinage, à la préparation ou à l'expédition des commandes, à l'identification ou à la vente des pièces ou accessoires d'un véhicule à moteur.

s) Le terme « réparateur de pièces ou accessoires » désigne tout salarié prépose à la réparation de batterie, de pare-chocs ou de toute autre pièce ou accessoire d'un véhicule à moteur non énumérée au présent décret.

t) Le mot « salarié » désigne tout apprenti, ouvrier qualifié ou compagnon, artisan, tout manoeuvre ou ouvrier non qualifié, tout préposé aux pièces de rechange, toute personne qui travaille individuellement, en équipe ou en société. Ce terme s'applique aussi aux personnes de sexe féminin.

u) Le terme « spécialiste en pneus et cuisson » désigne tout salarié qui dans un établissement spécialisé dans l'industrie du pneu, en plus de monter des pneus d'autos et de camions de toute dimensions, équilibre et graisse les roues, remplace les goujons de roues, met le calcium dans les roues du tracteur et coupe les goujons de roues au chalumeau.

v) Le terme « station-service » désigne tout endroit où l'on exécute un ou plusieurs des travaux mentionnés ci-dessous:

1) Vente de l'essence ou des lubrifiants;
2) Vente, montage ou réparation des pneus;
3) Vente, nettoyage, polissage, lubrification ou remisage des véhicules à moteur;
4) Service de dépannage;
5) Vente ou montage des pièces d'équipement énumérées au paragraphe « *p* » du présent article;
6) Toutes les petites réparations d'urgence qui se présentent en dehors des heures de la journée normale du mécanicien et qui ne peuvent être reportées aux jours suivants;
7) Remorquage de véhicules à moteur.

Toutefois, si une station-service possède une section de mécanique ou de réparations de véhicules à moteur, ladite section est considérée comme garage et assujettie aux conditions de travail des garages ou ateliers de mécanique.

w) Le terme « terrain de démontage » désigne tout endroit où les véhicules à moteur ou certaines de leurs pièces sont démontés pour être emmagasinés, réparés ou vendus comme matériel utilisable ou comme ferraille.

wipers, headlights, lights, filters, signal light switches and does any emergency minor repair work outside standard working hours of journeymen when such work cannot be postponed until the next working day. However, radios, air conditioners and signal lights must be installed by a journeyman;

(*q*) "service station attendant" means a serviceman working in a service station which is distinct from a garage or a car wash;

(*r*) "parts man" means any employee who receives, unpacks, stores, labels or sells motor vehicle parts or accessories, fills out orders or ships goods ordered;

(*s*) "parts or accessories repairman" means any employee whose work consists in repairing batteries, bumpers or any other motor vehicle part or accessory not mentioned in the present decree;

(*t*) "employee" means any apprentice, skilled worker or journeyman, artisan, labourer or unskilled worker, spare parts man or person who works individually, in a crew or in partnership. This term also applies to female persons;

(*u*) "tire and burning specialist" means any person who, in a tire-specializing firm: mounts tires on motor vehicles and trucks of all sizes, balances and lubricates wheels, replaces wheel studs, puts calcium in tractor wheels, torchcuts wheel studs.

(*v*) "service station" means any place where work of one or several of the kinds mentioned below is performed:

(1) sale of gasoline and lubricants;
(2) sale, fitting on, removal and repair of tires;
(3) washing, cleaning, polishing, lubrication or storing of motor vehicles;
(4) break-down service;
(5) sale and installation of the equipment parts mentioned in subsection "*p*" of the present section;
(6) all emergency repairs required outside the mechanic's standard working hours and which cannot be postponed to any following working day;
(7) towing of motor vehicles;

However, when a service station includes a motor vehicle mechanical or repair department, such department is considered as a garage and is governed by the working conditions set forth for garages or machine shop;

(*w*) "wrecking yard" means any place where motor vehicles or certain parts thereof are dismantled in view of being stored, repaired or sold as used parts or as scrap;

x) Le terme « terrain ou garage de stationnement » désigne tout endroit réservé au stationnement ou au remisage des véhicules à moteur.

Toutefois, les établissements qui ne donnent aucun service sur les véhicules à moteur sont exclus.

y) Le terme « vendeur de service » désigne tout salarié préposé exclusivement à la réception de la clientèle, à la distribution et à la co-ordination du travail, à l'inscription des commandes et, de façon générale, le salarié qui assure le service à la clientèle dans un atelier de mécanique ou de réparation ou dans un garage assujetti au présent décret.

z) Le mot « vérificateur » désigne tout salarié préposé exclusivement à la vérification des véhicules à moteur et à l'estimation de toutes les réparations.

Article 2.00 Champ d'application professionnel: Le présent décret s'applique aux employeurs, aux employeurs professionnels, aux artisans et aux salariés (hommes ou femmes) de garages, de postes d'essence, de stations-service, de terrains ou garages de stationnement, d'ateliers de mécanique, de postes de lavage, de postes de vente, de réparation ou de remontage de pièces ou accessoires, de terrains de démontage, d'établissements de vente ou de montage de pneus et de magasins de pièces situés dans le champ d'application territorial du présent décret.

Exceptions: Sont exclus du présent décret:

i) un garage municipal aussi longtemps que les conditions de travail y sont fixées par une convention collective particulière;

ii) les établissements industriels exploitant de façon accessoire un garage, un atelier de mécanique, une station-service, pour autant qu'ils limitent leurs services exclusivement à leurs propres véhicules ou accessoires et qu'ils n'accomplissent aucun travail pour autrui, moyennant rémunération ou non;

iii) les ateliers qui font exclusivement le montage et la réparation de machinerie agricole;

iv) les chefs ou gérants de départements des pièces et accessoires, les chefs ou gérants de services, les chefs de départements de carrosserie, de peinture ou de mécanique, les chasseurs de véhicules à moteur, les classeurs de pièces de véhicules à moteur, les concierges ou gardiens de nuit, ainsi que les vendeurs de service et les vérificateurs. Pour l'application du présent alinéa, les chefs ou gérants sont considérés comme tels s'ils ont chacun la responsabilité d'au moins quatre (4) salariés assujettis au présent décret. Toutefois, les vendeurs de service et les vérificateurs deviennent assujettis au présent décret dès qu'ils exécutent aussi un travail régi par ledit décret;

v) les établissements industriels fabriquant ou manufacturant en série des pièces de véhicules à moteur.

Article 3.00 Champ d'application territorial: Le présent décret s'applique aux districts électoraux de Sherbrooke, Stanstead, Richmond, Wolfe, Arthabaska, Shefford, Mégantic, aux municipalités de Saint-Évariste, La Guadeloupe et Saint-Méthode ainsi qu'à toutes les municipalités situées, en tout ou en partie, dans un rayon de dix (10) milles des limites des cités de Granby, Sherbrooke, Magog et de la ville de Coaticook.

(x) "parking lot or parking garage" means any area reserved to park or store motor vehicles;

However, establishments giving no motor vehicle service are excluded;

(y) "customer service supervisor" means any employee whose work consists in greeting customers; distributing and co-ordinating work: writing out customers' requests and, in general, making certain that customers are properly served in the machine shop, repair shop or garage hereby covered;

(z) "checker" means any employee who checks over motor vehicles and makes estimates on all repair jobs;

Section 2.00 Professional jurisdiction: This decree covers employers, professional employers, artisans and employees (male and female) in garages, gasoline stations, service stations, parking lots or garages, machine shops, car washes, parts or accessories stores or repair or assembly shops, wrecking yards, vulcanizing shops, tire shops, tire installation shops and parts stores within the territorial jurisdiction of this decree.

Exceptions: This decree does not cover:

(i) a municipal garage, so long as working conditions therein are governed by a private collective agreement;

(ii) industrial establishments operating a garage, a machine shop, a service station as an accessory thereto, provided they restrict their services to their own vehicles or accessories and do no work for outsiders either for payment or gratuitously;

(iii) shops exclusively assembling or repairing agricultural equipment;

(iv) the parts and accessories department head or manager; the service department head or manager; the body shop, paint shop or machine shop head; the car jockey; the parts clerk; the janitor, or the night watchman. For the purposes of the present paragraph, department or shop heads or managers shall be considered as such, provided they respectively have, under their orders, at least four (4) employees subject to the present decree. However, customer service supervisors and checkers performing work covered by the present present decree shall be governed by the said decree;

(v) industrial establishments that make or mass-produce motor vehicle parts.

Section 3.00 Territorial jurisdiction: The present decree shall apply throughout the electoral districts of Sherbrooke, Stanstead, Richmond, Wolfe, Arthabaska, Shefford, Mégantic, the municipalities of Saint-Évariste, La Guadeloupe and Saint-Méthode as well as all the municipalities entirely or partly located within a 10-mile radius from the limits of the cities of Granby, Sherbrooke, Magog and of the town of Coaticook.

Article 4.00 Salaires et mode de rémunération:

4.01 Les taux minimaux de salaires sont ceux mentionnés à l'article 26 pour chacun des emplois qui y sont mentionnés et le mode de rémunération pour le travail régi par le présent décret est sous forme de taux horaire, sous réserve des dispositions de l'article 4.05.

4.02 Les taux de salaires supérieurs à ceux prévus dans le présent décret ne doivent pas être réduits à l'occasion de sa mise en vigueur, ni pendant sa durée, pourvu que le salarié occupe encore les mêmes fonctions pour lesquelles ce supplément lui a été accordé.

4.03 *Pourboires:* Le pourboire est la propriété du salarié et l'employeur ne peut le retenir ou s'en servir, même avec le consentement du salarié, comme partie du salaire.

4.04 *Travail d'une catégorie inférieure:* L'employeur peut exiger de tout salarié de son établissement l'exécution de tout travail d'une catégorie inférieure à celle déterminée dans son certificat de qualification ou de classification, pourvu que ce salarié continue de recevoir le salaire qui s'applique à la catégorie des salariés à laquelle il appartient d'après son certificat de qualification ou de classification.

4.05 *Taux fixe:* Le travail à taux fixe est permis mais l'employeur ne peut l'exiger d'aucun salarié.

Le montant total pour le travail exécuté doit être établi avec le salarié avant que le travail ne débute.

Le taux horaire applicable prévu pour chaque emploi constitue une garantie minimale pour tout travail exécuté à taux fixe. Le temps détaillé et les montants payés doivent être comptabilisés par l'employeur, de façon à pouvoir être vérifiés par le comité paritaire.

Article 5.00 Durée du travail et horaires:

5.01 *Compagnons, apprentis, préposés aux pièces, commissionnaires, démonteurs.*

La semaine normale de travail est de quarante-cinq (45) heures et s'étend du lundi au vendredi inclusivement.

La journée normale de travail est de neuf (9) heures étalées entre 8 h et 18 h avec une interruption d'une (1) heure pour le repas du midi.

Si l'employeur n'a pas besoin des services d'un (1) ou de plusieurs de ses salariés, le lendemain ou le prochain jour ouvrable, il doit les avertir au plus tard à la fin de la présente journée normale de travail. Tout salarié n'ayant pas reçu un tel avertissement et qui se présente au travail à l'heure habituelle sans avoir été prévenu du contraire a droit à une indemnité égale à une (1) journée normale s'il est renvoyé chez lui immédiatement ou durant la journée.

Si un salarié quitte son travail avant la fin de la journée normale ou arrive en retard, l'indemnité de présence est diminuée proportionnellement de la durée de l'absence.

Cependant, pour les salariés de la cité de Thetford Mines et toutes les municipalités situées, en entier ou en partie, dans un rayon de dix (10) milles de ses limites y compris Saint-Évariste, La Guadeloupe et Saint-Méthode, la journée normale de travail s'étend de 7 h 30

Section 4.00 Wages and method of payment:

4.01 Minimum wage rates are those provided for in section 26 for each of the occupations listed therein; the method of payment for all work governed by the present decree shall be on an hourly or weekly basis, subject to the provisions of section 4.05.

4.02 Wage rates higher than those provided for in the present decree shall not be lowered because of the coming into force of the said decree, nor during the term thereof, provided that the employee still carries out the duties for which they were granted.

4.03 *Tips:* Tips belong to the employee and the employer may not withhold them nor use them as part of the wages, even with the employee's consent.

4.04 Employers may have an employee perform work of a category lower than that called for by this competency certificate or classification, provided such employee continues to be paid according to the category his competency certificate or classification classifies him in.

4.05 *Flat rate:* Flat rate work shall be permissible, but no employer may require his employee to perform work on a flat rate basis.

The total amount for the flat rate work to be performed shall be established with the employee before the said flat rate work is begun.

The hourly rate provided for each occupation constitutes a minimum guarantee for any flat rate work performed. The time taken to perform flat rate work and the amounts paid for such work shall be kept on record by the employer in such a manner as to enable the Parity Committee to verify same.

Section 5.00 Standard working hours:

5.01 *Journeymen, apprentices, parts men, messengers and wrecking mechanics:*

The standard working week consists of forty-five (45) working hours scheduled Monday through Friday inclusively.

The standard working day consists of nine working hours scheduled between 8:00 a.m. and 6:00 p.m., with one (1) hour off for the noon meal.

Should an employer not require the services of one or more employees for the next working day, he shall advise such employee(s) by at least the end of the previous standard working day. Any employee who has not been advised as mentioned above, and who reports in to work at the usual time shall be paid the equivalent of one (1) standard day's work, if he is sent back home immediately or at any time during the day.

When an employee leaves work before quitting time or is late for work, his work guarantee shall be decreased accordingly.

However, for the employees of the city of Thetford mines and of all municipalities entirely or partly located within a 10-mile radius from its limits including Saint-Évariste, La Guadeloupe and Saint-Méthode, the standard working day shall be scheduled between

à 17 h 30 avec une interruption d'une (1) heure pour le repas du midi.

Dans le district électoral de Wolfe, un employeur peut adopter les mêmes heures de travail que celles s'appliquant à Thetford Mines pourvu qu'il en avertisse le comité paritaire et qu'il maintienne cet horaire pendant toute la durée du présent décret.

5.02 *Préposés au service:* Les heures de travail des préposés au service sont celles des compagnons dans leur localité respective.

5.03 Dans les garages faisant également le travail de stations-service, les heures de travail des préposés au service sont les suivantes:

La semaine normale de travail est de quarante-neuf (49) heures réparties sur cinq jours et demi (5½), du lundi au samedi midi.

Les heures de la journée normale de travail s'étendent de 7 h à 18 h.

5.04 Dans le cas de la deuxième (2) équipe, tout préposé au service qui fait partie d'une équipe qui termine après 18 h, bénéficie d'une prime de dix pour cent (10%) pour toutes les heures effectuées dans cette journée-là.

5.05 *Deuxième équipe:* Nonobstant les heures normales de travail déterminées précédemment, l'employeur peut organiser une deuxième (2e) équipe comprenant des compagnons, apprentis, préposés aux pièces et autres salariés nécessaires. Dans tel cas, la durée normale quotidienne de travail de la deuxième (2e) équipe est d'au moins neuf (9) heures étalées entre 13 h et 4 h, du lundi au vendredi inclusivement.

Une période de repas sans rémunération peut être fixée par entente entre les parties et varier d'une demi-heure (½) à une (1) heure.

Tout salarié faisant partie d'une deuxième (2) équipe a droit à une prime de dix pour cent (10%) de son salaire effectif.

La prime de dix pour cent (10%) de la deuxième (2e) équipe ne s'applique qu'aux heures de travail effectuées à compter de 18 h pour les salariés de la cité de Thetford Mines et toutes les municipalités situées, en tout ou en partie, dans un rayon de dix (10) milles de ses limites, y compris Saint-Évariste, La Guadeloupe, Saint-Méthode ainsi que pour ceux du district électoral de Wolfe.

5.06 *Préposés aux stations-service:* La semaine normale de travail des préposés aux stations-service est de cinquante (50) heures, réparties du lundi au dimanche inclusivement.

La journée normale de travail est de dix (10) heures, réparties de la façon suivante:

Pour la première (1re) équipe, entre 7 h et 18 h, avec une interruption d'une (1) heure pour le repas du midi.

Dans le cas de la deuxième (2e) équipe, tout préposé aux stations-service qui fait partie d'une équipe qui termine après 18 h bénéficie d'une prime de dix pour cent (10%) pour toutes les heures effectuées cette journée-là.

Dans tout établissement où il y a d'un (1) à trois (3) salariés travaillant à temps plein il est permis d'avoir un salarié à temps partiel.

Dans tout établissement où il y a de quatre (4) à sept (7) salariés travaillant à temps plein il est permis d'avoir deux (2) salariés à temps partiel.

7:30 a.m. and 5:30 p.m., with one hour off for the noon meal.

In the electoral district of Wolfe, an employer may adopt the same working hour schedule as that established for Thetford Mines, but he shall have to maintain such schedule throughout the entire term of the present decree.

5.02 *Servicemen:* For servicemen, standard working hours shall be the same as those established for journeymen in their respective localities.

5.03 In garages also carrying on the service station business, standard working hours for servicemen shall be as follows:

The standard workweek shall consist of forty-nine (49) working hours scheduled over five and a half (5½) working days, Monday through Saturday noon.

Standard working hours in a standard working day shall be scheduled between 7:00 a.m. and 6:00 p.m.

5.04 As concerns the 2nd shift, any serviceman working on a shift whose standard working day ends after 6:00 p.m. shall receive a ten per cent (10%) shift differential for all hours worked during the said day.

5.05 *Second shift:* Notwithstanding the standard working hours established before, the employer may organize a second shift for journeymen, apprentices, parts men and other necessary employees. The standard working day of the second shift shall consist of nine (9) hours scheduled between 1:00 p.m. and 4:00 a.m., Monday through Friday.

Mealtime off without pay may be arranged by mutual agreement between the parties and shall last between one half (½) hour and one (1) full hour.

Every employee working on a second shift shall be entitled to a premium equivalent to ten per cent (10%) of his regular rate.

The ten per cent (10%) differential of the second shift shall only apply to hours worked from 6:00 p.m. for employees of the city of Thetford Mines and of all municipalities entirely or partly located within a 10-mile radius from its limits including Saint-Évariste, La Guadeloupe, Saint-Méthode as well as for those of the electoral district of Wolfe.

5.06 *Service station attendants:* The standard working week of service station attendants shall consist of fifty (50) working hours scheduled Monday through Sunday inclusively.

Their standard working day shall consist of ten (10) working hours scheduled as follows:

First shift: from 7:00 a.m. to 6:00 p.m., with one hour off for the noon mean.

Second shift: Any serviceman working on a shift that ends after 6:00 p.m. shall receive a ten per cent (10%) differential for all the hours he has worked on that day.

Any establishment employing from one (1) to three (3) full-time employees shall be allowed to have one part-time employee.

Any establishment employing from four (4) to seven (7) full-time employees shall be allowed to have two (2) part-time employees.

Dans tout établissement où il y a huit (8) salariés et plus travaillant à temps plein il est permis d'avoir trois (3) salariés à temps partiel.

Tout salarié à temps partiel doit être rémunéré pour un minimum de quatre (4) heures chaque fois qu'il est demandé pour travailler.

Tout salarié à temps partiel doit être rémunéré au minimum le taux de son certificat plus dix pour cent (10%).

Tout préposé aux stations-service a droit, à l'intérieur d'une période de sept (7) jours, à deux (2) jours consécutifs de congé.

Le travail est organisé sur une base rotative.

L'employeur ne peut réduire le nombre d'heure de la semaine normale de travail, qui est de cinquante (50) heures, à moins d'accorder une compensation pécuniaire équivalente à ses salariés.

À l'entrée en vigueur du présent décret, le salarié ne doit pas subir de perte de salaire due en raison de la réduction des heures normales de travail.

5.07 *Spécialistes en pneus et cuisson (Zone 2):* La semaine normale de travail est de cinquante (50) heures réparties sur cinq (5) journées de dix (10) heures. La période de paie doit être répartie du lundi au dimanche.

La journée normale de travail est de dix (10) heures. La journée normale de travail est étalée de 7 h à 22 h avec système rotatif. De plus, il peut y avoir une équipe de nuit entre 22 h et 7 h.

Les spécialistes en pneus qui font partie de l'équipe de nuit doivent recevoir une prime de dix pour cent (10%) en sus du taux horaire normal.

Les spécialistes en pneus bénéficient d'une prime de dix pour cent (10%) pour tout travail exécuté le dimanche, sauf lorsque le temps supplémentaire s'applique.

L'employeur ne peut exiger que le salarié travaille plus de cinq (5) heures consécutives sans prendre une (1) heure de repos pour son repas.

Tout spécialiste en pneus a droit à l'intérieur d'une période de sept (7) jours, à deux (2) jours consécutifs de congé.

Tout travail exécuté en dehors des limites de la journée normale de travail ou de la semaine normale de travail entraîne une majoration du taux normal de cinquante pour cent (50%).

Tout travail exécuté le premier jour de son congé hebdomadaire entraîne une majoration de salaire de cinquante pour cent (50%).

Tout travail exécuté le deuxième jour de son congé hebdomadaire entraîne une majoration de salaire de cent pour cent (100%).

Tout salarié qui n'a pas droit à la rémunération des jours chômés et payés doit recevoir son taux de salaire effectif majoré de dix pour cent (10%), s'il travaille un de ces jours.

Article 6.00 Heures supplémentaires:

6.01 *Taux normal majoré de cinquante pour cent (50%):* Tout travail exécuté en dehors des heures

Any establishment employing eight (8) or more full-time employees shall be allowed to have three (3) part-time employees.

Any part-time employee called in to work shall be guaranteed all each four (4) hours' pay.

Part-time employees shall be paid at least the rate corresponding to their respective certificate plus ten per cent (10%).

Every service station attendant shall be entitled to two (2) consecutive days' holidays, within every seven (7) day period.

Work shall be organized on a rotation basis.

The employer shall not reduce the number of standard working hours in the standard working week which is fifty (50), unless he agrees to give equivalent compensation therefor.

Upon the coming into force of the present decree, the employee shall suffer no loss in wages because of the reduction of standard working hours.

5.07 *Tire and burning specialist (Zone 2):* The standard working week consists of fifty (50) working hours scheduled over five (5) working days. The standard working day consists of ten (10) working hours. The day period begins on Monday and ends on Sunday inclusively.

The standard working day consists of ten (10) working hours. The standard working hours are scheduled between 7:00 a.m. and 10:00 p.m. on a rotating basis. Moreover, it is permissible to have a second shift working between 10:00 p.m. and 7:00 a.m.

Tire specialists working on the night shift shall receive a ten per cent (10%) shift differential over and above their regular wage rate.

Tire specialists shall receive a ten per cent (10%) differential for any work performed on Sunday, except when overtime rates apply.

The employer shall not require his employee to work more than five (5) consecutive hours without stopping for an hour's rest, during which time the employee may take his meal.

Tire specialists shall be entitled to two (2) consecutive days' holidays within every seven (7) day period.

Time and a half shall be paid for any work performed over and above or outside the standard working day or standard working week.

Time and a half shall be paid for any work performed on the first day of the weekly holidays.

Double time shall be paid for any work performed on the second day of the weekly holidays.

Any employee who is not entitled to the holiday pay for general holidays with pay shall be paid at straight time plus ten per cent (10%) if he works on any such day.

Section 6.00 Overtime:

6.01 *Time and a half:* Time and a half shall be paid to the employee for any work performed over and above

normales de la journée ou de la semaine normale de travail entraîne une majoration de cinquante pour cent (50%) du taux normal.

6.02 Tout travail exécuté par le salarié le dimanche entraîne une majoration de cent pour cent (100%) du taux normal. (La présente disposition ne s'applique pas aux préposés au service dans les stations-service ni aux spécialistes en pneus et cuisson dans la Zone 2).

6.03 Tout travail exécuté les jours chômés et payés entraîne une majoration de cent pour cent (100%) du taux normal en plus du paiement de la fête s'il y a lieu.

6.04 Toute majoration pour les heures supplémentaires doit être calculée à partie du salaire effectivement payé.

6.05 Tout travail exécuté à la demande de l'employeur après les heures normales de travail entraîne une majoration de cinquante pour cent (50%) du taux normal. Cependant, le salarié, à moins de se faire remplacer, est tenu de terminer un travail déjà commencé si ce travail peut se terminer dans un délai de quinze (15) minutes.

6.06 Tout travail exécuté par un salarié durant son premier (1er) jour de congé hebdomadaire entraîne une majoration de cinquante pour cent (50%) du taux normal.

Tout travail exécuté par un salarié durant son deuxième (2e) jour de congé hebdomadaire entraîne une majoration de cent pour cent (100%) du taux normal.

6.07 *Ordonnance numéro 4:* Lorsque des taux de salaire déterminés par le présent décret sont inférieurs à ceux de l'ordonnance numéro 4 de la Commission du Salaire minimum, ces derniers taux doivent être payés.

Article 7.00 Congés payés:

7.01 *Droit au congé:* Tout salarié qui au premier (1er) mai de l'année courante justifie de moins d'un (1) an de service continu chez le même employeur, bénéficie d'un congé payé annuel d'une durée minimale égale à autant de jours qu'il a de mois de service continu sans que la durée totale du congé excède deux (2) semaines.

Tout salarié qui au premier (1er) mai de l'année courante justifie d'un (1) an de service continu chez le même employeur, bénéficie d'un congé payé annuel de deux (2) semaines complètes.

Tout salarié qui au premier (1er) mai de l'année 1971 justifie de onze (11) ans et au premier (1er) mai 1972 de dix (10) ans ou plus de service continu chez le même employeur, bénéficie de trois (3) semaines complètes de congés payés annuels.

7.02 *Indemnité de congés payés:* Tout salarié qui bénéficie de deux (2) semaines ou moins de congé doit recevoir une indemnité égale à quatre pour cent (4%) du salaire gagné pendant la période de référence.

Tout salarié qui a droit à trois (3) semaines de congé doit recevoir une indemnité égale à six pour cent (6%) du salaire gagné pendant la période de référence.

7.03 *Période des congés:* À moins d'entente contraire entre un salarié et son employeur, les congés annuels sont pris de la façon suivante:

or outside the standard working day or standards working week.

6.02 Double time shall be paid for any work performed by the employee on Sunday. (This does not apply to servicemen in service stations nor to tire and burning specialists in Zone 2).

6.03 Double time plus the holiday pay for the general holiday with pay (if the employee is entitled thereto) shall be paid for any work performed on a general holiday with pay.

6.04 Calculation of overtime rates shall be based on actual wage rates.

6.05 Time and a half shall be paid for any work performed after standard working hours at the request of the employer. However, unless he finds someone to replace him, the employee shall have to complete any work already befun, if such work may be completed within a fifteen (15) minute delay.

6.06 Time and a half shall be paid for any work performed by the employee on the first day of his weekly holiday.

Double time shall be paid for any work performed by the employee on the second day of his weekly holiday.

6.07 *Ordinance number 4:* Whenever wage rates determined by the present decree are inferior to those established by Ordinance number 4 of the Minimum Wage Commission, the latter rates must be paid.

Section 7.00 Annual vacation with pay:

7.01 *Entitlement to vacation:* Any employee who, on the 1st of May of each year, has at least one (1) year's continuous service with the same employer is entitled to one (1) day's annual vacation with pay per month of continuous service. However, the said annual vacation shall not exceed two (2) weeks.

Any employee who, on the 1st of May of each year, has one (1) year's continuous service with the same employer is entitled to two (2) full weeks' annual vacation with pay.

Any employee who, on May 1, 1971 has eleven (11) years continuous service with the same employer, or on May 1, 1972 has ten (10) years of such service, is entitled to three (3) full weeks' annual vacation with pay.

7.02 *Vacation pay:* Any employee entitled to two (2) weeks' annual vacation or less shall receive vacation pay equal to four per cent (4%) of the wages he earned during the qualifying period.

Any employee entitled to three (3) weeks' annual vacation shall receive vacation pay equal to six per cent (6%) of the wages he earned during the qualifying period.

7.03 *Taking of vacation:* Unless otherwise agreed upon between the employer and the employee, annual vacations shall be taken as follows:

Les première (1re) et deuxième (2e) semaines sont prises consécutivement entre le premier (1er) mai et le quinze (15) septembre, sauf pour les spécialistes en pneus et cuisson de la zone 2 alors que ce doit être entre le premier (1er) mai et le trente (30) septembre.

La troisième (3e) semaine est prise entre le quinze (15) septembre et le premier (1er) mai sauf pour les spécialistes en pneus et cuisson de la zone 2 alors que ce doit être entre le trente (30) septembre et le premier (1er) mai.

Au cours du mois de mai, l'employeur doit afficher l'ordre des départs en congé.

Il est entendu que si l'employeur désire fermer partiellement ou totalement son entreprise aux fins de congés annuels, il doit organiser les congés de ses salariés en deux (2) groupes tout au plus, entre le 24 juin et le 15 août. L'employeur doit afficher au plus tard le premier (1er) mai les dates de fermeture.

7.04 L'employeur doit verser au salarié l'indemnité de congé à laquelle il a droit avant son départ en vacances.

7.05 *Indemnité compensatrice de congés:* Tout salarié qui quitte volontairement son emploi ou qui est congédié pour juste motif, doit recevoir, au moment de la première (1re) paye suivant son départ, une indemnité compensatrice pour les congés qu'il a acquis pendant la période de référence et qu'il n'a pas pris plus un montant égal à quatre pour cent (4%) ou six pour cent (6%), selon le cas, du salaire gagné durant la période de référence.

7.06 Si un ou plusieurs jours fériés chômés et payés tombent pendant la période de congés annuels d'un salarié, celui-ci a droit à autant de jours additionnels de congé qu'il y a de tels jours.

7.07 *Ordonnance numéro 3:* Lorsque des conditions du présent décret sont inférieures à celles établies par l'ordonnance numéro 3 de la Commission du Salaire minimum, les conditions plus avantageuses de ladite ordonnance s'appliquent.

Article 8.00 Jours chômés et payés:

8.01 Les jours suivants sont des jours chômés et payés quel que soit le jour de la semaine avec lequel ils coïncident:

Le premier jour de l'An,
Le 2 janvier,
La Saint-Jean-Baptiste,
La Confédération,
La fête du Travail,
Noël,
Le lendemain de Noël.

8.02 *Admissibilité:* Pour avoir droit à ces congés chômés et payés, le salarié doit avoir trois (3) mois de service et doit avoir travaillé ou avoir été en congé d'absence autorisé le dernier jour ouvrable précédant et le premier jour ouvrable suivant le jour chômé. Le salarié absent pour cause de maladie ou accident depuis moins d'un (1) mois a également droit à ces jours chômés et payés.

The first and second weeks' annual vacation with pay shall be taken consecutively between the 1st of May and the 15th of September. However, tire and burning specialists in Zone 2 may take their vacation between the 1st of May and the 30th of September.

The third week shall be taken between the 15th of September and the 1st of May, except as concerns tire and burning specialists of Zone 2 who shall take it between the 30th of September and the 1st of May.

During the course of the month of May, the employer shall post the annual vacation with pay schedule.

It is understood that if the employer wishes to close down his establishment, entirely or partly, for vacation into not more than two groups that will take their vacation between the 24th of June and the 15th of August. The employer shall post the closing dates by the 1st of May at the very latest.

7.04 *Payment of vacation pay:* Before he leaves on vacation, the employee shall be given his vacation pay by his employer.

7.05 *Severance:* Any employee who voluntarily quits his employment or who is dismissed for good reason shall receive, on the pay-day following his departure, the vacation pay for the vacation to which he had become entitled during the qualifying period and which he had not yet taken, plus four per cent (4%) or six per cent (6%) of the wages he earned during such qualifying period, as the case may be.

7.06 If one or several general holidays with pay fall within any employee's annual vacation with pay, such employee shall be entitled to as many additional days' vacation with pay as there are such general holidays in his said vacation.

7.07 *Ordinance number 3:* Whenever conditions of the present decree are inferior to those established by Ordinance number 3 of the Minimum Wage Commission, the more advantageous conditions of the said Ordinance shall apply.

Section 8.00 General holidays with pay:

8.01 The following days are general holidays with pay, regardless of the day on which they fall:

New Year's Day,
January 2nd,
St. John the Baptist Day,
Canada Day (Confederation),
Labour Day,
Christmas Day,
December 26th.

8.02 *Entitlement:* To be entitled to any general holiday with pay, the employee must have three months' continuous service with the same employer and must have worked (or been absent with leave) on the working day immediately before such general holiday with pay and on the working day immediately after such general holiday with pay. The employee who is absent through sickness or accident for less than one (1) month shall also be entitled to the above general holidays with pay.

8.03 *Paiement:* Tout salarié doit recevoir pour chaque jour férié mentionné ci-dessus, une indemnité égale à son gain pour une journée normale de travail comprenant les primes d'équipe.

8.04 Tout arrêté en conseil, ordonnance ou loi fédérale, provinciale ou tout règlement municipal qui reporte la célébration de l'une ou l'autre de ces fêtes chômées à un autre jour s'applique de droit.

Article 9.00 Rappel au travail:

9.01 Tout salarié rappelé au travail après avoir quitté l'établissement doit être payé au taux de salaire majoré applicable et a droit à une indemnité minimale égale à deux (2) heures à taux régulier.

Article 10.00 Sécurité et hygiène:

10.01 L'employeur doit fournir le savon et l'eau chaude pour permettre aux salariés de se nettoyer de façon à quitter les lieux de leur travail dans une tenue convenable.

Tout véhicule doit être déneigé et déglacé le plus possible avant qu'un salarié s'en serve, ceci dans le but de protéger la santé des travailleurs.

Dès les trois (3) mois de l'entrée en vigueur du présent décret, tout local où travaillent les salariés d'un employeur assujetti au présent décret doit comporter un système de ventilation suffisamment perfectionné pour permettre l'évacuation à l'extérieur des gaz et des autres produits dont la présence en trop grande quantité dans un établissement est nuisible à la santé des salariés, spécialement durant les mois d'hiver. Le tout doit être conforme à la Loi des Établissements Industriels et Commerciaux et aux règlements en découlant.

Article 11.00 Accidents du travail:

11.01 L'employeur paie à tout salarié qui a cinq (5) mois d'ancienneté au travail le salaire perdu à partir du moment de l'accident jusqu'à la fin de sa demi-journée (½) de travail au cours de laquelle se produisit l'accident.

Article 12.00 Congés spéciaux:

12.01 Tout salarié qui justifie de cinq (5) mois de service continu chez le même employeur a droit à:

a) trois (3) jours de congé à l'occasion du décès du père, de la mère, du conjoint;

b) deux (2) jours de congé à l'occasion du décès d'un fils ou d'une fille de plus de six (6) ans;

c) un (1) jour de congé à l'occasion du décès d'un fils ou d'une fille de moins de six (6) ans;

d) un (1) jour de congé à l'occasion du décès d'un frère, d'une soeur, du beau-père, de la belle-mère.

12.02 Ce congé doit être le jour des funérailles et, s'il y a lieu, les jours qui précèdent immédiatement les funérailles; ces jours sont payés dans la mesure où ils tombent des jours ouvrables.

12.03 Il est entendu cependant que la clause ci-dessus s'applique seulement si le salarié assiste aux funérailles. Pour en bénéficier, le salarié doit remplir toute formule prévue à cet effet par l'employeur et, sur demande, produire toute preuve attestant le décès survenu.

8.03 *General holiday pay:* For each of the above-mentioned general holidays with pay, the employee shall receive holiday pay equal to his earnings for a standard day's work, his shift differential included, if any.

8.04 Any federal, provincial or municipal order in council, ordinance or law transferring the celebration of any of the above general holidays with pay shall apply as of right.

Section 9.00 Call-back:

9.01 Any employee called back to work after having left the establishment shall be paid the overtime rate applicable and shall receive at least an amount equal to two (2) hours' wages at straight time.

Section 10.00 Safety and hygiene:

10.01 The employer shall furnish the soap and hot water the employees need to wash themselves after work so as to be able to leave their place of work properly dressed in clean clothes.

Any vehicle must, as much as possible, be cleaned of snow and ice before being worked upon, so as to safeguard the workers' health.

Within three (3) months from the effective date of the present decree, any establishment where employees of an employer governed by the present decree are working shall be provided with a ventilation system capable of evacuating all gases and other fumes whose presence in to great a concentration in the establishment is detrimental to the health of the workers, specially during winter months. Such system must conform with the Industrial and Commercial Establishments Act and Regulations.

Section 11.00 Industrial accidents:

11.01 The employer shall pay, to any employee having five (5) months' seniority in his employ, the wages lost from the moment of the accident until the end of the half-day's work during which the accident occurred.

Section 12.00 Compassionate leave:

12.01 Any employee having five (5) months' continuous service with the same employer is entitled to:

(*a*) three (3) days' leave on the occasion of the death of his father, mother or spouse;

(*b*) two (2) days' leave on the occasion of the death of his child more than six (6) years old;

(*c*) one (1) day's leave on the occasion of the death of his child less than six (6) years old;

(*d*) one (1) day's leave on the occasion of the death of his brother, sister, father-in-law or mother-in-law.

12.02 Such leave shall be for the day of the funeral and, whenever applicable, for the days immediately preceding the funeral; such days' leave shall be days off with pay if they fall on working days.

12.03 However, it is understood that this clause applies only if the employee attends the funeral. To receive such benefits, the employee shall have to fill in any form provided for that purpose by the employer and, upon request, produce proof of the death in question.

Article 13.00 La paye:

13.01 La paye doit être distribuée aux salariés une fois par semaine, au plus tard le jeudi avant-midi. Ceci comprendra le gain de la semaine précédente.

Toutefois, un établissement qui utilise au moment de l'entrée en vigueur du présent décret un système de mécanographie à cette fin et où la paye est remise au salarié semi-mensuellement peut continuer cette pratique mais il doit en informer le comité paritaire.

Le bullerin de paye doit contenir les mentions suivantes:

a) les nom et prénom du salarié;
b) la date du paiement et la période de travail qui correspond au paiement;
c) le taux horaire;
d) les heures normales;
e) les heures supplémentaires;
f) la nature et le montant des retenues opérées;
g) le montant net versé au salarié.

Article 14.00 Garantie de travail:

14.01 Tout salarié doit recevoir une rémunération quotidienne minimale égale au nombre d'heures ouvrables depuis son arrivée au garage jusqu'à la fin de sa journée normale de travail en conformité de l'article 5.

Le salarié qui quitte son travail trop tôt ou qui arrive en retard à son travail voit cette garantie de rémunération diminuée d'autant.

Article 15.00 Certificat: Dès son entrée dans l'industrie assujettie au présent décret tout salarié doit s'inscrire au comité paritaire afin d'obtenir son certificat de qualification ou de classification rendant ainsi possible la compilation des différents stages de son apprentissage ou de son expérience ou des deux (2) à la fois. L'employeur ne peut faire travailler un salarié qui ne s'est pas conformé à la présente disposition.

Article 16.00 Heures de présence: Tout salarié doit être rémunéré selon les dispositions du présent décret pour toutes les heures où il a été présent et disponible durant la journée normale de travail, que ses services aient été utilisés ou non. Toutefois, la présente disposition n'a pas pour effet d'empêcher l'employeur de faire des licenciements.

Article 17.00 Apprentissage:

17.01 La durée de l'apprentissage est de quatre (4) ans. Cependant, à la fin de sa troisième (3e) année, tout apprenti peut subir un examen; s'il réussit, il a alors droit au certificat correspondant de compagnon.

À l'expiration de son apprentissage, soit quarante-huit (48) mois de travail, l'apprenti doit se présenter devant le bureau des examinateurs du Comité paritaire pour y subir l'examen requis en vue de l'obtention de son certificat de qualification de compagnon.

S'il rate son examen, le candidat a droit à une reprise après neuf (9) mois à compter de la date où il s'est présenté à son dernier examen et entretemps il se voit remettre un certificat de quatrième (4e) année.

Section 13.00 Payment of wages:

13.01 The employee's wages shall be paid to them once a week, in the forenoon, on Thursday, at the very latest. Such wages shall cover the previous week's work.

However, if an establishment is making use of data processing for the payment of wages when this decree comes into force and if payment of wages to the employees is made every fortnight, such establishment may continue such a practice and inform the Parity Committee thereof.

The following particulars shall appear on the pay envelope or on the pay slip accompanying the wages paid:

(*a*) employee's full name;
(*b*) date of payment and pay period corresponding thereto;
(*c*) employee's hourly wage rate;
(*d*) number of regular hours worked;
(*e*) number of overtime hours worked;
(*f*) amounts and nature of deductions made;
(*g*) net take-home pay.

Section 14.00 Work guarantee:

14.01 Every employee shall be paid a minimum daily amount of wages equivalent to the number of standard working hours elapsing between his arrival at the garage and the end of his standard working day, in conformity with section 5:00.

If an employee leaves his work too early or comes in late for work, such work guarantee shall be decreased accordingly.

Section 15.00 Certificate: Immediately upon taking up employment in the industry subject to this decree, the employee must register with the Parity Committee in order to obtain his competency or classification certificate, so that his various stages of apprenticeship or experience or of both may be recorded. No employer may employ any employee who has not complied with this clause.

Section 16.00 Presence at work: Every employee shall be remunerated according to the provisions of this decree for all hours during which he shall have been present and available during the standard working day, whether his time was used or not, However, this does not imply that the employer is not allowed to lay off employees.

Section 17.00 Apprenticeship:

17.01 The term of apprenticeship lasts four (4) years. However, at the end of the third year, any apprentice may sit for an examination which, if he is successful in it, shall entitle him to the journeyman's certificate corresponding thereto.

After completing apprenticeship (48 months' work), the apprentice shall sit for an examination before the Board of Examiners of the Parity Committee in order to obtain his journeyman's competency certificate.

If the candidate fails in his examination, he is entitled to sit for a supplemental examination nine months after the date of the examination in which he failed, and, in the meantime he shall be given a 4th year apprenticeship certificate.

Cependant, à la fin de sa troisième (3) année d'apprentissage, tout apprenti peut exiger d'être admis à un examen. S'il réussit cet examen, il a alors droit au certificat de qualification compagnon classe « A », classe « B », ou classe « C » et au salaire prévu au présent décret.

Le salarié qui est détenteur d'un certificat de qualification d'une classe inférieure à la classe « A » et qui désire obtenir un certificat d'une classe supérieure doit demander de subir un examen à cet effet après neuf (9) mois de travail.

Ces neuf (9) mois de travail doivent être établis à la satisfaction du comité. Le rapport mensuel de l'employeur et la déclaration du salarié constituent des preuves jugées suffisantes.

Dans chaque établissement, il ne doit pas y avoir plus d'un (1) apprenti par deux (2) compagnons.

Toutefois, dans les établissements où il n'y a qu'un (1) compagnon, il est permis d'avoir un (1) apprenti. Cette répartition du nombre d'apprentis doit s'entendre de tous les métiers qualifiés mis en bloc.

Tout apprenti qui a fréquenté une école régie par la Loi de l'Enseignement Spécialisé ou qui a acquis de l'expérience ailleurs doit recevoir un crédit proportionné à la durée de ses études et au résultat de ses examens.

Cependant, au cas de conflit pour l'établissement de la compétence acquise ailleurs, le comité paritaire doit lui faire subir un examen afin d'établir sa qualification.

Aucun nouvel apprenti ne peut être accepté avant d'avoir terminé l'équivalent de la septième (7e) année et d'être âgé d'au moins seize (16) ans.

Le comité paritaire a le droit d'exiger la preuve d'âge de tout salarié au moment de la délivrance d'un certificat de qualification ou de classification ou d'un renouvellement de certificat ou d'un examen.

Aucun employeur ne peut faire travailler un apprenti seul et un apprenti ne peut travailler seul à l'exécution de travaux de métier. Il doit toujours être accompagné d'un ouvrier qualifié compagnon de son métier.

Article 18.00 Outils:

18.01 Le salarié engagé comme homme de métier doit fournir les outils nécessaires à l'exercice de son métier jusqu'à un pouce et quart (1¼) de capacité.

Article 19.00 Costume et uniformes: Les costumes et uniformes habituels ainsi que les salopettes et sarraux doivent être fournis, payés et blanchis par l'employeur. Le coût et les frais d'entretien sont assumés à raison de cinquante pour cent (50%) par l'employeur et de cinquante pour cent (50%) par le salarié et ces vêtements deviennent la propriété du salarié.

Toutefois les salariés dont le costume et le blanchissage sont payés entièrement par l'employeur, à l'entrée en vigueur du présent décret, continuent de bénéficier de cet avantage. Lorsque le salarié paie cinquante pour cent (50%) du costume, de l'uniforme ou de la salopette, etc. ces vêtements demeurent la propriété du salarié.

Cependant, si l'employeur préfère le système de location, le salarié paie cinquante pour cent (50%) des frais et l'employeur paie l'autre cinquante pour cent (50%).

However, at the end of his third apprenticeship year, any apprentice may request to take an examination. If he passes, the apprentice is entitled to a journeyman's competency certificate Class "A", "B" or "C", and to the wage rate provided for in this decree.

An employee who holds a competency certificate for any clas below classs "A" and who wishes to obtain a competency certificate for a higher class shall request to sit for the pertinent examination, after nine (9) months' work.

Satisfactory proof for such nine (9) months' work shall be supplied to the said Committee. The employer's monthly report and the employee's declaration shall be considered as satisfactory proof.

There shall not be more than one (1) apprentice for every two (2) journeymen in any establishment.

However, in concerns where there is only one (1) journeyman, it is permissible to have one (1) apprentice. Such ratio of apprentices shall apply to all trades as a whole.

Apprentices who have attended a school governed by the Specialized Schools Act or who have gained experience elsewhere shall be granted credits proportionate to the length of their studies and to their examination results.

In the event of doubt as to proficiency acquired elsewhere, the Parity Committee may have the apprentice take an examination so as to determine his classification.

No new apprentice shall be accepted unless he has completed his seventh (7th) year's schooling and is at least sixteen (16) years of age.

The committee may request that any employee supply proof of his age before issuing him a competency or classification certificate, before renewing a certificate or before an examination.

No employer may have an apprentice work alone and no apprentice may do trade work alone; he shall always be accompanied by a competent journeyman of his trade.

Section 18.00 Tools:

18.01 Any employee hired as a tradesman shall supply the tools necessary to ply his trade (up to 1¼ inch capacity).

Section 19.00 Uniforms: Regular uniforms as well as overalls and smocks shall be supplied, paid and cleaned by the employer. Purchase prices and cleaning costs shall be shared on a fifty-fifty basis between the employer and the employees and such working clothes shall become the property of the employees.

However, employees whose employer already pays the entire purchase price and cleaning costs of such uniforms shall continue to be given such benefit at the coming into force of the present decree. When the employee must pay fifty per cent (50%) of the purchase price of any uniform, overall, etc., such working clothes items shall remain his individual property.

However, if the employer prefers to rent such uniforms, the employee shall pay fifty per cent (50%) of the cost of such rental and the employer shall pay the remaining fifty per cent (50%) thereof.

Nonobstant ce qui précède, si l'employeur exige un costume ou un uniforme spécial, il doit le payer à cent pour cent (100%) et il en reste le propriétaire. Le coût du blanchissage est alors payé moitié par l'employeur et moitié par le salarié qui doit porter ledit costume ou ledit uniforme.

Article 20.00 Période de collation:

20.01 Tout salarié a droit à une période de repos de dix (10) minutes au milieu de chaque demi-journée de travail.

20.02 L'employeur doit procurer aux salariés des facilités pour obtenir une collation de qualité convenable; cantine mobile, commande par téléphone ou commissionnaire.

Article 21.00 Période de repas: L'employeur ne peut forcer un salarié à travailler plus de cinq (5) heures entre chaque repas.

Article 22.00 Assurance collective:

22.01 L'employeur doit établir ou maintenir un régime d'assurance-groupe, accident-maladie dont le coût doit être payé moitié par l'employeur et moitié par le salarié. La prime totale hebdomadaire doit être d'au moins $1.25 par salarié célibataire et d'au moins $2.25 par salarié marié.

22.02 S'il est impossible à l'employeur d'établir un tel régime, il doit alors verser une allocation hebdomadaire de $1.25 au salarié célibataire et de $2.25 au salarié marié.

22.03 Les contributions patronales au régime provincial d'assurance-maladie peuvent être déduites des montants ci-dessus prévus au titre d'assurance-collective.

22.04 Le contrat d'assurance est sujet à l'approbation du Surintendant des Assurances de la province de Québec et son fonctionnement soumis à sa surveillance.

Article 23.00 Convention interdite: Est illégale, nulle et non avenue aux fins du présent décret toute entente ou convention entre employeur et salarié qui porte sur la location d'une surface couverte disponible ou d'une place d'affaire ou qui touche aux conditions de travail de même que toute autre formule qui aurait pour effet de diminuer le montant du salaire fixé par le présent décret.

Article 24.00 A Thetford Mines et dans le comté de Wolfe:

24.01 Tous les compagnons, après uné période de neuf (9) mois de travail comme classe « A », ont le droit de se présenter aux examens de compagnons « AA ».

24.02 Si le candidat réussit son examen il a droit au certificat de compagnon « AA » et aux taux de salaire correspondant, soit une majoration de $0.10 l'heure sur le taux du compagnon « A », même s'il n'accomplit pas le travail de compagnon « AA » comme tel.

24.03 Tout salarié qui a échoué à son examen a droit de reprise après neuf (9) mois à compter de la date où il s'est présenté à son dernier examen.

Notwithstanding the foregoing, if the employer requires the employee to wear a special uniform, the employer shall pay the entire purchase price thereof and in such case, the uniform shall remain his individual property. The cleaning of such special uniform shall be paid by the employer and employee who has to wear it on a fifty-fifty basis.

Section 20.00 Snack period:

20.01 Every employee is entitled to a ten-minute (10-minute) rest period at the middle of each half-day's work.

20.02 The employer shall provide his employee with means to secure a snack of suitable quality: mobile cantine, telephone orders or messenger.

Section 21.00 Mealtime: No employer may compel any employee to work more than five (5) hours between meals.

Section 22.00 Group insurance:

22.01 The employer shall establish or maintain a group insurance, health insurance plan, the cost of which shall be paid by the employer and employees on a fifty-fifty basis. The total weekly premium shall be no less than $1.25 per unmarried employee and no less than $2.25 per married employee.

22.02 Should the employer be unable to establish such plan, he shall pay a weekly indemnity of $1.25 to each unmarried employee and a weekly indemnity of $2.25 to each married employee.

22.03 The employer may deduct the amounts he has to pay to the Provincial Health Insurance Plan from the above mentioned amounts.

22.04 The insurance contract and the enforcement thereof shall be submitted to the approval and supervision of the *Surintendant des Assurances de la province de Québec.*

Section 23.00 Forbidden agreement: For the purposes of this decree, the following are null and void: any agreement between employer and employee dealing with the rental of an available covered surface or place of business or dealing with working conditions; any other formula whose effect would be to decrease the wage rates herein set forth.

Section 24.00 In Thetford Mines and Wolfe County:

24.01 Alfter working for nine (9) months as Class "A" journeyman, any journeyman is entitled to sit for the Class "AA" examinations.

24.02 If the candidate successfully passes such examination, he shall be issued a Class "A" Journeyman's certificate and shall be entitled to the Class "AA" journeyman's wage rate, that is to say, a $0.10 per hour increase over the Class "A" journeyman's wage rate, even if he does not actually perform Class "A" journeyman's work as such.

24.03 Any employee who has failed in his examination shall be entitled to sit for a supplemental examination, nine (9) months after the date of his last examination.

24.04 Les détenteurs d'une carte de spécialiste, à l'entrée en vigueur du présent décret ont droit à un certificat de compagnon « AA » sans examen.

24.05 Le compagnon « AA » en mécanique est un compagnon « A » en mécanique qui a réussi les examens du comité paritaire en transmission automatique et sur la machine à aligner et à balancer.

24.06 Le compagnon « AA » en carrosserie est un compagnon « A » en carrosserie qui a réussi les examens du comité paritaire en carrosserie, peinture et vitrage.

Article 25.00 Classification: Les salariés suivants doivent posséder un certificat de classification et, sauf disposition expresse au présent décret, ont droit, selon leur zone respective et la durée de leurs services au taux horaire déterminé pour l'apprenti de 1re, 2e, 3e et 4e années, compagnon « C », compagnon « B » ou compagnon « A », selon le cas, et suivent les horaires établis à l'article 5.01 du présent décret: charron, forgeron, préposé aux freins, préposé à la suspension, préposé au différentiel, préposé au châssis, préposé au silencieux, vitrier, préposé au polissage, remonteur de pièces ou accessoires, réparateur de pare-chocs, réparateur de batteries, démonteur, commissionnaire, préposé au service, pompiste, ainsi que tout autre salarié assujetti au présent décret mais pour qui le comité paritaire n'a pas d'examen qui lui donnerait droit à un certificat de qualification.

Le travail du préposé aux freins, à la suspension, au châssis, de même qu'au système d'échappement doit être effectué par un salarié de classe « C », « B » ou « A », ou par un apprenti accompagné d'un salarié de classe « C », « B » ou « A » de sa catégorie.

25.01 Tout salarié qui, à l'entrée en vigueur du présent décret, détient un certificat de commis d'entrepôt a droit sans frais à un certificat de préposé aux pièces s'il en fait la demande par écrit au comité paritaire.

Article 26.00 Taux de salaires et classification:

26.01 Les taux minimaux des salaires horaires pour les emplois régis par le présent décret sont les suivants:

Aux fins du présent article, le champ d'application territorial est divisé en trois (3) zones, de la façon suivante:

Zone I

Le district électoral de Sherbrooke et toutes les municipalités situées, en entier ou en partie, dans un rayon de dix (10) milles des limites de la cité de Sherbrooke.

Le district électoral de Stanstead et toutes les municipalités situées, en entier ou en partie, dans un rayon de dix (10) milles des limites de la cité de Magog et de la ville de Coaticook.

La cité de Thetford Mines et toutes les municipalités situées, en entier ou en partie, dans un rayon de dix (10) milles de ses limites y compris Saint-Évariste, La Guadeloupe et Saint-Méthode.

Les districts électoraux d'Arthabaska, de Mégantic et de Richmond.

24.04 Upon the coming into force of the present decree, employees holding a specialist's card will be issued a Class "AA" Journeyman's card without having to sit for the examination leading thereto.

24.05 The Class "AA" journeyman mechanic shall be a Class "A" journeyman mechanic who has passed the Parity Committee examinations respecting automatic transmissions and on the aligning and balancing machine.

24.06 The Class "AA" journeyman body-worker shall be a Class "A" journeyman body-worker who has passed the Parity Committee examinations on dent removing, painting and glass-worker.

Section 25.00 Classification: The following employees must be the holders of a classification certificate, and, unless otherwise explicitly established in the present decree, shall be entitled, according to the zone in which they work, to the hourly wage rates fixed for 1st year, 2nd year, 3rd year or 4th year apprentices, Class "C", Class "B" or Class "A" journeymen, as the case may be, and shall be subject to working hour schedules established in subsection 5.01 of the present decree: wheelwrights, blacksmiths, brake specialists, suspension specialists, differential specialists, chassis or frame specialists, muffler specialists, glass specialists, polishing specialists, parts or accessories assemblers, bumper repairers, battery repairers, wreckers, messengers, servicemen and any other employee subject to this decree and for whom the Parity Committee has provided no special examination that would entitle him to a competency certificate.

The work of brake specialists, suspension specialists, frame specialists as well as of exhaust specialists shall be carried out by an employee Class "C", "B" or "A", or by an apprentice accompanied by an employee Class "C", "B" or "A" of his category.

25.01 Upon the coming into force of the present decree, any employee holding a warehouse clerk's certificate may obtain, free of charge, a parts man's certificate, provided he sends written application therefor to the Parity Committee.

Section 26.00 Wage rates and classification:

26.01 The minimum hourly wage rates for the occupations subject to this decree shall be as follows:

For the purposes of the present section, the territorial jurisdiction shall be divided in three (3) zones as follows:

Zone I

The Sherbrooke electoral district and all municipalities entirely or partly situated within a 10-mile radius from the limits of the city of Sherbrooke.

The Stanstead electoral district and all municipalities entirely or partly situated within a 10-mile radius from the limits of the city of Magog and of the town of Coaticook.

The city of Thetford Mines and all municipalities entirely or partly situated within a ten-mile radius from its limits including Saint-Évariste, La Guadeloupe and Saint-Méthode.

The electoral districts of Arthabaska, Mégantic and Richmond.

		15 juil. July 15, 1971	15 janv. Jan. 15, 1972	15 juil. July 15, 1972
Apprenti — Apprentice:				
1ère année — 1st year	$1.85	$1.85	$1.95	$1.95
2e année — 2nd year	2.05	2.05	2.20	2.20
3e année — 3rd year	2.25	2.25	2.45	2.45
4e année — 4th year	2.50	2.50	2.75	2.75
Compagnon — Journeyman:				
Classe « C » — Class "C"	2.67	2.77	2.92	3.07
Classe « B » — Class "B"	2.80	2.90	3.04	3.24
Classe « A » — Class "A"	3.02	3.13	3.29	3.49
Préposé aux pièces — Parts man:				
1ère année — 1st year	1.75	1.75	1.85	1.85
2e année — 2nd year	1.90	1.90	2.10	2.10
3e année — 3rd year	2.10	2.10	2.30	2.30
4e année — 4th year	2.25	2.25	2.45	2.45
Class « C » — Class "C"	2.30	2.40	2.50	2.63
Classe « B » — Class "B"	2.48	2.58	2.68	2.83
Classe « A » — Class "A"	2.60	2.71	2.81	3.01
Préposé au service — Serviceman:				
1ère année — 1st year	1.60	1.60	1.70	1.70
2e année — 2nd year	1.80	1.80	1.90	1.90
3e année — 3rd year	1.90	1.90	2.05	2.05
4e année — 4th year	2.05	2.05	2.20	2.20
5e année — 5th year	2.20	2.20	2.44	2.44
6e année — 6th year	2.35	2.35	2.59	2.59
Démonteur — Wrecking mechanic:				
1ère année — 1st year	1.60	1.60	1.70	1.70
2e année — 2nd year	1.85	1.85	1.90	1.90
3e année — 3rd year	2.05	2.05	2.15	2.15
4e année — 4th year	2.25	2.25	2.40	2.40
5e année — 5th year	2.45	2.45	2.75	2.75
6e année — 6th year	2.90	2.90	3.20	3.20
Commissionnaire — Messenger	1.50	1.50	1.61	1.61
Compagnon « AA » (La cité de Thetford Mines seulement) — "AA" Journeyman (city of Thetford Mines only)	3.12	3.23	3.39	3.59
Pompiste — Pump attendant	1.60	1.60	1.70	1.70

Zone II

Tout le district électoral de Shefford et toutes les municipalités situées, en tout ou en partie, dans un rayon de dix (10) milles des limites de la cité de Granby.

Zone II

The whole electoral district of Shefford and all the municipalities entirely or partly situated within a 10-mile radius from the limits of the city of Granby.

Apprenti — Apprentice:				
1ère annee — 1st year	1.85	1.85	1.95	1.95
2e année — 2nd year	2.05	2.05	2.20	2.20
3e année — 3rd year	2.25	2.25	2.45	2.45
4e année — 4th year	2.50	2.50	2.75	2.75
Compagnon — Journeyman:				
Classe « C » — Class "C"	2.82	2.92	3.02	3.17
Classe « B » — Class "B"	2.95	3.05	3.15	3.35
Classe « A » — Class "A"	3.22	3.32	3.42	3.62
Préposé aux pièces — Parts man:				
1ère année — 1st year	1.75	1.75	1.85	1.85

		15 juil. July 15, 1971	15 janv. Jan. 15, 1972	15 juil. July 15, 1972
2e année — 2nd year	$1.90	$1.90	$2.10	$2.10
3e année — 3rd year	2.10	2.10	2.30	2.30
4e année — 4th year	2.25	2.25	2.45	2.45
Compagnon — Journeyman:				
Classe « C » — Class "C"	2.18	2.28	2.43	2.63
Classe « B » — Class "B"	2.38	2.48	2.63	2.84
Classe « A » — Class "A"	2.60	2.71	2.81	3.01
Préposé au service — Serviceman:				
1ère année — 1st year	1.60	1.60	1.70	1.70
2e année — 2nd year	1.80	1.80	1.90	1.90
3e année — 3rd year	1.90	1.90	2.05	2.05
4e année — 4th year	2.05	2.05	2.20	2.20
5e année — 5th year	2.20	2.20	2.44	2.44
6e année — 6th year	2.35	2.35	2.59	2.59
Démonteur — Wrecking mechanic:				
1ère année — 1st year	1.60	1.60	1.70	1.70
2e année — 2nd year	1.85	1.85	1.90	1.90
3e année — 3rd year	2.05	2.05	2.15	2.15
4e année — 4th year	2.25	2.25	2.40	2.40
5e année — 5th year	2.45	2.45	2.75	2.75
6e année — 6th year	2.90	2.90	3.20	3.20
Commissionnaire — Messenger	1.50	1.50	1.61	1.61
Spécialiste en pneus et cuisson — Tire and burning specialist:				
1ère année — 1st year	1.70	1.70	1.80	1.80
2e année — 2nd year	1.90	1.90	2.00	2.00
3e année — 3rd year	2.00	2.00	2.15	2.15
4e année — 4th year	2.15	2.15	2.30	2.30
5e année — 5th year	2.30	2.30	2.54	2.54
6e année — 6th year	2.45	2.45	2.69	2.69
Pompiste — Pump attendant	1.60	1.60	1.70	1.70
Zone III		*Zone III*		
Le district électoral de Wolfe.		The electoral district of Wolfe.		
Apprenti tous les métiers — Apprentice, all trades:				
1ère année — 1st year	1.75	1.75	1.85	1.85
2e année — 2nd year	1.95	1.95	2.10	2.10
3e année — 3rd year	2.15	2.15	2.35	2.35
4e année — 4th year	2.35	2.35	2.65	2.65
Compagnon — Journeyman:				
Classe « C » — Class "C"	2.50	2.60	2.78	2.93
Classe « B » — Class "B"	2.65	2.75	2.90	3.10
Classe « A » — Class "A"	2.87	2.98	3.14	3.35
Classe « AA » — Class "AA"	2.97	3.08	3.24	3.45
Préposé aux pièces — Parts man:				
1ère année — 1st year	1.70	1.70	1.75	1.75
2e année — 2nd year	1.80	1.80	2.00	2.00
3e année — 3rd year	2.00	2.00	2.20	2.20
4e année — 4th year	2.10	2.10	2.35	2.35
Compagnon — Journeyman:				
Classe « C » — Class "C"	2.10	2.20	2.34	2.49
Classe « B » — Class "B"	2.29	2.39	2.49	2.69
Classe « A » — Class "A"	2.43	2.57	2.67	2.87

		15 juil. July 15, 1971	*15 janv. Jan. 15, 1972*	*15 juil. July 15, 1972*
Préposé au service — Serviceman:				
1ère année — 1st year	$1.60	$1.60	$1.70	$1.70
2e année — 2nd year	1.80	1.80	1.90	1.90
3e année — 3rd year	1.90	1.90	2.05	2.05
4e année — 4th year	2.05	2.05	2.20	2.20
5e année — 5th year	2.20	2.20	2.44	2.44
6e année — 6th year	2.35	2.35	2.59	2.59
Démonteur — Wrecking mechanic:				
1ère année — 1st year	1.60	1.60	1.70	1.70
2e année — 2nd year	1.85	1.85	1.90	1.90
3e année — 3rd year	2.05	2.05	2.15	2.15
4e année — 4th year	2.25	2.25	2.40	2.40
5e année — 5th year	2.45	2.45	2.75	2.75
6e année — 6th year	2.90	2.90	3.20	3.20
Commissionnaire — Messenger	1.50	1.50	1.61	1.61
Pompiste — Pump attendant	1.60	1.60	1.70	1.70

Article 27.00 Le présent décret abroge les quatre (4) décrets portant les numéros 1921 (région d'Arthabaska), 701 (région de Granby), 1637 (région de Sherbrooke) et 2534 (région de Thetford Mines).

Article 28.00 Lors de l'entrée en vigueur du présent décret, le comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application des décrets antérieurement en vigueur dans le champ d'application territorial déterminé par le présent décret, demeure en fonction et surveille la mise à exécution dudit décret jusqu'à la formation du nouveau comité paritaire.

Article 29.00 Durée et renouvellement du décret: Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* et il demeure en vigueur jusqu'au 31 octobre 1972.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

40500-o

Section 27.00 The four (4) decrees numbers 1921 (Arthabaska region), 701 (Granby region), 1637 (Sherbrooke region) and 2534 (Thetford Mines region) are abrogated by the present decree.

Section 28.00 Upon the coming into force of the present decree, the existing Parity Committee entrusted with the enforcement of former decrees within the territorial jurisdiction of the present decree shall continue to be entrusted with the enforcement of the said decree until a new Parity Committee be formed.

Section 29.00 Term and renewal of the decree: The present decree becomes effective on the date of its publication in the *Québec Official Gazette* and remains in force until October 31, 1972.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

40500-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1983

Québec, le 1er juin 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région de Joliette.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région de Joliette, rendue obligatoire par le décret numéro 343 du 17 avril 1958 et modifications, ont présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1983

Québec, June 1, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting Men's and Ladies' Hairdressers in the Joliette region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting Men's and Ladies' Hairdressers in the Joliette region, rendered obligatory by Decree number 343 of April 17, 1958 and amendments, have petitioned the Minister of Labour in Manpower to submit, to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, certain amendments to the said Decree;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec*, édition au 3 avril 1971;
ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre d'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:
QUE ledit décret, numéro 343, soit modifié de la façon suivante:
1° Les paragraphes « *c* », « *d* » et « *e* » de l'article 103° sont radiés et remplacés par les suivants:
« *c*) *Coiffeurs pour hommes:* 1. La dernière semaine complète de juillet doit être chômée pour les coiffeurs pour hommes dans toutes les municipalités des districts électoraux de Joliette et de l'Assomption et dans les municipalités de Lavaltrie, Saint-Barthélemy, Lanoraie, Berthierville et Saint-Michel-des-Saints, à titre de première semaine de congé payé annuel.
2. La première semaine complète d'octobre doit être chômée pour les coiffeurs pour hommes de toutes les autres municipalités, au même titre.

3. La deuxième semaine de congé doit être accordée aux salariés à une date convenue avec leur employeur, dans les douze (12) mois qui suivent la fin de l'année de référence.

d) *Coiffeurs pour dames:* Le congé payé annuel doit être accordé aux salariés à une date convenue avec leur employeur, dans les douze (12) mois qui suivent la fin de l'année de référence. »

2° L'article 117° est remplacé par le suivant:
« 117° *Durée du travail:* La semaine normale de travail du coiffeur pour hommes est de quarante (40) heures, réparties de la façon suivante:
Lundi: chômé;
Mardi, mercredi et jeudi: de 9 h à 18 h;

Vendredi: de 9 h à 20 h;
Samedi: de 9 h à 16 h. »
3° Les articles 107°, 110°, 111° et 113° sont biffés.

Le greffier du Conseil exécutif,
40500-o JULIEN CHOUINARD.

WHEREAS the said petition was published in the *Québec Official Gazette* of April 3, 1971;
WHEREAS no objection has been brought forth against the approval of the amendments proposed;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the said Decree number 343 be amended as follows:
1. Subsections "*c*", "*d*", and "*e*" of section 103 are deleted and replaced by the following:
"(*c*) *Men's hairdressers:* 1. The last full week in July shall be a non-working week for men's hairdressers in all the municipalities of the electoral districts of Joliette and l'Assomption and in the municipalities of Lavaltrie, St. Barthélemy, Lanoraie, Berthierville and St. Michel-des-Saints; such week shall be considered as the first week's annual vacation with pay.
2. The first full week in October shall be a non-working week for men's hairdressers in all other municipalities and such week shall be considered as the first week's annual vacation with pay.
3. The second week's annual vacation shall be granted to the employees on any such date agreed upon between the employer and the employees during the 12-month period following the end of the qualifying year.
(*d*) *Ladies' hairdressers:* The annual vacation with pay shall be granted to the employees on any such date agreed upon between the employer and the employees during the 12-month period following the end of the qualifying year."
2. Section 117 is replaced by the following:
"117. *Working hours:* For men's hairdressers, the standard working week shall consist of forty (40) hours scheduled as follows:
Monday: non-working day;
Tuesday, Wednesday and Thursday: from 9:00 a.m. to 6:00 p.m.;
Friday: from 9:00 a.m. to 8:00 p.m.;
Saturday: from 9:00 a.m. to 4:00 p.m."
3. Sections 107, 110, 111 and 113 are deleted.

JULIEN CHOUINARD,
40500-o *Clerk of the Executive Council.*

Ventes pour taxes

Ville d'Anjou

Avis est par la présente donné, que le Conseil municipal, par une résolution en date du 19e jour de mai 1971, a ordonné au soussigné, conformément à la Loi des Cités et Villes de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la ville d'Anjou, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du Conseil à l'Hôtel de Ville d'Anjou, 6830 Joseph Renaud, le TRENTIÈME jour de JUIN 1971, à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée de l'est.

Sales for taxes

City of Anjou

Public notice is hereby given, that the City Council by a resolution dated the 19th day of May, 1971, has ordered the undersigned, pursuant to the Cities and Towns Act: to sell the immovables hereinunder described for non-payment of taxation arrears owing to the corporation of the city of Anjou, with interest and cost, and that consequently the said immovables shall be sold by public auction in the Council Room at the City Hall of Anjou, 6830 Joseph Renaud, city of Anjou, on the THIRTIETH day of JUNE 1971 at TEN o'clock in the forenoon, eastern daylight saving time.

Toutefois, seront exclus de la vente, les immeubles sur lesquels les taxes municipales, tant générales que spéciales de l'année 1970 et des années antérieures auront été payées avant le moment de la vente.

Permission a été accordée par la Commission municipale de Québec pour autoriser une énumération abrégée des numéros cadastraux.

Les immeubles ci-après décrits seront vendus, sujets au droit de retrait d'un an du cadastre officiel de la paroisse Longue-Pointe, dans les limites de la ville d'Anjou.

Ils seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances s'il y a lieu, sujets à tous les droits acquis de la ville d'Anjou et à toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement, en monnaie légale.

However, there shall be excluded from the sale, the immovables on which municipal taxes, so general as special, for the year 1970 and previous years, shall have been paid prior to the sale.

The Québec Municipal Commission has authorized the city of Anjou, an abridged form of cadastral numbers.

Immovables hereafter described will be sold, subject to the one-year right of redemption, of official cadastre of the parish Longue-Pointe, within the limits of the city of Anjou.

They shall be sold with building erected thereon, circumstances and dependencies if any, subject to all the acquired rights of the city of Anjou, and any servitudes both active and passive, apparent or unapparent which may affect them.

The purchase price of said immovables shall be payable immediately, in legal currency.

Vente d'immeuble pour non-paiement des taxes
Sale of immovables for non payment of taxes

Immeubles sujets au droit de retrait d'un an
Immovables subject to a right of withdrawal of one year

(Les lots ci-après décrits sont du cadastre officiel de la Paroisse de Longue-Pointe dans les limites de la Ville d'Anjou)
(The lots hereafter described are of the official cadastre of the Parish of Longue-Pointe in the limits of the Town of Anjou)

Folio	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of the immovable
414–0144	M. Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont 153.	414–429.
414–0181	M. Arthur Samson, 571 Quenn, Greenfield Park.	414–507.
414–0190	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	414–542.
415–0212	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	415–20.
415–0278	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	415–86.
415–0534	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	415–342.
415–0535	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	415–343.
415–0571	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	415–379.
415–0648	M. Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont 153.	415–436.
415–0696	M. Joseph Daigneault, 316 de Salaberry, St-Jean.	

Le lot 415-468, à distraire toutefois la partie expropriée pour le boulevard Métropolitain.

Lot 415-468, to withdraw however the expropriated part for Metropolitan Blvd.

416–0007 Lifare Realty Corp., 6794 Choisy, St-Léonard.

Une partie du lot 416-490, contenant une superficie de 488,562 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par les parties desdits lots 416-490, à l'est par une partie du lot 416-488, à l'ouest par la ligne séparative des terres 416 et 417, et par une autre partie du lot 416-490, et au sud dans une ligne oblique par les limites de la Ville d'Anjou.

A part of lot 416-490, containing an area of 488,562 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by parts of said lots 416-490, on the east by a part of lot 416-488, on the west by the separative line of farms 416 and 417, and by the collateral line following the limits of the city of Anjou also on the west by another part of lot 416-490.

417–0019	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-15.
417–0020	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-16.
417–0021	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-17.
417–0022	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-18.
417–0023	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-19.
417–0024	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-20.
417–0025	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-21.
417–0026	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-22.
417–0031	M. J.B. Dupré, a/s J. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal.	

Le lot 417-26 à distraire toutefois la partie expropriée pour le boulevard Métropolitain.

Lot 417-26 to withdraw however the expropriated part for Metropolitan Blvd.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of the immovable
417-0033	M. J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal.	417-27
417-0034	M. J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal.	417-28.
417-0035	M. J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal.	417-29.
417-0038	M. J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal.	417-32.
417-0039	M. J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal.	417-33.
417-0040	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-34.
417-0041	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-35.
417-0043	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-37.
417-0044	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-38.
417-0045	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-39.
417-0046	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-40.
417-0047	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-41.
417-0075	M. Trefflé Bastien, adresse inconnue.	
Le lot 417-64 à distraire toutefois la partie expropriée pour le boulevard Métropolitain.		Lot 417-64 to withdraw however the expropriated part for Metropolitan Boulevard.
417-0085	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-75.
417-0086	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-76.
417-0087	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-77.
417-0088	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-78.
417-0089	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-79.
417-0100	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-89.
417-0101	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-90.
417-0102	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-91.
417-0103	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-92.
417-0104	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-93.
417-0105	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-94.
417-0106	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-95.
417-0107	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-96.
417-0108	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-97.
417-0109	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-98.
417-0114	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-102.
417-0115	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-103.
417-0116	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-104.
417-0117	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-105.
417-0118	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-106.
417-0119	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-107.
417-0120	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-108.
417-0121	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-109.
417-0122	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-110.
417-0123	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-111.
417-0125	M. J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal.	417-113.
417-0126	M. J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal.	417-114.
417-0127	M. J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal.	417-115.
417-0128	M. J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal.	417-116.
417-0129	M. J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal.	417-117.
417-0135	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-122.
417-0136	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-123.
417-0137	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-124.
417-0138	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-125.
417-0144	M. C. E. Campeau, 1010 Ste-Catherine O., ch. 635 Montréal.	417-131.
417-0145	M. Gordon, 1010 Ste-Catherine O., ch. 635 Montréal.	417-132.
417-0151	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	417-138.
417-0164	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	417-151.
417-0166	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	417-153.
417-0167	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	417-154.
417-0168	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	417-155.
417-0169	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	417-156.
417-0170	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	417-157.
417-0172	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-159.
417-0173	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-160.
417-0174	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-161.
417-0175	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-162.
417-0176	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-163.
417-0178	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-165.
417-0179	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-166.
417-0180	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-167.
417-0181	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-168.
417-0182	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-169.
417-0183	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-170.
417-0184	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-171.
417-0185	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-172.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of the immovable
417-0191	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-178.
417-0192	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-179.
417-0193	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-180.
417-0194	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-181.
417-0199	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-186.
417-0200	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-187.
417-0201	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-188.
417-0202	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-189.
417-0211	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-198.
417-0212	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-199.
417-0213	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-200.
417-0214	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-201.
417-0250	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-237.
417-0251	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-238.
417-0256	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-243.
417-0257	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-244.
417-0258	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-245.
417-0259	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-246.
417-0260	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-247.
417-0261	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-248.
417-0262	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-249.
417-0263	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	417-250
417-0264	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	417-251.
417-0276	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	417-263.
417-0277	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	417-264.
417-0288	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	417-275.
417-0289	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	417-276.
417-0290	Arvin Ltée, 3439, Orléans, Montréal.	417-277.
417-0291	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	417-278.
417-0292	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	417-279.
417-0294	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	417-281.
417-0297	M. Gary Ball, 407 Mc Gill, Montréal.	417-284.
417-0298	M. Gary Ball, 407 Mc Gill, Montréal.	417-285.
417-0309	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	417-296.
417-0310	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	417-297.
417-0324	Dame/Mrs. Marie Thérèse Viau épouse de/wife of Pierre Mercier, 5791 Deom, Montréal.	417-311.
417-0328	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	417-315.
417-0329	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	417-316.
417-0330	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	417-317.
417-0343	Dame Vve Jean Racicot, Éliane, Thérèse et Jeanne Racicot, Hubert, Jean J., Raoul, Bernard, Charles, André, Denis, Yves, Paul et Louis Lefebvre a/s Raoul Lefebvre 2220 Ch. Lucerne, Ville Mont-Royal.	417-330.
417-0358	Dame Vve Jean Racicot, Éliane, Thérèse et Jeanne Racicot, Hubert, Jean J., Raoul, Bernard, Charles, André, Denis, Yves, Paul et Louis Lefebvre, a/s Raoul Lefebvre, 2220, Chemin Lucerne, Ville Mont-Royal.	417-345.
417-0359	Dame Vve Jean Racicot, Éliane, Thérèse et Jeanne Racicot, Hubert; Jean J., Raoul, Bernard, Charles, André, Denis, Yves, Paul et Louis Lefebvre, a/s Raoul Lefebvre, 2220 Ch. Lucerne, Ville Mont-Royal.	417-346.
417-0366	M. Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont.	417-353.
417-0367	M. Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont.	417-354.
417-0375	M. Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont.	417-362.
417-0414	M. Jerry Meroslav Shewchuk, 2104 Lapierre, Ville LaSalle.	417-401.
417-0431	M. J.B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal.	417-418.
417-0436	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	417-423.
417-0437	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	417-424.
417-0438	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	417-425.
417-0439	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	417-426.
417-0440	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-427.
417-0444	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	417-431.
417-0445	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	417-432.
417-0446	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	417-433.
417-0453	M. Julius Sockman, 933 Malborough, Cornwall, Ontario.	417-440.
417-0454	M. Julius Sockman, 933 Malborough, Cornwall, Ontario.	417-441.
417-0467	M. Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont 153.	417-454.
417-0468	M. Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont 153.	417-455.
417-0469	M. Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont 153.	417-456.
417-0477	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	417-464.
417-0478	M. Alexander Horvath, 26 Anselme Lavigne, Dollard des Ormeaux.	417-465.
417-0497	Dame/Mrs. W. R. Viau, a/s Mme Pierre Mercier, 5791 Deom, Montréal.	417-484.
417-0503	M. Guy Messier, 715 Carré Victoria ch. 930, Montréal, au rôle/on roll Parkhill, Investment Ltd.	417-490.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of the immovable
417–0504	M. Joseph Tessier, 1505 Legendre, Montréal.	417-491.
417–0514	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-501.
417–0515	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-502.
417–0516	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-503.
417–0517	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-504.
417–0518	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-505.
417–0535	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	417-522.
417–0536	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	417-523.
417–0537	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-524.
417–0550	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-537.
417–0552	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-539.
417–0562	M. Gary Ball, 407 McGill, Montréal.	417-549.
417–0566	M. J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal.	417-553.
417–0567	M. J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal.	417-554.
417–0571	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-558.
417–0572	MM. M. Garfinkle, et/and D. Miller, 5165 Sherbrooke O., Montréal.	417-559.
417–0573	M. Jacques Verdy, 715 Carré Victoria ch. 930, Montréal.	417-560.
417–0574	M. Gary Ball, 407 McGill, Montréal.	417-561.
417–0581	M. Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont 153.	417-568.
417–0582	M. Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont 153.	417-569.
417–0583	M. Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont 153.	417-570.
515–0080	M. Frank Mraz, 7771 Rondeau, Anjou.	418-28, 418-29, 418-30-1.
515–0124	M. Marcel Trépanier, a/s Émile Asselin, 40 Elwood, Outremont.	418-58, 418-61.
005–0036	Giovanni Construction Ltée, 10,220 Esplanade, Montréal.	418-120, 418-121, 418-122.
515–0240	Giovanni Construction Ltée, 10,220 Esplanade, Montréal.	418-123.
515–0288	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	418-134.
515–0290	Arvin Ltée, 3439, Orléans, Montréal.	418-135.
515–0334	M. Conrad Cloutier, 115 Church, Cowansville, Qué.	418-146, 418-147, 418-148, 418-149, 418-150, 418-151.
295–0178	M. Neresterenko, 7399 Levesque, Anjou.	418-207-2, 418-210-1, 419-144-2, 419-145-1.
260–0001	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	418-237, 418-238, 418-239.
515–0590	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	418-269.
515–0594	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	418-270.
515–0598	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	418-271.
515–0602	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	418-272.
515–0606	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	418-273.
515–0026	Dame/Mrs. F. Pellicciotti, et/and Carmella d'Alonzo, 7010 Roudeau, Anjou.	418-358.
260–0063	M. Georges Rouleau, et/and M. Robert Houle, 7780 Pl. Blain, Anjou.	418-377, 419-370.
295–0258	Dame/Mrs. Jeannine Marc, épouse de/wife of Rodrigue St-Juste, 5486 South Ellis, Chicago, Illinois, USA.	418-384, 419-362.
515–0752	Dame/Mrs. Jeannine Content, 10,355 Bois de Boulogne, apt. 101 Montréal 355.	418-395.
515–0764	M. Roger Morin, 7748 Rondeau, Anjou.	418-403.
295–0524	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	419-182.
295–0528	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	419-183.
295–0532	Arvin Ltée, 3439 Orléans, Montréal.	419-184.
295–0550	M. Réal Beaudry, 7378 Levesque, Anjou.	419-189, 419-190.
395–0320	M. André Luc Gaudreault, 7003 Rhéaume, Anjou.	419-323, 419-324.
295–0432	Dame/Mrs. Yvonne Houle, épouse de/wife of Joseph Laplante, 4286 Adam, Montréal.	419-352.
295–0436	M. Jacques Laplante, 7738 Levesque, Anjou.	419-353.
295–0798	MM. Ben, Larry et/and Gordon Solloway, 5770 Mountain Sights, Montréal.	419-410.
295–0802	MM. Ben, Larry et/and Gordon Solloway, 5770 Mountain Sights, Montréal.	419-411.
295–0806	M. Armand Proulx, et/and Dame/Mrs. Vincence Montmigny, épouse de feu/wife of late Gaston Cadieux, 7064 Levesque, Anjou.	419-412.
295–0810	MM. Ben, Larry et/and Gordon Solloway, 5770 Mountain Sights, Montréal.	419-413.
250–0008	M. Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Hampstead, Mtl.	420-38.
250–0012	M. Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Hampstead, Mtl.	420-39.
250–0016	M. Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Hampstead, Mtl.	420-40.
250–0020	M. Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Hampstead, Mtl.	420-41.
225–0194	M. Jean St-Amour, Ruisseau St-Pierre, Joliette, Québec.	420-61.
395–0404	M. Anaclet April, 7700 Bois de Coulonges, Anjou.	420-111, 420-112.
395–0412	M. Anaclet April, 7700 Bois de Coulonges, Anjou.	420-113, 420-114.
270–0326	M. Raymond Auger, 5655 Pl. Leopold Pouliot, Montréal-Nord.	420-272, 420-273.
270–0410	M. Joseph Wasserman, 172 Wexford Cr., Hampstead, Mtl.	420-293, 420-294.
270–0418	M. R. A. Lynch, 7133, 13e avenue, Ville St-Michel.	420-295.
270–0478	M. Claude Gauthier, 6993 Guy, Anjou.	420-356-2, 420-357-1.
225–0586	M. Jean Louis Lapointe, 7089 Valdombre, St-Léonard.	420-552.
345–0416	Moroy In.c, 2033 Belgrade, Montréal	420-595.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of the immovable
345–0420	Moroy Inc., 2033 Belgrade, Montréal	420-596.
345–0424	Moroy Inc., 2033 Belgrade, Montréal.	420-597.
345–0428	Moroy Inc., 2033 Belgrade, Montréal.	420-598.
345–0432	Moroy Inc., 2033 Belgrade, Montréal.	420-599.
345–0436	Moroy Inc., 2033 Belgrade, Montréal	420-600.
270–0652	J L P Construction Inc., 7089 Valdombre, St-Léonard.	420-601.
270–0656	J L P Construction Inc., 7089 Valdombre, St-Léonard.	420-602.
270–0660	J L P Construction Inc., 7089 Valdombre, St-Léonard.	420-603.
270–0664	J L P Construction Inc., 7089 Valdombre, St-Léonard.	420-604.
030–0084	M. Jean Louis Lapointe, 7089 Valdombre, St-Léonard.	

Un emplacement composé des parties des lots 423-20 et 423-21, mesurant 50 pieds de largeur par 72 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord par une autre partie dudit lot 423-20, au sud par une partie du lot 423-22, à l'est par des parties desdits lots 423-20 et 423-21, et à l'ouest par des parties des lots 424-1048 et 424-1049.

An emplacement composed of parts of lots 423-20 and 423-21, measuring 50 feet in width by 72 feet in depth, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by an other part of said lot 423-20, on the south by a part of lot 423-22, on the east by parts of lots 423-20 and 423-21, and on the west by parts of lots 424-1048 and 424-1049.

025–0066 MM. Jean Louis et/and Fernand Lapointe, 7089 Valdombre, St-Léonard

Le lot 423-87 à distraire toutefois la partie appartenant à Ville d'Anjou, servant de rue.

Lot 423-87 to withdraw however the part belonging to the City of Anjou, used as a street.

025–0198 Les Immeubles Reno Inc. et/and Development Versailles Inc., 440 Sherbrooke est, suite 1505, Montréal.

Le lot 423-121 à distraire toutefois la partie appartenant à Ville d'Anjou, servant de rue.

Lot 423-121 to withdraw however the part belonging to the City of Anjou, used as a street.

025–0206 Les Immeubles Reno Inc. et/and Development Versailles Inc., 440 Sherbrooke est, suite 1505, Montréal.

Le lot 423-122 à distraire toutefois la partie appartenant à Ville d'Anjou, servant de rue.

Lot 423-122 to withdraw however the part belonging to the City of Anjou, used as a street.

030–1176 M. Charles Lebreton, a/s J. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal.

Le lot 423-339 à distraire toutefois de ce lot une superficie de 90 pieds carrés servant de rue.

Lot 423-339 to withdraw however from this lot an area of 90 square feet being used as a street.

030–1324 M. Lucien Carrier, 6961 Baldwin, Anjou.

Les lots 423-357 et 423-358 à distraire toutefois les parties appartenant à la Ville d'Anjou, servant de rue.

Lots 423-357 and 423-358, to withdraw however the parts belonging to the City of Anjou, used as a street.

025–1108 M. Michel, Robert, Jacques, Lise, Louis, Madeleine, Hélène et/and André Boudreau au rôle/on roll, Succession/Estate Boudreau, 6938 Azilda, Anjou.

Le lot 423-390 à distraire toutefois la partie appartenant à la Ville d'Anjou, servant de rue.

Lot 423-390 to withdraw however the part belonging to the City of Anjou, used as a street.

025–1114 Dame/Mrs. Aline Deraspe, épouse de feu/wife of late Alban Boudreau, 6938 Azilda, Anjou.

Le lot 423-391 à distraire toutefois la partie appartenant à la Ville d'Anjou, servant de rue.

Lot 423-391 to withdraw however the part belonging to the City of Anjou, used as a street.

030–1856 M. Albert Thibodeau, 6479 Baldwin, Anjou.

Le lot 423-500 à distraire toutefois la partie appartenant à la Ville d'Anjou, servant de rue.

Lot 423-500 to withdraw however the part belonging to the City of Anjou, used as a street.

030–1924 Dame/Mrs Lazarre Poirier, 6431 Baldwin, Anjou.

Un emplacement composé des parties des lots 423-508 et 423-509, mesurant cedit emplacement 45 pieds de largeur par 67 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit: au nord par le lot 423-507, au sud par une partie du lot 423-509, à l'ouest par des parties des lots 423-508 et 423-509 et à l'est par une ruelle 423-511.

An emplacement composed of parts of lots 423-508 and 423-509, this said emplacement measuring 45 feet in width by 67 feet in depth, English measure and more or less and bounded as follows: on the north by lot 423-507, on the south by part of lot 423-509, and on the west by parts of lots 423-508 and 423-509, and on the east by a lane 423-511.

025–1750 M. Jean Louis Lapointe, 7089 Valdombre, St-Léonard.

Le lot 423-565 à distraire toutefois la partie appartenant à la Ville d'Anjou, servant de rue.

Lot 423-565 to withdraw however the part belonging to the City of Anjou, used as a street.

025–1762 M. Jean Louis Lapointe, 7089 Valdombre, St-Léonard.

Le lot 423-566 à distraire toutefois la partie appartenant à la Ville d'Anjou, servant de rue.

Lot 423-566 to withdraw however the part belonging to the City of Anjou, used as a street.

Folio	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of the immovable
100-0134	M. Raymond Vanier et/and Dame/Mrs J. Bouchard, au rôle/on roll, Maurice Vanier &Al, 7780 Baldwin, Anjou.	
	Les lots 423-610 et 423-611 à distraire toutefois les parties appartenant à la Ville d'Anjou, servant de rue.	Lot 423-610 and 423-611 to withdraw however the parts belonging to the City of Anjou, used as a street.
030-2188	M. Conrad Thibodeau, 5740 Baldwin, Anjou.	
	Les lots 423-673-1 et 423-674-1 à distraire toutefois les parties appartenant à la Ville d'Anjou, et servant de rue.	Lot 423-673-1 and 423-674-1 to withdraw however the parts belonging to the City of Anjou, used as a street.
030-2224	J J Sauvageau Construction ltée, 7510 Iberville, Montréal.	423-735.
510-0004	Pavillon Ville Marie Inc., a/s Paul Désormeaux, 10,710 Peloquin, Montréal.	424-94, 424-95, 424-96, 424-97, 424-98, 424-99.
510-0028	Pavillon Ville Marie Inc., a/s Paul Désormeaux, 10,710 Peloquin, Montréal.	424-100, 424-101, 424-102, 424-103, 424-104, 424-105.
520-0012	M. Arthur Rémillard, 5821 St-Donat, Anjou.	424-173.
580-0104	M. René Carroll, 4844 Bordeau, Montréal.	424-232.
520-0084	Dame/Mrs Fernand Bilodeau, née/born Bernadette Noël, 2299 rue Messier, Montréal.	424-250, 424-251-1.
520-0108	Dame/Mrs Huguette Nadeau, épouse de/wife of Armand Rozon, 1877 Place Beauchesne, Montréal.	424-255-2, 424-256-1.
520-0116	M. Claude Lemoine, 799 Jean Bois, Boucherville.	424-257-2.
580-0132	M. Conrad Touchette, 1497 est, Boul. St-Joseph, Montréal.	424-261-2, 424-262-1.
580-0136	M. Conrad Touchette, 1497 est, Boul. St-Joseph, Montréal.	424-262-2, 424-263-1.
580-0140	Mlle Monique Préville, 24, 22e Ave, Pointe-Calumet, Qué.	424-263-2, 424-264-2.
580-0148	Conrad Touchette Inc., 1112 Mont-Royal, Montréal.	424-264-3.
240-0120	M. Paul F. Dobranski, 8389 du Mail, Anjou.	
	Les lots 424-367-1, 424-367-2 et une partie du lot 424-368 mesurant cettedite partie 1.5 pieds de largeur par environ 80 pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins et bornés comme suit: en front par une rue 424-5, en arrière par une partie du lot 424-45, d'un côté par le lot 424-367-2 et de l'autre côté par le résidu dudit lot 424-368.	Lots 424-367-1, 424-367-2 and a part of lot 424-368 this said part measuring 1.5 feet in width by about 80 feet in depth, English measure and more or less and bounded as follows: in front by a street 424-5, in the rear by a part of lot 424-45, on one side by lot 424-367-2, and on the other side by the remainder of said lot 424-368.
240-0184	M. Réginald Losier, et/and Mme Gaspard Losier, 8358 du Mail, Anjou.	424-417, 426-109.
510-0272	M. Urbain Martin, 7301 Peterborough, Anjou.	
	Un emplacement composé d'une partie des lots 424-463-13-6 et 424-463-13-7, mesurant 29 pieds de largeur par 110 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord par le résidu dudit lot 424-463-13-6, au sud par le résidu dudit lot 424-463-13-7, à l'ouest par des parties des lots 424-497 et 424-496, et à l'est par le boulevard Roi René.	An emplacement composed of a part of lot 424-463-13-6 and a part of 424-463-13-7, measuring 29 feet in width by 110 feet in depth, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by the residue of said lot 424-463-13-6, on the south by the residue of said lot 424-463-13-7, on the west by parts of lots 424-497 and 424-496, and on the east by Roi René Boulevard.
510-0292	M. Gérard Caty, 6390 Roi René, Anjou.	
	Les lots 424-492-1, 424-464-1 et une partie du lot 424-464-2 mesurant cettedite partie 1 pied de largeur par 110 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et bornés comme suit: au nord par le lot 424-464-1, au sud par le résidu dudit lot 424-464-2, à l'ouest par une partie non-subdivisée du lot originaire 424, et à l'est par le boulevard Roi René (424-P465).	Lots 424-492-1, 424-464-1 and a part of lot 424-464-2 measuring this said part 1 foot in width by 110 feet in depth, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by lot 424-464-1, on the south by the residue of said lot 424-464-2, on the west by an unsubdivided part of original lot 424, and on the east by Roi René Blvd. (424-P465).
570-0052	M. Antonio Villa, 8442 Pl. Verdelle, Anjou.	424-569.
200-0106	M. Dominique Mannella 6821 de la Loire, Anjou.	424-620.
200-0118	M. Paul Rainville Syndic à la faillite de/Syndic to the Bankruptcy of Theodore Vachon, 484 McGill, Montréal.	424-623, 426-287.
365-0008	M. & Mme Yvan Gomory, 8388 Peterborough, Anjou.	424-650.
080-0004	M. Migezywlaw Kossowski et/andMme/Mrs Vera Sakaluska, 7241 Cellier, Anjou.	424-670, 426-375.
015-0056	Dame/Mrs. Gracia Bailey, épouse de feu/wife of late Henri Castonguay, 7262 Argenton, Anjou	424-695.
360-0064	Champlain Heights Ltd., 1242 Pell 4th Floor, Montréal.	424-730.
	Une partie du lot 424-730 mesurant cettedite partie 12 pieds de largeur par 90 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins et bornée comme suit: à l'ouest par le lot 424-661, au nord par le lot 424-788, à l'est par le lot 424-862 et au sud par le lot 424-831.	A part of lot 424-730 measuring the said part 12 feet in width by 90 feet in depth, English measure and more or less and bounded as follows: on the west by lot 424-661, on the north by lot 424-788, on the east by lot 424-862 and on the south by lot 424-831.
510-0482	M. André Quenneville, 8331 Chateaubriand, Montréal.	424-763.
510-0486	M. André Quenneville, 8331 Chateaubriand, Montréal.	424-764.
510-0498	M. André Quenneville, 8331 Chateaubriand, Montréal.	424-766.
510-0546	M. Jean Coutu, 943, 40e Ave., Fabreville, Qué.	424-778.

Folio	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of the immovable
360-0076	Dame/Mrs. Suzanne Sicotte, épouse de/wife of Urbain Martin, 7301 Peterborough Cr., Anjou.	424-790.
360-0080	M. Gérard Caty, 6390 Roi René, Anjou.	424-791.
510-0638	M. Gaston Prévost, 5820, 8e Ave Rsmt., Montréal.	424-817.
510-0906	Dame/Mrs. Huguette Boulanger, épouse de/wife of Jean Lebrun, 1259 Berri ch. 510, Montréal.	424-896-4.
105-0012	M. J. Claude Gratton, 8425 Chateauneuf, Anjou.	424-936.
510-1021	M. Norbert Aubin, 590 Epernay, Duvernay.	424-1006.
510-1024	M. Norbert Aubin, 590 Epernay, Duvernay.	424-1007.
510-1028	M. Norbert Aubin, 590 Epernay, Duvernay.	424-1008.
510-1032	M. Norbert Aubin, 590 Epernay, Duvernay	424-1009.
510-1036	M. Norbert Aubin, 590 Epernay, Duvernay.	424-1010.
510-1040	M. Norbert Aubin, 590 Epernay, Duvernay.	424-1011.
510-1044	M. Norbert Aubin, 590 Epernay, Duvernay.	424-1012.
510-1048	M. Norbert Aubin, 590 Epernay, Duvernay.	
	Le lot 424-1013 à distraire toutefois la partie servant de rue. / Lot 424-1013 to withdraw however the part used as a street.	
510-0011	Norbert Aubin Inc., 8323 Haut Anjou, Anjou.	424-1046.
510-0013	Norbert Aubin Inc., 8323 Haut Anjou, Anjou.	424-1047.
510-0014	Norbert Aubin Inc., 8323 Haut Anjou, Anjou.	424-1048.
510-0015	Norbert Aubin Inc., 8323 Haut Anjou, Anjou.	424-1049.
510-0017	Norbert Aubin Inc., 8323 Haut Anjou, Anjou.	424-1050.
510-0018	Norbert Aubin Inc., 8323 Haut Anjou, Anjou.	424-1051.
510-0019	Norbert Aubin Inc., 8323 Haut Anjou, Anjou.	
	Le lot 424-1052 à distraire toutefois la partie servant de rue. / Lot 424-1052 to withdraw however the part used as a street	
510-0022	Norbert Aubin Inc., 8323 Haut Anjou, Anjou.	
	Le lot 424-1053 à distraire toutefois la partie servant de rue. / Lot 424-1053 to withdraw however the part used as a street.	
510-0023	Norbert Aubin Inc., 8323 Haut Anjou, Anjou.	
	Le lot 424-1054 à distraire toutefois la partie servant de rue. / Lot 424-1054 to withdraw however the part used as a street.	
510-0026	Norbert Aubin Inc., 8323 Haut Anjou, Anjou.	
	Le lot 424-1055 à distraire toutefois la partie servant de rue. / Lot 424-1055 to withdraw however the part used as a street.	
510-0027	Norbert Aubin Inc., 8323 Haut Anjou, Anjou.	
	Le lot 424-1056 à distraire toutefois la partie servant de rue. / Lot 424-1056 to withdraw however the part used as a street.	
510-0030	Champlain Heights Ltd., 1242 Pell 4th Floor, Montréal.	
	Le lot 424-1057 à distraire toutefois la partie servant de rue. / Lot 424-1057 to withdraw however the part used as a street.	
220-0104	M. André Morel, 2513 Elsdale, Montréal.	426-428.
235-0140	Dame]Mrs. Irma Rossini, épouse de feu/wife of the late Alfredo Pansieri et/and Dante et/and Angelo Pansieri, 8340 du Chardonnet, Anjou.	426-484.
400-0002	Les Immeubles Versailles Inc. et/and Les Immeubles Reno Inc., 450 Sherbrooke est, Montréal.	
	Une partie du lot originaire 427, contenant une superficie de 40,508 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: savoir: au nord par le boulevard Métropolitain et par les lots 427-689, 427-685, 427-684, 427-679 et 427-678, au sud par l'avenue Roche-sur-Yon (427-957) et 427-P956) à l'est par le lot 427-1045 et 427-689, et à l'ouest par la ligne séparative des terres 427 et 429, et par le lot 427-678. / A part of original lot 427, containing an area of 40,508 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by Metropolitan Blvd. and by lots 427-689, 427-685, 427-684, 427-679 and 427-678, on the south by Roche-sur-Yon street (427-957 and 427-P956) on the east by lot 427-1045 and 427-689, and on the west by the separative line of lots of lands 427 and 429 and by lot 427-678.	
280-0044	Lansdale Holdings Ltd., a/s Property Dev Ser Ltd., suite 1920 Place du Canada, Montréal 101.	427-712-1.
280-0048	Lansdale Holdings Ltd., a/s Property Dev Ser Ltd., suite 1920 Place du Canada, Montréal 101.	427-712-2.
280-0052	Lansdale Holdings Ltd., a/s Property Dev Ser Ltd., suite 1920 Place du Canada, Montréal 101.	427-712-3.
220-0188	Les Sociétés Montclair Inc., 55 Les Peupliers, Laval sur le Lac.	427-775-2, 427-776-1-1.
220-0192	Les Sociétés Montclair Inc., 55 Les Peupliers, Laval sur le Lac.	427-776-1-2, 427-776-2-1.
220-0196	Les Sociétés Montclair Inc., 55 Les Peupliers, Laval sur le Lac.	427-776-2-2, 427-777-1, 427-777-2-1.
220-0200	Les Sociétés Montclair Inc., 55 Les Peupliers, Laval sur le Lac.	427-777-2-2, 427-778-2-1, 427-778-1.
220-0204	Les Sociétés Montclair Inc., 55 Les Peupliers, Laval sur le Lac.	427-778-2-2.
280-0216	M. Roger Colas, 56 Maplewood, Outremont.	427-1043, 429-1700.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of the immovable
280-0220	M. Roger Colas, 56 Maplewood, Outremont.	427-1044, 429-1699.
320-1376	Ben Schecter in Trust, a/s M. Feinstein, 4018 Ste-Catherine O. r. 103, Montréal.	

Une partie du lot originaire 429 contenant une superficie de 72,926 pieds carrés, mesurant 575.2 pieds le long de l'avenue Roche-sur-Yon, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: d'un côté par une rue 429-1680, 429-1560 et 429-1543, à l'opposé par le Boulevard Métropolitain (partie 429 non-subdivisée) d'un côté par la ligne limitative des terres 430 et 429, et son opposé par la ligne séparative des terres 429 et 427.

A part of original lot 429, containing an area of 72,926 square feet, measuring 575.2 feet, along Roche-sur-Yon avenue, English measure and more or less, and bounded as follows: on one side by street 429-1680, 429-1560 and 429-1543 on the opposite by Metropolitan Blvd. (Part 429 unsubdivided) on one side by the limitative line of lots of lands 430 and 429, and on its opposite by the separative line of lots of lands 429 and 427.

175-0004	M. André Archambault, 8080 Dalkeith, Anjou.	429-1324.
280-0180	M. Marcel Chalifoux, 1570 Prieur E., Montréal.	429-1691.
280-0184	M. Marcel Chalifoux, 1570 Prieur E., Montréal.	429-1692.
280-0188	M. Marcel Chalifoux, 1570 Prieur E., Montréal.	429-1693.
280-0192	M. Marcel Chalifoux, 1570 Prieur E., Montréal.	429-1694, 430-434.
280-0196	M. Jean Hurtubise, 325 Joliette, Longueuil.	429-1695, 430-435.
280-0200	M. Jean Hurtubise, 325 Joliette, Longueuil.	429-1696, 430-436.
280-0204	M. Jean Hurtubise, 325 Joliette, Longueuil.	429-1697, 430-437.
280-0208	M. Jean Hurtubise, 325 Joliette, Longueuil.	429-1698, 430-438.
280-0212	M. Roger Colas, 56 Maplewood, Outremont.	429-1701.
600-0182	Dame/Mrs. Rosianne Gladu, épouse de/wife of Paul Lahaise, 7991 W. Pelletier, Anjou.	430-209.
075-0012	M. Theodosies Tsambalieros, 8012 Candes, Anjou.	430-277.
075-0008	M. Micael Tsambalieros, 8002 Candes, Anjou.	430-278, 431-276.
340-0092	Dame/Mrs. Fernande M. Authier, épouse de/wife of Maurice Piette, 8162 Pl. Montrichard, Anjou.	430-289.
340-0140	M. Pierre Fouert, 8262 Montrichard, Anjou.	430-318, 431-342.
561-0208	M. Leonard Goodlin, 5831 Smart, Côte St-Luc, Mtl.	430-440.
561-0212	M. Harold Yancovich, 1115 Ridgewood Drive, Laval.	430-441.
205-0100	M. Gerald Seaman, 7841 de la Seine, Anjou.	431-61.
054-0020	M. André Fraser, 7702 Avrille, Anjou.	431-405.
561-0196	M. Eliahu Simhoni, 907 Melville, Chomedey Laval.	431-462.
561-0200	M. Eliahu Simhoni, 907 Melville, Chomedey Laval.	431-463.
247-0144	M. Bernard Pelletier, 650 d'Auteuil, Duvernay Laval.	431-481.
600-0306	M. Marcel Deziel, 7641 Wilfred Pelletier, Anjou.	434-211.
335-0068	M.& Mme Marc Aurèle Tremblay, 7100 Montpensier, Anjou.	434-261, 435-199.
054-0032	M. Jean Guy Payette, 8265 Peterborough, Anjou.	434-331.
054-0036	M. Jean Guy Payette, 8265 Peterborough, Anjou.	434-332.
054-0040	M. Jean Guy Payette, 8265 Peterborough, Anjou.	434-333.
105-0372	M. & Mme Luigi Salvatore, 50, 15e Rue, Laval.	434-345.
561-0272	MM. Gilles Boisvert et/and André Chamberland, 83 Jeanne Mance, St-Paul L'Ermite, Qué.	434-410.
561-0276	M. Jean Thomas Tremblay, 36 Terrasse Villebon, Repentigny.	434-411.
561-0296	M. Ralph Schwartz, 1496 Mercantile, Laval.	434-415.
561-0300	M. Ralph Schwartz, 1496 Mercantile, Laval.	434-416.
120-0190	Champlain Heights Ltd. 1242 Peel 4th Floor, Montréal.	

Une partie du lot originaire 435, mesurant 5.77 pieds le long de la rue Chénier, de forme triangulaire et contenant une superficie de 1265 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par la rue Chénier, au sud par les limites sud de la Ville d'Anjou, à l'est par le lot 435-90, et à l'ouest par une autre partie du lot originaire 435.

A part of original lot 435, measuring 5.77 feet along Chenier street, of triangular shape, and containing an area of 1265 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by Chenier street, on the south by the southern limits of the City of Anjou, on the east by lot 435-90, and on the west by an other part of original lot 435.

325-0642 Champlain Heights Ltd., 1242 Peel, 4th Floor, Montréal

Une partie du lot 435-30, mesurant 10.9 pieds de largeur, contenant une superficie de 834 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une partie du lot 435-49, au sud par la rue Curé Clermont, à l'est par le lot 435-31, et à l'ouest par le résidu dudit lot 435-30.

A part of lot 435-30 measuring 10.9 feet in width containing an area of 834 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by a part of lot 435-49, on the south by Curé Clermont street, on the east by lot 435-31, and on the west by the residue of said lot 435-30.

437-0047	M. François Newberry, 6490 Val d'Anjou, Anjou.	437-58.
605-0030	M. Gérard Lajeunesse, 6, 132e Ave, Riv. des Prairies, Mtl.	437-98.
203-0132	Lajeunesse Construction Ltée, 7291 des Closeries, Anjou.	437-288.
118-0112	M. Raymond Laurier, 9006 Daillon, St-Léonard.	437-311.
118-0116	M. Raymond Laurier, 9006 Daillon, St-Léonard.	437-312.
118-0132	Caravan Construction 1968 Ltd., 2565 Gamache, Longueuil.	437-316.
118-0136	M. Édouard Beauchesne, 790 Montée St-Julie, ville de Ste-Julie.	437-317.
204-0012	Les Entreprises Octogonal Inc., 7522 Blvd. Octogonal, St-Michel.	438-42.
204-0014	Les Entreprises Octogonal Inc., 7522 Blvd. Octogonal, St-Michel.	438-44.

Folio	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of the immovable

439-0001 Anjou Holdings Inc., 630 Dorchester ouest, Montréal.

A) Une partie du lot originaire 439 mesurant 296.34 pieds et 117.62 dans sa ligne nord-est et 140 pieds dans sa ligne sud-est, et 255.74 pieds dans sa ligne sud-ouest, et 140 pieds dans sa ligne nord-ouest et bornée comme suit, savoir: au nord-est par les lots 438-83, 438-84, 438-85, 438-86, 438-87, 438-88, 438-29, 438-60, 439-1, 439-3, 439-4, au sud-ouest par une autre partie non-subdivisée du lot originaire 439, au sud-ouest par les lots 439-148, 439-134, 439-133, 439-132, et au nord-ouest par une autre partie non-subdivisée du lot originaire 439.

B) Une partie du lot originaire 439 mesurant 200.88 pieds dans sa ligne nord-est et sud-ouest, 140 pieds dans ses lignes sud-est et nord-ouest, et bornée comme suit, savoir: au nord-est par les lots 438-4, 438-6, au sud-est et nord-ouest par des parties non-subdivisées du lot originaire 439, au sud-ouest par les lots 439-196, 439-47. Toutes les mesures précitées sont de la mesure anglaise et plus ou moins.

A) A part of original lot 439, measuring 296.34 feet and 117.62 in its northeast line, and 140 feet in its southeast line and 255.74 feet in its southwest line, and 140 feet in its northwest line, and bounded as follows, to wit: on the northeast by lots 438-83, 438-84, 438-85, 438-86, 438-87, 438-88, 438-29, 438-60, 439-1, 439-3, 439-4, on the southwest by an other unsubdivided part of original lot 439, on the southwest by lots 439-148, 439-134, 439-133, 439-132, and on the northwest by an other unsubdivided part of original lot 439.

B) A part of original lot 439, measuring 200.88 feet in its northeast and southwest line, 140 feet in its southeast and northwest line, and bounded as follows, to wit: on the northeast by lots 438-4 and 438-6, on the southeast and northwest by unsubdivided parts of original lot 439, on the southwest by lots 439-196, 439-47. All the measures above mentionned, are from the English measure, and more or less.

440-0648 Succession/Estate Herbert Wallace Beauharnois Fin Plant, Mtl Cottons Bag Serv., 440-163.
Valleyfield, Qué.

440-0656 Succession/Estate Herbert Wallace, Beauharnois Fin Plant Mtl Cottons Bag Serv.,
Valleyfield, Qué.

Le lot 440-164 à distraire toutefois la partie appartenant à la Ville d'Anjou, servant de rue.

Lot 440-164, to withdraw however the part belonging to the City of Anjou, used as a street.

440-0660 Succession/Estate Herbert Wallace, Beauharnois Fin Plant Mtl Cottons Bag Serv., 440-165 (Rue).
Valleyfield, Qué.

440-0680 Succession/Estate Herbert Wallace, Beauharnois Fin Plant Mtl Cottons Bag Serv.,
Valleyfield, Qué.

Le lot 440-170 à distraire toutefois la partie appartenant à la Ville d'Anjou, et servant de rue.

Lot 440-170 to withdraw however the part belonging to the City of Anjou, used as a street.

440-0684 Succession/Estate Herbert Wallace, Beauharnois Fin Plant Mtl Cottons Bag Serv.,
Valleyfield, Qué.

Le lot 440-171 à distraire toutefois la partie appartenant à la Ville d'Anjou, et servant de rue.

Lot 440-171 to withdraw however the part belonging to the City of Anjou, used as a street.

440-0688 Succession/Estate Herbert Wallace, Beauharnois Fin Plant Mtl Cottons Bag Serv.,
Valleyfield, Qué.

Le lot 440-172 à distraire toutefois la partie appartenant à la Ville d'Anjou, servant de rue.

Lot 440-172 to withdraw however the part belonging to the City of Anjou, used as a street.

440-2448	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	440-612 (Rue)
223-0094	Yvan Nadon Construction Ltd., 1885 Pl. Etienne Brulé, Montréal.	440-1258-9.
288-0236	Yvan Nadon Construction Ltd., 1885 Pl. Etienne Brulé, Montréal.	440-1258-20.
288-0240	Yvan Nadon Construction Ltd., 1885 Pl. Etienne Brulé, Montréal.	440-1258-21.
288-0260	Dame/Mrs. Marie J. Mireault, épouse de/wife of Albert Pinet, 6133 Galeries Anjou, Anjou.	440-1258-26, 440-1259-5.
181-0084	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	440-1340, 442-61.
177-0128	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	440-1363, 442-51.
386-0004	M. André Lajeunesse, 7190 Radisson, Anjou.	440-1381.
224-0128	Les Entreprises des Ecores Inc., 7950 des Ecores, Montréal.	440-1383.
233-0044	Les Entreprises des Ecores Inc., 7950 des Ecores, Montréal.	441-56.
233-0045	Les Entreprises des Ecores Inc., 7950 des Ecores, Montréal.	441-57.
224-0008	Les Entreprises des Ecores Inc., 7950 des Ecores, Montréal.	441-73.
224-0144	Les Entreprises des Ecores Inc., 7950 des Ecores, Montréal.	441-137.
224-0156	M. J. Louis Dubuc, 7950 des Ecores, Montréal.	441-140.
233-0260	Les Entreprises des Ecores Inc., 7950 des Ecores, Montréal.	441-141.
233-0264	Les Entreprises des Ecores Inc., 7950 des Ecores, Montréal.	441-142.
233-0268	Les Entreprises des Ecores Inc., 7950 des Ecores, Montréal.	441-143.
224-0056	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-4.
224-0057	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-5.
224-0058	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-6.
224-0059	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-7.
224-0060	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-8.
224-0061	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-9.
224-0062	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-10.
224-0063	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-11.
244-0064	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-12.
224-0065	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-13.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of the immovable
224-0066	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-14.
202-0002	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-18.
202-0003	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-19.
202-0004	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-20.
202-0005	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-21.
202-0006	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-22.
202-0007	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-23.
202-0008	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-24.
202-0009	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-25.
040-0043	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-26.
040-0044	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-27.
040-0045	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-28.
040-0046	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-29.
040-0047	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-30.
040-0048	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-31.
040-0049	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-32.
040-0050	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-33.
040-0051	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-34.
040-0052	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-35.
040-0053	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-36.
040-0054	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-37.
040-0156	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-39.
177-0160	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-41.
177-0164	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-42.
177-0168	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-43
177-0172	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-44.
177-0176	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-45.
177-0180	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-46.
177-0184	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-47.
177-0188	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-48.
177-0192	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-49.
177-0196	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-50.
177-0204	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-54.
177-0208	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-55.
177-0212	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-56.
177-0216	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-57.
177-0220	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal.	442-58.
445-0008	East End Development Corp. 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	

Une partie du lot originaire 445, contenant une superficie de 711,828 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au sud, par un parc 445-29, au nord par les parties des lots originaires 451, 452, et 453, à l'est par d'autres parties du lot originaire 454, et 454-4 et à l'ouest par les limites des villes de St-Léonard et d'Anjou.

A part of original lot 445, containing an area of 711,828 square feet, English measure and more or less and bounded as follows: on the south by a park 445-29, on the north by parts of original lots 451, 452 and 453, on the east by other parts of original lot 454 and 454-4 and on the west by the limits of towns St-Leonard and Anjou.

445-0012 East End Development Corp. 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.

Une partie du lot originaire 445 mesurant 80.61 pieds de largeur par 201.87 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: en front par le Chemin de la Savane, en arrière par une rue 445-32, d'un côté par le lot 445-1 et de l'autre côté par une partie du lot originaire 445.

A part of original lot 445, measuring 80.61 feet in width by 201.87 feet in depth, English measure and more or less and bounded as follows: in front by Savane road, in the rear by a street 445-32, on one side by lot 445-1 and on the other side by part of original lot 445.

102-0044	Chast Construction Ltd., 6338 Victoria apt. 6, Montréal.	445-20.
102-0048	Chast Construction Ltd., 6338 Victoria apt. 6, Montréal.	445-21.
102-0052	Chast Construction Ltd., 6338 Victoria apt. 6, Montréal.	445-22.
102-0056	Chast Construction Ltd., 6338 Victoria apt. 6, Montréal.	445-23.
102-0060	Chast Construction Ltd., 6338 Victoria apt. 6, Montréal.	445-24.
102-0064	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	445-25.
102-0068	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	445-26, 455-19.
102-0076	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	445-28.
102-0192	Wona Development Corp., 2137 Despatie, Montréal.	445-33.
102-0196	Wona Development Corp., 2137 Despatie, Montréal.	445-34.
102-0200	Wona Development Corp., 2137 Despatie, Montréal.	445-35.
102-0204	Wona Development Corp., 2137 Despatie, Montréal.	445-36.
102-0208	Wona Development Corp., 2137 Despatie, Montréal.	445-37.
102-0212	Wona Development Corp., 2137 Despatie, Montréal.	445-38.
033-0244	Chast Construction Ltd., 6338 Victoria apt. 6, Montréal.	445-39.
033-0248	Chast Construction Ltd., 6338 Victoria apt. 6, Montréal.	445-40.
033-0252	Chast Construction Ltd., 6338 Victoria apt. 6, Montréal.	445-41, 455-26.
446-0001	M. Abe Chodos, 4141 Sherbrooke O. s. 300, Montréal.	

Une partie du lot originaire 446 contenant une superficie de 347,191 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins et

A part of original lot 446 containing an area of 347,191 square feet, English measure and more or less and bounded

bornée comme suit: savoir; au nord par une autre partie du lot originaire 446, au sud par une autre partie du lot originaire 450, à l'ouest par les limites de la Ville d'Anjou, et à l'est par une partie du lot originaire 447.

as follows, to wit: on the north by an other part of original lot 446, on the south by a part of original lot 450, on the west by the limits of the City of Anjou, and on the east by a part of original lot 447.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of the immovable

446–0008 M. Abe Chodos, 4141 Sherbrooke O. s. 300, Montréal.

Une partie du lot originaire 446 contenant une superficie de 34,910 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord et à l'ouest par les limites de la Ville d'Anjou, au sud par une autre partie du lot originaire 446, et à l'est par une partie du lot originaire 447.

A part of original lot 446, containing an area of 34,910 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north and west by the limits of the City of Anjou, on the south by an other part of original lot 446, and on the east by a part of original lot 447.

447–0001 N. Abe Chodos, 4141 Sherbrooke O. s. 300, Montréal.

Une partie du lot originaire 447 contenant une superficie de 286,999 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une autre partie du lot originaire 447, au sud par une partie du lot originaire 450, à l'ouest par une partie du lot originaire 446, à l'est par une partie du lot originaire 448.

A part of original lot 447 containing an area of 286,999 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by an other part of original lot 447, on the south by a part of original lot 450, on the west by a part of original lot 446, and on the east by a part of original lot 448.

447–0008 M. Abe Chodos, 4141 Sherbrooke O. s. 300, Montréal.

Une partie du lot originaire 447 contenant une superficie de 32,236 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par les limites de la Ville d'Anjou, et par une partie du lot originaire 448, à l'ouest par unde partie du lot originaire 446, à l'est par une partie du lot originaire 448, et au sud par une autre partie du lot originaire 447.

A part of original lot 447 containing an area of 32,236 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by the limits of the City of Anjou, and by a part of original lot 448, on the west by a part of original lot 446, on the east by a part of original lot 448, and on the south by an other part of original lot 447.

448–0080 M. Baruch Dienstag et/and Mechel Beck, Morris Feinstein et/and Harry Steckler 10829, 67e Avenue, Forest Hill, New York, U.S.A.

Une partie du lot originaire 448 de figures irrégulières contenant une superficie de 558,537 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord et à l'est par d'autres parties du lot originaire 448, au sud vers le nord par des parties originales des lots 450 et 449, et à l'ouest par une partie du lot originaire 447.

A part of original lot 448 of irregulars shapes, containing an area of 558,537 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north and east by others parts of original lot 448, on the south to the north by parts of originals lots 450 and 449, and on the west by a part of original lot 447.

448–0048 M. Nicola Mossa, 11,774 Matte, Montréal-Nord. 448-363, 448-364.

449–0001 M. Abe Chodos, 4141 Sherbrooke O. s. 300, Montréal.

Une partie du lot originaire 449 contenant une superficie de 172,469 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une autre partie du lot originaire 449, au sud par le lot originaire 450, à l'est par une partie du lot originaire 451, et à l'ouest par une partie du lot originaire 448.

A part of original lot 449 containing an area of 172,469 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by an other part of original lot 449, on the south by original lot 450, on the east by a part of original lot 451, and on the west by a part of original lot 448.

449–0016 M. Abe Chodos, 4141 Sherbrooke O. s. 300, Montréal.

Une partie du lot originaire 449, contenant une superficie de 36,870 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord et au sud par d'autres parties dudit lot 449, à l'est par une partie du lot originaire 451, et à l'ouest par une partie du lot originaire 448.

A part of original lot 449 containing an area of 36,870 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north and south by others parts of original lot 449, on the east by a part of original lot 451, on the west by a part of original lot 448.

449–0020 M. Abe Chodos, 4141 Sherbrooke O. s. 300, Montréal.

Une partie du lot originaire 449 contenant une superficie de 58,335 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord et au sud par d'autres parties desdits lots 449, à l'est par une partie du lot originaire 451, à l'ouest par les lots 448-364, 448-360 et 448-363.

A part of original lot 449, containing an area of 58,335 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north and south by others parts of said lot 449, on the east by a part of original lot 451, and on the west by lots 448-364, 448-360 and 448-363.

450–0001 M. Abe Chodos, 4141 Sherbrooke O. s. 300, Montréal.

Le lot originaire 450, contenant une superficie de 302,746 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins.

Original lot 450 containing an area of 302,746 square feet English measure and more or less.

451–0004 M. Abe Chodos, 4141 Sherbrooke O. s. 300, Montréal.

Une partie du lot originaire 451 contenant une superficie de 355,074 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une autre partie

A part of original lot 451, containing an area of 355,074 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by an other part of original

du lot originaire 451, au sud par une partie du lot originaire 445, à l'est par une partie du lot originaire 452, et à l'ouest par le lot originaire 450, et une partie du lot originaire 449.

lot 451, on the south by a part of original lot 445, on the east by a part of original lot 452, and on the west by original lot 450, and a part of original lot 449.

Folio	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of the immovable

451-0016 M. Abe Chodos, 4141 Sherbrooke O. s. 300, Montréal.

Une partie du lot originaire 451 contenant une superficie de 24,002 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord et au sud par d'autres parties dudit lot originaire 451, à l'est par une partie du lot originaire 452, et à l'ouest par une partie du lot originaire 449.

A part of original lot 451, containing an area of 24,002 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north and south by others parts of said original lot 451, on the east by a part of original lot 452, and on the west by a part of original lot 449.

451-0020 M. Abe Chodos, 4141 Sherbrooke O. s. 300, Montréal.

Une partie du lot originaire 451 contenant une superficie de 49,847 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord et au sud par d'autres parties dudit lot originaire 451, à l'est par une partie du lot originaire 452, et à l'ouest par une partie du lot originaire 449.

A part of original lot 451 containing an area of 49,847 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north and south by others parts of said original lot 451, on the east by a part of original lot 452, and on the west by a part of original lot 449.

454-0001 East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.

Une partie du lot originaire 454 contenant une superficie de 334,800 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au sud par les lots 454-4 et 454-3, au nord par le lot originaire 453, à l'ouest par une ligne limitative des terres 445 et 454, à l'est par la ligne limitative des terres 454 et 460.

A part of original lot 454 containing an area of 334,800 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the south by lots 454-4 and 454-3, on the north by original lot 453, on the west by a bordering line of farms 445 and 454, on the east by the bordering line of farms 454 and 460.

102-0136	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	454-1.
102-0096	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	455-14, 459-23.
102-0092	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	455-15.
102-0088	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	455-16.
102-0084	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	455-17.
102-0080	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	455-18.
102-0100	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	455-22.
033-0256	Chast Construction Ltd., 6338 Victoria apt. 6, Montréal.	455-27.
275-0256	L. & A. Construction Inc., 8157 Viau, St-Léonard.	455-31.
300-0994	Quercy Construction Corp., 1245 Sherbrooke O. ch. 1740, Montréal.	

Une partie du lot originaire 456 contenant une superficie de 8,997 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une partie du lot originaire 455, au sud par le boulevard Métropolitain, à l'ouest par une partie du lot originaire 445, et à l'est par une autre partie dudit lot originaire 456.

A part of original lot 456 containing an area of 8,997 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by a part of original lot 455, on the south by Metropolitan Blvd., on the west by a part of original lot 445, and on the east by an other part of said original lot 456.

300-1018 M. Minashe Hersfield, 4 Belsize Road, Montréal.

Une partie du lot originaire 458 contenant une superficie de 12,925 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par des parties du lot originaire 459, au sud par le lot 458-1 et le Boulevard Métropolitain, à l'est par des parties du lot originaire 461, et à l'ouest par le lot 458-1 et une partie du lot originaire 457.

A part of original lot 458 containing an area of 12,925 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by parts of original lot 459, on the south by lot 458-1 and Metropolitan Blvd., on the east by parts of original lot 461, and on the west by lot 458-1 and a part of original lot 457.

459-0004 M. Minashe Hersfield, 4 Belsize road, Montréal.

Une partie du lot originaire 459 contenant une superficie de 141,887 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une autre partie du lot originaire 459, à l'est par une partie du lot originaire 461, à l'ouest par une partie du lot originaire 455, et une partie du lot originaire 459, et au sud par une partie du lot originaire 458, et une partie du lot originaire 459.

A part of original lot 459 containing an area of 141,887 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by an other part of original lot 459, on the east by a part of original lot 461, on the west by a part of original lot 455, and a part of original lot 459, and on the south by a part of original lot 458, and a part of original lot 459.

102-0168	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	459-38.
048-0032	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	459-40.
048-0040	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	

Une partie du lot originaire 459-42 contenant une superficie de 1192.5 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au nord par une partie du lot 459, au sud par le lot 459-38, à l'ouest par le lot 459-41, et à l'est par l'autre partie du 459-42.

A part of original lot 459-42 containing an area of 1192.5 square feet, English measure and more or less and bounded as follows: on the north by a part of lot 459, on the south by lot 459-38, on the west by lot 459-41 and on the east by the other part of 459-42.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of the immovable

460–0004 East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.

Une partie du lot originaire 460 contenant une superficie de 109,502 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au nord par une rue (P459) au sud et à l'ouest par d'autres parties du lot originaire 460, et à l'est par une rue 460-2, le lot 454-4 et la ligne limitative des terres 454 et 460.

A part of original lot 460 containing an area of 109,502 square feet, English measure and more or less and bounded as follows: on the north by a street (P459), on the south and on the west by other parts of original lot 460, and on the east by a street 460-2, lot 454-4 and the bordering line of farms 454 and 460.

300–1030 East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.

Une partie du lot originaire 461 contenant une superficie de 326,679 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au nord par une rue (P460) au sud par le lot originaire 453, à l'est par la ligne limitative des terres 461 et 462, par une rue 461-21, à l'ouest par la ligne limitative des terres 460 et 461.

A part of original lot 461 containing an area of 326,679 square feet, English measure and more or less and bounded as follows: on the north by a street (P460) on the south by original lot 453, on the east by the bordering line of farms 461 and 462, by a street 461-21, on the west by the bordering line of farms 460 and 461.

300–1034 M. Minashe Hersfield, 4 Belsize road, Montréal.

Une partie du lot originaire 461 contenant une superficie de 119,394 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une autre partie dudit lot 461 (rue Jarry) au sud par le boulevard Métropolitain, et par une autre partie du lot originaire 461, à l'ouest par une partie du lot originaire 459, et par d'autres parties du lot originaire 461, et à l'est par le lot 462-58 et d'autres parties du lot originaire 462.

A part of original lot 461 containing an area of 119,394 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by an other part of said lot 461 (Jarry street) on the south by Metropolitan blvd. and by an other part of original lot 461, on the west by a part of original lot 459, and by others parts of original lot 461, and on the east by lot 462-58 and others parts of original lot 462.

300–1050 East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.

Un emplacement composé des parties des lots originaires 462 et 463, contenant une superficie de 124,007 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord par les lots 462-58 et 463-103, au sud par d'autres parties desdits lots originaires 462 et 463, à l'est par le boulevard Les Galeries d'Anjou, et à l'ouest par une partie du lot originaire 461.

An emplacement composed of parts of original lots 462 and 463, containing an area of 124,007 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by lots 462-58 and 463-103, on the south by other parts of said original lots 462 and 463, on the east by Les Galeries d'Anjou blvd. and on the west by a part of original lot 461.

300–1054 East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.

Une partie du lot originaire 462 contenant une superficie de 296,899 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au sud par le lot 462-51, au nord par une partie du lot originaire 453, à l'est par la ligne limitative des terres 461 et 463, et à l'ouest par la ligne limitative des terres 461 et 462.

A part of original lot 462 containing an area of 296,899 square feet, English measure and more or less and bounded as follows: on the south by lot 462-51, on the north by part of original lot 453, on the east by the bordering line of farms 461 and 463, and on the west by the bordering line of farms 461 and 462.

262–0004	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	462-30, 463-54.
262–0001	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	462-31.
262–0024	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	462-33, 463-59.
262–0020	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	462-34.
129–0096	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	462-35, 463-76.
129–0100	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	462-36, 463-77.
129–0104	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	462-37, 463-78.
129–0108	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal..	462-38, 463-79.
129–0112	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	462-39, 463-80.
129–0116	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	462-40, 463-81.
129–0120	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	462-41, 463-82.
129–0124	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	462-42, 463-83.
129–0128	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	462-43, 463-84.
129–0132	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	462-44, 463-85.
129–0136	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	462-45, 463-86.
129–0140	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	462-46, 463-87.
129–0144	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	462-47, 463-88.
268–0028	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	462-48, 463-89.
268–0024	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.	462-49.
033–0228	L & A Development Inc., 8157 Viau, Montréal.	462-53.

300–1064 East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal.

Une partie du lot originaire 463 contenant une superficie de 312,104 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au sud par le lot 463-93, au nord par une partie du lot originaire 453, à l'ouest par la ligne limitative des terres 462 et 463, et à l'est par la ligne limitative des terres 463 et 466.

A part of original lot 463 containing an area of 312,104 square feet, English measure and more or less and bounded as follows: on the south by lot 463-93, on the north by part of original lot 453, on the west by the bordering line of farms 462 and 463, and on the east by the bordering line of farms 463 and 466.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of the immovable

288-0288 L & A Development Inc., 8157 Viau, Montréal

Le lot 463-14 et une partie du lot 463-13 mesurant cette dite partie 13.5 de largeur par 85 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et bornés comme suit: en front par une rue (P466) en arrière par le lot 463-35, d'un côté par le lot 463-14 et de l'autre côté par le résidu dudit lot 463-13.

Lot 463-14 and a part of lot 463-13 measuring the said part 13.5 in width by 85 feet in depth, English measure and more or less and bounded as follows: in front by a street (P466) in the rear by lot 463-35, on one side by lot 463-14 and on the other side by the residue of said lot 463-13.

288-0292 East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal

Une partie du lot 463-15 mesurant cettedite partie 4 pieds de largeur par 90 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins et bornée comme suit: au nord par le lot 473-16, au sud par le résidu dudit lot 463-15, à l'ouest par une partie du lot 463-37, et à l'est par une rue (P466).

A part of lot 463-15 measuring the said part 4 feet in width by 90 feet in depth, English measure and more or less and bounded as follows: on the north by lot 473-16, on the south by the remainder of said lot 463-15, on the west by a part of lot 463-37 and on the east by a street (P466).

288-0780 L & A Development Inc., 8157 Viau, Montréal

Une partie du lot 463-15 mesurant cettedite partie 25.0 de largeur par 85 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins et bornée comme suit: en front par une rue (P466) en arrière par une partie du lot 463-37, d'un côté par le lot 463-14, et de l'autre côté par le résidu dudit lot 463-15.

A part of lot 463-15 the said part measuring 25.0 in width by 85 feet in depth, English measure and more or less and bounded as follows: in front by a street (P466) in the rear by a part of lot 463-37, on one side by lot 463-14 and on the other side by the residue of said lot 463-15.

288-0296	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal	463-16.
288-0300	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal	463-17.
288-0304	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal	463-18.
288-0308	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal	463-19.
288-0312	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie s. 3317, Montréal	463-20.
288-0316	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-21.
288-0320	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-22.
288-0324	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-23.
288-0328	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-24.
288-0332	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-25.
288-0336	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-26.
288-0340	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-27.
288-0344	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-28.
288-0348	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-29.
288-0352	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-30.
288-0356	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-31.
262-0008	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-55.
262-0012	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-56.
262-0016	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-57.
262-0028	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-60.
262-0032	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-61.
262-0036	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-62.
288-0360	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-63.
288-0364	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-64.
288-0368	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-65.
288-0372	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-66.
288-0376	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-67.
288-0380	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-68.
288-0384	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-69.
288-0388	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-70.
288-0392	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-71.
288-0396	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-72.
288-0400	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-73.
288-0404	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-74.
288-0408	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-75.
268-0032	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-90.
268-0036	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-91.
268-0040	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	463-92.
033-0236	L & A Development Inc., 8157 Viau, Montréal	463-99.
033-0240	L & A Development Inc., 8157 Viau, Montréal	463-100.
288-0880	L & A Development Inc., 8157 Viau, Montréal	463-101.
288-0884	L & A Development Inc., 8157 Viau, Montréal	463-102.
288-0936	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	

Un emplacement composé des parties des lots originaires 466, 467 et 468 contenant une superficie de 158,098 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord par les lots 466-28, 467-82 et 468-66, au sud par les lots 466-17, 467-64 et 468-56, à l'ouest par le boulevard Les Galeries d'Anjou, à l'est par le lot 468-65 (rue).

An emplacement composed of parts of original lots 466, 467 and 468, containing an area of 158,098 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by lots 466-28, 467-82, 468-66, on the south by lots 466-17, 467-64, and 468-56, on the west by Les Galeries d'Anjou Boulevard, on the east by lot 468-65 (street).

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of the immovable

466-0001 East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal

Une partie du lot originaire 466 contenant une superficie de 279,765 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au sud par une rue 466-17, au nord par une partie du lot originaire 453, à l'ouest par une rue, et à l'est par la ligne limitative des terres 462 et 463.

A part of original lot 466 containing an area of 279,765 square feet, English measure and more or less and bounded as follows: on the south by a street 466-17, on the north by part of original lot 453, on the west by a street, and on the east by the bordering line of farms 462 and 463.

288-0816	Dame/Mrs. Jacqueline Chevalier, épouse de/wife of Guy Bourgault, 11,420 Tanguay, Montréal.	466-11, 467-58.
288-0888	L & A Development Inc., 8157 Viau, Montréal	466-18, 467-72.
288-0892	L & A Development Inc., 8157 Viau, Montréal	466-19, 467-73.
288-0896	L & A Development Inc., 8157 Viau, Montréal	466-20, 467-74.
288-0900	L & A Development Inc., 8157 Viau, Montréal	466-21, 467-75.
288-0904	L & A Development Inc., 8157 Viau, Montréal	466-22, 467-76.
288-0908	L & A Development Inc., 8157 Viau, Montréal	466-23, 467-77.
288-0912	L & A Development Inc., 8157 Viau, Montréal	466-24, 467-78.
288-0916	L & A Development Inc., 8157 Viau, Montréal	466-25, 467-79.
288-0804	Dame/Mrs. Thérèse Gingras, épouse de/wife of Jean Bourgault, 11,420 Tanguay, Montréal.	466-8, 467-55.
288-0920	L & A Development Inc., 8157 Viau, Montréal	466-26, 467-80.
288-0924	L & A Development Inc., 8157 Viau, Montréal	466-27, 467-81.

467-0004 East End Development Corp., 1 Place Ville-Marie, s. 3317, Montréal

Une partie du lot originaire 467 contenant une superficie de 301,990 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au nord par une partie du lot originaire 453, au sud par une rue (P467) à l'ouest par la ligne limitative des terres 466 et 467, et à l'est par la ligne limitative des terres 467 et 468.

A part of original lot 467 containing an area of 301,990 square feet, English measure and more or less and bounded as follows: on the north by a part of original lot 453, on the south by a street (P467) on the west by the bordering line of farms 466 and 467, and on the east by the bordering line of farms 467 and 468.

468-0014	MM. Jacques Masse et/and Jean-Louis Sabourin, 7111 Beaudrière #4, Anjou	467-26, 468-31.
468-0017	M. Jacques Marquis, 8622 d'Allonnes, Anjou	467-29, 468-34.
468-0022	M. Hervé Durand, 8670 d'Allonnes, Anjou	467-34, 468-39.
176-0001	MM. Marek Minz, Isidore Hillel Minz et/and Longa Ostrowski, 470 Alexis Nihon, Montréal 378.	467-65, 468-57.
176-0004	MM. Marek Minz, Isidore Hillel Minz et/and Longa Ostrowski, 470 Alexis Nihon, Montréal 378.	467-66, 468-58.
176-0008	MM. Marek Minz, Isidore Hillel Minz et/and Longa Ostrowski, 470 Alexis Nihon, Montréal 378.	467-67, 468-59.
176-0012	MM. Marek Minz, Isidore Hillel Minz et/and Longa Ostrowski, 470 Alexis Nihon, Montréal 378.	467-68, 468-60.
176-0016	MM. Marek Minz, Isidore Hillel Minz et/and Longa Ostrowski, 470 Alexis Nihon, Montréal 378.	467-69, 468-61.

468-0004 East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal

Une partie du lot originaire 468 contenant une superficie de 418,570 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au sud par une rue 468-56, au nord par une partie du lot originaire 453, à l'est par la ligne limitative des terres 468 et 471, et à l'ouest par la ligne séparative des terres 467 et 468.

A part of original lot 468 containing an area of 418,570 square feet, English measure and more or less and bounded as follows: on the south by a street 468-56, on the north by a part of original lot 453, on the east by the bordering line of farms 468 and 471, and on the west by the bordering line of farms 467 and 468.

176-0028 Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal

Un emplacement composé des parties des lots originaires 471 et 472, contenant une superficie de 134,463 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord par les lots 471-75 et 472-8, au sud par les lots 471-65, 471-66, 472-5, 472-6 et 472-7, à l'est par la ligne limitative des terres 472 et 473, et à l'ouest par le lot 471-74 (rue).

An emplacement composed of parts of original lots 471 and 472, containing an area of 134,463 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by lots 471-75, and 472-8, on the south by lots 471-65, 471-66, 472-5, 472-6 and 472-7, on the east by the limitative line of lots of lands 472 and 473, and on the west by lot 471-74 (street).

471-0039 Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal

Une partie du lot originaire 471, contenant une superficie de 407,269 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au sud par les lots 471-65, 471-66 et 471-67, au nord par une partie du lot originaire 453, à l'ouest par la ligne limitative des terres 468 et 471, à l'est par la ligne limitative des terres 471 et 472.

A part of original lot 471 containing an area of 407,269 square feet, English measure and more or less, and bounded as follows: on the south by lots 471-65, 471-66 and 471-67, on the north by a part of original lot 453, on the west by the bordering line of farms 468 and 471, on the east by the bordering line of farms 471 and 472.

471-0040 Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal

Une partie du lot originaire 471 contenant une superficie d'environ 31,319 pieds carrés mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au sud par le boulevard Metropolitain,

A part of original lot 471 containing an area of about 31,319 square feet, English measure and more or less and bounded as follows: on the south by Metropolitan Boulevard,

au nord par le lot 471-69 à l'ouest par une rue 471-67, et à l'est par une partie du lot 473-4.

on the north by lot 471-69 on the west by a street 471-67 and on the east by a part of lot 473-4.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of the immovable
275-0015	M. Jacques Plaisance, 7185 Jarry est/east, Anjou	471-36.
275-0019	Mme-Mrs. Barbara Usowa, épouse de/wife of Wladyslaw Cichow, 7201 Jarry est/east, Anjou.	471-39.
472-0008	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	
	Une partie du lot originaire 472 contenant une superficie de 433,404 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au sud par les lot 472-7, 472-6 et 472-5, au nord par une partie du lot originaire 453, à l'ouest par la ligne limitative des terres 471 et 472, et à l'est par la limite est de la terre 472.	A part of original lot 472 containing an area of 433,404 square feet, English measure and more or less and bounded as follows: on the south by lots 472-7, 472-6 and 472-5, on the north by a part of original lot 453, on the west by the bordering line of farms 471 and 472, and on the east by the east limit of farm 472.
300-1124	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	
	Une partie du lot originaire 473 de figure irrégulière contenant une superficie de 74,530 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit; au nord par les lots 473-17-2, 473-17-1 et 473-12, 473-13, 473-14, 473-15 et 473-16, au sud par le boulevard Métropolitain et une autre partie non-subdivisée du lot originaire 473, à l'ouest par une partie du lot 473-4 et à l'est par des parties des lots originaires 475 et 473.	A part of original lot 473 of irregular form, containing an area of 74,530 square feet, English measure and more or less and bounded as follows: on the north by lots 473-17-2, 473-17-1 and 473-12, 473-13, 473-14, 473-15 and 473-16, on the south by Metropolitain Boulevard and an other unsubdivided part of original lot 473, on the west by a part of lot 473-4 and on the east by parts of original lots 475 and 473.
473-0004	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal	
	Une partie du lot originaire 473 mesurant au sud 216.35 pieds, au nord 219.5 pieds, contenant une superficie de 937,415 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au sud par les lots 473-158, 473-159, 473-160, 473-161, 473-162, 473-163, 473-164, au nord par le lot 473-3, à l'est par la ligne limitative des terres 473 et 475, et à l'ouest à une distance approximative de 150 pieds de la ligne de la terre 472.	A part of original lot 473 measuring on the south 216.35 feet, on the north 219.5 feet containing an area of 937,415 square feet, English measure and more or less and bounded as follows: on the south by lots 473-158, 473-159, 473-160, 473-161, 473-162, 473-163, 473-164, on the north by lot 473-3, on the east by the bordering line of farms 473 and 475, and on the west at an approximative distance of 150 feet from the line of farm 472.
090-0020	M. Paul André Mathieu, 7380 Champchevrier, Anjou.	473-27.
575-0120	Mlle Françoise Verreault, 3210 Forest Hill, apt. 1706, Montréal.	473-97, 475-64.
575-0144	M. Henri Forest, 461 Tiffin No 1, St-Lambert.	473-103, 475-70.
473-0048	M. Albert Alepin, 1724 est Prieur, Montréal.	473-113.
473-0052	M. Albert Alepin, 1724 est Prieur, Montréal.	473-114.
473-0056	M. Albert Alepin, 1724 est Prieur, Montréal.	473-115.
473-0060	M. Albert Alepin, 1724 est Prieur, Montréal.	473-116.
473-0108	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-131.
473-0112	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-132.
473-0116	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-133.
473-0120	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-134.
473-0124	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3ç17, Montréal.	473-135.
473-0128	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-136.
473-0132	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-137.
473-0136	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-138.
473-0140	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-139.
473-0144	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-140.
473-0148	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-141.
473-0152	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-142.
473-0156	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-143.
473-0160	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-144.
473-0145	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-145.
473-0168	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-146.
186-0008	Dame/Mrs Marguerite Cadorette, épouse de/wife of Jean Guy Dumas, 9051 de Bretagne, Anjou.	473-171, 475-230.
186-0028	M. Jacques Daniel Morin, 8508 du Chardonnet, Anjou.	473-176, 475-235.
186-0032	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-177, 475-236.
186-0036	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-178, 475-237.
186-0040	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-179, 475-238.
186-0044	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-180, 475-239.
186-0048	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-181, 475-240.
186-0052	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-182, 475-241.
186-0056	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-183, 475-242.
186-0060	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.	473-184, 475-243.
475-0380	Mlle Françoise Verreault, 3210 Forest Hill, apt. 1706, Montréal.	473-194, 475-245.

Folio	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of the immovable

300–1152 Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.

Un emplacement composé des parties des lots originaires 474 et 475 contenant une superficie de 60,652 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit: au sud par le boulevard Métropolitain, et d'autres parties des lots originaires 474 et 475, au nord par les lots 475-10, 475-12, 475-13, 475-14, 475-15, à l'ouest par des parties des lots originaires 473 et 475, et à l'est par une rue 475-4.

An emplacement composed of parts of original lots 474 and 475, containing an area of 60,652 square feet, and more or less and bounded as follows: on the south by Metropolitan Boulevard and other parts of original lots 474 and 475, on the north by lots 475-10, 475-12, 475-13, 475-14, 475-15, on the west by parts of original lots 473 and 475 and on the east by a street 475-4.

475–0008 Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.

Une partie du lot originaire 475 contenant une superficie de 1,237,655 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au sud par les lots 475-171, 475-172, 475-173, 475-174, 475-175, 475-176 et 475-177, au nord par le lot 475-3 et des parties du lot originaire 475, à l'est par des parties des lots originaires 475 et 477, et à l'ouest par la ligne limitative des terres 473 et 475.

A part of original lot 475, containing an area of 1,237,655 square feet, English measure and more or less and bounded as follows: on the south by lots 475-171, 475-172, 475-173, 475-174, 475-175, 475-176 and 475-177, on the north by lot 475-3, and parts of original lot 475, on the east by parts of original lots 475 and 477, and on the west by the bordering line of farms 473 and 475.

475–0136 Mlle Françoise Verreault, 3210 Forest Hill, apt. 1706, Montréal. 475-111.
475–0152 MM. Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville et/and Guy Aubin, 590 Eperney, Laval. 475-115.
210–0060 Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.

Une partie du lot originaire 477 contenant une superficie de 13,309 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au sud par une distance de 90.07 pieds par le boulevard Métropolitain, au nord par le lot 477-120, à l'ouest par une rue 477-3, à l'est par une autre partie du lot originaire 477.

A part of original lot 477 containing an area of 13,309 square feet, English measure and more or less and bounded as follows: on the south in a distance of 90.07 feet by Metropolitan Boulevard, on the north by lot 477-120, on the west by a street 477-3, on the east by an other part of original lot 477.

477–0056 Succession/Estate Godefroy Defoy, a/s Alphonse Defoy, 2218 Désormeaux, Montréal.

Une partie du lot originaire 477 de figures irrégulières, presque triangulaire, contenant une superficie de 37,045 pieds carrés, mesure gnalsise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord et à l'ouest par une autre partie du lot originaire 477, et au sud par le boulevard Métropolitain.

A part of original lot 477 of irregular shape, almost triangular, containing an area of 37,045 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north and west by an other part of original lot 477, and on the south by Metropolitan Boulevard.

477–0092 Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, s. 3317, Montréal.

Une partie du lot originaire 477 contenant une superficie de 398,893 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au sud par les lots 477-78, 477-79 et 477-80, au nord et à l'ouest par d'autre parties du lot originaire 477, à l'est par la ligne limitative des terres 475 et 477.

A part of original lot 477 containing an area of 398,893 square feet, English measure and more or less and bounded as follows: on the south by lots 477-78, 477-79 and 477-80, on the north and the west by other parts of original lot 477, on the east by the bordering line of farms 475 and 477.

477–0144 M. Jules Rondeau, 8721 de Louresse, Anjou. 477-43.
577–0064 M. Jacques Brunet, 7671 Yves Prévost, Anjou. 477-111.
481–0088 MM. Aaron Gutwirth, Herman Steiner, Moshe L. Haller, Herman C. Steiner, Louis Flyer, American Realty Corp. Ltd. et/and Marcel Einhorn, 580, 5e Ave, suite 3208, New York 10036, N.Y. USA.

Une partie du lot originaire 481 contenant une superficie de 3,394,777 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au sud par une autre partie du lot originaire 481, à l'ouest par la Montée St-Léonard, et par une autre partie du lot originaire 481, à l'est par la ligne limitative des terres 481 et 482, et au nord par une autre partie dudit lot originaire 481.

A part of original lot 481 containing an area of 3,394,777 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the south by an other part of original lot 481, on the west by St-Léonard Road, and by other part of original lot 481, on the east by the limitative line of lots of lands 481 and 482, and on the north by an other part of said original lot 481.

482–0032 MM. Baruch Dienstag, et/and Allmark Investment Ltd. et/and MM. Moses Janowski, Israel Waldman, Berl Janowski, Salomon J. Keller et/and Nat Maindenbaum, 10,829, 67e Ave Forest Hill, New York, U.S.A.

Une partie du lot originaire 482 mesurant 3 arpents de large, contenant une superficie de 4,295,435 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au nord par une autre partie du lot originaire 482, au sud par d'autres

A part of original lot 482 measuring 3 arpents in width containing an area of 4,295,435 square feet, English measure and more or less and bounded as follows: on the north by an other part of original lot 482, on the south by other parts of

parties du lot originaire 482, à l'ouest par la ligne limitative des terres 481 et 482, et à l'est par la ligne limitative des terres 482 et 483.

original lot 482, on the west by farms 481 and 482, on the east by the bordering line of farms 482 and 483.

Folio	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of the immovable

275–0240 M. Morris Feinstein, 4018 Ste-Catherine O., ch. 103, Montréal.

Une partie du lot originaire 483 contenant une superficie de 7,778 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit; savoir: au nord, à l'ouest et au sud par d'autres parties du lot originaire 483, et à l'est par le lot 484-29.

A part of original lot 483 containing an area of 7,778 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north, west and south by others parts of original lot 483, and on the east by lot 484-29.

483–0001 M. Morris Feinstein, 4018 Ste-Catherine O., ch. 103, Montréal.

Une partie du lot originaire 483 contenant une superficie de 247,742 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au nord et au sud par d'autres parties dudit lot originaire 483, à l'ouest par la ligne séparative des terres 482 et 483, et à l'est par les lots 484-26 et 484-32.

A part of original lot 483 containing an area of 247,742 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north and south by others parts of original lot 483, on the west by the separative line of lots of lands 482 and 483, and on the east by lots 484-26 and 484-32.

483–0008 M. Morris Feinstein, 4018 Ste-Catherine O., ch. 103, Montréal.

Une partie du lot originaire 483, contenant une superficie de 823,539 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au nord par une partie du lot 483, au sud par le lot 483-6 et 483-9, à l'ouest par la ligne séparative des terres 482 et 483, à l'est par le lot 484-4.

A part of original lot 483 containing an area of 823,539 square feet, English measure and more or less and bounded as follows; on the north by part of lot 483, on the south by lot 483-6 and 483-9, on the west by the division line between farms 482 and 483, on the east by lot 484-4.

483–0076 Les Investissements Funt Ltée, 4524 Brébeuf, apt. 1, Montréal.

Une partie du lot originaire 483 et mesurant comme suit: au sud sur une distance de 351.8 pieds, au nord 352.7 pieds, à l'est 1,279.1 et à l'ouest 1,279.2, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au nord par une rue (P483) et le lot 483-2, à l'est par des parties du lot originaire 484, et les lots 484-25 et 484-23, au sud par une rue (P483) et à l'ouest par la ligne limitative des terres 482 et 483, à distraire toutefois de ce contenant le lot 483-2 d'une superficie de 45,000 pieds carrés.

A part of original lot 483 measuring as follows: on the south by a distance of 351.8 feet, on the north 352.7 feet, on the east 1,279.1 and on the west 1,279.2, English measure and more or less and bounded as follows: on the north by street (P483) and lot 483-2, on the east by parts of original lot 484, and lots 484-25 and 484-23, on the south by a street (P483) and on the west by the bordering line of farms 482 and 483, to withdraw from this content lot 483-2 of an area of 45,000 square feet.

483–0013 Orchidflore Inc., 7900 Grenache, Anjou.
610–0048 Provost Cartage Inc., , 7887, 2e Avenue, Anjou.

Un emplacement composé du lot 483-5 une partie du lot originaire 483, et une partie du lot originaire 484, contenant une superficie de 632,378 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins et bornée comme suit, savoir: au sud par la rue Grenache, au nord par le lot 483-1 et une partie du lot originaire 484, à l'ouest par la ligne séparative des terres 482 et 483, et à l'est par d'autres parties du lot originaire 484.

483-2.

An emplacement composed of lot 483-5 a part of original lot 483, and a part of original lot 484, containing an area of 632,378 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the south by Grenache Street, on the north by lot 483-1 and a part of original lot 484, on the west by the separative line of lots of lands 482 and 483, and on the east by others parts of original lot 484.

484–0025 Conex Corporation, 2800 Ch. Bois Franc, Montréal.

Une partie du lot originaire 484 contenant une superficie de 110,000 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord et à l'ouest par d'autres parties dudit lot originaire 484, au sud par la rue Grenache, et à l'est par une partie du lot 484-11.

A part of original lot 484 containing an area of 110,000 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north and west by others parts of said original lot 484, on the south by Grenache Street, and on the east by a part of lot 484-11.

484–0026 Harold N. Miller Construction, 2800 Ch. Bois Franc, Montréal.

Une partie du lot originaire 484 enclavée contenant une superficie de 55,056 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord, à l'ouest et au sud par d'autres parties dudit lot originaire 484, à l'est par une partie des lots 484-10 et 484-11.

A part of original lot 484 enclaved containing an area of 55,056, square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north, west and south by others parts of said lot 484, on the east by parts of lots 484-10 and 484-11.

484–0116 Midway Development Corp. & Toro Investment Inc., 1199 Bleury, Montréal.

Une partie du lot originaire 484 contenant une superficie de 18,269 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par le lot 484-23, au sud

A part of original lot 484 containing an area of 18,269 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by lot 484-23, on the south by

par le lot 484-29, à l'ouest et à l'est par d'autres parties du lot originaire 483.

lot 484-29, on the west and east by others parts of original lot 483.

Folio	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of the immovable
530–0100	CAPEQ Inc., 10,700 Secant, Anjou.	484-33, 485-48.
249–0028	Twenty-Five Corp. 8260, 10e Ave, St-Michel, Montréal.	484-38.
355–0184	International Spring Mfg. Co. of Canada Ltd., 11,101 Boul. Parkway, Anjou.	487-24.
562–0004	Placements Ansec Ltée, 10,450 Secent, Anjou.	489-25.
390–0302	Placements Ansec Ltée, 10,450 Secant, Anjou.	489-26.
390–0126	Sanitank Inc., 9301 Ray Lawson, Anjou.	

Le lot 490-9 et une partie du lot 491-11 mesurant cettedite partie 87 pieds de largeur par 200 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et bornés comme suit: au nord par une rue 491-10, au sud par une partie du lot 491-2, à l'ouest par le lot 490-9 et à l'est par le lot 491-11-1.

Lot 490-9 and a part of lot 491-11 measuring this said part 87 feet in width by 200 feet in depth, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by a street 491-10, on the south by a part of lot 491-2, on the west by lot 490-9 and on the east by lot 491-11-1.

390–0154	MM. Moric Treitel et/and William Frenkel, 2505 Bates Road, Montréal	490-22, 491-20.
133–0004	Kredl Roofing Corp., 8765 Crescent 2, Anjou	490-24, 491-22, 491-23.
150–0049	MM. Giovanni Mustillo, Domenico Morrone et/and Domenico Ferrara, 8700 Crescent 5, Anjou.	490-27-1-1.
130–0008	Capitol Ornemental Iron, 8855 Crescent 1, Anjou	

Un emplacement composé des parties des lots 491-5 et 491-4 contenant une superficie de 44,092 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord et au sud par les résidus desdits lots 491-5 et 491-4 à l'est par la ligne limitative des terres 491 et 492, à l'ouest par une partie du lot 491-7.

An emplacement composed of parts of lots 491-5 and 491-4 containing an area of 44,092 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north and south by the residue of said lot 491-5 and 491-4, on the east by the limitative line of lots of lands 491 and 492, and on the west by a part of lot 491-7.

130–0009 MM. Peisack Soroka, et/and Svi Smolash, 3242 de la Falaise, Montréal

Un emplacement composé des parties des lots 491-4 et 491-5 contenant une superficie de 19,800 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord par les lots 491-14 et 491-15, au sud par d'autres parties des lots 491-4 et 491-5, à l'est par la ligne limitative de la terre 492, et à l'ouest par les lots 491-7 et 491-15.

An emplacement composed of parts of lots 491-4 and 491-5 containing an area of 19,800 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by lots 491-14 and 491-15, on the south by others parts of lots 491-4 and 491-5, on the east by the limitative line of lot of land 492, and on the west by lots 491-7 and 491-15.

En foi de quoi, j'ai signé ce présent document, ce 25e jour de mai 1971.

Le greffier,

LÉONCE MALTAIS, C.M.A.

40347-o

In testimony whereof, I have signed this present document, this 25th day of May, 1971.

LÉONCE MALTAIS, O.M.A.,
City Clerk.

40347-o

Ville de Rivière-du-Moulin

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Rivière-du-Moulin, que les propriétés ci-dessous décrites seront vendues à l'enchère publique en la salle des délibérations du conseil municipal à l'Hôtel de Ville de la susdite municipalité, 109 avenue Jean-Langevin, MERCREDI, le TRENTIÈME jour de JUIN 1971, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et intérêts, plus les frais encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Town of Rivière-du-Moulin

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the town of Rivière-du-Moulin, that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the deliberations hall of the municipality council in the Town Hall, of the above mentioned municipality, 109 Jean-Langevin Avenue, on WEDNESDAY, the THIRTIETH day of JUNE 1971 at TEN o'clock in the forenoon, for non payment of municipality and school taxes and interest plus the costs incurred, unless said taxes interest and cost are paid before the sale.

Noms des propriétaires Owner's name	Numéros de cadastre Cadastral numbers	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scolaires School taxes	Intérêts Interest	Total
Au Parasol Ltée, 1287 St-Jean-Baptiste, Rivière-du-Moulin, Cté de Chicoutimi, P.Q.	19-A-96, 95-2, 94-4, 20-A-160-,161-,162-,163-,164-, 166-,167-,168, P.-20-A, du 2r rg. N.E. Chemin Sydenham.	$13,290.42	$11,728.18	$ 1,767.21	$26,785.81
Mme-Mrs. Gaspard Bouchard, 1003 Sacré-Coeur, Rivière-du-Moulin, Cté de Chicoutimi, P.Q.	P.-21-B, 2e rg., N.E. Chemin Sydenham.	1.06	7.39	94.99	103.44
Léopold Châteauneuf, 1364 rue Renaud Rivière-du-Moulin, Cté de Chicoutimi, P.Q.	P. 20-A, 2e rg.. N.-E. Chemin Sydenham.	588.25	566.90	89.24	1,244.39
Georges Dusseault, a/s-c/o Gauthier & Tremblay, 110 Racine Est, Chicoutimi, P.Q.	21-A-223, 2e rg., N.-E. Chemin Sydenham.	12.00	9.68	25.14	46.32
Succ.-Est. Mme-Mrs. Isidore Gauthier, 1748 Roussel, a/s-c/o Ernest Gauthier, Chicoutimi-Nord, P.Q.	21-A-227, 21-A-212, rg. 2, N.-E. Chemin Sydenham	96.01	6.19	50.20	152.40
Albéric Gauthier, 4 avenue Du-Parc, Rivière-du-Moulin, Cté de Chicoutimi, P.Q.	20-A-240, P. 20-A, 2e rg., N.-E., Chemin Sydenham.	531.06	57.04	522.26	1,110.36

Tous ces lots apparaissant au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi.

N.B. Autorisation de la Commission municipale de Québec, de faire une énumération abrégée des numéros cadastraux d'immeubles à être mis en vente pour non paiement des taxes, le 5 février 1971.

Copie certifiée.

Donné à Rivière-du-Moulin, ce 25e jour de mai 1971.

Le secrétaire-trésorier,
MARTIAL TREMBLAY, C.M.A.

40385-23-2-o

All these lots appear in the official cadaster of the parish of Chicoutimi.

N.B. Authorization by the Québec Municipal Commission to make an abbreviated enumeration of the cadastral numbers of immovables to be sold for non-payment of taxes, on February 5, 1971.

Certified copy.

Given at Rivière-du-Moulin, this 25th day of May 1971.

MARTIAL TREMBLAY, O.M.A.,
Secretary-Treasurer.

40385-23-2-o

Compagnies dissoutes

ABC Advisers Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « ABC Advisers Ltd. », constituée en corporation le 29 août 1956, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 12459-56

Belfra Investments Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Belfra Investments Inc. », constituée en corporation le 1er septembre 1965, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 3913-65

Companies Dissolved

ABC Advisers Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "ABC Advisers Ltd.", incorporated on August 29, 1956.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 12459-56

Belfra Investments Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Belfra Investments Inc.", incorporated on September 1, 1965.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 3913-65

Cie Technique France-Québec ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Cie Technique France-Québec ltée », constituée en corporation le 30 mai 1963, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 2363-63

Cie Technique France-Québec ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Cie Technique France-Québec ltée", incorporated on May 30, 1963.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 2363-63

Coast Produce Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Coast Produce Inc. », constituée en corporation le 11 mai 1962, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 12025-62

Coast Produce Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Coast Produce Inc.", incorporated on May 11, 1962.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 12025-62

Coin des Sportifs & Musiciens inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Coin des Sportifs & Musiciens inc. », constituée en corporation le 27 juin 1968, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 2889-68

Coin des Sportifs & Musiciens inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Coin des Sportifs & Musiciens inc.", incorporated on June 27, 1968.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 2889-68

Corporation Jacmar limitée
Jacmar Corporation Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Corporation Jacmar limitée — Jacmar Corporation Limited », constituée en corporation le 23 mai 1961, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 12607-61

Corporation Jacmar limitée
Jacmar Corporation Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Corporation Jacmar limitée — Jacmar Corporation Limited", incorporated on May 23, 1961.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 12607-61

Les Entreprises Marcil & Frère inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Entreprises Marcil & Frère inc. », constituée en corporation le 10 juin 1957, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 11976-57

Les Entreprises Marcil & Frères inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Les Entreprises Marcil & Frère inc.", incorporated on June 10, 1957.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 11976-57

Gulbro Investments Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Gulbro

Gulbro Investments Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender,

Investments Inc. », constituée en corporation le 17 janvier 1963, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 238-63

Jodialli Investment Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Jodialli Investment Corp. », constituée en corporation le 30 mai 1958, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 11773-58

Journal-Administration ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Journal-Administration ltée », constituée en corporation le 23 décembre 1966, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 5335-66

Lac Ouareau Development Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Lac Ouareau Development Ltd. », constituée en corporation le 26 mars 1962, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 11294-62

Quincaillerie Ro-Na inc.
Ro-Na Hardware Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Quincaillerie Ro-Na inc.— Ro-Na Hardware Inc. », constituée en corporation le 20 juillet 1960, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 13148-60

Roxboro Hardware Inc.
Quincaillerie Roxboro inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Roxboro Hardware Inc.— Quincaillerie Roxboro inc. », constituée en corporation le 10 mars 1961, à compter du 31 mai 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40480-o 10686-61

as of May 31, 1971, of the charter of "Gulbro Investments Inc.", incorporated on January 17, 1963.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 238-63

Jodialli Investment Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Jodialli Investment Corp.", incorporated on May 30, 1958.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 11773-58

Journal-Administration ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Journal-Administration ltée", incorporated on December 23, 1966.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 5335-66

Lac Ouareau Development Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Lac Ouareau Development Ltd.", incorporated on March 26, 1962.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 11294-62

Quincaillerie Ro-Na inc.
Ro-Na Hardware Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Quincaillerie Ro-Na inc.— Ro-Na Hardware Inc.", incorporated on July 20, 1960.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 13148-60

Roxboro Hardware Inc.
Quincaillerie Roxboro inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1971, of the charter of "Roxboro Hardware Inc.— Quincaillerie Roxboro inc.", incorporated on March 10, 1961.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40480 10686-61

Chartes — demandes d'abandon de

Agences Esmar ltée Esmar Agencies Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Agences Esmar ltée — Esmar Agencies Ltd. », s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 31 mai 1971.

Le procureur de la compagnie,
40487-o Me RÉAL ST-ONGE, *notaire.*

A la cave Notre-Dame inc.

Avis est donné que la compagnie « A la cave Notre-Dame inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 2 juin 1971.

Le procureur de la compagnie,
40488-o Me FRANÇOIS AQUIN.

Chez Alexandra (Longueuil) inc.

Avis est donné que la compagnie « Chez Alexandra (Longueuil) inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 19 mai 1971.

Les procureurs de la compagnie,
40489-o LIVERMAN & KAUFMAN.

La Cie de gestion Lamontagne, ltée

Avis est donné que la compagnie « La Cie de gestion Lamontagne, ltée », ayant son siège social à St-Félicien, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province, la permission d'abandonner sa charte.

St-Félicien, le 25 mai 1971.

Le procureur de la compagnie,
40490-o MAURICE LAMONTAGNE, *notaire.*

Daneau & Beauchemin ltée

Avis est donné que la compagnie « Daneau & Beauchemin ltée » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Le secrétaire,
40491-o GASTON FONTAINE.

Filippone Bros. Inc.

Avis est donné que la compagnie « Filippone Bros. Inc. » s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 1er juin 1971.

Le procureur de la compagnie,
40494-o ME RÉAL ST-ONGE, *notaire.*

Charters — Applications for Surrender of

Esmar Agencies Ltd. Agences Esmar ltée

Notice is given that "Esmar Agencies Ltd. — Agences Esmar ltée", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave surrender its charter.

Montreal, May 31, 1971.

ME RÉAL ST-ONGE, *notary,*
40487-o *Attorney for the Company.*

A la cave Notre-Dame inc.

Notice is given that the company "A la cave Notre-Dame inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province for leave to surrender its charter.

Montreal, June 2, 1971.

ME FRANÇOIS AQUIN,
40488-o *Attorney for the Company.*

Chez Alexandra (Longueuil) inc.

Notice is given that "Chez Alexandra (Longueuil) inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, May 19, 1971.

LIVERMAN & KAUFMAN,
40489-o *Attorneys for the Company.*

La Cie de gestion Lamontagne, ltée

Notice is given that the company "La Cie de gestion Lamontagne, ltée", having its head office in St-Félicien, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province for leave to surrender its charter.

St-Félicien, May 25, 1971.

MAURICE LAMONTAGNE, *notary,*
40490-o *Attorney for the company.*

Daneau & Beauchemin ltée

Notice is given that the company « Daneau & Beauchemin ltée" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

GASTON FONTAINE,
40491-o *Secretary.*

Filippone Bros. Inc.

Notice is hereby given that "Filippone Bros. Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, June 1st, 1971.

ME RÉAL ST. ONGE, *Notary,*
40494-o *Attorney for the company.*

Da Pasquali Restaurant Inc.

Avis est par la présente donné que « Da Pasquali Restaurant Inc. », corporation dûment constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social au numéro 10, Thornton, à ville Mont-Royal, présentera une application au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, ce 26 mai 1971.

Le président,
40492-o GIOVANNI PANETIERE.

Domaine Leman Inc.

Avis est par la présente donné que « Domaine Leman Inc. », dûment incorporée selon la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, fera requête au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives du Québec, afin d'abandonner sa charte selon les termes de la Loi des compagnies.

Montréal, ce 1er jour de mai 1971.

Le secrétaire,
40493-o LUCRETIA BUGER.

J.N. Frank Associates Inc.

Avis est donné que la compagnie « J.N. Frank Associates Inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et cooperatives, la permission d'abandonner sa charte.

Montreal, le 28 mai 1971.

Le président,
40495-o JOSEPH N. FRANK.

Gold Cleaners Inc.

Avis est donné que la compagnie « Gold Cleaners Inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, ce 5 mai 1971.

Le procureur de la compagnie,
40496-o PETER M. GOLD.

Meridian Interests Limited

Avis est donné que la compagnie « Meridian Interests Limited », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social à Montréal, Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 28e jour de mai 1971.

Les procureurs de la compagnie,
KAUFMAN, RESPITZ,
40498 SEDEROFF & SHUGAR.

Da Pasquali Restaurant Inc.

Notice is hereby given that "Da Pasquali Restaurant Inc.", company incorporated by letters patent, under Part I of Companies Act, and having its head office at 10, Thornton, town of Mont-Royal, will ask the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to accept the surrender of its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, this May 26, 1971.

GIOVANNI PANETIERE,
40492-o *President.*

Domaine Leman Inc.

Notice is hereby given that "Domaine Leman Inc.", a company incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Québec Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, this 1st day of May, 1971.

LUCRETIA BUGER,
40493-o *Secretary.*

J.N. Frank Associates Inc.

Notice is hereby given that "J.N. Frank Associates Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montréal, May 28, 1971.

JOSEPH N. FRANK,
40495-o *President.*

Gold Cleaners Inc.

Notice is given that "Gold Cleaners Inc.", a Québec corporation having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institution Companies, and Cooperatives, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, May 5, 1971.

PETER M. GOLD,
40496-o *Attorney for the company.*

Meridian Interests Limited

Notice is given that "Meridian Interests Limited", a company incorporated under the Companies Act, and having its head office at Montreal, Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 28th day of May, 1971.

KAUFMAN, RESPITZ,
SEDEROFF & SHUGAR.
40498-o *Attorneys for the Company.*

Ber — Jac Development Inc.

Avis est donné que la compagnie « Ber — Jac Development Inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permisison d'abandonner sa charte.

Le président,
40497-o Mme JACQUELINE LALONDE.

Ber — Jac Development Inc.

Notice is given that "Ber — Jac Development Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Mrs. JACQUELINE LALONDE,
40497-o *President.*

Musico Investment Co. Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Musico Investment Co. Ltd. », ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir de et après la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 25e jour de mai 1971.

Les procureurs de la requérante,
40499-o RAIDER & CYTRYNBAUM.

Musico Investment Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Musico Investment Co. Ltd." having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, will apply to the Minister of the Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 25th day of May, 1971.

RAIDER & CYTRYNBAUM,
40499-o *Attorneys for the petitioner.*

Eugène Cloutier production inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Eugène Cloutier production inc. », corps politique incorporé suivant la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 28e jour de mai 1971.

La secrétaire,
40544-o ISABELLE B. CLOUTIER.

Eugène Cloutier production inc.

Notice is hereby given that "Eugène Cloutier production inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 28th day of May, 1971.

ISABELLE B. CLOUTIER,
40544-o *Secretary.*

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Thomas d'Aquin inc.

Avis est donné que la compagnie « L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Thomas d'Aquin inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives du Québec la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur,
40546-o LOUIS N. LA ROCHE, C.R.

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Thomas d'Aquin inc.

Notice is given that "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Thomas d'Aquin inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of Québec, will apply for leave to surrender its charter.

LOUIS N. LA ROCHE, Q.C.,
40546 *Attorney.*

Provincial Chemicals Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Provincial Chemicals Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Donné à Montréal, Québec, le 2e jour de juin 1971.

(Sceau) *Le secrétaire,*
40547 JOHN MACFARLANE.

Provincial Chemicals Ltd.

Notice is hereby given that "Provincial Chemicals Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, Québec, this 2nd day of June 1971.

(Seal) JOHN MACFARLANE,
40547-o *Secretary.*

La compagnie nationale de pavage et de construction limitée
National Paving & Construction Company Limited

Avis est par les présentes donné que « La compagnie nationale de pavage et de construction limitée — National Paving & Construction Company Limited », corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Hull, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Donné à Hull, Québec, ce 18e jour de mai 1971.

Le secrétaire,
40545 T. D. JONES.

La compagnie nationale de pavage et de construction limitée
National Paving & Construction Company Limited

Notice is hereby given that "La compagnie nationale de pavage et de construction limitée — National Paving & Construction Company Limited", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office at the city of Hull, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Hull, Québec, this 18th day of May, 1971.

T. D. JONES,
40545-o *Secretary.*

Shirmar Inc.

Avis est donné que la compagnie « Shirmar Inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Datée à Montréal, ce 3e jour de juin, 1971.

Le secrétaire-trésorier,
40548-o HERMAN LIPMAN.

Shirmar Inc.

Notice is given that "Shirmar Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 3rd day of June, 1971.

HERMAN LIPMAN,
40548-o *Secretary-Treasurer.*

Le Syndicat Columbien de Montmorency inc.

Avis est donné que la compagnie « Le Syndicat Colombien de Montmorency inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
40549-o ME GAÉTAN LÉVESQUE, *Notaire.*

Le Syndicat Columbien de Montmorency inc.

Notice is given that "Le Syndicat Colombien de Montmorency inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

ME GAÉTAN LÉVESQUE, *Notary,*
40549 *Attorney for the Company.*

Uni-Vers Distribution

Avis est donné que la compagnie « Uni-Vers Distribution », ayant son siège social à St-Jean de Dieu, dans le district de Kamouraska, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Rivière-du-Loup, ce 2 juin 1971.

Les procureurs de la compagnie,
40550-o LEBEL, PELLETIER & RIOUX, *Avocats.*

Uni-Vers Distribution

Notice is given that "Uni-Vers Distribution" having it head office in St-Jean de Dieu, in the district of Kamouraska, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter.

Rivière-du-Loup, June 2, 1971.

LEBEL, PELLETIER & RIOUX, *Advocates,*
40550 *Attorneys for the Company.*

Van-Dale (Canada) Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Van-Dale (Canada) Ltd. » constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, 1er juin 1971.

Le secrétaire,
40551 ALEXANDER DWORKIN.

Van-Dale (Canada) Ltd.

Notice is hereby given that "Van-Dale (Canada) Ltd." incorporated by letters patent of the Province of Québec dated June 3rd, 1966 will make application for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, June 1, 1971.

ALEXANDER DWORKIN,
40551-o *Secretary.*

Sièges sociaux

Le Syndicat de Normandin Lumber Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Le Syndicat de Normandin Lumber Ltd. » a transporté son siège social de Normandin à 9075, Pascal-Gagnon, Saint-Léonard.

Le secrétaire,
LEO WEISS.

40513 14230-60

Agences-Sécurité de l'Ouest du Québec inc.

Prenez avis que la compagnie « Agences-Securité de l'Ouest du Québec inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 25 mai 1970, et ayant son siège social à Rouyn a établi son bureau à 211 ouest, rue Mgr. Tessier.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme siège social de la compagnie.

Rouyn, 30 décembre 1970.

Le secrétaire-trésorier,
LAWRENCE ST. ELOI.

40514-o 2265-70

Association provinciale des chevaux miniatures Provincial Association of Miniature Horses

Avis est donné que la compagnie « Association provinciale des chevaux miniatures — Provincial Association of Miniature Horses », constituée en corporation par lettres patentes octroyées par le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives du Québec, le cinquième jour de janvier mil neuf cent soixante et onze, et ayant son siège social en la ville de Bécancour, a établi son bureau audit lieu de Bécancour, dans le secteur St-Grégoire, comté et district de Nicolet, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Bécancour, comté de Nicolet, ce dixième jour du mois de mai mil neuf cent soixante et onze.

Le président de la compagnie,
LÉO TOURIGNY.

40515-o 38-71

Maurice Denis inc.

Avis est donné que la compagnie « Maurice Denis inc. » corporation légalement constituée par lettres patentes émises en date du six avril mil neuf cent soixante et onze et ayant son siège social en la ville de Laval, a établi son bureau au numéro 3874, de la rue Nina, Fabreville.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Laval, ce vingtième jour de mai mil neuf cent soixante et onze.

Le président,
(Sceau) MAURICE DENIS,

40519-o 1201-71

Head Offices

Le Syndicat de Normandin Lumber Ltd.

Notice is given that "Le Syndicat de Normandin Lumber Ltd." has transferred its head office from Normandin to 9075 Pascal-Gagnon, St. Léonard.

LEO WEISS,
Secretary.

40513-o 14230-60

Agences-Sécurité de l'Ouest du Québec inc.

Take notice that the Company "Agences-Sécurité de l'Ouest du Québec inc.", constituted in corporation by letters patent dated May 25th, 1970, and having its head office in Rouyn has established its office at 211 Mgr. Tessier West.

As and from this date, the said office will be considered as main office of the company.

Rouyn, December 30, 1970.

LAWRENCE ST. ELOI,
Secretary-Treasurer.

40514-o 2265-70

Association provinciale des chevaux miniatures Provincial Association of Miniature Horses

Notice is given that "Association provinciale des chevaux miniatures — Provincial Association of Miniature Horses", incorporated by letters patent granted by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of Québec, the fifth day of January one thousand nine hundred and seventy-one, and having its head office in the town of Bécancour, has established its office in the said place of Bécancour, in the St-Grégoire area, county and district of Nicolet, province of Québec.

From the date of the present notice the said office is considered as being the head office of the company.

Given at Bécancour, county of Nicolet, this tenth day of May, one thousand nine hundred and seventy-one.

LÉO TOURIGNY,
President of the Company.

40515 38-71

Maurice Denis inc.

Notice is given that "Maurice Denis inc.", a corporation legally incorporated by letters patent dated April 6, 1971, and having its head office in the city of Laval, has established its office at 3874, Nina Street, Fabreville.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Laval, this twentieth day of May, one thousand nine hundred and seventy-one.

(Seal) MAURICE DENIS,
President.

40519 1201-71

Calcaire Portneuf inc.
Portneuf Limestone Inc.

La compagnie « Calcaire Portneuf inc.— Portneuf Limestone Inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Montréal au numéro 10301, Armand-Lavergne, Montréal-Nord.

Le secrétaire-trésorier,
ÉMILE LEBLANC.

40516-o 1633-71

Canadian Tramrail Limited

La compagnie « Canadian Tramrail Limited » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 455 ouest, Craig, chambre 300, Montréal au numéro 55 d'Auteuil, Québec 4.

Le président,
WILLIAM J. RYAN.

40517-o 1721-63

Delray Holdings Limited

Avis est donné que la compagnie « Delray Holdings Limited » constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes datées du 29 novembre 1955, a transporté son siège social de 1980 ouest, rue Sherbrooke, en la ville de Montréal, province de Québec, a/s de Crosstown Realties, 1245 ouest, rue Sherbrooke, en la ville de Montréal, province de Québec.

Montréal, Québec, ce 5e jour de février 1971.

Le secrétaire-trésorier,
ANDREW GATY.

40518 13262-55

Léonhart et Frères ltée

Avis est donné que la compagnie « Léonhart et Frères ltée » a transporté son siège social de 267, rue Beauchamp, LaSalle, à 683 ouest, boulevard Jacques-Cartier, Longueuil.

Le secrétaire,
LAURE LÉONHART.

40520 449-71

Antoine Morin & Associés inc.

La compagnie « Antoine Morin & Associés inc. » donne avis qu'elle a changé son social du numéro 2784, boulevard Liégeois, Ste-Foy, au numéro 1121 Chemin Ste-Foy, Québec.

Le secrétaire,
MONIQUE B. LESSARD.

40521-o 13539-60

Park Warehouse Ltd.

La compagnie « Park Warehouse Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

Le secrétaire,
LEONARD W. FLANZ.

40522 1177-71

Calcaire Portneuf inc.
Portneuf Limestone Inc.

Notice is given that "Calcaire Portneuf inc.— Portneuf Limestone Inc.", has transferred its head office from Montreal to 10301, Armand-Lavergne, Montreal North.

ÉMILE LEBLANC,
Secretary-Treasurer.

40516-o 1633-71

Canadian Tramrail Limited

Notice is given that "Canadian Tramrail Limited" has transferred its head office from Room 300, 455 Craig West, Montreal to 55, d'Auteuil, Québec 4.

WILLIAM J. RYAN,
President.

40517-o 1721-63

Delray Holdings Limited

Notice is hereby given that "Delray Holdings Limited" incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated November 29, 1955, has moved its head office from 1980 Sherbrooke Street West, in the city of Montreal, Province of Québec, to c/o Crosstown Realties 1245 Sherbrooke Street West, in the city of Montreal, Province of Québec.

Montreal, Québec, this 5th day of February, 1971.

ANDREW GATY,
Secretary-Treasurer.

40518-o 13262-55

Léonhart et Frères ltée

Notice is given that "Léonhart et Frères ltée" has transferred its head office from 267 Beauchamp Street, LaSalle to 683 Jacques-Cartier Boulevard West, Longueuil.

LAURE LÉONHART,
Secretary.

40520-o 449-71

Antoine Morin & Associés inc.

Notice is given that "Antoine Morin & Associés inc." has transferred its head office from number 2784 Liégeois Boulevard, Ste-Foy to number 1121 Ste-Foy Road, Québec.

MONIQUE B. LESSARD,
Secretary.

40521 13539-60

Park Warehouse Ltd.

Notice is given that "Park Warehouse Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 7.

LEONARD W. FLANZ,
Secretary.

40522-o 1177-71

Surgi-Groupe Inc.

Avis est donné que la compagnie « Surgi-Groupe Inc. » constituée par lettres patentes datées du 19 janvier 1971, et ayant son siège social à Montréal, P.Q., a établi son bureau principal à suites 509 et 510, 30 est, boulevard St-Joseph.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 20e jour de janvier 1971.

Le président,
F. A. CHEFTECHI.

40524-o 267-71

Surgi-Groupe Inc.

Notice is hereby given that "Surgi-Groupe Inc." incorporated by letters patent dated January 19, 1971, and having its head office in Montreal, P.Q., has established its head office at Suites 509 and 510, 30 St. Joseph Boulevard East.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 20th day of January, 1971.

F. A. CHEFTECHI.
President.

40524-o 267-71

Ferme Philippe Racine inc.

Avis est donné que la compagnie « Ferme Philippe Racine inc. » constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 février 1971 et ayant son siège social dans Ste-Anne des Plaines a établi son bureau à 89 rue Trécarré.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 11 mai 1971.

Le président,
PHILIPPE RACINE.

40565-o 758-71

Ferme Philippe Racine inc.

Notice is given that "Ferme Philippe Racine inc." incorporated by letters patent dated February 24, 1971, and having its head office in Ste-Anne des Plaines has established its office at 89 Trécarré Street.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, May 11, 1971.

PHILIPPE RACINE,
President.

40565 758-71

Fondation Édouard Léger

Avis est donné que la compagnie « Fondation Édouard Léger » constituée en corporation en date du 10 février 1971, et ayant son siège social à l'Université de Montréal, a établi son bureau au numéro 2910 de la rue Édouard-Montpetit à Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 13e jour de mai 1971.

Le procureur,
JEAN MORIN, *notaire.*

40566-o 5412-70

Fondation Édouard Léger

Notice is given that "Fondation Édouard Léger" incorporated on February 10, 1971, and having its head office at Montreal University, has established its office at number 2910 Édouard Montpetit Street, in Montreal.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 13th day of May, 1971.

JEAN MORIN, *Notary,*
Attorney.

40566 5412-70

Maisons-Mobiles Chibougamau ltée

Avis est donné que la compagnie « Maisons-Mobiles Chibougamau inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de la province de Québec en date du 6 avril 1971, et ayant son siège social en la ville de Chibougamau, a établi son bureau principal au 590, 3e Rue, en cette ville.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Chibougamau, ce 17 mai 1971.

Le président,
PIERRE-PAUL NÉRON.

40568-o 1064-71

Maisons-Mobiles Chibougamau ltée

Notice is given that "Maisons-Mobiles Chibougamau inc." incorporated under Part I of the Province of Québec Companies Act on April 6, 1971, and having its head office in the town of Chibougamau, has established its head office at 590, 3rd Street, in this town.

From and after the date of the present notice, the said office is considered as being the head office of the company.

Given at Chibougamau, on May 17, 1971.

PIERRE-PAUL NÉRON,
President.

40568 1064-71

Hôtel Chibougamau ltée

Avis est donné que la compagnie « Hôtel Chibougamau ltée », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de la province de Québec en date du 31e jour de mars 1971, et ayant son siège social dans la ville de Chibougamau, a établi son bureau au numéro 473, de la 3e Rue, en cette ville.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Chibougamau, ce 11e jour de mai, 1971.

Le président,
LÉVIS BEAUDOIN.

40567-o 1642-71

Marcil Oxygen Inc.

Avis est donné que la compagnie « Marcil Oxygen Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de la province de Québec en date du 6 avril 1971, et ayant son siège social dans la ville de Chibougamau, a établi son bureau principal au 962, 3e Rue, en cette ville.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Chibougamau, ce 12 mai 1971.

Le président,
(Sceau) PAUL-ARMAND MARCIL.

40569-o 1063-71

Massey, Lavoie & associés inc.

Avis est donné que la compagnie « Massey, Lavoie & associés inc. », constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 13e jour d'avril 1971, et ayant son siège social à Montréal a établi son bureau à la Suite 200, 388 ouest, rue St-Jacques.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 19e jour de mai 1971.

Le secrétaire-trésorier,
(Sceau) JACQUES MONNIER.

40570-o 1877-71

Prolect inc.

Avis est donné que la compagnie « Prolect inc. », constituée en corporation par lettres patentes octroyées par le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives du Québec, le 28 septembre 1970, et ayant son siège social à Notre-Dame-du-Bon-Conseil, comté de Drummond, province de Québec, a établi son bureau à 170, rue Notre-Dame, à Notre-Dame-du-Bon-Conseil, comté de Drummond, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Notre-Dame-du-Bon-Conseil, comté de Drummond, ce 29e jour du mois de septembre 1970.

Le président,
(Sceau) ANDRÉ PROULX.

40571-o 3774-70

Hôtel Chibougamau ltée

Notice is given that "Hôtel Chibougamau ltée" incorporated under Part I of the Companies Act of the province of Québec on the 31st day of March, 1971, and having its head office in the town of Chibougamau, has established its office at number 473, 3rd Street, in this town.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being the head office of the company.

Given at Chibougamau, this 11th day of May, 1971.

LÉVIS BEAUDOIN,
President.

40567 1642-71

Marcil Oxygen Inc.

Notice is given that "Marcil Oxygen Inc.", incorporated under Part I of the Province of Québec Companies Act on April 6, 1971, and having its head office in the town of Chibougamau, has established its head office at 962, 3rd Street, in this town.

From and after the date of the present notice, the said office is considered as being the head office of the company.

Given at Chibougamau, May 12, 1971.

PAUL-ARMAND MARCIL,
(Seal) *President.*

40569 1063-71

Massey, Lavoie & associés inc.

Notice is given that "Massey, Lavoie & associés inc." incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated April 13, 1971, and having its head office in Montreal, has established its office at suite 200, 388 St-James Street West.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Montreal, this 19th day of May, 1971.

JACQUES MONNIER,
(Seal) *Secretary-Treasurer.*

40570 1877-71

Prolect inc.

Notice is given that "Prolect inc.", incorporated by letters patent granted by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec on September 28, 1970, and having its head office at Notre-Dame-du-Bon-Conseil, county of Drummond, Province of Québec, established its office at 170 Notre-Dame Street, at Notre-Dame-du-Bon-Conseil, county of Drummond, Province of Québec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Notre-Dame-du-Bon-Conseil, county of Drummond, this 29th day of the month of September, 1970.

ANDRÉ PROULX,
(Seal) *President.*

40571 3774-70

Pilto Development Corp.

La compagnie « Pilto Development Corp. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Montréal au numéro 6851, avenue Weizman, Côte Saint-Luc,

Le secrétaire,
MAYER CHARTO.

40523-o 11331-58

Pilto Development Corp.

Notice is given that "Pilto Development Corp." has transferred its head office from Montreal to 6851 Weizman Avenue, Côte St. Luc.

MAYER CHARTO,
Secretary.

40523-o 11331-58

La Manécanterie et les choeurs de Montarville inc.

Avis est donné que la compagnie « La Manécanterie et les choeurs de Montarville inc. », constituée en corporation en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies du Québec, par lettres patentes émises en date du 18 novembre 1970, a établi son siège social au numéro 3,500 de la rue Parc Lafontaine à Montréal suite 506.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 29e jour de janvier 1971.

Le président,
GEORGES COURNOYER.

40559-o 5058-70

La Manécanterie et les choeurs de Montarville inc.

Notice is hereby given that "La Manécanterie et les choeurs de Montarville inc.", company incorporated by letters patent dated the 18th day of November, 1970, has established its head office at number 3,500 Parc Lafontaine St. suite 506, city of Montreal, district of Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given in Montreal, this 29th day of January 1971.

GEORGES COURNOYER,
President.

40559-o 5058-7o

Divers
Compagnies

O'Brien Gold Mines Limited
(No Personal Liability)

Résumé du règlement No XX

Le règlement XX de la compagnie « O'Brien Gold Mines Limited » (No Personal Liability), a été voté par son conseil d'administration le 23e jour d'avril 1971, modifié puis ratifié, sanctionné et adopté tel que modifié, lors d'une assemblée générale spéciale de ses actionnaires convoquée à cette fin le 4 juin 1971. Voici un résumé dudit règlement:

La compagnie « O'Brien Gold Mines Limited » (No Personal Liability), ayant cessé de faire affaires sauf pour liquider ses affaires, n'ayant ni dettes ni obligations pour lesquelles elle n'ait pourvu ou ne soit protégée, a jugé à propos de partager les biens et l'actif de la compagnie, ou toutes partie ou parties de ces biens et actifs, proportionnellement entre les actionnaires de la compagnie; elle a autorisé le partage de tout bien ou actif ou partie ou parties d'iceux à n'importe quel temps et de temps en temps, en argent, nature, espèces ou autrement, proportionnellement entre les actionnaires de la compagnie, et elle a autorisé les administrateurs et les officiers désignés de la compagnie, ou l'un ou l'autre d'entre eux, et leur a ordonné de faire toutes les actions et les choses, dont l'exécution des documents, nécessaires ou recommandées en rapport avec ce qui précède.

Montréal, le 4 juin 1971.

(Sceau) *Le secrétaire,*
40560 N. C. SAINT.

Miscellaneous
Companies

O'Brien Gold Mines Limited
(No Personal Liability)

Summary of By-law No. XX

By-law XX of "O'Brien Gold Mines Limited" (No Personal Liability) was passed by its Board of Directors on the 23rd day of April, 1971, amended and then ratified, sanctioned and confirmed as amended at a Special General Meeting of its Shareholders called for the purpose on June 4th, 1971. A summary of the said by-law follows:

"O'Brien Gold Mines Limited" (No Personal Liability), having ceased to carry on its business except for the purpose of winding up its affairs and having no debts or obligations not provided for or protected, deemed it expedient to distribute the property and assets of the company or any part or parts of them rateably among the shareholders of the company, authorized the distribution of such property and assets or any part or parts of them at any time and from time to time in money, kind, specie or otherwise rateably among the shareholders of the company according to their rights and interests therein and authorized and directed the directors and the proper officers of the company, or either of them, to do all acts and things including the execution of documents necessary or advisable in connection with the foregoing.

Montreal, June 4, 1971.

(Seal) N. C. SAINT,
40560-o *Secretary.*

Miro Construction inc.

La compagnie « Miro Construction inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
NORMAND ST-PIERRE.

40556 5485-65

Marsolais Enterprises Inc.
Les Entreprises Marsolais inc.

La compagnie « Marsolais Enterprises Inc.— Les Entreprises Marsolais inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 5.

Le secrétaire,
J. ARCLEN BLAKELY.

40557 5585-68

Industries l'Islet inc.
L'Islet Industries Inc.

La compagnie « Industries l'Islet inc.— L'Islet Industries Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 7.

Le secrétaire,
LOUIS TARDIF.

40558-o 1881-16

Bois Maibec inc.
Maibec Lumber Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 8, de la compagnie « Bardeaux Métis inc. — Métis Shingles Inc. », constituée par lettres patentes en date du 21e jour de septembre 1962, changeant son nom en celui de « Bois Maibec inc. — Maibec Lumber Inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40501-o 13909-62

R. Boutin Assurances inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial « A » 1970, de la compagnie « Sauvé & Boutin inc. », constituée par lettres patentes en date du 13e jour de mars 1969, changeant son nom en celui de « R. Boutin Assurances inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40502-o 754-69

Bessie's Ltd.

La compagnie « Bessie's Ltd. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
BESSIE GARELICK.

40503 12391-58

Miro Construction inc.

Notice is given that "Miro Construction inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

NORMAND ST-PIERRE,
Secretary.

40556-o 5485-65

Marsolais Enterprises Inc.
Les Entreprises Marsolais inc.

Notice is given that "Marsolais Enterprises Inc.— Les Entreprises Marsolais inc." has changed the number of its directors from 6 to 5.

J. ARCLEN BLAKELY,
Secretary.

40557-o 5585-68

Industries l'Islet inc.
L'Islet Industries Inc.

Notice is given that "Industries l'Islet inc.— L'Islet Industries Inc." has changed the number of its directors from 6 to 7.

LOUIS TARDIF,
Secretary.

40558 1881-16

Bois Maibec inc.
Maibec Lumber Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 8, of the company "Bardeaux Métis inc. — Métis Shingles Inc'", incorporated by letters patent dated the 21st day of September, 1962, changing its name into that of "Bois Maibec inc. — Maibec Lumber Inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40501-o 13909-62

R. Boutin Assurances inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the special by-law "A" 1970, of the company "Sauvé & Boutin inc.", incorporated by letters patent dated the 13th day of March, 1969, changing its name into that of "R. Boutin Assurances inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40502-o 754-69

Bessie's Ltd.

Notice is given that "Bessie's Ltd.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

BESSIE GARELICK,
Secretary.

40503-o 12391-58

Le Bureau de Consultation-Jeunesse inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 26 mai 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Le Bureau de Consultation-Jeunesse inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40504-o 5060-70

Le Bureau de Consultation-Jeunesse inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on May 26, 1971, pursuant to section 226 of the Companies Act, he approved the general by-laws of "Le Bureau de Consultation-Jeunesse inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40504 5060-70

Caractype inc.

La compagnie « Caractype inc. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
PIERRE GUY.

40505-o 4445-69

Caractype inc.

Notice is given that "Caractype inc"', has changed the number of its directors from 3 to 4.

PIERRE GUY,
Secretary.

40505 4445-69

Frank Spingola et Fils ltée
Frank Spingola & Sons Ltd.

La compagnie « Frank Spingola et Fils ltée — Frank Spingola & Sons Ltd. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 6.

Le secrétaire,
JOSEPH SPINGOLA.

40525-o 52-70

Frank Spingola et Fils ltée
Frank Spingola & Sons Ltd.

Notice is given that "Frank Spingola et Fils ltée — Frank Spingola & Sons Ltd.", has changed the number of its directors from 4 to 6.

JOSEPH SPINGOLA,
Secretary.

40525 52-70

Gestion Girlet inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro XXV, de la compagnie « Lalonde, Girouard, Letendre & Associés inc.— Lalonde, Girouard, Letendre & Associates Inc. », constituée par lettres patentes en date du 18e jour de février 1970, changeant son nom en celui de « Gestion Girlet inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40506-o 686-70

Gestion Girlet inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number XXV, of the company "Lalonde, Girouard, Letendre & Associés inc.—Lalonde, Girouard, Letendre & Associates Inc.", incorporated by letters patent dated the 18th day of February 1970, changing its name into that of "Gestion Girlet inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40506 686-70

Hashman Construction (Quebec) Ltd.

La compagnie « Hashman Construction (Quebec) Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

L'assistant secrétaire,
MICHAEL DENNIS.

40507 2080-71

Hashman Construction (Quebec) Ltd.

Notice is given that "Hashman Construction (Quebec) Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 4.

MICHAEL DENNIS,
Assistant Secretary.

40507-o 2080-71

Montreal Anti-Tuberculosis League, Inc.
La Ligue Antituberculeuse de Montréal, inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 19 mai 1971, il a approuvé une modification aux règlements généraux de la corporation « Montreal Anti-Tuberculosis League, Inc.— La Ligue Antituberculeuse de Montréal, inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40509-o 1472-43

Montreal Anti-Tuberculosis League, Inc.
La Ligue Antituberculeuse de Montréal, inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on May 19, 1971, pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved an amendment to the general by-laws of "Montreal Anti-Tuberculosis League, Inc.— La Ligue Antiberculeuse de Montréal, inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40509 1472-43

Richard Hemsley (University Tower) Ltd.

La compagnie « Richard Hemsley (University Tower) Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

La secrétaire,
DAME DVORAH ADELAND.

40508 7491-49

Richard Hemsley (University Tower) Ltd.

Notice is given that "Richard Hemsley (University Tower) Ltd." has changed the number of its directors from 4 to 3.

DAME DVORAH ADELAND,
Secretary.

40508-o 7491-49

Morin & Associés, Courtiers, inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement Spécial « E », de la compagnie « Antoine Morin & Associés inc. », constituée par lettres patentes en date du 8e jour de novembre 1960, changeant son nom en celui de « Morin & Associés, Courtiers, inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40510-o 13539-60

Morin & Associés, Courtiers, inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the special by-law "E", of the company "Antoine Morin & Associés inc.", incorporated by letters patent dated the 8th day of November 1960, changing its name into that of "Morin & Associés, Courtiers, inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40510-o 13539-60

Pilto Development Corp.

La compagnie « Pilto Development Corp. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
MAYER CHARTO.

40511-o 11331-58

Pilto Development Corp.

Notice is given that "Pilto Development Corp.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

MAYER CHARTO,
Secretary.

40511-o 11331-58

Waite Dufault Mines Limited (No personal liability)

Avis est donné que la compagnie « Waite Dufault Mines Limited (No personal liability) » a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire,
S. TAYLOR.

40512 4339-44

Waite Dufault Mines Limited (No personal liability)

Notice is given that "Waite Dufault Mines Limited" (No personal liability), has changed the number of its directors from 5 to 3.

S. TAYLOR,
Secretary.

40512-o 4339-44

Le Syndicat de Normandin Lumber Ltd.

La compagnie « Le Syndicat de Normandin Lumber Ltd. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
LEO WEISS.

40513 14230-60

Le Syndicat de Normandin Lumber Ltd.

Notice is given that "Le Syndicat de Normandin Lumber Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

LEO WEISS,
Secretary.

40513-o 14230-60

Comité d'Aide aux Éprouvés de Deux-Montagnes inc.
Two Mountains Community Emergency Association Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 11 mai 1971, il a approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) de la corporation « Comité d'Aide aux Éprouvés de Deux-Montagnes inc.— Two Mountains Community Emergency Association Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40554-o 3809-70

Comité d'Aide aux Éprouvés de Deux-Montagnes inc.
Two Mountains Community Emergency Association Inc.

Notice is given that, on May 11, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved by-law No. 1 (general by-laws) of "Comité d'Aide aux Éprouvés de Deux-Montagnes inc.— Two Mountains Community Emergency Association Inc.", and such, under section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40554 3809-70

R. Viens Équipement inc.
(Erratum)

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle du Québec* no 22, 29 mai 1971, à la page 4241, dans l'avant dernière ligne de la version française, nous aurions dû lire: « R. Viens Équipement inc. » au lieu de: « Viens Équipement inc. »
40280-X

Centre Constance Lethbridge
Constance Lethbridge Centre

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 11 mai 1971, il a approuvé les amendements aux règlements de la corporation « Centre Constance Lethbridge — Constance Lethbridge Centre », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
40552-o 7045-45

Au Coin du Tapis inc.

La compagnie « Au Coin du Tapis inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 9 à 4.

Le secrétaire,
NORMAND HUDON.
40553-o 4751-59

Les Entreprises Immobilières Cardinales ltée

La compagnie « Les Entreprises Immobilières Cardinales ltée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 10.

Le secrétaire-trésorier,
H. ARNOLD STEINBERG.
40555 3157-64

Trister, Julien & Associates Ltd.
Trister, Julien & Associés ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 16, de la compagnie « Emilara Inc. », constituée par lettres patentes en date du 17e jour de février 1970, changeant son nom en celui de « Trister, Julien & Associates Ltd.— Trister, Julien & Associés ltée ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
40563-o 739-70

Roger Electric and Mechanic Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 25, de la compagnie « Roger Electric Inc. », constituée par lettres patentes en date du 3e jour de décembre 1956, changeant son nom en celui de « Roger Electric and Mechanic Inc. »:

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
40562-o 13218-56

R. Viens Équipement inc.
(Erratum)

In the notice published in *Québec Official Gazette* No. 22 of May 29, 1971, on page 4241, in the last line of the French version, one should have read: "R. Viens Équipement inc." instead of : "Viens Équipement inc."
40280-X

Centre Constance Lethbridge
Constance Lethbridge Centre

Notice is given that, on May 11, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the amendments to the by-laws of "Centre Constance Lethbridge — Constance Lethbridge Centre", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
40552 7045-45

Au Coin du Tapis inc.

Notice is given that "Au Coin du Tapis inc." has changed the number of its directors from 9 to 4.

NORMAND HUDON,
Secretary.
40553-o 4751-59

Les Entreprises Immobilières Cardinales ltée

Notice is given that "Les Entreprises Immobilières Cardinales ltée" has changed the number of its directors from 6 to 10.

H. ARNOLD STEINBERG,
Secretary-Treasurer.
40555-o 3157-64

Trister, Julien & Associates Ltd.
Trister, Julien & Associés ltée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 16, of the company "Emilara Inc.", incorporated by letters patent dated the 17th day of February 1970, changing its name into that of "Trister, Julien & Associates Ltd.— Trister, Julien & Associés ltée".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
40563-o 739-70

Roger Electric and Mechanic Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 25, of the company "Roger Electric Inc.", incorporated by letters patent dated the 3rd day of December 1956, changing its name into that of "Roger Electric and Mechanic Inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
40562-o 13218-56

Prolect inc.

La compagnie « Prolect inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 3.

La secrétaire,
JACQUELINE PROULX.

40561-o 3774-70

Visco inc.

La compagnie « Visco inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 9.

Le président,
GASTON TÉTREAULT.

40564-o 4216-65

Les Fêtes de la St-Jean

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 7 juin 1971, il a approuvé lé règlement numéro 1 de la corporation « Les Fêtes de la St-Jean », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40581-o 2562-71

Vial Construction ltée

Avis est donné que la compagnie « Vial Construction ltée », ayant son siège social à Montréal au numéro 10,440 rue Merritt, constituée en vertu de la Loi des compagnies, tiendra une assemblée au 1395 est rue Fleury, à Montréal, le 29 juin 1971 selon l'article 81 paragraphe 2 de la première partie de la Loi des compagnies aux fins d'adopter les règlements généraux, le règlement bancaire, répartir les actions et élire les administrateurs.

Daté à Montréal, ce 17e jour de mai 1971.

L'administrateur provisoire,
ALDO SABBATINI.

40481-o

Prolect inc.

Notice is given that "Prolect inc." has changed the number of its directors from 6 to 3.

JACQUELINE PROULX,
Secretary.

40561 3774-70

Visco inc.

Notice is given that "Visco inc." changed the number of its directors from 7 to 9.

GASTON TÉTREAULT,
President.

40564 4216-65

Les Fêtes de la St-Jean

Notice is given that on June 7, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved by-law number 1 of "Les Fêtes de la St-Jean", and such, pursuant to Section 226 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40581 2562-71

Vial Construction Ltd.

Notice is given that "Vial Construction Ltd.", having his head office at Montreal, at number 10,440 Merritt Street, created in virtue of the Companies Act, will hold a meeting at 1395 Fleury Street East in Montreal, on June 29, 1971, in accordance with article 81 paragraph 2 of Part I of said act, in order to adopt the Bank By-Laws, borrowing By-Law, issuance of chairs and election of directors.

Dated at Montreal, on this 17th day of May 1971.

ALDO SABBATINI,
Provisional Director.

40481-o

Avis divers

Succession Léo Végiard

Avis est donné par les présentes, en conformité avec l'article 676 du code civil, en rapport avec la succession de feu Léo Végiard, de son vivant de la cité de St-Léonard, entrepreneur-peintre, décédé le 22 décembre 1970, que Mlle Francine Végiard, de la cité de Montréal, fille majeure, et Dame Nicole Végiard, de la cité de Montréal, épouse séparée de biens de Pierre Guimond, ont accepté ladite succession sous bénéfice d'inventaire, par acte passée devant le Notaire M. Diner, ayant son bureau au 1155 ouest, boulevard Dorchester, à Montréal, le 29e jour de décembre, 1970, enregistré à Montréal, le 6e jour d'avril, 1971, sous le numéro 2265406.

Montréal, ce 1er jour de juin, 1971.

Les avocats,
SPECTOR, SPIEGEL & KRAVETZ.

40483-o

Miscellaneous Notices

Estate Léo Végiard

Notice is hereby given, in conformity with Article 676 of the Civil Code, in respect of the succession of the late Léo Végiard, in his lifetime of the city of St. Léonard, painting-contractor, who died on the 22nd day of December, 1970, that Miss Francine Végiard, of the City of Montreal, fille majeure, and Dame Nicole Végiard, of the city of Montreal, wife separate as to property of Pierre Guimond, have accepted the said succession under benefit of inventory, by Deed passed before Notary M. Diner, of 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, on the 29th day of December, 1970, registered at Montreal on the 6th day of April, 1971, under number 2265406.

Montreal, this 1st day of June, 1971.

SPECTOR, SPIEGEL & KRAVETZ,
Attorneys.

40483-o

La Corporation des Administrateurs Agréés du Québec

Modifications aux règlements généraux

Avis est par les présentes donné que « La Corporation des Administrateurs Agréés du Québec » a adopté le règlement 1 B modifiant les articles 5, 7, 8, 10 et 11 de ses règlements généraux, lesquelles modifications sont indiquées ci-dessous, lors d'une assemblée générale spéciale, tenue à Montréal, le 22 janvier 1971, en vertu de l'article 6 de la Loi constituant la Corporation des Administrateurs Agréés du Québec (Statuts de Québec, 1967, 15-16 Elizabeth II, chapitre 128), et qu'à l'expiration des trente (30) jours suivant la présente publication, ledit règlement sera soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil.

RÈGLEMENT 1 (B)

Les articles suivants ou leurs paragraphes se liront désormais comme suit:

le paragraphe a) iii) de l'article 5

« qui ne fait pas déjà partie d'une corporation professionnelle, sauf s'il occupe une fonction d'ordre administratif ».

un paragraphe d) ajouté à l'article 5

« *d*) membres stagiaires

Est admissible comme membre stagiaire de la Corporation, mais pour une période n'excédant pas trois ans de sa graduation, le candidat qui détient un diplôme universitaire en commerce/administration, lequel répond aux exigences de la Corporation et sanctionne, au moment où il est conféré, le cours complet et régulier dispensé par une université. »

— l'article 7

« Les frais d'inscription pour les membres réguliers et les membres stagiaires sont fixés par le conseil d'administration. »

— l'article 8

« La cotisation annuelle des membres réguliers est de cinquante dollars ($50) et celle des membres stagiaires de vingt-cinq dollars ($25). La cotisation annuelle est payable dans les trente (30) jours de la réception de l'avis à cet effet ».

« Si un membre néglige de payer sa cotisation annuelle dans les soixante (60) jours, il sera considéré comme démissionnaire. Son nom sera radié automatiquement du registre, sauf s'il peut prouver, à la satisfaction du conseil d'administration, qu'il n'y a pas eu négligence de sa part. »

— le 1er paragraphe de l'article 10

« La carte de membre est la preuve *prima facie* que la personne dont le nom y est inscrit est membre régulier ou membre stagiaire de la Corporation. »

— l'article 11

« Une fois admis, un membre reçoit un certificat officiel de la Corporation. Ce certificat demeure la pro-

The Corporation of Chartered Administrators of Québec

Amendments to the general by-laws

Notice is hereby given that "The Corporation of Chartered Administrators of Québec" adopted, at a special general meeting held in Montreal on January 22, 1971, by-law 1 B amending sections 5, 7, 8, 10 and 11 of the general by-laws, such modifications being indicated hereafter, pursuant to section 6 of An Act to incorporate the Corporation of Chartered Administrators of Québec (Statutes of Québec, 1967, 15-16 Elizabeth II, chapter 128), and that within thirty (30) days after this publication, such by-law will be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval.

BY-LAW 1 (B)

The following sections or paragraphs thereof should now read as follows:

paragraph (a) (iii) of section 5

"if he is not already a member of a professional corporation, unless he fills managerial duties".

paragraph (d) is added to section 5

"(*d*) articled members

A candidate may be accepted as an articled member of the Corporation if he holds a university diploma in commercial or administrative science evidencing completion of a regular course given by a university and meeting the requirements of the Corporation."

— section 7

"Registation fees for regular and articled members are determined by the board of directors."

— section 8

"The annual dues shall be fifty dollars ($50) for regular members and twenty-five dollars ($25) for articled members, payable within thirty (30) days after receipt of the notice to that effect."

"All members who have neglected to pay their annual dues within sixty (60) days will be considered as having resigned. Unless they satisfy the board of directors that there was no negligence on their part, their names will be automatically struck from the rolls."

— section 10, 1st paragraph

The membership card is a *prima facie* evidence that the person whose name is entered thereon is a regular member or an articled member in good standing of the Corporation."

— section 11

'Once admitted, a member receives from the Corporation an official certificate which remains the property

priété de la Corporation et doit lui être retourné lorsqu'un membre cesse d'appartenir à la Corporation. »

(Sceau) *Le secrétaire provincial*
40539-o JEAN MERCIER, ADM. A.

Village de Valcourt

Avis est par les présentes donné que la municipalité du village de Valcourt s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux articles numéros 12 et 13 de la Loi concernant les cités et villes du Québec et tel qu'autorisé par une résolution du conseil adoptée le 3 mai 1971 pour l'obtention de lettres patentes constituant la municipalité du village de Valcourt en corporation de Ville.

1. Le nom de la nouvelle municipalité est « Ville de Valcourt ».

2. La nouvelle municipalité prend le statut de Ville et est régi par la Loi des cités et villes.

3. Le chiffre de la population actuelle est de 2,300 habitants.

4. La Ville de Valcourt comprend les lots numéros: 315 à 359 et 447 à 471 Canton d'Ély.

Tout intéressé peut prendre connaissance de cette résolution et en obtenir copie au bureau de l'Hôtel de Ville à Valcourt aux heures de bureau.

Donné à Valcourt, ce 1er jour de juin 1971.

Le secrétaire-trésorier,
40538-24-2-o PAUL-ARMAND GIGUÈRE, *notaire*

of the Corporation and must be returned when the member ceases to belong to the Corporation."

(Seal) JEAN MERCIER, C. ADM,
40539 *Provincial Secretary.*

Village of Valcourt

Notice is given that the municipality of the village of Valcourt will apply to the Lieutenant-Governor in Council, under the sections twelve and thirteen of statutes concerning Cities and Towns of the Province of Québec and as authorized by a resolution adopted at the regular meeting of May 3, 1971, to be granted letters patent constituting the municipality of the village of Valcourt in a town Corporation.

1. The name of the new municipality is "Town of Valcourt".

2. The new municipality will have the statutes of a town and will be governed by the Cities and Towns Act.

3. Its population is up to 2,300 people.

4. The Town of Valcourt includes these lots: 315 to 359 and 447 to 471 Canton Ély.

Any interested may take note of, or obtain a copy of the resolution at the office of the City Hall of Valcourt during the usual office hours.

Dated at Valcourt, this 1st day of May 1971.

PAUL-ARMAND GIGUÈRE, *Notary,*
40538-24-2-o *Secretary-Treasurer.*

Changement de nom — Loi du *Demandes*

Change of name — Act *Applications*

Roger Khatchoian

Avis est donné que M. Roger Khatchoian, connu aussi sous le nom de Katchoyan, époux de Mary Noelle Zarb, tous deux résidant et domiciliés au 2068 Sherbrooke Ouest, App. 14, Montréal, présentera à l'honorable ministre de la Justice, une requête afin de changer son nom pour celui de Roger Katch; la seule autre personne vivante susceptible de voir son nom changé à la suite de cette requête sera son épouse ci-haut mentionnée.

Montréal, le 27 mai 1971.

Les procureurs du requérant,
LÉTOURNEAU, QUINLAN, FOREST,
40453-23-2-o RAYMOND, LÉTOURNEAU & ROY.

Roger Khatchoian

Notice is given that Mr. Roger Khatchoian, also known under the name of Katchoyan, married with Mary Noelle Zarb, both residing and domiciled at 2068 Sherbrooke Street West, Apt. 14, Montreal, will transmit to the Honourable Minister of Justice of this Province, an application asking for a change of his name into the name of Roger Katch; the only other living person whose name may be changed pursuant to the application will be his above mentioned wife.

Montreal, May 27, 1971.

LÉTOURNEAU, QUINLAN, FOREST,
RAYMOND, LÉTOURNEAU & ROY,
40453-23-2-o *Attorneys for Applicant.*

Barry Saul David Goldberg

Avis est par les présentes donné que M. Barry Saul David Goldberg optométriste époux de Dame Fern Alice Stober résidant au 2300 rue Gold, Ville St-Laurent district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, pour un décret changeant son nom de Barry Saul David Goldberg à celui de Brian Saul David Goldberg.

Montréal, ce 25 mai 1971.
40374-23-2-o Mes. KRAVITZ & KRAVITZ.

Barry Saul David Goldberg

Notice is hereby given that Barry Saul David Goldberg optometrist husband of Dame Fern Alice Stober residing at 2300, Gold Street, city of St. Laurent, district of Montreal, will apply to the Licutenant-Governor n Council to have his name changed from Barry Saul David Goldbert to Brian Saul David Goldberg.

Montreal, May 25, 1971.
40374-23-2-o Mes. KRAVITZ & KRAVITZ.

Waguih Jean Marie Macarios

Avis est donné que Waguih Jean Marie Macarios, étudiant, domicilié en les cité et district de Montréal, au 4240 rue Bélanger, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Guy Jean Marie Macarios.

Montréal, le 10 mai 1971.

Les procureurs du requérant,
BLAIN, PICHÉ, GODBOUT,
40375-23-2-o EMERY, BLAIN & VALLERAND.

Waguih Jean Marie Macarios

Notice is given that Waguih Jean Marie Macarios, student, domiciled in the city and district of Montreal, at 4240 Bélanger Street, will apply to the Lieutenant-Governor in council for an order changing his name to Guy Jean Marie Macarios.

Montreal, May 10, 1971.

BLAIN, PICHÉ, GODBOUT,
EMERY, BLAIN & VALLERAND,
40375-23-2-o *Attorneys for Petitioner.*

Mary Ann Jasmin

Avis est, par les présentes, donné que Mary Ann Jasmin, fille majeure de la cité de Laval, district de Montréal, et demeurant à 20A Robin, adresse une requête au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour l'autoriser à changer son nom de famille, de Jasmin à Millar.

Les procureurs de la requérante,
40407-23-2-o ROBINSON, SHEPPARD & SHAPIRO.

Mary Ann Jasmin

Notic is given that Mary Ann Jasmin, spinster, of the city of Laval therein residing at 20A Robin Street is making application to the Lieutenant-Governor in Council for the Province of Québec for authorization to change her surname from Jasmin to Millar.

ROBINSON, SHEPPARD & SHAPIRO,
40407-23-2-o *Attorneys for Petitioner.*

Alan Bruce Garlick

Avis est par les présentes donné que Alan Bruce Garlick, résidant et domicilié au 12,522 ouest, Boulevard Gouin, Pierrefonds, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir un décret changeant son nom de Alan Bruce Garlick à celui de Alan Bruce McDougal.

Montréal, le 31e jour de mai 1971.

Les procureurs du requérant,
40452-23-2-o CLOUTIER, TELLIER & PAQUIN.

Alan Bruce Garlick

Notice is hereby given that Alan Bruce Garlick residing at 12,522 Blvd Gouin, West, will present to Lieutenant-Governor in Council a request to change his name to Alan Bruce McDougal, as settle by law disposition.

Montreal, this 31st day of May, 1971.

CLOUTIER, TELLIER & PAQUIN,
40452-23-2-o *Attorneys for the Petitioner.*

Gerald Franklin Montpetit

Avis est donné que M. Gerald Franklin Montpetit, constable, de 20A, 5e Avenue sud, cité de Roxboro district de Montréal s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour l'adoption d'un décret changeant son nom en celui de Gerald Franklin Meakin. Son épouse née Linda Carole Ridge, de la même adresse, bénéficiera dudit changement de nom.

Montréal, ce 1er juin 1971.

Le procureur du requérant,
40540-24-2-o ME HOWARD GRIEF.

Gerald Franklin Montpetit

Notice is hereby given that Gerald Franklin Montpetit, constable, of 20A, 5th Avenue South, City of Roxboro, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Gerald Franklin Meakin. His wife, née Linda Carole Ridge, of the same address, will benefit from the said change of name.

Montreal, this May 1, 1971.

ME HOWARD GRIEF,
40540-24-2-o *Attorney for the Petitioner.*

Waclaw Tomaszczyk

Waclaw Tomaszczyk, ingénieur, résidant et domicilié au 46 Roxton Crescent dans la ville de Montréal Ouest, et district de Montréal s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Adam Alexander Thomas.

Le pétitionnaire,
40482-24-2-o WACLAW TOMASZCZYK.

Waclaw Tomaszczyk

Wacklaw Tomaszczyk, engineer, residing and domiciled at 46 Roxton Crescent, Montreal West and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Québec for an order changing his name to that of Adam Alexander Thomas.

WACLAW TOMASZCZYK,
40482-24-2-o *Petitioner.*

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre

Avis de modification

Institutions religieuses — Saint-Hyacinthe

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux institutions religieuses, d'enseignement et de fabriques rendue obligatoire par le décret numéro 1336 du 12 mai 1967 et modifications, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

1° Le paragraphe « *b* » de l'article 2, sera remplacé par le suivant:

« *b*) aux fabriques paroissiales (catholiques romaines), aux dessertes et à la Cathédrale de Saint-Hyacinthe; »

2° Les articles 27 et 28 seront remplacés par les suivants:

Salaires hebdomadaires

« 27. *Salariés du sexe masculin:*

a) Chef d'équipe: $5.00 de plus que le taux maximal de sa catégorie.

b) Sous-chef d'équipe: $3.00 de plus que le taux maximal de catégorie.

c) Conducteur (mécanicien) de machines fixes:

1ère classe	$116.00
2e classe	112.00
3e classe	108.00
4e classe	104.00
d) Chauffeur	98.00
e) Comptable	135.00
f) Commis:	
1ère année	95.00
2e année	98.00
3e année	101.00
g) Chef-cuisinier	110.00
h) Cuisinier:	
1ère année	93.00
2e année	96.00
3e année	99.00
4e année	102.00
i) Boucher:	
1ère année	93.00
2e année	96.00
3e année	99.00
4e année	102.00
j) Pâtissier, boulanger:	
1ère année	93.00
2e année	96.00
3e année	99.00
4e année	102.00
k) Buandier:	
1ère année	93.00
2e année	96.00

Department of Labour and Manpower

Notice of Amendment

Religious Institutions — St. Hyacinthe

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting Religious Institutions, Schools and Church Councils rendered obligatory by Decree No. 1336 of May 12, 1967 and amendments, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, certain amendments to the said decree;

1. Subsection "*b*" of section 2 will be replaced by the following:

"(*b*) church councils (Roman Catholic), parishes and to St. Hyacinthe Cathedral;"

2. Sections 27 and 28 will be replaced by the following:

Weekly wages

"27. *Male employees:*

(*a*) Shift leader: $5 above the maximum rate for his category.

(*b*) Assistant shift leader: $3 above the maximum rate for his category.

(*c*) Stationary engineman:

1st class	$116.00
2nd class	112.00
3rd class	108.00
4th class	104.00
(*d*) Fireman	98.00
(*e*) Accountant	135.00
(*f*) Clerk:	
1st year	95.00
2nd year	98.00
3rd year	101.00
(*g*) Head cook	110.00
(*h*) Cook:	
1st year	93.00
2nd year	96.00
3rd year	99.00
4th year	102.00
(*i*) Butcher:	
1st year	93.00
2nd year	96.00
3rd year	99.00
4th year	102.00
(*j*) Pastry cook, baker:	
1st year	93.00
2nd year	96.00
3rd year	99.00
4th year	102.00
(*k*) Launderer:	
1st year	93.00
2nd year	96.00

3e année	$ 99.00
4e année	102.00
l) Chauffeur de véhicule:	
1ère année	95.00
2e année	98.00
3e année	101.00
m) Préposé à l'entretien, classe I	102.00
n) Préposé à l'entretien, classe II	99.00
o) Préposé au service ou manoeuvre:	
1ère année	91.00
2e année	94.00
3e année	97.00
p) Préposé au cimetière:	
1ère année	91.00
2e année	94.00
3e année	97.00

28. *Salariées du sexe féminin:*

a) Employés de bureau:	
1ère année	75.00
2e année	79.00
3e année	82.00
b) Cuisinière:	
1ère année	93.00
2e année	96.00
3e année	99.00
4e année	102.00
c) Cuisinière, classe II:	
1ère année	84.00
2e année	87.00
3e année	90.00
4e année	92.00
d) Aide-cuisinière:	
1ère année	75.00
2e année	78.00
3e année	80.00
e) Pâtissière, boulangère:	
1ère année	93.00
2e année	96.00
3e année	99.00
4e année	102.00
f) Presseuse:	
1ère année	75.00
2e année	78.00
3e année	80.00
g) Préposée à l'entretien ménager:	
1ère année	72.00
2e année	74.00
3e année	76.00 »

3° Le paragraphe « *d* » de l'article 52 sera remplacé par le suivant:

« *d*) Le salarié qui, le 1er mai de l'année courante, justifie de vingt (20) ans de service ou plus, doit recevoir un congé dont la durée est de quatre (4) semaines rémunéré au salaire normal. »

4° Le paragraphe suivant sera ajouté à l'article 55:

« Lorsque des conjoints travaillent chez le même employeur, ils peuvent prendre leurs vacances au même temps, si possible, à la condition de choisir la période de vacances du conjoint ayant le moins d'ancienneté. »

3rd year	$ 99.00
4th year	102.00
(*l*) Driver:	
1st year	95.00
2nd year	98.00
3rd year	101.00
(*m*) Maintenance man, class I	102.00
(*n*) Maintenance man, class II	99.00
(*o*) Service man or labourer:	
1st year	91.00
2nd year	94.00
3rd year	97.00
(*p*) Cemetery worker:	
1st year	91.00
2nd year	94.00
3rd year	97.00

28. *Female employees:*

(*a*) Office employee:	
1st year	75.00
2nd year	79.00
3rd year	82.00
(*b*) Cook:	
1st year	93.00
2nd year	96.00
3rd year	99.00
4th year	102.00
(*c*) Cook, class II:	
1st year	84.00
2nd year	87.00
3rd year	90.00
4th year	92.00
(*d*) Cook's helper:	
1st year	75.00
2nd year	78.00
3rd year	80.00
(*e*) Pastry cook, baker:	
1st year	93.00
2nd year	96.00
3rd year	99.00
4th year	102.00
(*f*) Presser:	
1st year	75.00
2nd year	78.00
3rd year	80.00
(*g*) Cleaning woman:	
1st year	72.00
2nd year	74.00
3rd year	76.00"

3. Subsection "*d*" of section 52 will be replaced by the following:

"(*d*) Every employee who, on May 1st of the current year, has twenty (20) years' service or more shall be entitled to four (4) weeks' vacation paid at regular rates."

4. The following subsection will be added to section 55:

"When husband and wife are working for the same employer, they may take their vacation at the same time, if possible, provided they chose the vacation period of the one who has less seniority."

5° Les articles 76 et 77 seront remplacés par les suivants:

« 76. *Salaires hebdomadaires:*

Zone I: Dans toutes les paroisses.....	$87.64
Zone II: a) Dans toutes les paroisses.....	82.02
b) Dans toutes les paroisses.....	67.41

77. *Salaires horaires:*

Zone I: Dans toutes les paroisses.....	2.00
Zone II: a) et *b)*: Dans toutes les paroisses	2.00
Zone III: Dans toutes les paroisses.....	1.50»

6° L'article 79 sera remplacé par le suivant:

« 79. *Durée du travail:* Il n'y a pas de détermination des heures quotidiennes de travail. Toutefois, la semaine de travail ne devra pas normalement dépasser quarante-huit (48) heures, le dimanche compris. »

7° Les articles 80, 81 et 82 seront radiés.

8° Les articles 83 et 85 seront remplacés par les suivants:

« 83. *Travaux exécutés pour le curé:* Tout travail exécuté pour le curé, qui ne relève pas du travail de la Fabrique, devra être rémunéré au taux horaire fixé à l'article 77.

85. *Entretien du cimetière et creusage des fosses:* Le travail à effectuer au cimetière, soit pour l'entretien des terrains, soit pour le creusage des fosses, peut toujours faire l'objet d'entente entre l'employeur et le sacristain ou bedeau, afin que celui-ci ait la préférence de l'effectuer pour se constituer une semaine normale de travail ou se faire un supplément, s'il y a lieu. »

9° L'article 86 sera radié.

10° Les articles 88 et 89 seront remplacés par les suivants:

« 88. *Préparation et entretien des salles:* L'entretien des salles fait partie du travail régulier du sacristain ou bedeau. La préparation des salles, pour les organisations, fera l'objet d'entente entre l'employeur et le sacristain ou bedeau, afin que celui-ci ait la préférence de l'accomplir, pour se compléter une semaine normale de travail ou se faire un supplément.

89. *Congés pour événements familiaux:*

a) Tout sacristain ou bedeau éprouvé par le décès d'un des membres suivants de sa famille: père, mère, frère, soeur, épouse, enfant a droit à trois (3) jours de congés payés.

b) Tout sacristain ou bedeau éprouvé par le décès de son beau-père, de sa belle-mère, de son beau-frère, de sa belle-soeur, de ses grands-parents, de sa bru, de son gendre a droit à un (1) jour de congé payé.

Ces jours de congés seront accordés à compter de la date du décès et jusqu'à celle des funérailles.

c) Tout sacristain ou bedeau a droit à un (1) jour de congé payé, qu'il peut prendre à son choix, à l'occasion de la naissance ou du baptême de son enfant.

d) Ces jours de congés payés ne seront pas accordés s'ils coïncident avec tout autre jour de congé ou avec le congé annuel prévus dans le présent décret. »

11° L'article 91 sera remplacé par le suivant:

« 91. *a)* Le sacristain ou bedeau, à temps partiel, bénéfice des jours fériés et payés ci-haut prévus. À cet

5. Sections 76 and 77 will be replaced by the following:

"76. *Weekly wages:*

Zone I: In all parishes.....	$87.64
Zone II: (*a*) In all parishes.....	82.02
(*b*) In all parishes.....	67.41

77. *Hourly wages:*

Zone I: In all parishes.....	2.00
Zone II: (*a*) and (*b*): In all parishes.....	2.00
Zone III: In all parishes.....	1.50"

6. Section 79 will be replaced by the following:

"79. *Working hours:* There shall be no definitely specified daily working hours. However, the standard working week shall not exceed forty-eight (48) hours, including Sunday."

7. Sections 80, 81 and 82 will be deleted.

8. Sections 83 and 85 will be replaced by the following:

"83. *Work done for the parish priest:* All work done for the parish priest and which is not involved in the work for the Church Council shall be remunerated at the hourly rate established in section 77.

85. *Cemetery maintenance and digging of graves:* The work to be carried out either for the maintenance of the cemetery or for the digging of graves may be agreed upon between the employers and the sexton or verger in order to grant the latter the privilege to complete standard workweek or to earn extras, as the case may be."

9. Section 86 will be deleted.

10. Sections 88 and 89 will be replaced by the following:

"88. *Preparation and maintenance of halls:* The maintenance of halls shall be part of the regular work of the sexton or verger. The preparation of halls for organizations shall be agreed upon between the employer and the sexton or verger in order to grant the latter the privilege of doing such work to complete his standard working week or to earn extras.

"89. *Special day off:*

(*a*) Any sexton or verger, bereaved by the loss of one of the following members of his family shall be granted three (3) days off with pay: father, mother, brother, sister, spouse, child.

(*b*) Any sexton or verger, bereaved by the loss of his father-in-law, mother-in-law, brother-in-law, sister-in-law, grand-parents, daughter-in-law or son-in-law shall be granted one (1) off with pay.

Such holidays will be granted from the date of death to that of the funeral.

(*c*) Any sexton or verger shall be granted one (1) day off with pay on the occasion of the birth or baptism of his child, whichever the sexton or verger may choose.

(*d*) These days off with pay shall not be granted if they fall on any otner holiday or during the annual vacation provided for in the present decree."

11. Section 91 will be replaced by the following:

"91. (*a*) Any part-time sexton or verger shall be entitled to the above holidays with pay. For this pur-

effet, l'employeur doit lui verser à chaque semaine, en plus de son salaire, un montant égal à quatre et demi pour cent (4.5%) dudit salaire.

b) Si l'un de ces jours fériés tombe un dimanche, un jour de repos hebdomadaire ou pendant la période de congés payés annuels, le sacristain ou bedeau ne perd pas son congé.

c) Le sacristain ou bedeau absent, par suite de maladie, à la date du jour férié, ne perd pas ce jour, à moins qu'il ait été absent pour cette raison, pendant la période de vingt et un (21) jours au centre de laquelle se situe le jour férié et payé.

d) Après entente avec l'employeur, quant au moment de leur utilisation, le sacristain ou bedeau peut accumuler jusqu'à concurrence de trois (3), les jours fériés qui surviennent à l'intérieur de la période de trente (30) jours ci-après mentionnée.

e) Si le sacristain ou bedeau est tenu de travailler pendant un jour férié, l'employeur doit lui remettre dans les quinze (15) jours qui précèdent ou qui suivent cedit jour férié, à défaut de quoi, il sera rémunéré au taux du salaire normal, majoré de cent pour cent (100%). »

12° L'article 93 sera remplacé par le suivant:

« 93. *a*) Dans le cas où le congé hebdomadaire n'est pas accordé, le sacristain ou bedeau doit recevoir une indemnité égale à un sixième (1/6) de son salaire hebdomadaire pour la journée entière et à un douzième (1/12) de son salaire hebdomadaire pour la demi-journée, en plus de son salaire régulier comme sacristain ou bedeau.

b) Les jours de congés hebdomadaires ou statutaires, le sacristain ou bedeau ne sera pas tenu ni à l'ouverture ni à la fermeture de l'église. Cependant, si ce congé est pris en deux (2) demi-journées, il ne sera pas tenu soit à l'ouverture, soit à la fermeture de l'église.

c) Après entente avec l'employeur, le sacristain ou bedeau pourra, durant la saison estivale (1er mai au 1er novembre), accumuler de deux (2) à trois (3) jours de congés, sans avoir à fournir un remplaçant. »

13° L'article 95 sera remplacé par le suivant:

« 95. *Appréciation du droit au congé et indemnité de congés payés:*

a) Le sacristain ou bedeau qui, le 1er mai de l'année courante, justifie de moins d'un (1) an de service, doit recevoir un congé dont la durée est d'autant de jours qu'il a de mois civils de service continu, rémunéré au taux de quatre pour cent (4%) du salaire gagné depuis son entrée en service au 30 avril de l'année courante.

b) Le sacristain ou bedeau qui, le 1er mai de l'année courante, justifie d'un (1) an de service et plus, mais moins de sept (7) ans, doit recevoir un congé dont la durée est de deux (2) semaines, rémunérées au taux de quatre pour cent (4%) de son salaire annuel.

c) Le sacristain ou bedeau qui, le 1er mai de l'année courante, justifie de sept (7) ans de service et plus, doit recevoir un congé dont la durée est de trois (3) semaines, rémunérées au taux de six pour cent (6%) de son salaire annuel. »

pose, the employer must pay him, over and above his salary, a weekly amount equal to your and one-half per cent (4.5%) of the said salary.

(*b*) Should one of these holidays fall on a Sunday, a weekly day's rest or during the annual vacation with pay, the sexton or verger shall not loose his holiday.

(*c*) The sexton or verger who is absent, because of illness, on a general holiday shall not loose his holiday unless he was absent for such reason during the 21-day period in the middle of which is situated such holiday.

(*d*) After agreement between the employer and the sexton or verger as to the date of use of such holidays, the sexton or verger may accumulate up to three (3) holidays falling within the 30-day period hereinafter mentioned.

(*e*) If the sexton or verger is compelled to work on a general holiday, the employer shall grant him such holiday during the 15-day period preceding or following the said holiday; failing this, the sexton or verger shall be remunerated at the rate of double time."

12. Section 92 will be replaced by the following:

"93. (*a*) Whenever the weekly holiday is not granted, the sexton or verger shall receive an indemnity equivalent to one sixth (1/6) of his weekly wages for the whole day and one twelfth (1/12) of his weekly wages for the half-day, over and above his regular wages as sexton or verger.

(*b*) On weekly holidays or general holidays, the sexton or verger shall not be compelled to open or close the church.

However, should the holiday be taken in two (2) half-days, the sexton or verger shall be compelled either to open or to close the church.

(*c*) After agreement between the employer and the sexton or verger, the latter shall be entitled to accumulate two (2) or three (3) holidays during the summer season (May 1st to November 1st) without having to supply a substitute."

13. Section 95 will be replaced by the following:

"95. *Entitlement to vacation and vacation pay:*

(*a*) Any sexton or verger who, on May 1st of the current year has less than one (1) year's service shall receive on day's vacation for each calendar month's continuous service and such vacation shall be remunerated at the rate of four per cent (4%) of the wages earned from the date he began to work until April 30th of the current year.

(*b*) The sexton or verger who, on May 1st of the current year has one (1) or more years' service without exceeding seven (7) years shall receive two (2) weeks' vacation remunerated at the rate of four per cent (4%) of his annual earnings.

(*c*) The sexton or verger who, on May 1st of the current year has seven (7) or more years' service shall receive three (3) weeks' vacation remunerated at the rate of six (6%) of his annual earnings."

14° A l'article 98, les mots « entre le curé et l'intéressé » seront remplacés par « entre l'employeur et le sacristain ou bedeau, pour choisir une autre période de l'année ».

15° L'article 101 sera remplacé par le suivant:

« 101. À la demande de l'employeur, le sacristain ou bedeau devra fournir un certificat de maladie. Dans ce cas, le médecin doit visiter le sacristain ou bedeau à domicile et ses honoraires sont à la charge de l'employeur. »

16° À l'article 103 les mots « aux paragraphes « *a* », « *b* », « *c* » et « *d* » de l'article 95 » seront remplacés par les mots : « aux paragraphes « *a* », « *b* » et « *c* » de l'article 95 ».

17° L'article 106 sera radié:

18° Au premier paragraphe de l'article 118, les mots « jusqu'au 31 décembre 1969 », seront remplacés par « jusqu'au 31 décembre 1971 ».

19° Le paragraphe « *f* » suivant sera ajouté à l'article 2:

« *f*) Aux institutions dirigées par des religieux ou des religieuses, telles que maisons de convalescence ou de repos, maisons d'accueil, foyers, patronages; aux résidences de religieux ou de religieuses. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 12 juin 1971. 40500-o

14. In section 98, the words "between the parish priest and the employee concerned" will be replaced by "between the employer and the sexton or verger, upon another period of the year".

15. Section 101 will be replaced by the following:

"101. Upon the employer's request the sexton or verger shall submit a sickness certificate. In such a case, the physician shall visit the verger or sexton at home and the fees thereof shall be paid by the employer."

16. In section 103, the words "in subsections "*a*", "*b*", "*c*" and "*d*" of section 95" will be replaced by the words "in subsections "*a*", "*b*", and "*c*" of section 95".

"17. Section 106 will be deleted.

18. In the first subsection of section 118, the words "until December 31st, 1969" will be replaced by "until December 31, 1971".

19. The following subsection "*f*" will be added to section 2:

"(*f*) To institutions such as convalescent homes, rest homes, drop-in centres, homes, culbs directed by religious or nuns; to residences for religious or nuns."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, June 12, 1971. 40500-o

Avis de modification

Coiffeur pour hommes — Région des Laurentides

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de coiffeur pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région des Laurentides, rendue obligatoire par le décret numéro 140 du 27 février 1952 et modifications, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret;

1° Remplacer le paragraphe « *a* » de l'article 116 par le suivant:

« 116. *a*) *Horaires de travail:* Les horaires de travail sont les suivants:

Dans les salons de coiffeurs pour hommes.

Notice of Amendment

Hairdressing Trades — Laurentides region

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Barbering and Hairdressing Trades in the Laurentides region rendered obligatory by Decree No. 140 of February 27, 1952 and amendments, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, the following amendments to the said decree;

1. Paragraph "*a*" of article 116 will be replaced by the following:

"116. (*a*) *Working hours:* Working hours shall be as follows:

In men's hairdressing salons.

Zone I: le lundi: jour de repos; le mardi: 9 h à 18 h.; le mercredi: 9 h. à 18 h.; le jeudi: 9 h. à 18 h.; le vendredi: 9 h. à 21 h.; le samedi: 8 h. à 16 h.

Cependant dans la ville de Laval, les heures de travail sont de 9 h. à 20 h. le vendredi.

Exceptions: Toutefois, les horaires suivants peuvent être mis en vigueur aux jours indiqués ci-dessous:

Si le premier jour de l'An est un mardi, on peut travailler la veille de 9 h à 18 h.

Les jours ouvrables compris entre le 19 et le 23 décembre inclusivement, de 9 h. à 21 h.; le 24 décembre, de 8 h. à 18 h.

Le samedi entre le 19 et le 23 décembre de 8 h. à 18 h.

Zone II: Le lundi: jour de repos; le mardi: 8 h. à 20 h.; le mercredi: 8 h. à 20 h.; le jeudi: 8 h. à 20 h; le vendredi: 8 h. à 22 h.; le samedi: 8 h. à 20 h.

Toutefois, les horaires suivants peuvent être mis en vigueur aux jours indiqués ci-dessous:

Si le premier jour de l'An est un mardi, on peut travailler la veille de 8 h. à 18 h.

Les jours ouvrables compris entre le 19 et le 23 décembre inclusivement, de 8 h. à 22 h.; le 24 décembre, de 8 h. à 18 h. »

2° Ajouter l'alinéa suivant à l'article 116-A.

« De plus, dans les salons de coiffure pour hommes de la ville de St-Jérôme et un rayon de cinq (5) milles de ses limites, la deuxième semaine de congé annuel payé, doit être prise du 1er au 7 janvier inclusivement. »

3° Remplacer l'article 117 par le suivant:

« *Prix minimaux des services:* Les employeurs professionnels, les employeurs, les artisans et les salariés doivent exiger du public les prix minimaux suivants pour les services ci-dessous énumérés:

Zone I: Monday: non-working day; Tuesday: 9:00 a.m. to 6:00 p.m.; Wednesday: 9:00 a.m. to 6:00 p.m.; Thursday: 9:00 a.m. to 6:00 p.m.; Friday: 9:00 a.m. to 6:00 p.m.; Saturday: 8:00 a.m. to 4:00 p.m.

In Ville Laval, however, working hours shall be from 9:00 a.m. to 8:00 p.m. on Friday.

Exceptions: Meanwhile, on certain days, the following schedules may come into force:

If New Year's Day falls on a Tuesday, working hours may be scheduled from 9:00 a.m. to 6:00 p.m.

On working days falling between December 19th and December 23rd inclusively: 9:00 a.m. to 9:00 p.m.; on December 24th, 8:00 a.m. to 6:00 p.m.

On Saturday falling between December 19th and December 23rd, from 8:00 a.m. until 6:00 p.m.

Zone II: Monday: non-working day; Tuesday: 8:00 a.m. to 8:00 p.m.; Wednesday: 8:00 a.m. to 8:00 p.m.; Thursday: 8:00 a.m. to 8:00 p.m.; Friday: 8:00 a.m. to 10:00 p.m.; Saturday: 8:00 a.m. to 8:00 p.m.

Meanwhile, on certain days, the following schedules may come into force:

If New Year's Day falls on a Tuesday, working hours may be scheduled from 8:00 a.m. to 6:00 p.m. on New Year's Eve.

On working days falling between December 19th and December 23rd inclusively: 8:00 a.m. to 10:00 p.m.; on December 24th, 8:00 a.m. to 6:00 p.m."

2. The following subparagraph will be added to article 116-A:

"Moreover, in men's hairdressing salons located in the town of St. Jérôme and a 5-mile radius from its limits, the second week's annual vacation with pay shall be taken from January 1st to January 7th inclusively."

3. Article 117 will be replaced by the following:

"*Minimum prices for services:* Professional employers, employers, artisans and employees shall charge customers the following minimum prices for the services listed below:

	Services des coiffeurs pour hommes — Men's hairdressing services			
	Prix actuels — Actual prices		*Prix demandés — Requested prices*	
	Zones			
	I		*II*	
Coupe de cheveux ordinaire pour adultes — Ordinary haircut, adults	$ 1.60	$ 1.35	$ 2.00	$ 1.40
Coupe de cheveux ordinaire pour enfants de moins de 14 ans — Ordinary haircut, children under 14	1.00	0.90	1.50	0.90
Coupe de cheveux en brosse pour adultes — Brushcut, adults	1.85	1.60	2.25	1.60
Coupe de cheveux en brosse pour enfants de moins de 14 ans — Brushcut, children under 14	1.25	1.10	1.75	1.10
Coupe de cheveux au rasoir, y compris le shampooing et mise en plis — Razor cut, including shampoo and setting	3.75	3.50	4.50	3.50
Ondulation (mise en plis) — Setting			1.50	1.00
Shampooing ordinaire — Ordinary shampoo	1.00	1.00	1.00	1.00
Rasage de la barbe — Shave	1.25	1.00	1.50	1.00
Massage — Massage	1.50	1.50	2.00	1.50
Teinture de cheveux incluant shampooing — Dying including shampoo	3.50	3.25	5.00	3.75
Tonique, lotions et crèmes de tous genres — Tonic, lotion or cream	0.50	0.50	0.50	0.50
Flambage (grillage de cheveux) — Hair singeing	0.50	0.40	0.50	0.40
Aiguisage de rasoir — Razor honing	1.00	0.75	1.00	0.75
Lavage et plaçage de toupets — Washing and setting of hairpieces			3.25	3.25»

Note: En ce qui concerne les prix minimaux des services à charger aux clients, le district électoral de Labelle est considéré comme faisant partie de la Zone II sauf pour les salons de coiffure pour hommes de la ville de Mont-Laurier qui sont considérés comme étant de la Zone I. (Cités et Villes.)

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 12 juin 1971. 40500-o

Note: As regards the minimum prices of services, the electoral district of Labelle is considered as belonging to zone II, except for men's hairdressing salons of the town of Mont-Laurier that are considered as belonging to zone I. (Cities and towns).

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette.*

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, June 12, 1971. 40500-o

Demandes à la Législature

The Church of God of Prophecy of Canada

Avis public est par les présentes donné que « The Church of God of Prophecy of Canada », s'adressera à l'Assemblée Nationale de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'un loi amendant sa charte sur les matières suivantes:

1° pour être autorisée à se procurer et à faire authentiquer et tenir des registres des actes de l'état civil et à y inscrire les actes de l'état civil;

2° pour que lesdits registres et les actes de l'état civil qui y seront inscrits aient la même valeur légale et la même authenticité que les registres et les actes d'état civil tenus et inscrits en vertu de l'article 42 du Code civil.

et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 11 mai 1971.

Les Procureurs,
LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,
40215-21-4-o MAILLOUX & BEAUREGARD.

Cité de Verdun

Avis public supplémentaire est par les présentes donné que la Cité de Verdun s'adressera à l'Assemblée Nationale de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte pour autoriser la cité, sans autre formalité que l'adoption d'un règlement par son conseil municipal et l'approbation de ce règlement par le ministre des Affaires municipales et la Commission municipale de Québec, à emprunter par émission d'obligations ou autrement, la somme de $600,000 pour la construction d'une patinoire recouverte à glace artificielle et travaux connexes dans les limites de la municipalité, et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 11 mai 1971.

Les procureurs,
LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,
40217-21-4-o MAILLOUX & BEAUREGARD.

Applications to Legislature

The Church of God of Prophecy of Canada

Public notice is hereby given that "The Church of God of Prophecy of Canada", will apply to the National Assembly of Québec, at its present session, for the adoption of an Act amending its charter, for the following purposes:

1. to be authorized to procure and cause to be authenticated registers of civil status and inscribe therein acts of civil status;

2. in order that said registers and the acts of civil status inscribed therein have the same legal validity and the same authenticity as registers kept and acts of civil status inscribed therein by virtue of article 42 of the Civil Code.

and for all other purposes.

Montreal, May 11, 1971.

LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,
MAILLOUX & BEAUREGARD,
40215-21-4-o *Attorneys*

City of Verdun

Supplementary public notice is hereby given that the City of Verdun will apply to the National Assembly of Québec, at its present session, for the adoption of an Act amending its charter to authorize the city, without any other formality than the adoption of a by-law by its municipal council and the approval of such by-law by the Minister of Municipal Affairs and the Québec Municipal Commission, to borrow by bond issue or otherwise, the sum of $600,000 for the construction of a covered artificial ice skating rink within the limits of the city, and for all other purposes.

Montreal, May 11, 1971.

LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,
MAILLOUX & BEAUREGARD,
40217-21-4-o *Attorneys.*

Domaine Concordia ltée
Concordia Estates Ltd.

Avis est par la présente donné que « Domaine Concordia Ltée — Concordia Estates Ltd », s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec à sa présente session pour demander l'adoption d'une loi changeant l'exercice d'une servitude grevant un certain immeuble situé dans le quartier Montcalm de la ville de Québec dont ladite corporation est la preneuse en vertu d'un bail emphythéotique.

Québec, le 19 mai 1971.

Les procureurs de la requérante,
LESAGE, COOTE & LESAGE.
40277-21-4-o

Domaine Concordia ltée
Concordia Estates Ltd.

Notice is hereby given that "Domaine Concordia ltée — Concordia Estates Ltd.", will apply to the National Assembly of Québec at its present session for the passing of an Act to change the exercice of a servitude affecting a certain immoveable in the Montcalm Ward in the city of Québec of which the said company is the emphyteutic lessee.

Québec, May 19, 1971.

LESAGE, COOTE & LESAGE,
Attorneys for the Petitioner.
40277-21-4-o

St. Fabien Copper Mines Limited
(No Personal Liability)

« St. Fabien Copper Mines Limited » (No Personal Liability) donne avis qu'elle s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec, au cours de la présente session, en vue d'obtenir l'adoption d'une loi validant l'émission de certaines actions de son capital-actions à escompte.

Québec, ce 14 mai 1971.

Les procureurs de la requérante,
GAGNON, DE BILLY, CANTIN, DIONNE,
CANTIN & MARTIN.
40284-22-4-o

St. Fabien Copper Mines Limited
(No Personal Liability)

"St. Fabien Copper Mines Limited" (No Personal Liability) gives notice that it will apply to the National Assembly of Québec during the present session in order to obtain the adoption of a law validating the issuance of certain shares of its share capital at a discount.

Québec, May 14, 1971.

GAGNON, DE BILLY, CANTIN, DIONNE,
CANTIN & MARTIN,
Attorneys for the Petitioner.
40284-22-4-o

Ville de La Prairie

Avis public

Avis public est par les présentes donné que la « Ville de La Prairie » s'adressera à l'Assemblée Nationale de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte sur les matières suivantes:

1° pour être autorisée à acquérir de gré à gré ou par voie d'expropriation la servitude de droit de passage et de voie d'évitement établie et constituée pour l'érection, l'établissement et l'exploitation d'une voie d'évitement de chemin de fer communiquant de la voie principale du chemin de fer du Canadien National à La Prairie jusqu'à la propriété occupée par la compagnie Fred A. Lallemand Refining Co. of Canada Ltd.;

2° pour être autorisée à acquérir de gré à gré de toute corporation de la Couronne du Canada certains immeubles et à les revendre, sujet à l'approbation de la Commission Municipale de Québec, et pour être autorisée à emprunter à cette fin;

3° Pour être autorisée à vendre à un prix inférieur au coût d'acquisition les lots acquis en vertu des dispositions de la Loi des Fonds Industriels.

4° pour être autorisée à accorder, par résolution, à Messieurs Léopold Péladeau, Hercule Serre, René Guérin et Paul-Henri Beauvais, une pension viagère payable à même les fonds généraux de la ville,
et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 13 mai 1971.

Les procureurs de la Ville de La Prairie,
LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,
MAILLOUX & BEAUREGARD.
40267-21-4-o

Town of La Prairie

Public notice

Public notice is hereby given that the "Town of La Prairie" will apply to the National Assembly of Québec, at its present session, for the adoption of an act amending its charter, for the following purposes:

1. to be authorized to acquire by consent or by expropriation the right of way granted by the town for the installation and operation of a by-pass road of the railroad from the main line of the Canadian National Railways in the Town of La Prairie to the property occupied by the Fred A. Lallemand Refining Co. of Canada Ltd.;

2. to be authorized to acquire by consent from any Crown Corporation certain immoveables, to sell said immoveables with the approval of the Québec Municipal Commission and to be authorized to borrow for said purpose;

3. to be authorized to sell some lots acquired under the provisions of the Industrial Funds Act;

4. to be authorized to grant, by resolution, to Messrs. Léopold Péladeau, Hercule Serre, René Guérin and Paul-Henri Beauvais, a pension payable from the general funds of the town,
and for all other purposes.

Montreal, May 13, 1971.

LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,
MAILLOUX & BEAUREGARD,
Attorneys for the Town of La Prairie.
40267-21-4-o

Église Luthérienne du Bon Pasteur

Avis public est par les présentes donné que l'Église Lutherienne du Bon Pasteur, une congrégation religieuse ayant son église au numéro 29 Chemin Devonshire en la cité de St-Lambert, s'adressera à l'Assemblée Nationale de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi constituant l'Église Luthérienne du Bon Pasteur en corporation ecclésiastique avec pouvoir, entre autres, de tenir des registres de l'État Civil.

Le procureur,
40216-21-4-o ARMAND POUPART JR.

Succession Emmanuel Solomon

Sylvia Solomon, épouse de Norman Morris, et Naomi Solomon, épouse de Joel Salomon, agissant en leur qualité d'exécutrices testamentaires et légataires fiduciaires des biens de la succession Emmanuel Solomon, donnent avis, par les présentes, qu'ils s'adresseront à l'Assemblée nationale du Québec, au cours de la présente session, en vue d'obtenir l'adoption d'une loi modifiant les dispositions testamentaires de Monsieur Emmanuel Solomon relativement au pouvoirs de placement.

Montréal, le 20 mai 1971.

Les procureurs des requérants,
PHILLIPS, VINEBERG, GOODMAN,
40327-22-4-o PHILLIPS & ROTHMAN.

Good Shepherd Lutheran Church

Public notice is hereby given that the Good Shepherd Lutheran Church, a religious congregation having its place of Worship at number 1389 Victoria Street, in the city of St-Lambert, will apply to the National Assembly of the Province of Québec, at the present or next Session, for the passing of an Act to Incorporate Good Shepherd Lutheran Church, with power, inter alia, to keep registers of Civil Status.

ARMAND POUPART JR,
40216-21-4-o *Attorney.*

Estate of Emmanuel Solomon

Sylvia Solomon, wife of Norman Morris, and Naomi Solomon, wife of Joel Salomon, acting in their capacity as testamentary executrices of the estate of Emmanuel Solomon, hereby give notice that they will apply to the National Assembly of Québec during the present session in order to obtain the adoption of a law modifying the testamentary provisions of Emmanuel Solomon respecting the powers of investment.

Montreal, May 20, 1971.

PHILLIPS, VINEBERG, GOODMAN,
PHILLIPS & ROTHMAN,
40327-22-4-o *Attorneys for the petitioners.*

Association coopérative

Foyer coopératif de Montréal

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative "Foyer coopératif de Montréal ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à 7003 rue Boyer, Montréal, Québec, dans le district électoral de Gouin.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
40485-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Cooperative Association

Foyer coopératif de Montréal

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the formation of the cooperative association "Foyer coopératif de Montréal".

The head office of this cooperative association is situated at 7003 Boyer Street, Montreal, Québec, in the electoral district of Gouin.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
40485 *Companies and Cooperatives.*

Caisses d'épargne et de crédit

La Caisse Populaire de Ste-Adélaïde de Pabos

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que « La Caisse Populaire de Ste-Adélaïde de Pabos » a été dissoute le vingt-cinquième jour de mai 1971 et ce, en vertu de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et de la Loi de la liquidation des compagnies.

Québec, le 28 mai 1971.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
40486-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Savings and Credit Union

La Caisse Populaire de Ste-Adélaïde de Pabos

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that "La Caisse Populaire de Ste-Adélaïde de Pabos" was dissolved on the twenty-fifth day of May, 1971, and such, pursuant to the Savings and Credit Unions Act and the Winding-Up Act.

Québec, May 28, 1971.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
40486 *Companies and Cooperatives.*

Caisse d'économie des Employés de ville de Laval

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 10 mai 1971, par la « Caisse d'économie des Pompiers de Laval », changeant son nom en celui de « Caisse d'économie des Employés de ville de Laval ».

Québec, le 2 juin 1971.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

40541-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Caisse d'économie des Employés de ville de Laval

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the by-law adopted on May 10, 1971, by the "Caisse d'économie des Pompiers de Laval", changing its name to that of "Caisse d'économie des Employés de ville de Laval".

Québec, June 2, 1971.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40541

Caisse d'économie Laurentide

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 21 avril 1971, par « La Caisse d'économie des employés Laurentide Division », changeant son nom en celui de « Caisse d'économie Laurentide ».

Québec, le 2 juin 1971.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

40542-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Caisse d'économie Laurentide

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the by-law adopted on April 21, 1971, by "La Caisse d'économie des employés Laurentide Division", changing its name to that of "Caisse d'économie Laurentide."

Québec, June 2, 1971.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40542

Caisse d'entraide économique de l'Assomption

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 12 avril 1971 par la « Caisse d'épargne et d'entraide économique de l'Assomption » changeant son nom en celui de « Caisse d'entraide économique de l'Assomption ».

Québec, le 1er juin 1971.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

40543-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Caisse d'entraide économique de l'Assomption

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the by-law adopted on April 12, 1971, by the "Caisse d'épargne et d'entraide économique de l'Assomption" changing its name to that of "Caisse d'entraide économique de l'Assomption".

Québec, June 1, 1971.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40543

Liquidation — Loi de la

Winding up Act

Station de Service Terminal inc.
Terminal Service Station Inc.

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie « Station de Service Terminal inc. — Terminal Service Station Inc. », tenue à Québec, le 29 janvier 1971, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. Guy Fortier, C.A., a été nommé liquidateur.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40573-o 10815-58

Station de Service Terminal inc.
Terminal Service Station Inc.

Notice is given that, at a special general meeting of the shareholders of "Station de Service Terminal inc. — Terminal Service Station Inc.", held in Québec on January 29, 1971, it has been resolved that the affairs of the company be liquidated and that it be dissolved, pursuant to the Winding-Up Act, and that Mr. Guy Fortier, C.A., has been named liquidator.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40573 10815-58

J. A. Bourdeau Lumber Co.

Avis est donné que la compagnie « J. A. Bourdeau Lumber Co. », constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 2 novembre 1949, avec siège social à Québec, a été dissoute le 13 mai 1971, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40572-o 8218-49

J. A. Bourdeau Lumber Co.

Notice is given that "J. A. Bourdeau Lumber Co.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated November 2, 1949, with its head office in Québec, was dissolved on May 13, 1971, pursuant to the Winding-Up Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40572 8218-49

Station Paradis ltée

Avis est donné que la compagnie « Station Paradis ltée », constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 29 mai 1950, avec siège social à Québec, a été dissoute le 4 décembre 1969, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40574-o 4460-50

Station Paradis ltée

Notice is given that "Station Paradis ltée" incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent May 29, 1950, with head office in Québec, has been dissolved on December 4, 1969, pursuant to the Winding-Up Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40574 4460-50

Nominations

Président d'élection

Il a plu à son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, par commission sous le grand sceau, de faire, pour remplir la charge de présidents d'élection, les nominations suivantes:

Appointments

Returning-Officer

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officers, the persons whose name follows:

District électoral Electoral district	Nom, prénoms Name, christian names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile
Beauce	Turgeon, Benoît (1)	Courtier d'assurances — Insurance Broker	Beauceville-Est.
Joliette	Valois, Serge (2)	Gérant — Manager	Joliette.
Limoilou	Fournier, Émery (3)	Commis de bureau —Clerk Office	Québec.
Lotbinière	Lemay, Raymond (4)	Marchand — Merchant	Saint-Agapit.
Rouyn-Noranda	Ouimet, D.-Roger (5)	Comptable — Accountant	Rouyn.
Saguenay	Couture, Édouard (6)	Commis de bureau — Clerk Office	Hauterive.
Saint-Sauveur	Saint-Laurent, Lucien (7)	Inspecteur-vérificateur — Inspecting auditor	Québec.
Yamaska	Léveillé, Charles (8)	Notaire — Notary	Saint-François-du-Lac.

(1) En remplacement de monsieur Georges-Émile Champagne.— In place of Mr. Georges-Émile Champagne.
(2) En remplacement de monsieur Charles Brousseau.— In place of Mr. Charles Brousseau.
(3) En remplacement de monsieur Maurice Pouliot.— In place of Mr. Maurice Pouliot.
(4) En remplacement de monsieur Normand Bolduc.— In place of Mr. Normand Bolduc.
(5) En remplacement de monsieur Bruno Denis.— In place of Mr. Bruno Denis.
(6) En remplacement de monsieur Fernand Rocque.— In place of Mr. Fernand Rocque.
(7) En remplacement de monsieur Albert Pouliot.— In place of Mr. Albert Pouliot.
(8) En remplacement de monsieur Jean-Luc Précourt.— In place of Mr. Jean-Luc Précourt.

Québec, le 4 juin 1971.

Le président général des élections,
FRANÇOIS DROUIN, C.R.

40533-o

Québec, June 4, 1971.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
Chief Returning-Officer.

40533-o

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE le conseil municipal de la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, a soumis, pour approbation, son règlement numéro 71 à l'effet de soumettre le territoire de cette municipalité à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Saint-Raymond;

ATTENDU QUE le conseil municipal de la ville de Saint-Raymond, par son règlement numéro 172-71, a concouru dans la teneur dudit règlement adopté par le conseil municipal de la paroisse de Saint-Raymond;

ATTENDU QUE, sous l'autorité de l'article 7 de la Loi des Cours municipales, (Statuts refondus, 1964, chapitre 24), le lieutenant-gouverneur en conseil a donné son approbation à ces règlements.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1651, en date du 5 mai 1971, et vu les dispositions des articles 693 à 697 de la Loi des cités et villes, (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), et des articles 3 à 7 de la Loi des Cours municipales, (Statuts refondus, 1964, chapitre 24), Nous avons décrété et décrétons qu'à compter de trente et un jours après la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, le territoire de la municipalité de la paroisse de Saint-Raymond sera soumis à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Saint-Raymond.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce cinquième jour de mai en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

JAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

40534-o

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS the municipal council of the parish of Saint-Raymond, county of Portneuf, submitted for approval its by-law number 71 for the purpose of submitting the territory of the said municipality to the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Saint-Raymond;

WHEREAS the municipal council of the town of Saint-Raymond, by its by-law number 172-71, agreed to the terms of the said by-law adopted by the municipal council of the parish of Saint-Raymond;

WHEREAS under section 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, chapter 24), the Lieutenant-Governor in Council gave his approval to the said by-laws.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1651, dated May 5, 1971, and in view of the provisions of sections 693 to 697 of the Cities and Towns Act, (Revised Statutes, 1964, chapter 193), and of sections 3 to 7 of the Municipal Courts Act, (Revised Statutes, 1964, chapter 24), We have decreed and do decree that after thirty-one days following the publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, the territory of the municipality of the parish of Saint-Raymond will be submitted to the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Saint-Raymond.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our city of Québec, in Our Province of Québec, this fifth day of May in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

40534

Ministère de l'Industrie et du Commerce

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

N-6.1 région s'étendant de la Pointe-aux-Outardes ouest — Grosse Pointe

sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation *à l'état cru et la mise en conserve.*

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre de fermer ladite région à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant de ladite région.

Québec, le 27 mai 1971.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce,

40532-o GÉRARD-D. LEVESQUE.

Department of Industry and Commerce

Fisheries Act

Québec Fishery Regulation

Notice respecting the fishing of shellfish

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Social Welfare to the effect that shellfish in and along the shores and waters of:

N-6.1 the area extending from Pointe-aux-Outardes west to Grosse Pointe

are toxic to a degree which makes them unsafe for use as a *raw food and for canning purposes.*

Therefore, and pursuant to section 6, paragraph 1 of the Québec Fishery Regulation, the Minister hereby closes the said area to fishing and forbids whomsoever to fish for, take or possess shellfish from that area.

Québec, May 27, 1971.

GÉRARD-D. LEVESQUE,

40532 *Minister of Industry and Commerce.*

Curatelle publique

Succession Arturo Mania

Canada — Province de Québec, district de Montréal. Succession vacante de Arturo Mania, en son vivant de 3041, rue Allard, Montréal, Qué.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 26 février 1971 par un juge de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal dans le district de Montréal, que, sous l'autorité de la Loi de la curatelle publique (S.R.Q., 1964, chapitre 314 et amendements), il est curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC.

9310, boulevard St-Laurent,
Montréal 354, Qué. 40484-o

Public Curatorship

Estate Arturo Mania

Canada — Province of Québec, district of Montreal. Vacant estate of the late Arturo Mania, in his lifetime of 3041 Allard Street, Montreal, Qué.

Notice is hereby given that this estate has been declared vacant by judgment rendered on February 26th, 1971 by a judge of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, that, under the authority of the Public Curatorship Act (S.R.Q., 1964, chapter 314 and amendments), I am *ex officio* curator to such vacant estate, and that I will receive, at the address mentioned below, payment of any debt owed this estate and proof of any claim against it.

THE PUBLIC CURATOR.

9310 St. Lawrence Boulevard,
Montreal 354, Qué. 40484-o

Société coopérative agricole

Société coopérative agricole de St-Luc de Champlain

(*Loi des sociétés coopératives agricoles*)

Avis est donné que la « Société coopérative agricole de St-Luc de Champlain », dont le siège social était situé à St-Luc, dans le district électoral de Champlain, a été dissoute le 13 mai 1971, et ce conformément aux dispositions de la Loi des sociétés coopératives agricoles et de la Loi de la liquidation des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

40526-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Cooperative Agricultural Association

Société coopérative agricole de St-Luc de Champlain

(*Cooperative Agricultural Associations Act*)

Notice is given that the "Société coopérative agricole de St-Luc de Champlain", the head office of which was situated at St-Luc, in the electoral district of Champlain, was dissolved on May 13, 1971, and such, in conformity with the provisions of the Cooperative Agricultural Associations Act and the Winding-Up Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40526

Compagnies étrangères
Permis

GWG Limited

Avis est donné que, le 25e jour de mai 1971, le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a accordé un nouveau permis à « The Great Western Garment Company, Limited », l'autorisant à exercer des affaires dans la province de Québec, sous son nouveau nom « GWG Limited », conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères, statuts refondus, 1964, chapitre 282.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre la compagnie, est M. Cyril Patrick Martin, local 750, 1, place Ville Marie, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est au local 750, 1, place Ville Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40480 69-70

Extra-Provincial Companies
Licensed

GWG Limited

Notice is given that, on 25th day of May 1971, a new license was granted by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to "The Great Western Garment Company, Limited", authorizing it to carry on business in the Province under its new name of "GWG Limited" pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes, 1964, Chapter 282.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceeding against the company is Mr. Cyril Patrick Martin, suite 750, 1 Place Ville Marie, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at suite 750, 1 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40480-o 69-70

Ministère des Richesses naturelles

Avis est donné que les droits miniers ont été révoqués par le lieutenant-gouverneur en conseil par l'arrêté numéro 985 du 16 mars 1971 sur les lots suivants conformément à l'article 209 de la Loi des mines (Lois du Québec 1965, 1ère session, chap. 34 et amendements), savoir:

Lot sept (7), (cadastre 12, 13), lot huit (8), (cadastre 14), lot neuf (9), (cadastre 15, 16) du rang un (I) et le lot huit (8), (cadastre 89, 90, 91), du rang deux (II) du canton d'Inverness, district électoral de Mégantic.

Le sous-ministre,
34535-o P.-E. AUGER.

Department of Natural Resources

Notice is given that the mining rights were revoked by the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council number 985 of March 16, 1971 on the following lots, in conformity with section 209 of the Mining Act (Statutes of Québec, 1965, 1st Session, Chapter 34 and amendments), to wit;

Lot seven (7), (cadastre 12, 13), lot eight (8), (cadastre 14), lot nine (9), (cadastre 15, 16) of range one (1) and lot eight (8), (cadastre 89, 90, 91), of range two (II) of the township of Inverness, electoral district of Mégantic.

P.-E. AUGER,
34535 *Deputy Minister.*

Société d'habitation du Québec

Office municipal d'habitation de Petit-Saguenay

Avis est donné qu'en vertu de l'article 55 de la loi de la Société d'habitation du Québec (1966-1967, chapitre 55), le lieutenant-gouverneur a délivré, sous le grand sceau de la province, des lettres patentes, en date du seixième jour d'avril 1971, constituant en corporation sans but lucratif: Élias Houde, comptable, Petit-Saguenay; Maurice Houde, cultivateur, Petit-

Québec Housing Corporation

Office municipal d'habitation de Petit-Saguenay

Notice is given that under Article 55 of the Québec Housing Corporation Act (1966-1967, chapter 55), the Lieutenant-Governor has issued letters patent under the Great Seal of the Province, bearing date of the 16th day of April 1971, incorporating as a non-profit corporation: Élias Houde, accountant, Petit-Saguenay; Maurice Houde, farmer, Petit-Saguenay; Gaston

Saguenay; Gaston Boudreault, mesureur, Petit-Saguenay; Elzéar Houde, gérant, Petit-Saguenay; Gaétan Fortin, courtier-assurances, Petit-Saguenay; Émile Fortin, classificateur de bois, Petit-Saguenay et Émilien Houde, cultivateur, Petit-Saguenay; pour les fins suivantes: acquérir, construire et administrer des immeubles d'habitation à loyer modique pour personnes à faible revenu. Le siège social de la corporation est situé dans les limites du territoire de la municipalité du canton de Dumas, district judiciaire de Chicoutimi.

Le secrétaire,
40575-o RICHARD VALOIS.

Boudreault, wood sizer, Petit-Saguenay; Elzéar Houde, manager, Petit-Saguenay; Gaétan Fortin, insurance broker, Petit-Saguenay; Émile Fortin, wood grader, Petit-Saguenay and Émilien Houde, farmer, Petit-Saguenay; for the following purposes: to acquire, to construct and to administer low rental lodging buildings for persons of low income. The head office of the corporation is within the limits of the territory of the municipality of the township of Dumas, judicial district of Chicoutimi.

RICHARD VALOIS,
40575-o *Secretary.*

Office municipal d'habitation de Notre-Dame-du-Lac
Municipal Housing Bureau of Notre-Dame-du-Lac

Avis est donné qu'en vertu de l'article 55 de la loi de la Société d'habitation du Québec (1966-1967, chapitre 55), le lieutenant-gouverneur a délivré, sous le grand sceau de la province, des lettres patentes, en date du quatorzième jour d'avril 1971, constituant en corporation sans but lucratif: René Bérubé, marchand, 101, Commerciale, N.-D.-du-Lac; Jean-Paul Dubé, comptable, 8, Ouellet, N.-D.-du-Lac; Olivier Caron, gérant, 8, Fournier, N.-D.-du-Lac; J.-Charles Rousseau, entrepreneur peintre, 6, Chouinard, N.-D.-du-Lac; Charles-E. Bélanger, cultivateur, Rang IV, N.-D.-du-Lac; Laurent Gagon, commerçant, 306, Commerciale, N.-D.-du-Lac et Guy Beaulieu, voyageur de commerce, 50, Commerciale, N.-D.-du-Lac; pour les fins suivantes: acquérir, construire et administrer des immeubles d'habitation à loyer modique pour personnes à faible revenu. Le siège social de la corporation est situé dans les limites du territoire de la ville de Notre-Dame-du-Lac, district judiciaire de Kamouraska.

Le secrétaire,
40575-o RICHARD VALOIS.

Office municipal d'habitation de Notre-Dame-du-Lac
Municipal Housing Bureau of Notre-Dame-du-Lac

Notice is given that under Article 55 of the Québec Housing Corporation Act (1966-1967, chapter 55), the Lieutenant-Governor has issued letters patent under the Great Seal of the Province, bearing date of the 14th day of April 1971, incorporating as a non-profit corporation: René Bérubé, merchant, 101, Commerciale St., N.-D.-du-Lac; Jean-Paul Dubé, accountant, 8, Ouellet St., N.-D.-du-Lac; Olivier Caron, manager, 8, Fournier St., N.-D.-du-Lac; J.-Charles Rousseau, paint contractor, 6, Chouinard St., N.-D.-du-Lac; Charles-E. Bélanger, farmer, Rang IV, N.-D.-du-Lac; Laurent Gagnon, merchant, 306, Commerciale St., N.-D.-du-Lac and Guy Beaulieu, traveler's agent, 50, Commerciale St., N.-D.-du-Lac; for the following purposes: to acquire, to construct and to administer low rental lodging buildings for persons of low income. The head office of the corporation is within the limits of the territory of the municipality of Notre-Dame-du-Lac, judicial district of Kamouraska.

RICHARD VALOIS,
40575-o *Secretary.*

Office Municipal d'habitation de la cité de Roberval

Avis est donné qu'en vertu de l'article 55 de la loi de la Société d'habitation du Québec (1966-1967, chapitre 55), le lieutenant-gouverneur a délivré, sous le grand sceau de la province, des lettres patentes, en date du vingt et unième jour d'avril 1971, constituant en corporation sans but lucratif: Raoul Lamarche, 974, boul. St-Joseph, Roberval; Héléodore Lalancette, 691, boul. St-Joseph, Roberval; Julien Mongeon, 820, boul. St-Joseph, Roberval; Benoît Bouchard, 223, rue Côté, Roberval et Noël Flamand, 556, rue Scott, Roberval; pour les fins suivantes: acquérir, construire et administrer des immeubles d'habitation à loyer modique pour personnes à faible revenu. Le siège social de la corporation est situé dans les limites du territoire de la cité de Roberval, district judiciaire de Roberval.

Le secrétaire,
40575-o RICHARD VALOIS.

Office Municipal d'habitation de la cité de Roberval

Notice is given that under Article 55 of the Québec Housing Corporation Act (1966-1967, chapter 55), the Lieutenant-Governor has issued letters patent under the Great Seal of the Province, bearing date of the 21st day of April 1971, incorporating as a non-profit corporation: Raoul Lamarche, 974, Blvd. St. Joseph, Roberval; Héléodore Lalancette, 691, Blvd. St. Joseph, Roberval; Julien Mongeon, 820, Blvd. St. Joseph, Roberval; Benoît Bouchard, 223, Côté St., Roberval and Noël Flamand, 556, Scott St., Roberval; for the following purposes: to acquire, to construct and to administer low rental logding buildings for persons of low income. The head office of the corporation is within the limits of the territory of the municipality of the City of Roberval, judicial district of Roberval.

RICHARD VALOIS,
40575-o *Secretary.*

Arrêtés en conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1708

Québec, le 11 mai 1971.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement pour l'octroi et l'exploitation des permis de Terre des Hommes, en 1971, pour la vente des boissons alcooliques.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 203*d* de la Loi de la Régie des alcools, le lieutenant-gouverneur en conseil peut réglementer l'exploitation des permis Terre des Hommes;

ATTENDU QU'il y a lieu d'adopter un règlement à cette fin;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre de la Justice:

QUE, sous l'autorité de la Loi de la Régie des alcools, soit adopté le règlement concernant l'octroi et l'exploitation des permis Terre des Hommes pour 1971, dont le texte est annexé au présent arrêté en conseil.

QUE ledit règlement s'applique sous réserve de l'adoption, par la Législature, de la législation requise pour 1971.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement concernant l'octroi et l'exploitation des permis Terre des Hommes — 1971.

1. Dans le présent règlement, les mots suivants désignent:

a) « Ville » signifie la ville de Montréal;

b) « Permis Terre des Hommes — 1971 » signifie le permis mentionné aux articles 203*a* à 203*e* de la Loi de la Régie des alcools et délivré pour 1971;

c) « Détenteur » signifie la personne qui possède un permis Terre des Hommes — 1971;

d) « Contrat de concession » signifie le contrat intervenu entre le détenteur et la ville pour l'exploitation d'une concession à l'exposition Terre des Hommes;

e) « Concession » signifie l'endroit où le détenteur est autorisé à faire commerce en vertu de son contrat de concession.

2. La Régie peut octroyer un ou des permis dits « Terre des Hommes — 1971 » à toute personne décrite au premier alinéa de l'article 203*c*, qui remplit les conditions ci-après énumérées:

a) obtient de la Ville un contrat de concession dans lequel la Ville consent à la possession et à la vente des boissons alcooliques;

b) fait une demande de permis Terre des Hommes — 1971 pour la vente des sortes de boissons alcooliques indiquées dans ladite demande et en conformité avec le contrat de concession mentionné à l'alinéa *a*);

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1708

Québec, May 11, 1971.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Regulation covering the granting and use of Man and his World permits, in 1971, for the sale of alcoholic beverages.

WHEREAS, pursuant to section 203*d* of the Québec Liquor Board Act, the Lieutenant-Governor in Council may regulate the use of Man and his World permits;

WHEREAS it is deemed expedient to adopt a regulation for this purpose;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Justice:

THAT, under the Québec Liquor Board Act, the Regulation concerning the granting and use of Man and his World permits for 1971, be adopted, the text of which is appended to this Order in Council.

THAT the said Regulation apply subject to the adoption of the legislation required for 1971 by the Legislature.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation concerning the granting and use of Man and his World permits — 1971.

1. In this Regulation the following words mean:

(*a*) "City" — City of Montreal;

(*b*) "Man and his World permit — 1971" — the permit mentioned in sections 203*a* to 203*e* of the Québec Liquor Board Act and issued for 1971;

(*c*) "Holder" — the person who holds a Man and his World permit — 1971;

(*d*) "Concession contract" — the contract entered into between the holder and the City for the operation of a concession at the Man and his World exhibition;

(*e*) "Concession" — the place where the holder is authorized to carry on business by right of his concession contract.

2. The Board may grant one or more permits entitled "Man and his World — 1971" to any person described in the first paragraph of section 203*c* who fulfils the following conditions:

(*a*) obtains a contract concession from the City in which the City consents to the possession and sale of alcoholic beverages;

(*b*) makes application for a Man and his World — 1971 permit for the sale of the kinds of alcoholic beverages indicated in the said application and conforming with the concession contract mentioned in paragraph (*a*);

c) élit domicile dans l'une ou l'autre des villes ou cités situées dans un rayon de cinq milles des terrains de Terre des Hommes;

d) paie avec sa demande les droits fixés pour l'octroi du permis demandé, à savoir $100.

e) la demande de permis de la Régie peut être faite avant la signature du contrat proposé, et si la Régie y fait droit, le permis ne sera émis qu'après que le contrat aura été signé par les parties et sur production d'une copie ou duplicata dudit contrat ou sur production d'une résolution du comité exécutif de la Ville autorisant un tel contrat.

3. Le permis Terre des Hommes — 1971 autorise seulement la possession et la vente à l'endroit désigné des boissons alcooliques énumérées dans le permis.

4. Le permis Terre des Hommes — 1971 autorise, pour consommation sur place:

a) la vente de cidre et de bière en bouteille ou en fût; ou

b) la vente de vin, de cidre et de bière en bouteille ou en fût; ou

c) la vente de toutes boissons alcooliques.

5. La vente des boissons alcooliques est permise tous les jours, depuis huit heures de l'avant-midi jusqu'à quatre heures du matin le lendemain.

6. Aucune vente de boissons alcooliques n'est permise à des personnes qui n'ont pas l'âge requis par la Loi de la Régie des alcools.

7. Peuvent être admises dans la concession du détenteur:

a) les personnes qui ont l'âge requis pour consommer des boissons alcooliques;

b) les personnes qui n'ont pas l'âge requis pour consommer des boissons alcooliques à condition qu'aucune boisson alcoolique ne leur soit vendue ou ne soit consommée par elles.

8. Le détenteur ne peut exploiter son permis que dans l'endroit désigné au permis, que ce soit à l'intérieur ou à ciel ouvert.

9. Il est défendu au détenteur de garder ou de posséder, pour fins de vente, des boissons alcooliques ailleurs que dans l'endroit désigné au permis, et il doit s'agir alors de boissons alcooliques dont le permis autorise la vente.

10. Dans tous les cas où la vente ou la possession est permise, les boissons alcooliques doivent être achetées directement de la Régie par le détenteur ou son représentant autorisé.

11. Quant à la publicité sur l'emplacement de Terre des Hommes, le détenteur n'est limité que par son contrat de concession. Le règlement de publicité de la Régie des alcools du Québec s'applique pour toute publicité en dehors dudit emplacement.

12. Le permis n'est ni cessible ni transférable et une nouvelle demande de permis devra être faite au cas d'une cession de la concession à laquelle il est attaché.

13. La Régie peut modifier le permis de façon à permettre la vente de boissons alcooliques autrement que d'abord prévu dans le permis, sur demande du détenteur à cet effet et sur preuve que le contrat de

(c) elects domicile in one or other of the towns or cities situated within a radius of five miles of the grounds of Man and his World;

(d) remits with his application the amount of the fees fixed for the granting of the requested permit, namely $100;

(e) the application for a Board permit may be made before signing of the proposed contract. However, if approved by the Board, the permit shall only be issued after the parties have signed the contract and upon presentation of a copy or duplicate of the said contract, or upon presentation of a resolution of the City Executive Council authorizing such a contract.

3. The Man and his World permit — 1971 shall authorize the possession and sale of alcoholic beverages at that only which is stipulated in the permit.

4. The Man and his World permit — 1971 shall authorize, for on the spot consumption:

(a) the sale of cider and beer in bottles or on draught; or

(b) the sale of wine, cider and beer in bottles or on draught; or

(c) the sale of all alcoholic beverages.

5. The sale of alcoholic beverages shall be permitted every day, from eight o'clock in the forenoon until four o'clock in the morning of the following day.

6. No sale of alcoholic beverages shall be made to any person not of the age required by the Liquor Board Act.

7. The following persons may be admitted to the holder's concession:

(a) those of the required age for the consumption of alcoholic beverages;

(b) those who are not of the required age for the consumption of alcoholic beverages upon the condition that no alcoholic beverage shall be sold to them not consumed by them.

8. The holder may only use his permit in the place designated in the permit, whether such place be indoors or outdoors.

9. It is forbidden for a holder to keep or to hold, for purposes of sale, alcoholic beverages in a place other than that designated in the permit, and the said beverages shall only consist of those authorized for sale by the permit.

10. In all cases in which sale or possession is permitted the alcoholic beverages must be bought directly from the Board by the holder or his authorized representative.

11. Inasmuch as advertising on the site of Man and his World is concerned, the holder is bound only by the limitations of his concession contract. The Québec Liquor Board's regulation of advertising shall apply to all advertising off the said site.

12. The permit shall neither be ceded nor transferred and a new application for a permit must be made whenever the concession to which it applies is surrendered.

13. The Board may amend a permit in a manner that would allow the sale of alcoholic beverages otherwise than as originally stipulated in the permit upon application of the holder to this effect and upon proof

concession du détenteur a été amendé en conséquence.

14. Le permis Terre des Hommes — 1971 est valide pour toute la période y indiquée mais qui ne peut excéder le 31 décembre 1971.

15. Pendant la durée du permis, la Régie peut à sa disposition suspendre, modifier ou annuler tout permis, si elle est d'avis que la loi n'est pas respectée ou que l'intérêt public l'exige. Dans ce cas, la Régie convoque le détenteur à une séance publique et donne avis de telle convocation à la Ville, et elle ne rend sa décision qu'après avoir entendu le détenteur et la Ville, à moins que l'un ou l'autre ne fasse défaut de répondre à la convocation.

16. La convocation prévue au paragraphe précédent est faite par écrit, adressée sous pli recommandé à l'adresse du domicile élu indiquée par le détenteur sur sa demande, et à la Ville, à l'Hôtel de Ville.

17. Ce règlement n'a pas pour effet de rendre inopérantes les dispositions de la Loi de la Régie des alcools et des règlements de la Régie non inconciliables avec ses dispositions.

40534-o

that the holder's contract concession has been amended to so allow.

14. The Man and his World permit — 1971 shall be valid for the entire period indicated therein but which may not exceed the 31st of December 1971.

15. At any time of a permit's validity the Board, at its discretion, may suspend, modify or cancel the permit if it is of the opinion that the law is not being respected or that such action would be in the public interest. In that event the Board shall summon the holder to a public meeting and shall serve notice of such meeting to the City, and shall not render its decision until after the holder and the City have been heard, unless one or the other shall fail to respond to the summons.

16. The notice of the meeting instanced in the preceding paragraph shall be made in writing and sent by registered mail to the address of the elected domicile indicated by the holder in his application, and to the City, at the City Hall.

17. It is not the purpose of this Regulation to render the provisions of the Québec Liquor Board Act inoperative nor to cause the regulations of the Board to be incompatible with its provisions.

40534

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1824

Québec, 18 mai 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'émission d'un permis spécial sur la demie est du lot vingt (20) du rang « N » du canton de Joly, district électoral de Labelle, couvrant la concession minière numéro 470 révoquée.

Attendu que par un décret signé par le ministre des Richesses naturelles le 3 juillet 1969 conformément à l'article 202 de la Loi des mines (Loi du Québec 1965, 1ère session, chap. 34) certaines concessions minières ont été révoquées en faveur de la couronne pour défaut de paiement de la taxe annuelle prévue à l'article 119 de ladite Loi des mines;

ATTENDU QU'un avis sommaire de cette révocation a été publié dans la *Gazette officielle du Québec;*

ATTENDU QU'en vertu de l'article 210 de la Loi des mines, (Loi du Québec 1965, 1ère session, chap. 34) l'exploitation de ces concessions minières révoquées peut être faite en vertu de permis spéciaux autorisés par le lieutenant-gouverneur en conseil, aux conditions qu'il détermine, le tout sous réserve des dispositions permettant la réouverture de ces terrains au jalonnement;

ATTENDU QUE Laurentide Mineral Products Corporation a demandé un permis spécial sur cette concession minière révoquée, afin d'y faire de la recherche minière et par la suite, le cas échéant, de l'exploitation minière;

ATTENDU QU'il y a lieu de faciliter la recherche et l'exploitation des gisements miniers du territoire du Québec.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1824

Québec, May 18, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the issuance of a special licence on the eastern half of lot twenty (20) of range "N" of the township of Joly, electoral district of Labelle, covering cancelled mining concession number 470.

Whereas by decree signed by the Minister of Natural Resources on July 3, 1969, under section 202 of the Mining Act (Statute of Québec 1965, 1st session, chapter 34), certain mining concessions were revoked in favour of the Crown for failure to pay the annual tax provided for in section 119 of the said Mining Act;

WHEREAS a summary notice of this revocation was published in the *Québec Official Gazette;*

WHEREAS pursuant to section 210 of the Mining Act (Statute of Québec 1965, 1st session, chapter 34), the working of these revoked mining concessions may be carried on under special licences authorized by the Lieutenant-Governor in Council and upon such conditions as he may determine, the whole suject to the provisions permitting the reopening of such lands to staking;

WHEREAS Laurentide Mineral Products Corporation has applied for a special licence for this revoked mineral concession in order to carry on mining exploration, and later, if warranted, mining operations;

WHEREAS it is deemed expedient to facilitate exploration and development of mining deposits in the territory of Québec.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre des Richesses naturelles:

QU'il soit autorisé à émettre un permis spécial pour tous les minéraux appartenant à la couronne à Laurentide Mineral Products Corporation, sur l'ancienne concession minière numéro 470 couvrant la demie est du lot vingt (20) du rang « N » du canton de Joly, dans le district électoral de Labelle, ayant une superficie de 44 acres;

QUE ce permis spécial soit émis aux conditions suivantes:

1. La durée de ce permis spécial sera de douze (12) mois à compter de sa date d'émission;

2. Ce permis spécial sera renouvelable aux conditions prévues pour le renouvellement des permis de mise en valeur à la section VIII de la Loi des mines, laquelle s'applique *mutatis mutandis* au présent permis, sauf les dérogations énoncées au paragraphe suivant;

3. Le détenteur devra payer au gouvernement du Québec dès l'émission du permis une rente annuelle de soixante-quinze cents (0.75) pour chaque acre de terrain comprise dans l'étendue couverte par son permis;

4. Le détenteur devra exécuter chaque année des travaux utiles d'exploration conformément aux dispositions de la section IX de la Loi des mines en autant que celle-ci peut s'appliquer;

5. Le détenteur de ce permis, pourra pendant la durée de son permis, obtenir du ministère des Richesses naturelles un bail en vue de faire de l'exploitation minière en se conformant aux conditions prévues à la section X de la Loi des mines ayant trait aux baux miniers;

6. Le détenteur de ce permis spécial ou du bail en vertu des présentes sera en outre assujetti à toutes les dispositions de la Loi des mines et de ses règlements en autant que celles-ci peuvent s'appliquer;

7. Sous réserve de l'article 79 de la Loi des mines (1965 1ère session, chap. 34, modifié par la Loi de 1970, chap. 27), le détenteur de ce permis spécial sera assimilé pour les fins de ses droits et obligations au détenteur d'un permis de mise en valeur; s'il obtient un bail en vue de faire de l'exploitation minière, il aura alors les droits et obligations d'un détenteur de bail minier; le tout sous réserve des dérogations prévues aux présentes.

Le greffier du Conseil exécutif,
40535-o JULIEN CHOUINARD.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Natural Resources:

THAT the issuance of a special licence to Laurentide Mineral Products Corporation be authorized for all minerals belonging to the Crown on former mining concession number 470 covering the eastern half of lot twenty (20) of range "N" of the township of Joly, in the electoral district of Labelle, having a surface area of 44 acres;

THAT this special licence be issued subject to the following conditions:

1. The duration of this special licence shall be twelve (12) months effective from its date of issue;

2. This special licence shall be renewable subject to the conditions given for the renewal of development licences in Division VIII of the Mining Act, which shall apply *mutatis mutandis* to this licence, save the restrictions listed in the following paragraph;

3. Immediately upon issuance of the licence the holder must pay to the Government of Québec an annual rental of seventy-five cents (0.75) for every acre of ground covered by this licence;

4. The holder must perform useful exploration work each year in accordance with the provisions of Division IX of the Mining Act inasmuch as these shall apply;

5. By conforming with the conditions given in Division X of the Mining Act with respect to mining leases, and during the validity of this licence, the holder may obtain a lease from the Department of Natural Resources for the purpose of carrying on mining operations;

6. The holder of this special licence or lease by right of these presents shall, moreover, be bound by all the provisions of the Mining Act and its regulations inasmuch as these shall apply;

7. Subject to section 79 of the Mining Act (1965 1st session, chapter 34, amended by 1970 Statute, chapter 27), the holder of this special licence shall be deemed to have the rights and obligations of the holder of a development licence; if he obtains a lease for the purpose of carrying on mining operations he shall then have all the rights and obligations of a holder of a mining lease; the whole subject to the restrictions provided for in these presents.

JULIEN CHOUINARD,
40535 *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1962

Québec, le 1er juin 1971.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réserve de chasse et de pêche de Portneuf.

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe « *r* » de l'article 77 de la Loi de la Conservation de la Faune, S.Q. 1969, chapitre 58, le lieutenant-gouverneur en conseil peut constituer des réserves de chasse et de pêche;

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1962

Québec, June 1, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Fish and Game Reserve of Portneuf.

WHEREAS, under paragraph "*r*" of section 77 of the Wild-life Conservation Act (S.Q. 1969, chapter 58), the Lieutenant-Governor in Council may establish fish and game reserves;

ATTENDU QUE l'arrêté en conseil 3434, en date du 23 octobre 1968, créait la réserve de chasse et de pêche de Portneuf;

ATTENDU QUE les limites d'un territoire sous bail de chasse et de pêche révoqué, situé dans les cantons Tonti et Roquemont, sont limitrophes à celles de ladite Réserve Portneuf;

ATTENDU QU'il est opportun que ledit territoire soit annexé à ladite réserve;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche:

QUE le territoire situé dans les cantons Tonti et Roquemont, comté de Portneuf, d'une superficie approximative de 3 milles et demi (3½), soit annexé à la Réserve Portneuf; le périmètre de ce territoire étant décrit comme suit:

« Partant d'un point de rencontre des quatre (4) cantons Bois, Colbert, Roquemont et Tonti; de là, sud-est suivant la ligne séparative des cantons Colbert et Roquemont un mille et six dixièmes (1.6); de là, nord jusqu'à la ligne de division des cantons Tonti et Roquemont; de là, nord cinquante-huit degrés ouest (N. 58° O.) jusqu'à la limite est de la Réserve de Portneuf; de là, en direction générale sud-ouest en suivant ladite limite de la réserve jusuq'à son intersection avec la décharge du lac du Coin; de là, suivant la rive gauche de la décharge du lac du Coin ainsi que la rive sud du lac du Coin jusqu'à la ligne séparative des cantons Bois et Tonti; de là, en suivant ladite ligne des cantons jusqu'au point de départ ».

QUE ce nouveau territoire annexé soit sujet aux règlements de la Réserve Portneuf;

QUE l'arrêté en conseil numéro 3434, en date du 23 octobre 1968, soit amendé en conséquence.

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
40536-o JULIEN CHOUINARD.

WHEREAS Order in Council 3434 of October 23, 1968 created the Fish and Game Reserve of Portneuf;

WHEREAS the limits of a territory for which a lease for fish and game rights has been cancelled and which is located within the townships of Tonti and Roquemont are adjacent to that of the said Portneuf Reserve;

WHEREAS it is deemed expedient that the said territory be annexed to the said reserve;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT the territory situated in the townships of Tonti and Roquemont, county of Portneuf, and having an approximate area of three and a half miles (3½), be annexed to the Portneuf Reserve; the perimeter of such territory being described as follows:

"Starting from a point of junction of the four (4) Townships of Bois, Colbert, Roquemont and Tonti; thence, southeast along the division line of the Townships of Colbert and Roquemont one and six tenths miles (1.6); thence, north to the division line of the Townships of Tonti and Roquemont; thence, north fifty-eight degrees west (N. 58° W.) to the eastern limit of the Portneuf Reserve; thence, in a general southwesterly direction along the said limit of the reserve to its intersection with the discharge of Lac du Coin; thence, along the left bank of the discharge of Lac du Coin as well as the south shore of Lac du Coin to the division line of the Townships of Bois and Tonti; thence, along the said township line to the starting point."

THAT this newly annexed territory be subject to the regulations of the Portneuf Reserve;

THAT Order in Council No. 3434 of October 23, 1968 be amended accordingly.

THAT publication be made in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
40536 *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1895

Québec, le 26 mai 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réserve de chasse et de pêche du parc national de la Mauricie.

ATTENDU QU'il existe dans la région de la Mauricie un projet de parc national;

ATTENDU QU'en attendant que le parc en question soit créé, il importe de protéger les ressources fauniques de ce territoire;

ATTENDU QUE le paragraphe 4 de l'article 77 de la Loi de la Conservation de la faune (Lois du Québec 1969, chapitre 58) stipule que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, en outre des autres pouvoirs de réglementation qui lui sont conférés par la présente loi, adopter des règlements pour:

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1895

Québec, May 26, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Fish and Game Reserve of the St. Maurice Valley National Park.

WHEREAS a plan for a national park in the St. Maurice Valley exists;

WHEREAS until the park in question is created, it is necessary to protect the wild-life resources of this territory;

WHEREAS paragraph 4 of section 77 of the Wild-life Conservation Act (Statutes of Québec, 1969, chapter 58), stipulates that in addition to the other regulatory powers assigned to him by this act, the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to:

r) établir des réserves de chasse et prohiber complètement ou partiellement la chasse ainsi que le port d'arme, et déterminer les conditions auxquelles la chasse est permise dans ces réserves.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE la région, décrite en annexe du présent projet d'arrêté en conseil, soit créée en réserve de chasse et de pêche, sous le nom de « réserve de chasse et de pêche du parc national de la Mauricie »;

QUE le port d'armes soit prohibé à l'intérieur des limites dudit parc, sauf quant aux agents de la paix, dans l'exercice de leurs fonctions;

QUE toute chasse soit prohibée;

QUE le ministre peut:

a) limiter le nombre de pêcheurs qui pourront fréquenter la réserve;

b) déterminer les dates d'ouverture et de fermeture de la réserve.

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

ANNEXE

Description de la réserve de chasse et de pêche du parc national de la Mauricie, en termes de bornes et de limites

Commençant à un point situé à l'extrémité sud-ouest de la région projetée du parc dont les coordonnées sont 5,167,750 m. N. et 653,000 m. E.; de là, en droite ligne en direction nord-est sur une distance d'environ 1.45 mille jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,169,900 m. N. et 653,900 m. E.; de là, en droite ligne en direction nord sur une distance d'environ 1.15 mille jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,171,700 m. N. et 653,800 m. E.; de là, en droite ligne en direction nord-ouest sur une distance d'environ 3.9 milles jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,177,600 m. N. et 651,600 m. E.; de là, en droite ligne en direction nord-est sur une distance d'environ 1.15 mille jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,178,700 m. N. et 653,100 m. E.; de là, en droite ligne en direction sud-est sur une distance d'environ 3.4 milles jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,177,400 m. N. et 658,300 m. E.; de là, en droite ligne en direction sud-est sur une distance d'environ 1.1 mille jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,176,200 m. N. et 659,700 m. E.; de là, en droite ligne en direction nord-est sur une distance d'environ 0.9 mille jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,177,300 m. N. et 660,700 m. E.; de là, en droite ligne en direction nord-ouest sur une distance d'environ 0.45 mille jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,177,500 m. N. et 660,000 m. E.; de là, en droite ligne en direction nord-ouest sur une distance d'environ 2.3 milles jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,181,200 m. N. et 659,300 m. E.; de là, en droite ligne en direction nord-est sur une distance d'environ 4.2 milles jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,181,700

(*r*) establish game reserves and totally or partially prohibit hunting and the carrying of arms therein and determine the conditions upon which hunting is permitted in such reserves.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT the area described in the annex of this Order in Council plan be made a fish and game reserve, under the name of "Fish and Game Reserve of the St. Maurice Valley National Park";

THAT the carrying of arms be prohibited within the limits of the said park, except for peace officers in the exercise of their duties;

THAT all hunting be prohibited;

THAT the Minister may:

(*a*) limit the number of fishermen who may frequent the reserve;

(*b*) determine the opening and closing dates of the reserve.

THAT publication be made in the *Québec Official Gazette.*

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

ANNEX

Description of the Fish and Game Reserve of the St. Maurice Valley National Park, in terms of boundaries and limits

Starting at a point situated at the southwestern extremity of the planned park area, the co-ordinates of which are 5,167,750 m. N. and 653,000 m. E.; thence, in a straight line in a northeasterly direction a distance of about 1.45 miles to a point the co-ordinates of which are 5,169,900 m. N. and 653,900 m. E.; thence, in a straight line in a northerly direction a distance of about 1.15 miles to a point the co-ordinates of which are 5,171,700 m. N. and 653,800 m. E.; thence, in a straight line in a northwesterly direction a distance of about 3.9 miles to a point the co-ordinates of which are 5,177,600 m. N. and 651,600 m. E.; thence, in a straingt line in a northeasterly direction a distance of about 1.15 miles to a point the co-ordinates of which are 5,178,700 m. N. and 653,100 m. E.; thence, in a straight line in a southeasterly direction a distance of about 3.4 miles to a point the co-ordinates of which are 5,177,400 m. N. and 658,300 m. E.; thence, in a straight line in a southeasterly direction a distance of about 1.1 miles to a point the co-ordinates of which are 5,176,200 m. N. and 659,700 m. E.; thence, in a straight line in a northeasterly direction a distance of about 0.9 mile to a point, the co-ordinates of which are 5,177,300 m. N. and 660,700 m. E.; thence, in a straight line in a northwesterly direction a distance of about 0.45 of a mile to a point the co-ordinates of which are 5,177,500 m. N. and 660,000 m. E.; thence, in a straight line in a northwesterly direction a distance of about 2.3 miles to a point, the co-ordinates of which are 5,181,200 m. N. and 659,300 m. E.; thence, in a straight line in a northeasterly direction a distance of about 4.2 miles to a point the co-ordinates of which

m. N. et 666,000 m. E.; de là, en droite ligne en direction sud-est sur une distance d'environ 2.3 milles jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,179,100 m. N. et 668,600 m. E.; de là, en droite ligne en direction nord-est sur une distance d'environ 0.35 mille jusqu'à un point situé à la ligne modifiée des hautes eaux dont les coordonnées sont 5,179,400 m. N. et 669,100 m. E. (No 1), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction nord-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,179,600 m. N. et 668,400 m. E. (No 2), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction nord-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,180,200 m. N. et 668,250 m. E. (No 3), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction nord-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,181,000 m. N. et 668,000 m. E. (No 4), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction nord-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,181,850 m. N. et 667,900 m. E. (No 5), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction nord-est sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,182,550 m. N. et 668,050 m. E. (No 6), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction nord-est sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,183,250 m. N. et 668,300 m. E. (No 7), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction nord-est sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,184,000 m. N. et 668,550 m. E. (No 8), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction nord-est sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,184,800 m. N. et 668,750 m. E. (No 9), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction nord-est sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,185,500 m. N. et 668,950 m. E. (No 10), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction nord-est sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,186,250 m. N. et 669,200 m. E. (No 11), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction nord sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,186,900 m. N. et 669,300 m. E. (No 12), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction nord-est sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,187,700 m. N. et 669,500 m. E. (No 13), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction nord-est sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,188,400 m. N. et 669,650 m. E. (No 14), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction nord-est sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,188,900 m. N. et 670,100 m. E. (No 15), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction nord-est sur une distance d'un

are 5,181,700 m. N. and 666,000 m. E.; thence, in a straight line in a southeasterly direction a distance of about 2.3 miles to a point the co-ordinates of which are 5,179,100 m. N. and 668,600 m. E.; thence, in a straight line in a northeasterly direction a distance of about 0.35 mile to a point situated at the modified line of the high waters the co-ordinates of which are 5,179,400 m. N. and 669,100 m. E. (No. 1), thence, following the modified line of the high waters in a northwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,179,600 m. N. and 668,400 m. E. (No. 2), thence, following the modified line of the high waters in a northwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point, the co-ordinates of which are 5,180,200 m. N. and 668,250 m. E. (No. 3), thence, following the modified line of the high waters in a northwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,181,000 m. N. and 668,000 m. E. (No. 4), thence, following the modified line of the high waters in a northwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,181,850 m. N. and 667,900 m. E. (No. 5), thence, following the modified line of the high waters in a northeasterly direction, a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,182,550 m. N. and 668,050 m. E. (No. 6), thence, following the modified line of the high waters in a northeasterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,183,250 m. N. and 668,300 m. E. (No. 7), thence, following the modified line of the high waters in a northeasterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,184,000 m. N. and 668,550 m. E. (No. 8), thence, following the modified line of the high waters in a northeasterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,184,800 m. N. and 668,750 m. E. (No. 9), thence, following the modified line of the high waters in a northeasterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,185,500 m. N. and 668,950 m. E. (No. 10), thence, following the modified line of the high waters in a northeasterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,186,250 m. N. and 669,200 m. E. (No. 11), thence, following the modified line of the high waters in a northerly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,186,900 m. N. and 669,300 m. E. (No. 12), thence, following the modified line of the high waters in a northeasterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,187,700 m. N. and 669,500 m. E. (No. 13), thence, following the modified line of the high waters in a northeasterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,188,400 m. N. and 669,650 m. E. (No. 14), thence, following the modified line of the high waters in a northeasterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,188,900 m. N. and 670,100

demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,189,600 m. N. et 670,300 m. E. (No 16), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction nord-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,190,300 m. N. et 670,150 m. E. (No 17), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,190,500 m. N. et 669,400 m. E. (No 18), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction nord-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,191,100 m. N. et 668,950 m. E. (No 19), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction nord-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,191,600 m. N. et 668,350 m. E. (No 20), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction sud-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,191,500 m. N. et 667,650 m. E. (No 21), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction sud-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,191,100 m. N. et 667,000 m. E. (No 22), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,191,000 m. N. et 666,200 m. E. (No 23), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction nord-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,191,300 m. N. et 665,500 m. E. (No 24), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction nord-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,191,500 m. N. et 664,850 m. E. (No 25), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,191,400 m. N. et 663,950 m. E. (No 26), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction nord-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,191,600 m. N. et 663,200 m. E. (No 27), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction nord-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,192,200 m. N. et 662,550 m. E. (No 28), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction nord-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,192,650 m. N. et 662,000 m. E. (No 29), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction sud-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,192,000 m. N. et 661,400 m. E. (No 30), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction sud-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,191,700 m. N. et 660,300 m. E. (No 31), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction sud-ouest sur une distance d'un

m. E. (No. 15), thence, following the modified line of the high waters in a northeasterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,189,600 m. N. and 670,300 m. E. (No. 16), thence, following the modified line of the high waters in a northwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,190,300 m. N. and 670,150 m. E. (No. 17), thence, following the modified line of the high waters in a westerly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,190,500 m. N. and 669,400 m. E. (No. 18), thence, following the modified line of the high waters in a northwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,191,100 m. N. and 668,950 m. E. (No. 19), thence, following the modified line of the high waters in a northwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,191,600 m. N. and 668,350 m. E. (No. 20), thence, following the modified line of the high waters in a southwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,191,500 m. N. and 667,650 m. E. (No. 21), thence, following the modified line of the high waters in a southwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,191,100 m. N. and 667,000 m. E. (No. 22), thence, following the modified line of the high waters in a westerly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,191,000 m. N. and 666,200 m. E. (No. 23), thence, following the modified line of the high waters in a northwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,191,300 m. N. and 665,500 m. E. (No. 24), thence, following the modified line of the high waters in a northwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,191,500 m. N. and 664,850 m. E. (No. 25), thence, following the modified line of the high waters in a westerly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,191,400 m. N. and 663,950 m. E. (No. 26), thence, following the modified line of the high waters in a northwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,191,600 m. N. and 663,200 m. E. (No. 27), thence, following the modified line of the high waters in a northwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,192,200 m. N. and 662,550 m. E. (No. 28), thence, following the modified line of the high waters in a northwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,192,650 m. N. and 662,000 m. E. (No. 29), thence, following the modified line of the high waters in a southwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,192,000 m. N. and 661,400 m. E. (No. 30), thence, following the modified line of the high waters in a southwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,191,700 m. N. and 660,300 m. E. (No. 31), thence,

demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,191,450 m. N. et 660,050 m. E. (No 32), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction nord-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,191,950 m. N. et 659,450 m. E. (No 33), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction nord-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,192,650 m. N. et 659,000 m. E. (No 34), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction nord-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,193,300 m. N. et 658,670 m. E. (No 35), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction nord-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,194,000 m. N. et 658,400 m. E. (No 36), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction nord-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,194,600 m. N. et 657,900 m. E. (No 37), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction nord-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,195,350 m. N. et 657,600 m. E. (No 38), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction nord-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,196,100 m. N. et 657,500 m. E. (No 39), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction sud-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,195,800 m. N. et 657,050 m. E. (No 40), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,195,700 m. N. et 656,550 m. E. (No 41), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction nord-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,196,000 m. N. et 655,800 m. E. (No 42), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction sud-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,195,700 m. N. et 655,050 m. E. (No 43), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction nord-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,196,000 m. N. et 654,400 m. E. (No 44), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction nord-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,196,300 m. N. et 653,600 m. E. (No 45), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction nord-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,196,450 m. N. et 652,850 m. E. (No 46), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction nord-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,196,550 m. N. et 652,000 m. E. (No 47), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction

following the modified line of the high waters in a southwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,191,450 m. N. and 660,050 m. E. (No. 32), thence, following the modified line of the high waters in a northwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,191,950 m. N. and 659,450 m. E. (No. 33), thence, following the modified line of the high waters in a northwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,192,650 m. N. and 659,000 m. E. (No. 34), thence, following the modified line of the high waters in a northwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,193,300 m. N. and 658,670 m. E. (No. 35), thence, following the modified line of the high waters in a northwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,194,000 m. N. and 658,400 m. E. (No. 36), thence, following the modified line of the high waters in a northwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,194,600 m. N. and 657,900 m. E. (No. 37), thence, following the modified line of the high waters in a northwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,195,350 m. N. and 657,600 m. E. (No. 38), thence, following the modified line of the high waters in a northwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,196,100 m. N. and 657,500 m. E. (No. 39), thence, following the modified line of the high waters in a southwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,195,800 m. N. and 657,050 m. E. (No. 40), thence, following the modified line of the high waters in a westerly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,195,700 m. N. and 656,550 m. E. (No. 41), thence, following the modified line of the high waters in a northwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,196,000 m. N. and 655,800 m. E. (No. 42), thence, following the modified line of the high waters in a southwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,195,700 m. N. and 655,050 m. E. (No. 43), thence, following the modified line of the high waters in a northwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,196,000 m. N. and 654,400 m. E. (No. 44), thence, following the modified line of the high waters in a northwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,196,300 m. N. and 653,600 m. E. (No. 45), thence, following the modified line of the high waters in a northwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,196,450 m. N. and 652,850 m. E. (No. 46), thence, following the modified line of the high waters in a northwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are

nord-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,196,950 m. N. et 651,300 m. E. (No 48), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction nord-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,197,750 m. N. et 651,050 m. E. (No 49), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,197,800 m. N. et 650,200 m. E. (No 50), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction sud-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,197,700 m. N. et 649,450 m. E. (No 51), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction sud sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,196,950 m. N. et 649,150 m. E. (No 52), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction sud-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,196,200 m. N. et 649,100 m. E. (No 53), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction sud-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,195,700 m. E. (No 54), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction sud-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,195,100 m. N. et 648,000 m. E. (No 55), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction sud-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,194,500 m. N. et 647,500 m. E. (No 56), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction sud-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,194,400 m. N. et 646,600 m. E. (No 57), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction sud-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,193,700 m. N. et 646,300 m. E. (No 58), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction sud-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,197,900 m. N. et 646,100 m. E. (No 59), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction sud-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,192,100 m. N. et 645,900 m. E. (No 60), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction sud-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,191,350 m. N. et 645,500 m. E. (No 61), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction sud-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,190,850 m. N. et 644,850 m. E. (No 62), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction sud-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,190,200 m. N. et 644,350 m. E. (No 63), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction

5,196,550 m. N. and 652,000 m. E. (No. 47), thence, following the modified line of the high waters in a northwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,196,950 m. N. and 651,300 m. E. (No. 48), thence, following the modified line of the high waters in a northwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,197,750 m. N. and 651,050 m. E. (No. 49), thence, following the modified line of the high waters in a westerly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,197,800 m. N. and 650,200 m. E. (No. 50), thence, following the modified line of the high waters in a southwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,197,700 m. N. and 649,450 m. E. (No. 51), thence, following the modified line of the high waters in a southerly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,196,950 m. N. and 649,150 m. E. (No. 52), thence, following the modified line of the high waters in a southwesterly direction a distance of half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,196,200 m. N. and 649,100 m. E. (No. 53), thence, following the modified line of the high waters in a southwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,195,700 m. E. (No. 54), thence, following the modified line of the high waters in a southwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,195,100 m. N. and 648,000 m. E. (No. 55), thence, following the modified line of the high waters in a southwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,194,500 m. N. and 647,500 m. E. (No. 56), thence, following the modified line of the high waters in a southwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,194,400 m. N. and 646,600 m. E. (No. 57), thence, following the modified line of the high waters in a southwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,193,700 m. N. and 646,300 m. E. (No. 58), thence, following the modified line of the high waters in a southwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,197,900 m. N. and 646,100 m. E. (No. 59), thence, following the modified line of the high waters in a southwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,192,100 m. N. and 645,900 m. E. (No. 60), thence, following the modified line of the high waters in a a southwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,191,350 m. N. and 645,500 m. E. (No. 61), thence, following the modified line of the high waters in a southwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,190,850 m. N. and 644,850 m. E. (No. 62), thence, following the modified line of the high waters in a southwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are

sud-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,189,450 m. N. et 644,500 m. E. (No 64), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction sud-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,188,700 m. N. et 644,200 m. E. (No 65), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction sud-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,188,000 m. N. et 643,700 m. E. (No 66), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction sud-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,187,650 m. N. et 643,300 m. E. (No 67), de là, suivant la ligne modifiée des hautes eaux en direction nord-ouest sur une distance d'un demi-mille plus ou moins, jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,188,100 m. N. et 642,300 m. E. (No 68), de là, en droite ligne en direction sud sur une distance d'environ 3.2 milles jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,182,900 m. N. et 642,300 m. E.; de là, en droite ligne en direction sud-ouest sur une distance d'environ 1.15 mille jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,181,200 m. N. et 641,700 m. E.; de là, en droite ligne en direction sud-ouest sur une distance d'environ 1.35 mille jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,180,300 m. N. et 639,700 m. E.; de là, en droite ligne en direction sud-ouest sur une distance d'environ 1.10 mille jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,178,700 m. N. et 639,100 m. E.; de là, en droite ligne en direction sud-est sur une distance d'environ 4.65 milles jusqu'à un point dont les cordonnées sont 5,173,700 m. N. et 644,600 m. E.; de là, en droite ligne en direction est sur une distance d'environ 2.05 milles jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,174,100 m. N. et 647,900 m. E.; de là, en droite ligne en direction sud-est sur une distance d'environ 4 milles jusqu'à un point dont les coordonnées sont 5,168,400 m. N. et 650,400 m. E.; de là, en droite ligne en direction sud-est sur une distance d'environ 1.65 mille jusqu'au point de départ, tel que décrit sur la carte ci-jointe et se basant sur les coordonnées U.T.M. ... (les coordonnées indiquées sont basées sur une limite d'utilisation par l'Hydro-Québec calculée d'après une élévation de 339.755′ au-dessus du niveau de la mer. Cette élévation est calculée d'après un contrôle situé au rapide Manigance).

40536-o

5,190,200 m. N. and 644,350 m. E. (No. 63), thence, following the modified line of the high waters in a southwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,189,450 m. N. and 644,500 m. E. (No. 64), thence, following the modified line of the high waters in a southwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,188,700 m. N. and 644,200 m. E. (No. 65), thence, following the modified line of the high waters in a southwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,188,000 m. N. and 643,700 m. E. (No. 66), thence, following the modified line of the high waters in a southwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,187,650 m. N. and 643,300 m. E. (No. 67), thence, following the modified line of the high waters in a northwesterly direction a distance of a half-mile, more or less, to a point the co-ordinates of which are 5,188,100 m. N. and 642,300 m. E. (No. 68), thence, in a straight line in a southerly direction a distance of about 3.2 miles to a point the co-ordinates of which are 5,182,900 m. N. and 642,300 m. E.; thence, in a straight line in a southwesterly direction a distance of about 1.15 miles to a point the co-ordinates of which are 5,181,200 m. N. and 641,700 m. E.; thence, in a straight line in a southwesterly direction a distance of about 1.35 miles to a point the co-ordinates of which are 5,180,300 m. N. and 639,700 m. E.; thence, in a straight line in a southwesterly direction a distance of about 1.10 miles to a point the co-ordinates of which are 5,178,700 m. N. and 639,100 m. E.; thence, in a straight line in a southeasterly direction a distance of about 4.65 miles to a point the co-ordinates of which are 5,173,700 m. N. and 644,600 m. E.; thence, in a straight line in an easterly direction a distance of about 2.05 miles to a point the co-ordinates of which are 5,174,100 m. N. and 647,900 m. E.; thence, in a straight line in a southeasterly direction a distance of about 4 miles to a point the co-ordinates of which are 5,168,400 m. N. and 650,400 m. E.; thence, in a straight line in a southeasterly direction a distance of about 1.65 miles to the starting point, as described on the subjoined map and based upon the U.T.M. co-ordinates ... (the indicated co-ordinates are based upon a limit of utilization, by Hydro Québec, calculated according to an elevation of 339,755′ above sea level. This elevation is calculated according to a checking point situated at Manigance Rapids).

40536

Syndicat professionnel

Syndicat des Services Hospitaliers Trois-Rivières inc. C.S.N.

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 18 mai 1971, il a

Professional Syndicate

Syndicat des Services Hospitaliers Trois-Rivières inc. C.S.N.

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is given that on May 18, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives

autorisé le changement de nom de « Le Syndicat National Catholique des Services Hospitaliers des Trois-Rivières et District », dont la constitution a été autorisée le 30 juillet 1945 avec siège social au numéro 985, rue Royale, Trois-Rivières, en celui de « Syndicat des Services Hospitaliers Trois-Rivières inc. C.S.N. », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40527-o 1560-45

authorized the change of name of "Le Syndicat National Catholique des Services Hospitaliers des Trois-Rivières et District", the incorporation of which was authorized on July 30, 1945, with its head office at 985 Royale Street, Trois-Rivières, to that of "Syndicat des Services Hospitaliers Trois-Rivières inc. C.N.S.", and such, pursuant to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40527 1560-45

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Mise à jour partielle du cadastre dans les paroisses de Sainte-Dorothée, Saint-François de Sales, Saint-Martin, Saint-Vincent de Paul et Sainte-Rose faisant partie de la division d'enregistrement de Laval

Avis

Concernant la mise à jour partielle du cadastre dans les paroisses de Sainte-Dorothée, Saint-François de Sales, Saint-Martin, Saint-Vincent de Paul et Sainte-Rose faisant partie de la division d'enregistrement de Laval.

Les propriétaires concernés par les travaux de mise à jour du cadastre dans les paroisses de Sainte-Dorothée, Saint-François de Sales, Saint-Martin, Saint-Vincent de Paul et Sainte-Rose, qui ne se sont pas présentés à l'examen, en séance publique, des documents relatifs aux subdivisions de certains lots faisant partie des entités cadastrales mentionnées plus haut et qui, par la suite, n'ont pas signé la requête prévue au paragraphe « *a* » de la section 3, chapitre 104 des Lois 1930-1931, sont invités, s'il y a lieu, à me faire valoir par écrit ou verbalement les motifs qu'ils allèguent à l'encontre de cette requête. Ces motifs devront être exposés pendant la période se terminant le 31 juillet 1971.

Par la suite, si je considère que je peux donner suite à la requête, avec ou sans modification, après avoir, s'il y a lieu, examiné les motifs exposés de part et d'autre ou entendu les parties intéressées qui auront comparu devant moi, je pourrai permettre qu'un plan et un livre de renvoi de la subdivision de ce terrain ou partie de terrain soient faits pourvu que les formalités prévues aux paragraphes 1*a*, 1*b*, 1*c* et 1*d* de la section 4, chapitre 104 des Lois 1930-1931 soient observées.

Québec, le 27 mai 1971.

Le ministre des Terres et Forêts,
KEVIN DRUMMOND.

40403-23-4-o

Canton d'Ascot

Cadastre officiel du canton d'Ascot, municipalité du canton d'Ascot, division d'enregistrement de Sherbrooke.

Department of Lands and Forests
Cadastre

Partial up-dating of the cadastre in the parishes of Sainte-Dorothée, Saint-François de Sales, Saint-Martin, Saint-Vincent de Paul and Sainte-Rose which is part of the Laval Registration Division

Notice

Concerning the partial updating of the cadastre in the parishes of Sainte-Dorothée, Saint-François de Sales, Saint-Martin, Saint-Vincent de Paul and Sainte-Rose which is part of the Laval Registration Division.

The property-owners interested in the up-dating of the cadastre for the parishes of Sainte-Dorothée, Saint-François de Sales, Saint-Martin, Saint-Vincent de Paul and Sainte-Rose who did not attend the public meeting which was held to examine the documents respecting the subdivisions of certain lots which are parts of the cadastral entities mentioned above and who, afterwards, did not sign the petition referred to in paragraph "*a*" of section 3, chapter 104 of the Statutes of 1930-1931, are invited where necessary, to make known in writing or orally the reasons for their apposition to this petition. These reasons must be given before July 31, 1971.

Later, if I feel able to comply with the petition, with or without modification, after examining, where necessary, the reasons advanced or after hearing the interested parties, I may then permit that a plan and book of reference be made of the subdivision of the said land or part of such land provided the formalities set out in paragraphs 1*a*, 1*b*, 1*c* and 1*d* of section 4, chapter 104 of the Statutes of 1930-1931 are observed.

Québec, May 27, 1971.

KEVIN DRUMMOND,
Minister of Lands and Forests.

40403-23-4

Township of Ascot

Official cadastre of township of Ascot, municipality of township of Ascot, registration division of Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que les lots 11C-10, 11C-20 à 11C-51, 11C-54 à 11C-91, 11C-93 à 11C-118, 11C-122 à 11C-128, 11C-148 à 11C-168 du rang IX sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 21 mai 1971.

Le sous-ministre,
40537-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Charlesbourg

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, municipalité de la cité de Charlesbourg, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 667-10 à 667-16 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 13 mai 1971.

Le sous-ministre,
40537-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Ste-Adèle d'Abercrombie

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Adèle d'Abercrombie, municipalité de Ste-Adèle*, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 1-1-1 à 1-1-13 du rang VI, canton Wexford sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 14 mai 1971.

Le sous-ministre,
40537-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Eustache

Cadastre officiel de la paroisse de St-Eustache, municipalité de la cité des Deux-Montagnes, division d'enregistrement de Deux-Montagnes.

Avis est par la présente donné que le lot 515 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 23 avril 1971.

Le sous-ministre,
40537-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Eustache

Cadastre officiel de la paroisse de St-Eustache, municipalité de la ville de St-Eustache, division d'enregistrement de Deux-Montagnes.

Avis est par la présente donné que le lot 514 est ajouté et que les lots 283-115, 283-116, 283-172 à 283-176, 281-57, 281-78, 281-79, 281-80, 280-246 à 280-250 et qu'une partie des lots 280, 281, 283, 280-245, 280-166, 280-168 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 23 avril 1971.

Le sous-ministre,
40537-o FERNAND BOUTIN.

Village de St-Eustache

Cadastre officiel du village de St-Eustache, municipalité de la ville de St-Eustache, division d'enregistrement de Deux-Montagnes.

Notice is hereby given that lots 11C-10, 11C-20 to 11C-51, 11C-54 to 11C-91, 11C-93 to 11C-118, 11C-122 to 11C-128, 11C-148 to 11C-168 of range IX are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 21, 1971.

FERNAND BOUTIN,
40537-o *Deputy Minister.*

Parish of Charlesbourg

Official cadastre of the parish of Charlesbourg, municipality of the city of Charlesbourg, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 667-10 to 667-16 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 13, 1971.

FERNAND BOUTIN,
40537-o *Deputy Minister.*

Parish of Ste-Adèle d'Abercrombie

Official cadastre of the parish of Ste-Adèle d'Abercrombie, municipality of Ste-Adèle*, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 1-1-1 to 1-1-13 of range VI, township of Wexford, are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 14, 1971.

FERNAND BOUTIN,
40537-o *Deputy Minister.*

Parish of St-Eustache

Official cadastre of the parish of St-Eustache, municipality of the city of Deux-Montagnes, registration division of Deux-Montagnes.

Notice is hereby given that lot 515 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, April 23, 1971.

FERNAND BOUTIN,
40537-o *Deputy Minister.*

Parish of St-Eustache

Official cadastre of the parish of St-Eustache, municipality of the town of St-Eustache, registration division of Deux-Montagnes.

Notice is hereby given that lots 514 is added and that lots 283-115, 283-116, 283-172 to 283-176, 281-57, 281-78, 281-79, 281-80, 280-246 to 280-250 and a part of lots 280, 281, 283, 280-245, 280-166, 280-168 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, April 23, 1971.

FERNAND BOUTIN,
40537-o *Deputy Minister.*

Village of St-Eustache

Official cadastre of village of St-Eustache, municipality of the town of St-Eustache, registration division of Deux-Montagnes.

Avis est par la présente donné que le lot 188 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 28 avril 1971.

Le sous-ministre,
40537-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Eustache

Cadastre officiel de la paroisse de St-Eustache, municipalité de Ste-Marthe sur le Lac, division d'enregistrement de Deux-Montagnes.

Avis est par la présente donné que les lots 146-868, 146-871 à 146-875, 146-425 à 146-428 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 5 mai 1971.

Le sous-ministre,
40537-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Félix du Cap-Rouge

Cadastre officiel de la paroisse de St-Félix du Cap-Rouge, municipalité de la paroisse de St-Félix du Cap-Rouge, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 143-26 et qu'une partie du lot 142-1 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 11 mai 1971.

Le sous-ministre,
40537-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Laurent

Cadastre officiel de la paroisse de St-Laurent, municipalité de la ville de Montréal, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que le lot 2652 est ajouté et que les lots 341-35 à 341-41, 341-20 et qu'une partie des lots 340-9, 340 et 341 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 14 mai 1971.

Le sous-ministre,
40537-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Sauveur

Cadastre officiel de la paroisse de St-Sauveur, municipalité de la ville de Vanier, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 2428-942-17 à 2428-942-20, 2428-942-129 à 2428-942-131, 2428-942-143 à 2428-942-152, 2428-656, 2428-657, une partie des lots 2428-942-124, 2428-613, 2428-655, 2428-676 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 13 mai 1971.

Le sous-ministre,
40537-o FERNAND BOUTIN.

Notice is hereby given that lot 188 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, April 28, 1971.

FERNAND BOUTIN,
40537-o *Deputy Minister.*

Parish of St-Eustache

Official cadastre of the parish of St-Eustache, municipality of Ste-Marthe sur le Lac, registration division of Deux-Montagnes.

Notice is hereby given that lots 146-868, 146-871 to 146-875, 146-425 to 146-428 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 5, 1971.

FERNAND BOUTIN,
40537-o *Deputy Minister.*

Parish of St-Félix du Cap-Rouge

Official cadastre of the parish of St-Félix du Cap-Rouge, municipality of the parish of St-Félix du Cap-Rouge, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lot 143-26 and a part of lot 142-1 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 11, 1971.

FERNAND BOUTIN,
40537-o *Deputy Minister.*

Parish of St-Laurent

Official cadastre of the parish of St-Laurent, municipality of the town of Montreal, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lot 2652 is added and that lots 341-35 to 341-41, 341-20 and a part of lots 340-9, 340 and 341 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 14, 1971.

FERNAND BOUTIN,
40537-o *Deputy Minister.*

Parish of St-Sauveur

Official cadastre of the parish of St-Sauveur, municipality of the town of Vanier, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 2428-942-17 to 2428-942-20, 2428-942-129 to 2428-942-131, 2428-942-143 to 2428-942-152, 2428-656, 2428-657, and a part of lots 2428-942-124, 2428-613, 2428-655, 2428-676 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 13, 1971.

FERNAND BOUTIN,
40537-o *Deputy Minister.*

Soumissions — Demandes de

Ville de Saint-Joseph-de-Beauce
Comté de Beauce

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jacques Giguère, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Saint-Joseph-de-Beauce, comté de Beauce, P.Q., jusqu'à 7 heures 30 du soir, mardi, le 29 juin 1971, pour l'achat de $200,000 d'obligations de la ville de Saint-Joseph-de-Beauce, comté de Beauce, datées du 15 juillet 1971 et remboursables par série du 15 juillet 1972 au 15 juillet 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 janvier et 15 juillet de chaque année. Cependant, un taux non inférieur à 6½% pourra être utilisé pour les amortissements du 15 juillet 1972 au 15 juillet 1976 inclusivement, et seulement pour ces années d'amortissement.

Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 juillet 1971.

Tableau d'amortissement — $200,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 juillet 1972	$ 500
15 juillet 1973	500
15 juillet 1974	500
15 juillet 1975	1,000
15 juillet 1976	1,000
15 juillet 1977	1,000
15 juillet 1978	1,000
15 juillet 1979	1,000
15 juillet 1980	1,000
15 juillet 1981	1,000
15 juillet 1982	1,000
15 juillet 1983	1,500
15 juillet 1984	1,500
15 juillet 1985	1,500
15 juillet 1986	2,000
15 juillet 1987	2,000
15 juillet 1988	2,500
15 juillet 1989	2,500
15 juillet 1990	3,000
15 juillet 1991	174,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Tenders — Requests for

Town of Saint-Joseph-de-Beauce
County of Beauce

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Jacques Giguère, Secretary-Treasurer, at the Town Hall, Saint-Joseph-de-Beauce, county of Beauce, P.Q., until 7:30 p.m., on Tuesday, June 29, 1971, for the purchase of a bond issue of $200,000 for the town of Saint-Joseph-de-Beauce, county of Beauce, dated July 15, 1971 and redeemable serially from July 15, 1972 to July 15, 1991 inclusively, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on January 15th and July 15th of each year. However, a rate of not less than 6½% may be used for the bonds redeemable from July 15, 1972 to July 15, 1976 inclusively, and for those years only.

The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption tables in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from July 15, 1971.

Table of redemption — $200,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 15, 1972	$ 500
July 15, 1973	500
July 15, 1974	500
July 15, 1975	1,000
July 15, 1976	1,000
July 15, 1977	1,000
July 15, 1978	1,000
July 15, 1979	1,000
July 15, 1980	1,000
July 15, 1981	1,000
July 15, 1982	1,000
July 15, 1983	1,500
July 15, 1984	1,500
July 15, 1985	1,500
July 15, 1986	2,000
July 15, 1987	2,000
July 15, 1988	2,500
July 15, 1989	2,500
July 15, 1990	3,000
July 15, 1991	174,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for one the part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $17,500 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 juillet 2011 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 juillet 1991 au montant de $174,000 comprend un solde de $171,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 juillet 1992	$ 3,000
15 juillet 1993	3,500
15 juillet 1994	4,000
15 juillet 1995	4,000
15 juillet 1996	4,500
15 juillet 1997	5,000
15 juillet 1998	5,500
15 juillet 1999	6,000
15 juillet 2000	6,500
15 juillet 2001	7,000
15 juillet 2002	8,000
15 juillet 2003	8,500
15 juillet 2004	9,500
15 juillet 2005	10,500
15 juillet 2006	11,000
15 juillet 2007	12,500
15 juillet 2008	13,500
15 juillet 2009	15,000
15 juillet 2010	16,000
15 juillet 2011	17,500

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Joseph.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $174,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Saint-Joseph-de-Beauce s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 juillet 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement no 264 — $200,000 — aqueduc, égouts.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $17,500, and if greater than the latter amount, the said surplus must comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of July 15, 2011 of the renewable part hereafter indicated.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The July 15, 1991 maturity in the amount of $174,000 covers a balance of $171,000 renewable for an additional 20-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
July 15, 1992	$ 3,000
July 15, 1993	3,500
July 15, 1994	4,000
July 15, 1995	4,000
July 15, 1996	4,500
July 15, 1997	5,000
July 15, 1998	5,500
July 15, 1999	6,000
July 15, 2000	6,500
July 15, 2001	7,000
July 15, 2002	8,000
July 15, 2003	8,500
July 15, 2004	9,500
July 15, 2005	10,500
July 15, 2006	11,000
July 15, 2007	12,500
July 15, 2008	13,500
July 15, 2009	15,000
July 15, 2010	16,000
July 15, 2011	17,500

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Saint-Joseph.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $174,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on July 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the tables of redemption appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The town of Saint-Joseph-de-Beauce agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days following July 15, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to by-law No. 264 — $200,000 — aqueduct, sewers.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 29 juin 1971, à 7 heures 30 du soir, Hôtel de Ville, Saint-Joseph-de-Beauce, comté de Beauce, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Joseph-de-Beauce (Comté de Beauce), ce 2 juin 1971.

Le secrétaire-trésorier,
JACQUES GIGUÈRE.

Hôtel de ville,
St-Joseph-de-Beauce (Beauce), P.Q.
Téléphone: 397-5326, code 418. 40528-o

Ville de Vaudreuil

Comté de Vaudreuil-Soulanges

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J.-A. Yvon Lavoie, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 19, rue Boisvert, Vaudreuil, comté de Vaudreuil-Soulanges, Québec, jusqu'à 8 heures 30 du soir, mardi, le 29 juin 1971, pour l'achat de $879,500 d'obligations de la ville de Vaudreuil, comté de Vaudreuil-Soulanges, datées du 15 juillet 1971 et remboursables en série du 15 juillet 1972 au 15 juillet 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 janvier et 15 juillet de chaque année. Cependant, un taux non inférieur à 6½% pourra être utilisé pour les amortissements du 15 juillet 1972 au 15 juillet 1976 inclusivement, et seulement pour ces années d'amortissement.

Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 juillet 1971.

Tableau d'amortissement — $879,500 — 20 ans

Année	*Capital*
15 juillet 1972	$ 7,500
15 juillet 1973	8,000
15 juillet 1974	10,000
15 juillet 1975	10,000
15 juillet 1976	12,000
15 juillet 1977	12,000
15 juillet 1978	13,000
15 juillet 1979	15,000
15 juillet 1980	16,000
15 juillet 1981	17,000
15 juillet 1982	20,000
15 juillet 1983	22,000
15 juillet 1984	23,000
15 juillet 1985	26,000
15 juillet 1986	28,000
15 juillet 1987	30,000
15 juillet 1988	33,000
15 juillet 1989	36,000
15 juillet 1990	40,000
15 juillet 1991	501,000

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, June 29, 1971, at 7:30 o'clock p.m., at the Town Hall, Saint-Joseph-de-Beauce, county of Beauce, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Joseph-de-Beauce (County of Beauce), June 2, 1971.

JACQUES GIGUÈRE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
St-Joseph-de-Beauce (Beauce), P.Q.
Telephone: 397-5326, code 418. 40528

Town of Vaudreuil

County of Vaudreuil-Soulanges

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-A. Yvon Lavoie, Secretary-Treasurer, Town Hall, 19 Boisvert Street, Vaudreuil, county of Vaudreuil-Soulanges, Québec, up to 8:30 o'clock p.m., Tuesday, June 29, 1971, for the purchase of a bond issue of $879,500, bonds of the town of Vaudreuil, county of Vaudreuil-Soulanges, dated July 15, 1971 and redeemable serially from July 15, 1972 to July 15, 1991 inclusively, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on January 15th and July 15th of each year. However, a rate of not less than 6½% may be used for the bonds redeemable from July 15, 1972 to July 15, 1976 inclusively, and for those years only.

The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption tables in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as of July 15, 1971.

Redemption table — $879,500 — 20 years

Year	*Capital*
July 15, 1972	$ 7,500
July 15, 1973	8,000
July 15, 1974	10,000
July 15, 1975	10,000
July 15, 1976	12,000
July 15, 1977	12,000
July 15, 1978	13,000
July 15, 1979	15,000
July 15, 1980	16,000
July 15, 1981	17,000
July 15, 1982	20,000
July 15, 1983	22,000
July 15, 1984	23,000
July 15, 1985	26,000
July 15, 1986	28,000
July 15, 1987	30,000
July 15, 1988	33,000
July 15, 1989	36,000
July 15, 1990	40,000
July 15, 1991	501,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $66,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédant ne devra comprendre qu'un des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 juillet 2001 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 juillet 1991 au montant de $501,000 comprend un solde de $458,000 renouvelable pour une une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 juillet 1992	$29,000
15 juillet 1993	32,000
15 juillet 1994	36,000
15 juillet 1995	39,000
15 juillet 1996	43,000
15 juillet 1997	47,000
15 juillet 1998	50,000
15 juillet 1999	55,000
15 juillet 2000	61,000
15 juillet 2001	66,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Vaudreuil.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $501,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Vaudreuil s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $66,000, and if greater than the latter amount, said surplus must comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, the maturity of July 15, 2001 of the renewable part mentioned hereafter being excluded.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The July 15, 1991 maturity, in the amount of $501,000, covers a balance of $458,000 renewable for an additional 10-year period and maturing as follows:

Year	*Capital*
July 15, 1992	$29,000
July 15, 1993	32,000
July 15, 1994	36,000
July 15, 1995	39,000
July 15, 1996	43,000
July 15, 1997	47,000
July 15, 1998	50,000
July 15, 1999	55,000
July 15, 2000	61,000
July 15, 2001	66,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Vaudreuil.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $501,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on July 15th each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The town of Vaudreuil agrees not to bring out new bonds on the Canadian market within the sixty days

soixante jours à compter du 15 juillet 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 46-A — $136,000 — aqueduc et égouts; 76 — $586,000 — voirie; 87 — $157,500 — aqueduc et égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 29 juin 1971, à 8 heures 30 du soir, Hôtel de ville, 19, rue Boisvert, Vaudreuil, comté de Vaudreuil-Soulanges, Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Vaudreuil (Comté de Vaudreuil-Soulanges), ce 2 juin 1971.

Le secrétaire-trésorier,
J.-A. YVON LAVOIE.

Hôtel de ville, 19, rue Boisvert,
Vaudreuil (Comté de Vaudreuil-Soulanges), Québec.
Téléphone: 234-3372, code 514. 40531-o

following July 15, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issue under the following by-laws: 46-A — $136,000 — aqueduct and sewers; 76 — $586,000 — roads; 87 — $157,500 — aqueduct and sewers.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Tuesday, June 29, 1971, at 8:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 19 Boisvert Street, Vaudreuil, county of Vaudreuil-Soulanges, Québec.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Vaudreuil (County of Vaudreuil-Soulanges), June 2, 1971

J.-A. YVON LAVOIE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 19 Boisvert Street,
Vaudreuil (County of Vaudreuil-Soulanges), Québec.
Telephone: 234-3372, code 514. 40531

Ville de Saint-Bruno-de-Montarville
Comté de Verchères

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roland Coulombe, greffier, Hôtel de ville, 1585, rue Montarville, comté de Verchères, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 28 juin 1971, pour l'achat de $1,206,000 d'obligations de la ville de St-Bruno-de-Montarville, comté de Verchères, datées du 15 juillet 1971 et remboursables en série du 15 juillet 1972 au 15 juillet 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 janvier et 15 juillet de chaque année. Cependant, un taux non inférieur à 6½% pourra être utilisé pour les amortissements du 15 juillet 1972 au 15 juillet 1976 inclusivement, et seulement pour ces années d'amortissement.

Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 juillet 1971.

Tableau d'amortissement — $1,206,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 juillet 1972	$42,000
15 juillet 1973	47,000
15 juillet 1974	52,000
15 juillet 1975	54,000
15 juillet 1976	59,000
15 juillet 1977	63,000
15 juillet 1978	67,000
15 juillet 1979	72,000
15 juillet 1980	82,000
15 juillet 1981	45,000
15 juillet 1982	45,000
15 juillet 1983	48,000

Town of St-Bruno-de-Montarville
County of Verchères

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Roland Coulombe, clerk of the court, at the Town Hall, 1585 Montarville Street, St-Bruno-de-Montarville, county of Verchères, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Monday, June 28, 1971, for the purchase of a bond issue of $1,206,000 for the town of St-Bruno-de-Montarville, county of Verchères, dated July 15, 1971, and redeemable serially from July 15, 1972, to July 15, 1991 inclusively, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on January 15th and July 15th of each year. However, a rate of not less than 6½% may be used for the bonds redeemable from July 15, 1972 to July 15, 1976 inclusively, and for those years only.

The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption tables in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from July 15, 1971.

Table of redemption — $1,206,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 15, 1972	$42,000
July 15, 1973	47,000
July 15, 1974	52,000
July 15, 1975	54,000
July 15, 1976	59,000
July 15, 1977	63,000
July 15, 1978	67,000
July 15, 1979	72,000
July 15, 1980	82,000
July 15, 1981	45,000
July 15, 1982	45,000
July 15, 1983	48,000

15 juillet 1984	$51,000
15 juillet 1985	57,000
15 juillet 1986	55,000
15 juillet 1987	59,000
15 juillet 1988	63,000
15 juillet 1989	69,000
15 juillet 1990	77,000
15 juillet 1991	99,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $15,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 juillet 1991 au montant de $99,000 comprend un solde de $15,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 juillet 1992	$ 1,000
15 juillet 1993	1,000
15 juillet 1994	1,000
15 juillet 1995	1,500
15 juillet 1996	1,500
15 juillet 1997	1,500
15 juillet 1998	1,500
15 juillet 1999	2,000
15 juillet 2000	2,000
15 juillet 2001	2,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Bruno.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $99,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 juillet de chaque année pour le montant annuel

July 15, 1984	$51,000
July 15, 1985	57,000
July 15, 1986	55,000
July 15, 1987	59,000
July 15, 1988	63,000
July 15, 1989	69,000
July 15, 1990	77,000
July 15, 1991	99,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $15,000, and if greater than the latter amount, the said surplus only must comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of July 15, 1991 in the amount of $99,000 includes a balance of $15,000 renewable for an additional 10-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
July 15, 1992	$ 1,000
July 15, 1993	1,000
July 15, 1994	1,000
July 15, 1995	1,500
July 15, 1996	1,500
July 15, 1997	1,500
July 15, 1998	1,500
July 15, 1999	2,000
July 15, 2000	2,000
July 15, 2001	2,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Bruno.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $99,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on July 15th of each year for the annual

requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de St-Bruno-de-Montarville s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 juillet 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 107 — $70,000 — renouvellement d'emprunt; 131 — $4,500 — renouvellement d'emprunt; 181 — $5,500 — renouvellement d'emprunt; 187 — $22,500 — renouvellement d'emprunt; 188 — $3,500 — renouvellement d'emprunt; 189 — $12,500 — renouvellement d'emprunt; 190 — $11,500 — renouvellement d'emprunt; 192 — $4,900 — renouvellement d'emprunt; 193 — $15,000 — renouvellement d'emprunt; 197 — $6,000 — renouvellement d'emprunt; 199 — $18,000 — renouvellement d'emprunt; 200 — $21,500 — renouvellement d'emprunt; 201 — $6,700 — renouvellement d'emprunt; 203 — $6,500 — renouvellement d'emprunt; 204 — $22,500 — renouvellement d'emprunt; 208 — $24,550 — renouvellement d'emprunt; 209 — $17,500 — renouvellement d'emprunt; 210 — $18,500 — renouvellement d'emprunt; 211 — $24,000 — renouvellement d'emprunt; 212 — $9,000 — renouvellement d'emprunt; 213 — $1,350 — renouvellement d'emprunt; 425 — $3,000 — aqueduc, égouts, voirie; 545 — $2,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 566 — $5,100 — services récréatifs et communautaires; 580 — $2,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 600 — $25,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 629 — $3,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 635 — $92,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 637 — $105,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 659 — $22,000 — services récréatifs et communautaires; 664 — $147,000 — services récréatifs et communautaires; 668 — $7,200 — aqueduc et égouts; 671 — $104,800 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 672 — $50,200 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 681 — $120,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 683 — $120,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 684 — $30,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 685 — $15,400 — acquisition de lots; 688 — $19,700 — travaux d'amélioration de l'Hôtel de ville; 698 — $6,600 — services récréatifs et communautaires.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 28 juin 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 1585, rue Montarville, St-Bruno-de-Montarville, comté de Verchères, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Bruno-de-Montarville (Comté de Verchères), ce 7 juin 1971.

Le greffier,
ROLAND COULOMBE.

Hôtel de ville, 1585, rue Montarville,
St-Bruno-de-Montarville,
(Comté de Verchères), P.Q.
Téléphone: 653-2443, code 514. 40582-o

amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The town of St-Bruno-de-Montarville agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days following July 15, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 107 — $70,000 — loan renewal; 131 — $4,500 — loan renewal; 181 — $5,500 — loan renewal; 187 — $22,500 — loan renewal; 188 — $3,500 — loan renewal; 189 — $12,500 — loan renewal; 190 — $11,500 — loan renewal; 192 — $4,900 — loan renewal; 193 — $15,000 — loan renewal; 197 — $6,000 — loan renewal; 199 — $18,000 — loan renewal; 200 — $21,500 — loan renewal; 201 — $6,700 — loan renewal; 203 — $6,500 — loan renewal; 204 — $22,500 — loan renewal; 208 — $24,550 — loan renewal; 209 — $17,500 — loan renewal; 210 — $18,500 — loan renewal; 211 — $24,000 — loan renewal; 212 — $9,000 — loan renewal; 213 — $1,350 — loan renewal; 425 — $3,000 — aqueduct, sewers, roads; 545 — $2,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 566 — $5,100 — recreational and community services; 580 — $2,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 600 — $25,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 629 — $3,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 635 — $92,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 637 — $105,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 659 — $22,000 — recreational and community services; 664 — $147,000 — recreational and community services; 668 — $7,200 — aqueduct and sewers; 671 — $104,800 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 672 — $50,200 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 681 — $120,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 683 — $120,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 684 — $30,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 685 — $15,400 — purchase of lots; 688 — $19,700 — improvements on the Town Hall; 698 — $6,600 — recreational and community services.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, June 28, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 1585 Montarville Street, St-Bruno-de-Montarville, county of Verchères, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Bruno-de-Montarville (County of Verchères), June 7, 1971.

ROLAND COULOMBE,
Clerk.

Town Hall, 1585 Montarville Street,
St-Bruno-de-Montarville,
(County of Verchères), P.Q.
Telephone: 653-2443, code 514. 40582

La Commission des écoles catholiques de Chomedey

Comté de Laval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné André Lachapelle, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, bureau de la commission, 1565, boulevard Saint-Martin, Chomedey, ville de Laval, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, École Notre-Dame-du-Cap, 1640, rue Gratton, Chomedey, ville de Laval, P.Q., mardi, le 29 juin 1971, pour l'achat de $531,500 d'obligations pour la commission des écoles catholiques de Chomedey, comté de Laval, datées du 1er juillet 1971 et remboursables par série du 1er juillet 1972 au 1er juillet 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Cependant, un taux non inférieur à 6½% pourra être utilisé pour les amortissements du 1er juillet 1972 au 1er juillet 1974 inclusivement, et seulement pour ces années d'amortissement.

Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux different doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1971.

Tableau d'amortissement — $531,500 — 10 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1972	$41,000
1er juillet 1973	43,500
1er juillet 1974	46,000
1er juillet 1975	48,500
1er juillet 1976	51,500
1er juillet 1977	54,000
1er juillet 1978	57,000
1er juillet 1979	60,000
1er juillet 1980	63,500
1er juillet 1981	66,500

La commission des écoles catholiques de Chomedey se prévalent de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (17 Eliz. 11, Bill 64, sanctionné le 5 juillet 1968), demandera au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire le dépôt en fidéicommis entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

The Catholic School Commission of Chomedey

County of Laval

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, André Lachapelle, Secretary-Treasurer, until 5:00 o'clock p.m., at the Office of the Commission, 1565 St-Martin Boulevard, Chomedey, town of Laval, P.Q. and afterwards, until 8:00 o'clock p.m., at Notre-Dame du Cap School, 1640 Gratton Street, Chomedey, town of Laval, P.Q., Tuesday, June 29, 1971, for the purchase of a bond issue of $531,500 for the Catholic School Commission of Chomedey, county of Laval, dated July 1, 1971 and redeemable, serially from July 1, 1972 to July 1, 1981, inclusive with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. However, a rate of not less than 6½% may be used for the bonds redeemable from July 1, 1972 to July 1, 1974, inclusive, and for those years only.

The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudications purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1971.

Redemption table — $531,500 — 10 years

Year	*Capital*
July 1, 1972	$41,000
July 1, 1973	43,500
July 1, 1974	46,000
July 1, 1975	48,500
July 1, 1976	51,500
July 1, 1977	54,000
July 1, 1978	57,000
July 1, 1979	60,000
July 1, 1980	63,500
July 1, 1981	66,500

The Catholic School Commission of Chomedey in conformity with section 1 of the Act amending the School Boards Grants Act (17 Eliz. II Bill 64, assented to on July 5, 1968), shall request the Minister of Education to deposit in trust in the hands of the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by him to the said school corporation, the sums sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and the renewal thereof, if required.

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only and that offers for short-term bonds shall not be taken into consideration. Adjudication shall be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La commission des écoles catholiques de Chomedey s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er juillet 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des résolutions suivantes: 7 avril 1961 — $501,500 — renouvellement d'emprunt; 23 mars 1971 — $30,000 — frais de refinancement.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, mardi, le 29 juin 1971, à 8 heures du soir, École Notre-Dame-du-Cap, 1640, rue Gratton, Chomedey, Ville de Laval, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chomedey (Comté de Laval), ce 31 mai 1971.

Le secrétaire-trésorier,
ANDRÉ LACHAPELLE.

Bureau de la commission, 1565, boul. Saint-Martin, Chomedey, Ville de Laval, P.Q.
Téléphone: 667-8020, code 514. 40590-o

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Laval.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque for an amount equal to 1% of the amount of the loan.

The Catholic School Commission of Chomedey agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days following July 1, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following resolutions: April 7, 1961 — $501,500 — loan renewal; March 23, 1971 — $30,000 — refinancing costs.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, June 29, 1971, at 8:00 o'clock p.m., Notre-Dame-du-Cap School, 1640 Gratton Street, Chomedey, town of Laval, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Chomedey (County of Laval), May 31, 1971.

ANDRÉ LACHAPELLE,
Secretary-Treasurer.

Office of the Commission, 1565 Saint-Martin Boulevard, Chomedey, town of Laval, P.Q.
Telephone: 667-8020, code 514. 40590

Ville de Courville
Comté de Montmorency

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Paul-André Robitaille, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, Bureau de la ville, 60, rue du Parc, Courville, comté de Montmorency, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 26, rue Vachon, Courville, comté de Montmorency, P.Q., lundi, le 28 juin 1971, pour l'achat de $155,500 d'obligations de la ville de Courville, comté de Montmorency, datées du 15 juillet 1971 et remboursables par série du 15 juillet 1972 au 15 juillet 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 janvier et 15 juillet de chaque année. Cependant, un taux non inférieur à 6½% pourra être utilisé pour les amortissements du 15 juillet 1972 au 15 juillet 1976 inclusivement, et seulement pour ces années d'amortissement.

Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Town of Courville
County of Montmorency

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Paul André Robitaille, Secretary-Treasurer, until 5:00 p.m., at the Town Office, 60 Parc Street, Courville, county of Montmorency, P.Q., and after until 8:00 p.m., at the Town Hall, 26 Vachon Street, Courville, county of Montmorency, P.Q., on Monday, June 28, 1971, for the purchase of a bond issue of $155,500 for the town of Courville, county of Montmorency, dated July 15, 1971 and redeemable serially from July 15, 1972 to July 15, 1991 inclusively, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on January 15th and July 15th of each year. However, a rate of not less than 6½% may be used for the bonds redeemable from July 15, 1972 to July 15, 1976 inclusively, and for those years only.

The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption tables in this notice.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 juillet 1971.

Tableau d'amortissement — $155,500 — 20 ans

Année	*Capital*
15 juillet 1972	$ 4,000
15 juillet 1973	4,000
15 juillet 1974	4,000
15 juillet 1975	5,000
15 juillet 1976	5,000
15 juillet 1977	5,500
15 juillet 1978	5,500
15 juillet 1979	6,000
15 juillet 1980	6,500
15 juillet 1981	7,000
15 juillet 1982	6,000
15 juillet 1983	6,000
15 juillet 1984	7,000
15 juillet 1985	8,000
15 juillet 1986	8,500
15 juillet 1987	9,000
15 juillet 1988	10,500
15 juillet 1989	11,500
15 juillet 1990	12,000
15 juillet 1991	24,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en séries 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $11,500 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 juillet 1991 au montant de $24,500 comprend un solde de $11,500 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 juillet 1992	$ 500
15 juillet 1993	500
15 juillet 1994	500
15 juillet 1995	500
15 juillet 1996	500
15 juillet 1997	500
15 juillet 1998	500
15 juillet 1999	500

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 15, 1971.

Table of redemption — $155,500 — 20 years

Year	*Capital*
July 15, 1972	$ 4,000
July 15, 1973	4,000
July 15, 1974	4,000
July 15, 1975	5,000
July 15, 1976	5,000
July 15, 1977	5,500
July 15, 1978	5,500
July 15, 1979	6,000
July 15, 1980	6,500
July 15, 1981	7,000
July 15, 1982	6,000
July 15, 1983	6,000
July 15, 1984	7,000
July 15, 1985	8,000
July 15, 1986	8,500
July 15, 1987	9,000
July 15, 1988	10,500
July 15, 1989	11,500
July 15, 1990	12,000
July 15, 1991	24,500

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $11,500, and if greater than the latter amount, the said surplus only must comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of July 15, 1991 in the amount of $24,500 includes a balance of $11,500 renewable for an additional 20-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
July 15, 1992	$ 500
July 15, 1993	500
July 15, 1994	500
July 15, 1995	500
July 15, 1996	500
July 15, 1997	500
July 15, 1998	500
July 15, 1999	500

15 juillet 2000	$ 500
15 juillet 2001	500
15 juillet 2002	500
15 juillet 2003	500
15 juillet 2004	500
15 juillet 2005	500
15 juillet 2006	500
15 juillet 2007	500
15 juillet 2008	500
15 juillet 2009	1,000
15 juillet 2010	1,000
15 juillet 2011	1,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beauport.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $24,500 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Courville s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 juillet 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 168 — $5,000 — égouts; 179 — $500 — égouts; 181 — $5,900 — aqueduc, égouts, voirie; 182 — $11,100 — achat d'immeuble; 254 — $16,000 — service récréatif et communautaire; 260 — $55,000 — aqueduc, égouts, voirie; 262 — $62,000 — aqueduc, égouts, voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 28 juin 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 26, rue Vachon, Courville, comté de Montmorency, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Courville (Comté de Montmorency), ce 8 juin 1971.

Le secrétaire-trésorier,
PAUL-ANDRÉ ROBITAILLE.

Bureau de la ville, 60, rue du Parc,
Courville, (Montmorency), P.Q.
Téléphone: 661-8481, code 418. 40591-o

July 15, 2000	$ 500
July 15, 2001	500
July 15, 2002	500
July 15, 2003	500
July 15, 2004	500
July 15, 2005	500
July 15, 2006	500
July 15, 2007	500
July 15, 2008	500
July 15, 2009	1,000
July 15, 2010	1,000
July 15, 2011	1,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Beauport.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $24,500, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on July 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The town of Courville agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days following July 15, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 168 — $5,000 — sewers; 179 — $500 — sewers; 181 — $5,900 — aqueduct, sewers, roads; 182 — $11,100 — purchase of a building; 254 — $16,000 — recreational and community services; 260 — $55,000 — aqueduct, sewers, roads; 262 — $62,000 — aqueduct, sewers, roads.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, June 28, 1971, at 8:00 p.m., at the Town Hall, 26 Vachon Street, Courville, county of Montmorency, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Courville (County of Montmorency), June 8, 1971.

PAUL-ANDRÉ ROBITAILLE,
Secretary-Treasurer.

Town Office, 60 Park Street,
Courville, (Montmorency), P.Q.
Telephone: 661-8481, code 418. 40591

Vente par licitation

Fieri Facias de Terris
Vente en partage et licitation

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 5806. ARMAND ARSENAULT & AL, *vs* Dame ANGÉLINA ARSENAULT MARCHAND, résidant à St-Janvier de Joly, comté de Lot-

Sale of Licitation

Fieri Facias de Terris
Partition and licitation sale

Québec, to wit: Superior Court, No. 5806. ARMAND ARSENAULT & AL, *vs* Dame ANGÉLINA ARSENAULT MARCHAND, residing at St. Janvier de Joly, county of

binière, district de Québec.

« Une terre située en la paroisse de St-Janvier de Joly, comté de Lotbinière, et connue comme étant le lot numéro 388-274, au cadastre officiel pour la paroisse de St-Édouard, division d'enregistrement de Lotbinière, avec bâtisses."

Le tout composant la succession de feu Ernest Arsenault.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Lotbinière, à Ste-Croix, comté de Lotbinière, le TREIZIÈME jour du mois de JUILLET 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 8 juin 1971.

40584-o

Lotbinière, district of Québec.

"A land situated in the parish of St. Janvier de Joly, county of Lotbinière, and known as being lot No. 388-274 on the official cadastre for the parish of St. Édouard, Registration Division of Lotbinière, with buildings."

The whole being the estate of the late Ernest Arsenault.

To be sold at the Lotbinière Registry Office, at St. Croix, county of Lotbinière, the THIRTEENTH day of the month of JULY, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, June 8, 1971.

40584

Vente pour taxes

Ville de Matane

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Matane, que les propriétés ci-dessous désignées et situées dans les limites de ladite municipalité, seront vendues à l'enchère publique, à l'Hôtel de Ville de Matane, le CINQUIÈME jour de JUILLET 1971, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires et autres impositions, ainsi que pour payer les frais encourus pour et par la vente, à moins que ces taxes et autres impositions et dépens ne soient payés avant la vente, à savoir:

Bouffard, Bertrand.— Subdivision trois du lot deux cent vingt-trois (223-3) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes municipales: $207.06; taxes scolaires: $42.29. Total: $249.35.

Grant, Patrick.— Subdivision vingt-neuf de la subdivision vingt-six du lot soixante-huit (68-26-29) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes municipales: $277.07; taxes scolaires: $303.65. Total: $580.72.

Grant, Patrick et Thomas.— Subdivision un de la subdivision un du lot soixante-quatre (64-1-1) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes municipales: $345.70; taxes scolaires: $464.21. Total: $809.91.

Bernier, Mme Jean-Marie et Dionne, Lionel.—Subdivision cinq du lot deux cent quatre-vingt-dix-sept (297-5) de plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes municipales: $4.64; taxes scolaires: $6.15. Total: $10.79.

Donné à Matane, ce 2e jour de juin 1971.

Le secrétaire-trésorier,
OLIVIER PHILIBERT.

40583-24-2-o

Sale for Taxes

Town of Matane

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the town of Matane, that the properties hereinafter designated and situated within the limits of the said municipality, will be sold by public auction in the Matane Town Hall, on the FIFTH day of JULY, 1971, at TEN o'clock in the forenoon, for non-payment of municipal and school taxes and other dues, as well as to pay the costs incurred for and by the sale, unless the said taxes and other dues and expenses be paid before the sale, to wit:

Bouffard, Bertrand.— Subdivision three of lot two hundred and twenty-three (223-3) on the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of St. Jérôme de Matane, town of Matane. Municipal taxes: $207.06; school taxes: $42.29. Total: $249.35.

Grant, Patrick.— Subdivision twenty-nine of subdivision twenty-six of lot sixty-eight (68-26-29) on the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of St. Jérôme de Matane, town of Matane, Municipal taxes: $277.07; school taxes: $303.65. Total: $580.72.

Grant, Patrick and Thomas.— Subdivision one of subdivision one of lot sixty-four (64-1-1) on the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of St. Jérôme de Matane, town of Matane. Municipal taxes: $345.70; school taxes: $464.21. Total: $809.91.

Bernier, Mrs. Jean-Marie and Dionne, Lionel.— Subdivision five of lot two hundred and ninety-seven (297-5) on the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of St. Jérôme de Matane, town of Matane. Municipal taxes: $4.64; school taxes: $6.15. Total: $10.79.

Given at Matane, this 2nd day of June, 1971.

OLIVIER PHILIBERT,
Secretary-Treasurer.

40583-24-2

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Canada — Province de Québec
District d'Arthabaska

Cour Provinciale, No 9134. { LA MAISON DU PRÉLART INC., corporation légalement constituée ayant son siège social et sa principale place d'affaires au numéro 1245 St-Calixte à Plessisville, district facultatif de Mégantic et d'Arthabaska, demanderesse, *vs* RAYMOND BOISVERT, résidant à R.R. No 1, à Princiville, comté d'Arthabaska, défendeur.

« Ce terrain non bâti, situé dans le onzième rang du canton de Stanfold, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Stanfold, pour le onzième rang, comme faisant partie du numéro « A »-huit (P. A-8), ledit terrain à prendre au sud de la route appelée communément « Des Dion », mesure, mesure anglaise, à partir d'un point situé sur la ligne de division des nos A-8 et A-18, cent (100′) pieds de largeur vers l'est, sur ladite route, par une profondeur, dans les lignes est et ouest, d'également cent (100′) pieds, pour également avoir en arrière, au sud, une largeur de cent (100′) pieds, le tout étant borné en front, au nord, par la route « Des Dion »; du côté ouest, par une partie du numéro « A »-18, appartenant à M. Lionel Gagné; du côté est, et en arrière, au sud, par une autre partie dudit numéro « A »-8, appartenant à M. Paul Boisvert. »

Avec les bâtisses maintenant dessus construites, circonstances et dépendances, servitudes actives et passi- apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement d'Arthabaska, 33, Laurier, Arthabaska, le VINGT-DEUXIÈME jour de JUILLET 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
J. G. BOISSONNAULT.

40592-o

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Canada — Province of Québec
District of Arthabaska

Provincial Court, No. 9134. { LA MAISON DU PRÉLART INC., a corporation legally constituted, having its head office and principal place of business at number 1245 St. Calixte, in Plessisville, facultative district of Mégantic and Arthabaska, plaintiff, *vs* RAYMOND BOISVERT, residing at R.R. No. 1, in Princeville, Arthabaska county, defendant.

A vacant lot of land, situated in the eleventh range of the township of Stanfold, known and designated on the official cadastre of the township of Stanfold, for the eleventh range, as forming par of number "A"-eight (P. A-8), the said lot of land, to be taken at the south of the roadway commonly called "Des Dion", measures English measure, starting at a point situated on the division line of numbers A-8 and A-18, one hundred, (100′) feet in width towards the east of the said roadway, by a depth, in the east and west lines, also of one hundred (100′) feet, and having also, in the rear, to the south, a width of one hundred (100′) feet; the whole being bounded in front, on the north, by "Des Dion" roadway; on the west side, by a part of number "A"-18, belonging to Mr. Lionel Gagné; on the east side, and in the rear, to the south, by another part of the said number "A"-8, belonging to Mr. Paul Boisvert."

With the buildings now constructed thereon, circumstances and dependencies, servitudes active and passive, apparent or unapparent attached to the said immovable.

To be sold at the Registry Office of Arthabaska, 33 Laurier Street, Arthabaska, on the TWENTY-SECOND day of JULY, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

J. G. BOISSONNAULT,
Assistant Sheriff.

40592

BEAUCE

De Terris

Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour Provinciale, No 7621. { JEAN-EUDES & PATRICK PAQUET, marchands, faisant affaires sous la raison sociale de: Paquet Sportif Enrg., 432, 1ère Avenue, St-Georges

BEAUCE

De Terris

Canada — Province of Québec
District of Beauce

Provincial Court, No. 7621. { JEAN-EUDES & PATRICK PAQUET, merchants, carrying on business under name and style: Paquet Sportif enrg., 432, 1st Avenue, St-George East,

Est, Beauce, demanderesse, *vs* LIONEL DOYON, 365, 29e Rue, St-Georges Ouest, Beauce, défendeur.

Pour être vendu l'immeuble décrit ci-après:

"Le lot cent un – quatre-vingt-six neuf (101-99) du cadastre revisé d'une partie de la paroisse de St-Georges de Beauce, pour la ville de St-Georges ouest Beauce, (désignation officielle), avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Beauce, à Beauceville-Est, comté de Beauce, le VINGT-HUITIÈME jour du mois de JUILLET, 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Ville St-Joseph de Beauce,
le 2 juin 1971.

Le député shérif,
ADALBERT LESSARD.
40588-o

Beauce, plaintiff, *vs* LIONEL DOYON, 365, 29th Street, St-George West, Beauce, defendant.

To be sold, the hereinafter described immoveable:

"The lot one hundred and one-ninety-nine (101-99) of the revised cadastre for one part of the parish of St-Georges de Beauce, for the town of St-George West, Beauce (official designation), with the building constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the Registry Office for Beauce Division in Beauceville-East, county of Beauce, the TWENTY-EIGHTH day of the month of JULY, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Town of St-Joseph de Beauce,
June 2, 1971.

ADALBERT LESSARD,
Deputy Sheriff.
40588

De Terris

Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour Provinciale, No 5479. ELIE NADEAU, garagiste, St-Prosper, Dorchester, demandeur, *vs* YVON MORIN, St-Zacharie, Dorchester, défendeur.

Pour être vendus les immeubles décrits ci-après:

« Un emplacement, avec les bâtisses y construites, mesurant environ cent cinquante-huit (158) pieds de profondeur du sud-ouest au nord-est, sur environ trois cent soixante-quinze (375) pieds de largeur. Bornés: au sud-ouest, la route du rang quatre; au nord-ouest, la rivière Metgermette; au nord-est, le terrain ci-après décrit au paragraphe 3°, et celui de Achille Fortier; au sud-est, le terrain de Maurice Gagné représentant Pierre Gagné.

2° Un morceau de terrain de forme rectangulaire mesurant environ mille cinquante (1,050) pieds de largeur du nord-ouest au sud-est sur toute la largeur du lot. Bornés: au sud-est, la rivière Metgermette; au nord-ouest, le terrain de Mathias Lebel; au sud-ouest, la route du rang quatre; au nord-est, le lot 32; la ligne nord-ouest est dans le sens du trait-carré du lot.

3° Un morceau de terrain ayant la forme d'un rectangle irrégulier mesurant cent quarante-huit (148) pieds de largeur au sud-ouest; cent vingt (120) pieds de largeur au nord-est sur environ sept cents (700) pieds de profondeur. Bornés: au sud-ouest, le terrain décrit au paragraphe 1° ci-dessus; au nord-est, la ligne du lot 32; au nord-ouest, la rivière Metgermette; au sud-est, le terrain de Achille Fortier.

Cadastre: Ces trois terrains font partie du lot numéro trente et un (Pt. 31) du cadastre officiel fait pour le rang quatre du canton de Metgermette-Nord, comté de Dorchester. »

Pour être vendus au bureau d'enregistrement de la division de Dorchester, à Sainte-Hénédine, comté de Dorchester, le VINGT-SEPTIÈME jour du mois de JUILLET 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le député shérif,
Bureau du Shérif, ADALBERT LESSARD.
Ville St-Joseph de Beauce, le 1er juin 1971. 40529-o

De Terris

Canada — Province of Québec
District of Beauce

Provincial Court, No. 5479. ELIE NADEAU, garage operator, St-Prosper, Dorchester, plaintiff, *vs* YVON MORIN, St-Zacharie, Dorchester, defendant.

The immovables hereafter described to be sold:

"An emplacement with buildings constructed thereon measuring about one hundred and fifty-eight (158) feet deep from the southwest to the northeast by about three hundred and seventy-five (375) feet wide. Bounded: on the southwest by the route of range four; on the northwest by Metgermette River; on the northeast by the land hereafter described in paragraph 3 and that of Achille Fortier; on the southeast by the land of Maurice Gagné representing Pierre Gagné.

2. A strip of land of a restangular configuration measuring about one thousand fifty (1,050) feet wide from the northwest to the southeast by the entire width of the lot. Bounded: on the southeast by Metgermette River; on the northwest by the land of Mathias Lebel; on the southwest by the road of range four; on the northeast by lot 32; the northeast line runs parallel to that of the "trait-carré" of the lot.

3. A strip of land of an irregular restangular configuration measuring one hundred and forty-eight (148) feet wide on the southwest; one hundred and twenty (120) feet wide on the northeast by about seven hundred (700) feet deep. Bounded: on the southwest by the land described in paragraph 1 hereabove; on the northeast by the line of lot 32; on the northwest by Metgermette River; on the southeast by the land of Achille Fortier.

Cadastre: These three strips of land are part of lot number thirty-one (P. 31) of the official cadastre of the fourth range of the township of Metgermette-North, county of Dorchester."

To be sold at the registry office of the division of Dorchester, at Sainte-Hénédine, county of Dorchester, on the TWENTY-SEVENTH day of the month of JULY, 1971, at TEN o'clock in the morning.

ADALBERT LESSARD,
Sheriff's Office, *Deputy Sheriff.*
Town of St-Joseph de Beauce, June 1, 1971. 40529

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, No 1765. ROBERT MOYNAN, demandeur *vs* Dame N. LAMOTHE, défenderesse.

« Un emplacement connu et désigné, comme étant composé de deux (2) parties du lot huit cent quatre-vingt-dix-huit (Pties de 898) du cadastre officiel du canton de Sutton, division d'enregistrement de Brome, plus particulièrement décrites et bornées comme suit, lesdites parties:

1° Commençant à un point situé sur le côté nord-est de la route publique allant de la ville de Sutton au Centre de Ski Mont-Sutton, et à une distance de six cent cinquante-six pieds (656′) vers l'ouest, du coin sud-est du lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-huit (898) dudit cadastre; de là, allant vers le nord ou le nord-est, dans un angle de déviation intérieur de quatre vingt-quatorze degrés et vingt-six minutes (94°26′), une distance de deux cents pieds (200′) mesure anglaise, à un point, ce dernier point, étant le point de départ; de ce point allant vers le nord ou le nord-est, dans une ligne droite étant la continuation vers le nord ou vers le nord-est de la ligne est ou sud-est de la première ligne ci-haut mentionnée et ayant deux cents pieds (200′) de profondeur, une distance de cent quatre-vingt-seize pieds et quarante-six centièmes de pied (196.46′) mesure anglaise, à un point; de là, allant vers l'est ou le sud-est, une distance de un pied et cinq dixième de pied (1.5′) à un point, étant le coin sud-ouest du lot numéro un de la subdivision officielle du lot originaire numéro huit cent quatre-vingt-dix-huit (898-1) dudit cadastre; de là, allant vers le nord ou le nord-est, en suivant la ligne ouest ou nord-ouest dudit lot numéro un de la subdivision officielle du lot originaire numéro huit cent quatre-vingt-dix-huit (898-1) dudit cadastre, une distance de quatre-vingt-dix-sept pieds et quatre-vingt-quatre centièmes de pied (97.84′) mesure anglaise, à un point situé sur le côté sud ou sud-ouest, d'une rue publique proposée étant le lot numéro douze de la subdivision officielle du lot originaire numéro huit cent quatre-vingt-dix-huit (898-12) dudit cadastre; de là, allant vers l'ouest ou le nord-ouest, une distance de quatre-vingt-dix-sept pieds et six dixièmes de pied (97.6′) mesure anglaise, à un point, de là, allant vers le sud ou le sud-ouest, en ligne droite, une distance de deux cent quatre-vingt-seize pieds et neuf dixièmes de pied (296.9′) mesure anglaise, à un point situé à une distance de cent pieds (100′) vers le nord-ouest, du point de départ; de là, allant vers l'est ou le sud-est en ligne droite, une distance de cent pieds (100′) mesure anglaise, au point de départ.

Ladite propriété étant bornée comme suit: au sud ou au sud-ouest, par une autre partie du même lot; à l'est, ou au sud-est, par une autre partie du même lot et le lot numéro un de la subdivision officielle du lot originaire numéro huit cent quatre-vingt-dix-huit (898-1) dudit cadastre; au nord ou au nord-est, par le

BEDFORD

Canada — Province of Québec
District of Bedford

Superior Court, No. 1765. ROBERT MOYNAN, plaintiff, *vs* Dame N. LAMOTHE, defendant.

"An emplacement known and designated as being made of two parts (2) of lot eight hundred and ninety-eight (Pts 898) on the official cadastre for the township of Sutton, registration division of Brome, more particularly described and bounded as follows, the said parts:

1. Starting at a point situated on the northeastern side of the highway going from the town of Sutton to the Mount Sutton Ski Centre, and at a distance of six hundred and fifty-six feet (656′), towards the west, from the southeastern corner of lot number eight hundred and ninety-eight (898) of the said cadastre; thence, towards the north or the northeast, at an angle of interior deviation of ninety-four degrees and twenty-six minutes (94°26′), a distance of two hundred feet (200′), English measure, to a point, the latter point being the starting point; from that point going towards the north or the northeast, in a right line which is the extension towards the north or towards the northeast of the eastern or southeastern line of the first line mentioned above and having two hundred feet (200′) in depth, a distance of one hundred and ninety-six and forty-six feet (196.46′), English measure, to a point; thence, going towards the east or the southeast, a distance of one and five tenths feet (1.5′) to a point, being the southwestern corner of lot number one of the official subdivision of original lot number eight hundred and ninety-eight (898-1) of the said cadastre; thence, going towards the north or the northeast, along the western or northwestern line of the said lot number one of the official subdivision of original lot number eight hundred and ninety-eight (898-1) of the said cadastre, a distance of ninety-seven and eighty-four hundredths feet (97.84′), English measure, to a point situated on the south or southwestern side of a planned public street which is lot number twelve of the official subdivision of original lot number eight hundred and ninety-eight (898-12) of the said cadastre; thence, going towards the west or the northwest, a distance of ninety-seven and six tenths feet (97.6′), English measure, to a point, thence, going towards the south or southwest, in a straight line, a distance of two hundred and ninety-six and nine tenths feet (296.9′), English measure, to a point situated a distance of one hundred feet (100′) towards the northwest, from the starting point; thence, going towards the east or the southeast in a straight line, a distance of one hundred feet (100′), English measure, to the starting point.

The said property being bounded as follows: on the south or the southwest by another part of the same lot; on the east, or on the southeast, by another part of the same lot and by lot number one of the official subdivision of original lot number eight hundred and ninety-eight (898-1) of the said cadastre; on the north or on the

lot numéro douze de la subdivision officielle du lot originaire numéro huit cent quatre-vingt-dix-huit (898-12) dudit cadastre (rue Lassonde) et par une partie du lot originaire numéro huit cent quatre-vingt-dix-huit (Ptie de 898) dudit cadastre; à l'ouest et au nord-ouest, par une autre partie du lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-huit (Ptie de 898) dudit cadastre. Ladite partie de lot contenant une superficie de vingt-neuf mille quatre cent deux pieds carrés (29,402 p.c.), mesure anglaise, plus ou moins.

2° Commençant à un point situé sur le côté nord de la route publique allant de la ville de Sutton au Centre de Ski Mont-Sutton, lequel point est situé à une distance de six cent cinquante-six pieds (656′) vers l'ouest, du coin sud-est dudit lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-huit (898) dudit cadastre; de là, allant vers le nord-est, dans un angle de déviation intérieur de quatre-vingt-quatorze degrés et vingt-six minutes (94°26′), vers la droite, une distance de deux cents pieds (200′) mesure anglaise, à un point; de là, allant vers le nord-ouest, dans une ligne parallèle au côté nord ou nord-est dudit chemin public, une distance de cent cinquante pieds (150′) mesure anglaise, à un point; de là, allant vers le sud, ou le sud-ouest, dans une ligne parallèle avec la ligne est ou sud-est de ladite partie de lot, une distance de deux cents pieds (200′) mesure anglaise, à un point situé sur le côté nord ou nord-est de ladite route publique; de là, allant vers l'est ou le sud-est, en suivant le côté nord ou nord-est de ladite route publique, une distance de cent cinquante pieds (150′) mesure anglaise, au point de départ.

Ladite partie de lot étant bornée comme suit: au sud ou au sud-ouest, par ladite route publique; à l'est ou au sud-est, par une autre partie du lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-huit (Ptie 898) dudit cadastre; au nord ou au nord-est, par une autre partie du même lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-huit (Ptie de 898) dudit cadastre; et à l'ouest ou au nord-ouest, par une autre partie du même lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-huit (Ptie de 898) dudit cadastre. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Brome à Knowlton, district de Bedford, MERCREDI, le QUATORZIÈME jour de JUILLET 1971, à TROIS heures de l'après-midi.

Cowansville, le 2 juin 1971.

Le shérif,
ANTONIN BOURASSA.

40576-o

northeast, by lot number twelve of the official subdivision of original lot number eight hundred and ninety-eight (898-12) of the said cadastre (Lassonde Street) and by a part of original lot number eight hundred and ninety-eight (P. 898) of the said cadastre; on the west and on the northwest, by another part of lot number eight hundred and ninety-eight (P. 898) of the said cadastre. The said part of lot having a surface area of twenty-nine thousand four hundred and two square feet (29,402 sq. ft.), English measure, more or less.

2. Starting from a point situated on the north side of the highway going from the town of Sutton to the Mount Sutton Ski Centre, which point is situated at a distance of six hundred and fifty-six feet (656′) towards the west, from the southeastern corner of the said lot number eight hundred and ninety-eight (898) of the said cadastre; thence, going towards the northeast, at an angle of interior deviation of ninety-four degrees and twenty-six minutes (94°26′), towards the right, a distance of two hundred feet (200′), English measure, to a point; thence, going towards the northwest, in a line parallel to the north or northeastern side of the said highway, a distance of one hundred and fifty feet (150′), English measure, to a point; thence, going towards the south, or the southwest, in a line parallel with the eastern or southeastern line of the said part of lot, a distance of two hundred feet (200′), English measure, to a point situated on the northern or northeastern side of the said highway; thence, going towards the east or the southeast, along the northern or northeastern side of the said highway, a distance of one hundred and fifty feet (150′) English measure, to the starting point.

The said part of lot being bounded as follows: on the south or on the southwest, by the said highway; on the east or on the southeast, by another part of lot number eight hundred and ninety-eight (P. 898) of the said cadastre; on the north or on the northeast, by another part of the same lot number eight hundred and ninety-eight (P. 898) of the said cadastre; and on the west and on the northwest, by another part of the same lot number eight hundred and ninety-eight (P. 898) of the said cadastre."

To be sold at the Brome Registry Office, at Knowlton, district of Bedford, WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of JULY, 1971, at THREE o'clock in the afternoon.

Cowansville, June 2, 1971.

ANTONIN BOURASSA,
Sheriff.

40576

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Gaspé

Cour Supérieure, No 7940. { FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS D'AUTOMOBILES, demanderesse, *vs* WILLIAM SAVIDANT, Sandy Beach, comté Gaspé Sud, P.Q., défendeur.

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
District of Gaspé

Superior Court, No. 7940. { THE HIGHWAY VICTIMS INDEMNITY FUND, plaintiff, *vs* WILLIAM SAVIDANT, Sandy Beach, county of Gaspé South, Québec, defendant.

« Un certain morceau de terre qui est le lot 4-B-5 du premier rang, Sandy Beach, canton Douglas, de forme irrégulière, qui fait partie du lot 4 de l'arpentage original; borné au nord par le lot 50 (C.N.R.), à l'est par le lot 4-B-6, au sud-ouest par le chemin public, à l'ouest par le lot 4-B-2; mesurant soixante-douze pieds (72′) de largeur sur quatre cent quatre-vingt-cinq (485′) de profondeur moyenne; comprenant une superficie de trente-quatre mille neuf cent quatre-vingt-cinq pieds carrés, avec les bâtisses y construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du district de Gaspé, au Palais de Justice à Percé, MERCREDI, le PREMIER jour de SEPTEMBRE, 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif intérimaire,
JEAN BOURGET.

Bureau du Shérif,
Percé, le 1er juin 1971. 40577-o

"A certain piece of land being lot 4-B-5 of the first rang, Sandy-Beach, township of Douglas of irregular figure being part of lot 4 of the primitive survey; bounded to the north by lot 50 (C.N.R.) to the east by lot 4-B-6, to the southwest by the highway, to the west by lot 4-B-2; measuring seventy-two feet (72′) in width by four hundred and eighty-five (485′) in average depth; containing an area of thirty-four thousand nine hundred and eighty-five square feet, with buildings erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the Registry Office for the Gaspé District, at the Percé Court House, WEDNESDAY, the FIRST day of SEPTEMBER, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

JEAN BOURGET,
Interim Sheriff.

Sheriff's Office,
Percé, June 1, 1971. 40577

HAUTERIVE

De Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
Cour Provinciale — District de Hauterive
Bref d'exécution

No S-6293. ROCO INC., corps politique légalement constitué ayant une place d'affaires à Sept-Iles, district de Hauterive, demanderesse, *vs* JACQUES THIBEAULT, résidant et domicilié au Lac Daigle, via Sept-Iles, district de Hauterive, défendeur.

Description:

« Le terrain connu et désigné comme étant le lot soixante-trois (63) du rang « A » de l'arpentage primitif du canton de Letellier, correspondant au lot soixante-trois (63) du rang « A » au cadastre officiel du canton de Letellier, d'une superficie de cinquante-neuf centièmes d'acre, plus ou moins.

Avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, Palais de Justice à Sept-Iles, le QUATORZIÈME jour du mois de JUILLET 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif adjoint,
JEAN TRUCHON.

Bureau du Shérif,
Téléphone: 962-4966, 962-6351. 40589-o

HAUTERIVE

De Bonis et de Terris
Canada — Province of Québec
Provincial Court — District of Hauterive
Writ of Execution

No. S-6293. ROCO INC., a body politic legally constituted having a place of business in Sept-Iles, district of Hauterive, plaintiff, *vs* JACQUES THIBEAULT, residing and domiciled at Daigle Lake, via Sept-Iles, district of Hauterive, defendant.

Description:

"The lot of land known and designated as lot sixty-three (63) of Range "A" of original survey of the township of Letellier, corresponding to lot sixty-three (63) of Range "A" of the official cadastre for the township of Letellier, measuring fifty-nine hundreths of an acre, more or less.

With the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies."

To be sold at the Registry Office, Court House, Sept-Iles, on the FOURTEENTH day of the month of JULY, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

JEAN TRUCHON,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Telephone: 962-4966, 962-6351. 40589

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Provinciale, No. 194,009. A. & L. ROBERT AUTOMOBILES INC., corps politique et incorporé ayant son siège social et principale place d'affaires dans les cités et district de

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Montreal

Provincial Court, No. 194,009. A. & L. ROBERT AUTOMOBILES INC., a body politic and incorporated having its head office and principal place of business in the city and

Montréal, demanderesse, *vs* ROBERT GINGRAS, du 74, rue Forest, l'Assomption, district de Joliette, défendeur.

« Le lot numéro cinquante-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent quarante (No. 440-55) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de l'Assomption.

Avec bâtisse y érigée, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de l'Assomption, à l'Assomption, MERCREDI, le QUATORZIÈME jour de JUILLET 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
JEAN-MARC MARION.

Bureau du shérif,
Joliette, ce 4 juin 1971.

40593-o

district of Montreal, plaintiff, *vs* ROBERT GINGRAS, of 74 Forest Street, l'Assomption, district of Joliette, defendant.

"Lot number fifty-five of the official subdivision of original lot number four hundred and forty (No. 440-55) on the official plan and book of reference for the parish of l'Assomption. With the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the Registry Office of the Registration Division for l'Assomption, in l'Assomption, WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of JULY, 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN-MARC MARION,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, June 4, 1971.

40593

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

No 797 727. GEORGES BOUTCHATZKY, directeur du service d'éducation physique, de la ville de Candiac, district de Montréal, demandeur, *vs* DE GRANDPRÉ CONSTRUCTION LTD. et CLAUDE DUBOIS, de Saint-Léonard, district de Montréal, défendeurs.

Description

« Une partie du lot numéro trois cent vingt-neuf (P. 329) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Rose, mesurant quatre-vingt-seize pieds (96′) sur une de ses lignes nord-est, quarante-huit pieds (48′) sur une de ses lignes nord-ouest, cinq cent cinq pieds (505′) sur une autre ligne nord-est, deux cent dix pieds (210′) et deux cent vingt-cinq pieds (225′) le long d'une ligne brisée au sud-est, sept cent vingt-huit pieds (728′) au sud-ouest, et comprenant une superficie de sept arpents (7 arpents); et bornée au nord-ouest par le Chemin de la Belle Rivière, au nord-est, le long de ladite ligne mesurant 96 pieds et au nord-ouest, le long de ladite ligne mesurant 48 pieds par le lot numéro 330 dudit cadastre, au nord-est le long de ladite ligne mesurant 505 pieds par une partie du lot numéro 332, au sud-est le long desdites lignes mesurant 210 pieds et 225 pieds par une autre partie dudit lot numéro 329, et au aus-ouest par une autre partie du lot numéro 329.

Le tout tel qu'il apparaît sur un plan préparé par Alfred Trottier, arpenteur-géomètre, en date du trente et unième jour du mois de mars dix-neuf cent soixante-cinq.

Avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou non apparentes qui s'y rattachent. »

Pour être vendu « à la folle enchère » en conformité d'un jugement rendu par l'hon. Juge Jean St-Germain, en date du 19 mai 1971, au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155 boulevard Je Me Souviens, dans la ville de Laval, le QUATORZIÈME jour de JUILLET 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, le 2 juin 1971.

40578

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

No. 797 727. GEORGES BOUTCHATZKY, Director of Physical Education Service, of the town of Candiac, district of Montreal, plaintiff, *vs* DE GRANDPRÉ CONSTRUCTION LTD., and CLAUDE DUBOIS, of St-Léonard, district of Montreal, defendants.

Designation

"Part of lot number three hundred and twenty-nine (Pt. 329) of the official plan and book of reference of the parish of Ste-Rose, measuring ninety-six feet (96′) in one of its northeast lines, forty-eight feet (48′) in one of its northwest lines, five hundred and five feet (505′) in another northeast line, two hundred and ten feet (210′) and two hundred and twenty-five feet (225′) along a broken line to the southeast, seven hundred and twenty-eight feet (728′) to the southwest, and containing a superficial area of seven arpents (7 arps.) and bounded to the northwest by Chemin de la Belle Rivière, to the northeast, along said line measuring 96 feet and to the northwest, along said line measuring 48 feet by lot number 330 of said cadastre, to the northeast along said line measuring 505 feet by the part of lot number 332, to the southeast along said lines measuring 210 feet and 225 feet by another part of said lot number 329, and to the southwest by another part of lot number 329.

The whole as shown upon a plan prepared by Alfred Trottier, Q.L.S., dated the thirty-first of March nineteen hundred and sixty-five;

With all the servitudes active and passive, apparent or non apparent thereon attached."

To be sold "for False Bidding" in conformity with the judgment rendered by Mr. Justice Jean St-Germain, dated the 19th day of May 1971, at the registry office of the county of Laval, 155 Je Me Souviens Boulevard, in the city of Laval, on the FOURTEENTH day of JULY 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, June 2, 1971.

40578-o

Fieri Facias de Terris

Cour Provinciale — District of Montréal

No 265-039. DAVID K. LINDEN INC., une corporation dûment incorporée, ayant son bureau et sa principale place d'affaires à Montréal, district de Montréal, et DAVID LINDEN K., des ville et district de Montréal, demandeurs, *vs* HERMAN SHICKMAN, résidant et domicilié à 929, avenue du Parc, New York, N.Y., défendeur.

« Ce certain emplacement ayant façade sur le chemin du Bois Franc, en la cité de Saint-Laurent, connu et désigné comme étant le lot numéro cent quatre-vingt-dix-neuf (199) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, avec la bâtisse dessus érigée. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le TREIZIÈME jour de JUILLET 1971, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 1er juin 1971. 40579

Fieri Facias de Terris

Provincial Court — District of Montreal

No. 265-039. DAVID K. LINDEN INC., a corporation duly incorporated having its head office and principal place of business at Montreal, district of Montreal, and DAVID LINDEN K., of the city and district of Montreal, plaintiffs, *vs* HERMAN SHICKMAN, residing and domiciled at 929 Park Avenue, New York, N.Y., defendant.

"That certain emplacement fronting on Bois Franc Road, in the city of St. Laurent, known and designated as being lot number one hundred and ninety-nine (199) on the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent, with building thereon erected."

To be sold at the Prothonotary's Office, Room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, the THIRTEENTH day of JULY, 1971, at TEN THIRTY o'clock in the morning.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff.*
Montreal, June 1, 1971. 40579-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 799-628. MONTREAL TRUST COMPANY, demanderesse; *vs* PRESIDENTIAL TOWERS INC., et WALCO MOTELS LTD., défenderesses, et FRED INHABER, SAM URMAN, SOLOMON JACHIMOWICZ, mis en cause et LE REGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Montréal, mis en cause ès-qualité.

Description

Tous les droit, titre et intérêts de la défenderesse, la compagnie « Walco Motels Ltd. », à un emplacement donnant sur le boulevard Cavendish, dans la cité de Côte Saint-Luc, dans le district de Montréal, et mesurant cent quatre-vingt-douze pieds et quarante-quatre centièmes de pied (192.44′) sur une de ses lignes nord-est; cent seize pieds (116′) sur une de ses lignes sud-est; trente-quatre pieds et deux dixièmes de pied (34.2′) sur une autre ligne nord-est; soixante-douze pieds et six dixièmes de pied (72.6′) sur une autre ligne sud-est; trente-quatre pieds et deux dixièmes de pied (34.2′) sur une de ses lignes sud-ouest; cinquante-huit pieds et cinquante-huit centièmes de pied (58.58′) sur une autre ligne sud-est; cent quatre-vingt-douze pieds et trente-cinq centièmes de pied (192.35′) sur une autre ligne sud-ouest et deux cent cinquante et un pieds et onze centièmes de pied (251.11′) sur sa ligne nord-ouest, ayant une superficie totale de cinquante mille quatre cent six pieds carrés (50,406 pi. ca.), mesure anglaise et plus ou moins, et comprenant toute la redivision cent huit du lot quatre-vingt-cinq (85-108) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

Avec la bâtisse portant le numéro 5720 dudit boulevard Cavendish et les communs qui y sont construits.

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 799-628. MONTREAL TRUST COMPANY, plaintiff, *vs* PRESIDENTIAL TOWERS INC., and WALCO MOTELS LTD., defendants, and FRED INHABER, SAM URMAN, SOLOMON JACHIMOWICZ, mis en cause, and THE REGISTRAR for the registration, division of Montreal, mis en cause, ès-qualité.

Description

All the right, title and interest of defendant, Walco Motels Ltd., in a emplacement fronting on Cavendish Boulevard, in the city of Côte St. Luc, in the district of Montreal, measuring one hundred and ninety-two feet and forty-four hundredths of a foot (192.44′) in one of its northeasterly lines; one hundred and sixteen feet (116′) in one of its southeasterly lines; thirty-four feet and two tenths of a foot (34.2′) in another northeasterly line; seventy-two feet and six tenths of a foot (72.6′) in another southeasterly line; thirty-four feet and two tenths of a foot (34.2′) in one of its southwesterly lines; fifty-eight feet and fifty-eight hundredths of a foot (58.58′) in another southeasterly line; one hundred and ninety-two feet and thirty-five hundredths of a foot (192.35′) in another southwesterly line and two hundred and fifty-one feet and eleven hundredths of a foot (251.11′) in its northwesterly line, having a total superficial area of fifty thousand four hundred and six square feet (50,406 sq. ft.) English measure and more or less and composed o the whole of redivision one hundred and eight of lot eighty-five (85-108) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal.

With the building bearing number 5720 of said Cavendish Boulevard and outbuildings thereon erected.

Sous réserve d'une servitude en faveur de la Cité de Côte Saint-Luc, affectant une lisière de terrain le long de la limite nord-est de la propriété décrite ci-dessus et ayant une profondeur de douze pieds (12′) sur toute la largeur de front de ladite propriété le long du boulevard Cavendish, tel qu'établi en vertu des termes de ce certain acte de cession par la compagnie « Metropolitan Realties Ltd. » à la cité de Côte Saint-Luc, passé devant Me A. Earl Kimmel, notaire, le deuxième jour de février, mil neuf cent soixante-huit et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal, sous le numéro 2043833.

Sous réserve d'une servitude en faveur de la compagnie « Imperial Oil Limited », résultant des termes de ce certain acte de vente passé devant Me Théodore D. Laberge, notaire, le quatorzième jour de février, mil neuf cent soixante-huit et enregistré audit bureau d'enregistrement sous le numéro 2043939.

Avec une servitude de droit de passage en faveur de la propriété décrite ci-dessus, touchant une partie de la propriété attenante au sud-est, ladite propriété attenante se composant de toute la redivision cent neuf dudit lot quatre-vingt-cinq (85-109) et affectant plus spécialement une lisière de terrain prise sur la partie située à l'extrémité sud-ouest de ladite propriété, ladite lisière mesurant dix-huit pieds (18′) sur ses lignes sud-est et nord-ouest et cent quatre-vingt-quatre pieds et quatre-vingt-deux centièmes de pied (184.82′) sur ses lignes sud-ouest et nord-est, le tout tel qu'établi en vertu des termes de ce certain acte d'établissement de servitude passé devant Me Robert P. Godin, notaire, le dix-huitième jour de décembre, mil neuf cent soixante-huit et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal, sous le numéro 2109050.

Avec et sous réserve d'une servitude concernant le droit de vues et les obligations d'entretien de la piscine construite sur la propfiété décrite plus haut, le tout tel qu'établi plus en détail dans ce certain acte d'établissement de servitude passé devant Me Jean R. Miquelon, notaire, le vingt-troisième jour de janvier mil neuf cent soixante-neuf et enregistré audit bureau d'enregistrement sous le numéro 2114998.

Telle que ladite propriété existe présentement avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, dans la ville de Montréal, le VINGT-DEUXIÈME jour de JUILLET 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, le 1er juin 1971.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
40580

Subject to a servitude in favour of the city of Côte St. Luc affecting a strip of land along the northeasterly limit of the above described property for the depth of twelve feet (12′) by the whole front width of the said property along Cavendish Boulevard, as established under the terms of that certain deed of cession by Metropolitan Realties Ltd. to the city of Côte St. Luc executed before Mtre. A. Earl Kimmel, Notary, on the second day of February, nineteen hundred and sixty-eight and registered at the Registry Office of Montreal under the number 2043833.

Subject to a servitude in favour of Imperial Oil Limited resulting from the terms of that certain deed of sale executed before Mtre. Théodore D. Laberge, Notary, on the fourteenth day of February, nineteen hundred and sixty-eight and registered at the said Registry Office under the number 2043949.

Together with a servitude of right of passage in favour of the above described property over and upon a part of the adjoining property to the southeast which said adjoining property is composed of the whole of redivision one hundred and nine of said lot eighty-five (85-109) and affecting more particularly a strip of land taken from the extreme southwesterly part of the said property, the said strip measuring eighteen feet (18′) in its southeasterly and northwesterly lines and one hundred and eighty-four feet and eighty-two hundredths of a foot (184.82′) in its southwesterly and northeasterly lines, the whole as established under the terms of that certain deed of establishment of servitude executed before Mtre. Robert P. Godin, Notary, on the eighteenth day of December, nineteen hundred and sixty-eight and registrered at the Registry Office of Montreal under the number 2109050.

Together with and subject to a servitude concerning the right of views and the obligations of upkeep of a swimming pool erected on the above described property, the whole as more fully set out in that certain deed of establishment of servitude executed before Mtre. Jean R. Miquelon, Notary, on the twenty-third day of January, nineteen hundred and sixty-nine and registered at the said Registry Office under the number 2114998.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind."

To be sold at the Prothonotary's Office, Room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, the TWENTY-SECOND day of JULY 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, June 1, 1971.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
40580-o

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 7031. } CLAUDE BOURKE, soudeur, domicilié à 125, rue St-Augustin, Lévis, P.Q., *contre* PATRICK GALLAGHER, domicilié à 11, Massé, Lauzon, P.Q.

« Le lot 1203-36-6 du quartier Couture: de figure régulière, borné au nord-est par le lot 1203-36-7, au sud-est par le lot 1203-36-18 rue, au sud-ouest par le lot 1203-36-5 et au nord-ouest par le lot 373-3 mesurant soixante-quinze pieds (75′) de largeur par quatre-vingts pieds (80′) de profondeur, contenant en superficie six mille pieds carrés, mesure anglaise, le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Lévis, 113, rue St-Georges Ouest, Lévis, P.Q. le QUINZIÈME jour du mois de JUILLET 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du shérif,
Québec, le 8 juin 1971.
40585-o

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Superior Court, No 7031. } CLAUDE BOURKE, welder, domiciled at 125 St. Augustin Street, Lévis, Québec, *against* PATRICK GALLAGHER, domiciled at 11 Massé, Lauzon, Québec.

"Lot 1203-36-6 in the Couture Ward: of regular figure, bounded on the northeast by lot 1203-36-7, on the southeast by lot 1203-36-18 Street, on the southwest by lot 1203-36-5 and on the northwest by lot 373-3, measuring seventy-five feet (75′) in width by eighty feet (80′) in depth, having an area of six thousand square feet, English measure, the whole with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the Lévis Registry Office, 113 St. Georges Street West, Lévis, Québec, on the FIFTEENTH day of the month of JULY 1971 at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, June 8, 1971.
40585

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris

District de St-François

Cour Supérieure, (Sherbrooke), No 35-534. } POLYCARPE HENRI GRAVEL, hôtelier, d'Acton-Vale, district de St-Hyacinthe, demandeur, *vs* GIOVANNI AMOROSA, constructeur, de 9449 Vianney, cité et district de Montréal, et CARMINE IAVASILE, constructeur, de 7605 rue Marquette, cité et district de Montréal, défendeurs, et LE REGISTRATEUR du bureau d'enregistrement de Richmond, mis en cause.

« Une propriété de ville, située à Danville, comté de Richmond, province de Québec, et composée de:

a) Le lot numéro cent trente et un (131) au cadastre officiel du village de Danville, sauf à distraire les parties du lot vendues à R. Bélisle & Cie, par acte enregistré sous le numéro B39-11440 et à Bélisle & Thibault par acte enregistré sous le numéro B-42-16650 selon leurs titres, et au Gouvernement de la province de Québec, pour la construction de la route nationale No 5, par acte devant le notaire Maurice Lussier, le 16 février 1940, dûment enregistré à Richmond;

b) Un certain morceau de terrain situé sur l'ancienne rue Queen à Danville, côté sud, borné au nord-ouest par ladite rue Queen sur une longueur de soixante-quinze pieds (75′), au sud-ouest par le terrain plus haut décrit et le terrain du C.N.R., quatre-vingts pieds (80′), au sud-est par le terrain du C.N.R., soixante-sept pieds (67′) et au nord-est par la propriété de Dame C.O. Labbé ou représentants, quatre-vingt-trois pieds (83′), étant et se trouvant la partie sud-ouest du terrain connu et désigné comme étant la subdivision un du lot

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris

District of St. François

Superior Court, (Sherbrooke), No. 35-534. } POLYCARPE HENRI GRAVEL, hotel-keeper, of Acton Vale, district of St. Hyacinthe, plaintiff, *vs*, GIOVANNI AMOROSA, builder 9449 Vianney, city and district of Montreal, and CARMINE IAVASILE, builder, 7605 Marquette Street, city and district of Montreal, defendants, and THE REGISTRAR of the registry office of Richmond, mis en cause.

"A town property, situated at Danville, county of Richmond, Province of Québec, and comprising:

(*a*) Lot number one hundred and thirty-one (131) on the official cadastre for the village of Danville, save to withdraw the parts of lot sold to R. Bélisle & Cie, by deed registered under No. B39-11440 and to Bélisle & Thibault by deed registered under No. B-42-16650 according to their titles, and to the Government of the Province of Québec, for the building of number 5 National Highway, by deed passed before Maurice Lussier, Notary, on February 16, 1940, duly registered at Richmond;

(*b*) A certain piece of land situated on the former Queen Street, at Danville, south side, bounded on the northwest by the said Queen Street, a length of seventy-five feet (75′), on the southwest by the land described above and the C.N.R. land, eighty feet (80′), on the southeast by the C.N.R. land, sixty-seven feet (67′) and on the northeast by the property of Dame C.O. Labbé or representative eighty-three feet (83′), which is the southwestern part of the land known and designated as being subdivision one of original lot No.

originaire numéro cent trente et un (131-1) au cadastre officiel du village de Danville, tel que modifié par F.A. Cleveland, arpenteur, le 20 octobre 1916. La partie nord-est du lot 131-1 appartenant aujourd'hui à Dame C.O. Labbé ou représentants est bornée par une clôture érigée aux limites de son immeuble. Les mesures ci-dessus sont anglaises, et plus ou moins.

c) Un terrain de forme triangulaire, faisant partie des lots numéros: subdivision numéro un du lot originaire cent trente et un, cent trente-deux et cent trente-trois (131-1, 132 et 133) au cadastre officiel du village de Danville, et décrit comme suit:

Commençant à un point situé à soixante-dix-huit pieds (78′) au sud de la rue du dépôt et sur la ligne ouest du lot 133, de là dans une direction sud en suivant la ligne du chemin public, une distance de quatre-vingt-douze pieds (92′), jusqu'à la ligne de division entre la propriété de Dame C.O. Labbé ou représentants, et le terrain de l'Hôtel Cartier, de là tournant vers l'est en suivant la ligne de propriété de l'Hôtel Cartier, une distance de soixante-neuf pieds (69′) de là tournant à gauche dans une direction nord-ouest, une distance de cent treize pieds et huit dixièmes de pied (113.8′) jusqu'au point de départ.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les bâtisses dessus construites, comprenant l'Hôtel Cartier, circonstances et dépendances.

Avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble. »

Pour être vendus en bloc au bureau d'enregistrement, à Richmond, MARDI, le TREIZIÈME jour de JUILLET 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Sherbrooke, le 1er juin 1971.

Le shérif,
DONAT JACQUES.
40530-o

one hundred and thirty-one (131-1) on the official cadastre for the village of Danville, as modified by F.A. Cleveland, land surveyor, on October 20, 1916. The northeastern part of lot 131-1 now belonging to Dame C.O. Labbé or representatives is bounded by a fence built on the limits of her immovable. The measures above are English, and more or less.

(c) A piece of land of triangular form, forming part of lots number subidivision number one of original lot one hundred and thirty-one, one hundred and thirty-two and one hundred and thirty-three (131-1, 132 and 133) of the official cadastre for the village of Danville, and described as follows:

Starting from a point situated at seventy-eight feet (78′) south of the dépôt street and on the western line of lot 133, thence in a southerly direction along the highway line, a distance of ninety-two feet (92′), to the division line between the property of Dame C.O. Labbé or representatives, and the land of the Cartier Hôtel, thence, turning towards the east along the property line of Cartier Hôtel, a distance of sixty-nine feet (69′); thence, turning left in a northwesterly direction, a distance of one hundred and thirteen and eight tenths feet (113.8′) to the starting point.

As the whole now exists with all the buildings constructed thereon, including Cartier Hotel, circumstances and dependencies.

With all the servitudes active or passive, apparent or occult, attached to the said immovable."

To be sold as a whole at the Registry Office, at Richmond, TUESDAY, the THIRTEENTH day of JULY, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Court House,
Sherbrooke, June 1, 1971.

DONAT JACQUES,
Sheriff.
40530

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris

District de Témiscamingue — Province de Québec

Cour Supérieure, Ville Marie, No 2417.

LÉO JULIEN, de Guigues, district de Témiscamingue, demandeur, défendeur reconventionnel, *vs* YVES GAGNÉ, peintre de Fabre, district de Témiscamingue, défendeur, demandeur reconventionnel.

« Un certain lot de terre connu et désigné comme étant le lot no 8 du rang trois (3), canton de Guigues, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau du régistrateur au Palais de Justice, à Ville Marie, le QUINZIÈME jour du mois de JUILLET 1971, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Ville Marie,
le 2 juin 1971.

Le shérif,
JEAN-PAUL HALLÉE.
40586-o

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris

District of Témiscamingue — Province of Québec

Superior Court, Ville Marie, No. 2417.

LÉO JULIEN, of Guigues, district of Témiscamingue, plaintiff, counter-claim defendant, *vs* YVES GAGNÉ, painter, of Fabre, district of Témiscamingue, defendant, counter-claim plaintiff.

"A certain lot of land known and designated as lot No. 8 of range three (3), township of Guigues, with the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the Registrar's Office, at the Court House, in Ville Marie, on the FIFTEENTH day of the month of JULY, 1971, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Ville Marie,
June 2, 1971.

JEAN-PAUL HALLÉE,
Sheriff.
40586

Fieri Facias de Terris
District de Témiscamingue
Province de Québec

Cour Supérieure, Ville Marie, No 2499. } L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, requérant, *vs* ROSAIRE GINGRAS, autrefois cultivateur de Laverlochère, comté de Témiscamingue, partie intimée, et DAME LUCILLE ARPIN, partie mise en cause.

« Une ferme à Laverlochère, étant le lot de terre connu et désigné sous le numéro un dans le cinquième rang aux plan et livre de renvoi officiels du canton Baby, (No 1, Rg 5, Baby) contenant cent six acres environ en superficie, plus ou moins.

Tel que le tout se trouve actuellement, avec la maison et les constructions y érigées, circonstances et dépendances, sans exceptions ni réserve, mais sauf à distraire de ce lot la partie vendue à la voirie par l'acte enregistré sous numéro 47156 ainsi que l'angle sud-est, contenant deux acres environ en superficie et borné au sud par la ligne des canton Baby et Laverlochère, au nord et à l'ouest par le chemin public et à l'est par la ligne des rangs numéros cinq et six du canton Baby, vendu à Aimé Mélançon en vertu de l'acte enregistré sous numéro 48994. »

Pour être vendu au bureau du régistrateur au Palais de Justice à Ville Marie, le QUINZIÈME jour du mois de JUILLET 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
JEAN-PAUL HALLÉE.

Bureau du Shérif,
Ville Marie, le 2 juin 1971. 40587-o

Fieri Facias de Terris
District of Témiscamingue
Province of Québec

Superior Court, Ville Marie, No. 2499. } THE QUÉBEC FARM CREDIT BUREAU, a body politic and incorporated, having its head office in Québec, petitioner, *vs* ROSAIRE GINGRAS, formerly a farmer of Laverlochère, county of Témiscamingue, respondent, and DAME LUCILLE ARPIN, mise en cause.

"A farm in Laverlochère, being the lot of land known and designated under number one in the fifth range on the official plan and book of reference for the township of Baby, (No. 1, Rg. 5, Baby) measuring one hundred and six acres in area, more or less.

As the whole now is, with the house and the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies, without exceptions or reserve, save the withdrawal from this lot of the part sold to the Roads Department by the deed registered under number 47156 and the south-east angle, measuring about two acres in area and bounded on the south by the line of the townships of Baby and Laverlochère, on the north and west by the Public Road and on the east by the line of Ranges numbers five and six of Baby township, sold to Aimé Mélançon pursuant to the deed registered under number 48994."

To be sold at the Registrar's Office at the Court House in Ville Marie, the FIFTEENTH day of the month of JULY, 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN-PAUL HALLÉE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Ville Marie, June 2, 1971. 40587

INDEX No 24

ARRÊTÉS EN CONSEIL — *ORDERS IN COUNCIL*

1708 — Terre des hommes, 1971 (*Règlement pour l'octroi et l'exploitation des permis pour la vente des boissons alcooliques*) ... 4657
1708 — Man and his World, 1971 (*Regulation covering the granting and use of permits for the sale of alcoholic beverages*) ... 4657
1824 — Émission d'un permis spécial sur la demie est du lot vingt (20) du rang « N » du canton de Joly, district électoral de Labelle, couvrant la concession minière numéro 470 révoquée ... 4659
1824 — Issuance of a special lilence on the eastern half of lot twenty (20) of range "N" of the township of Joly, electoral district of Labelle, covering cancelled mining concession number 470 ... 4659
1864 — Automobile, Montréal (*Approbation du règlement numéro 1 relatif au prélèvement du Comité paritaire*) (*Erratum*) ... 4583
1864 — Automobile, Montreal (*Approval of regulation number 1 respecting the levy of the Parity Committee*) (*Erratum*) ... 4583
1895 — Réserve de chasse et de pêche de parc national de la Mauricie ... 4661
1895 — Fish and Game Reserve of the national Park of St. Maurice Valley ... 4661
1962 — Réserve de chasse et de pêche de Portneuf ... 4660
1962 — Fish and Game Reserve of Portneuf ... 4660
1982 — Automobile, Arthabaska, Thetford Mines, Granby, Sherbrooke (*Convention collective*) ... 4584
1982 — Automobile, Arthabaska, Thetford Mines, Granby, Sherbrooke (*Collective agreement*) ... 4584
1983 — Coiffeurs, hommes et dames, Joliette (*Modifications au décret*) ... 4601
1983 — Hairdressers (Men's and Ladies's), Joliette (*Amendments to the decree*) ... 4601

ASSOCIATION COOPÉRATIVE — *COOPERATIVE ASSOCIATION*

Foyer coopératif de Montréal (*Formation*) ... 4650

AVIS DIVERS — MISCELLANEOUS NOTICES

Corporation des administrateurs agréés du Québec (La) (*Mod. Règl.*) ... 4639
Corporation of chartered administrators of Québec (The) (*Amend. by-laws*) ... 4639
Estate Léo Végiard (*Benefit of inventory*) ... 4638
Succession Léo Végiard (*Bénéfice d'inventaire*) ... 4638
Valcourt, village (*Requête-Petition*) ... 4640

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — CHANGE OF NAME ACT

Demandes: — *Applications:*

Garlick, Alan Bruce ... 4641
Goldberg, Barry Saul David ... 4640
Khatchoian, Roger ... 4640
Macarios, Waguih Jean-Marie ... 4641
Jasmin, Mary Ann ... 4641
Montpetit, Gérald Franklin ... 4641
Tomaszczyk, Waclaw ... 4641

BILLS — BILLS

Sanctioned ... 4582
Sanctionnés ... 4582

CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT — SAVINGS AND CREDIT UNIONS

Caisse d'économie des employés de ville de Laval (*Nom-Name ch.*) ... 4651
Caisse d'économie Laurentide (*Nom-Name ch.*) ... 4651
Caisse d'entraide économique de l'Assomption (*Nom-Name ch.*) ... 4651
Caisse populaire de Ste-Adélaïde de Pabos (La) (*Dissolution*) ... 4650

COMPAGNIES ÉTRANGÈRES — EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES

Permis: — *Licenses:*

GWG Limited ... 4655

COMPAGNIES — LOI DES — COMPANIES ACT

Demandes d'abandon de charte — Applications for Surrender of Charter

Agences Esmar ltée ... 4625
Ber — Jac Deveopment Inc. ... 4627
Cave Notre-Dame inc. (A la) ... 4625
Chez Alexandra (Longueuil) inc. ... 4625
Cie de gestion Lamontagne, ltée (La) ... 4625
Cloutier (Eugène) production inc. ... 4627
Compagnie nationale de pavage et de construction limitée (La) ... 4628
Daneau & Beauchemin ltée ... 4625
Da Pasquali Restaurant Inc. ... 4626
Domaine Leman Inc. ... 4626
Esmar Agencies Ltd. ... 4625
Filippone Bros. Inc. ... 4625
Frank (J.N.) Associates Inc. ... 4626
Gold Cleaners Inc. ... 4626
Meridian Interests Limited ... 4626
Musico Investment Co. Ltd. ... 4627
National Paving & Construction Company Limited ... 4628
Oeuvre des terrains de jeux de St-Thomas d'Aquin inc. (L') ... 4627
Provincial Chemicals Ltd. ... 4627
Shirmar Inc. ... 4628
Syndicat Colombien de Montmorency inc. (Le) ... 4628
Uni-Vers Distribution ... 4628
Van-Dale (Canada) Ltd. ... 4628

Dissoutes — Dissolved

ABC Advisers Ltd. ... 4622
Belfra Investments Inc. ... 4622
Cie Technique France-Québec ltée ... 4623
Coast Produce Inc. ... 4623
Coin des Sportifs & Musiciens inc. ... 4623
Corporation Jacmar limitée ... 4623
Entreprises Marcil & Frère inc. (Les) ... 4623
Gulbro Investments Inc. ... 4623
Jacmar Corporation Limited ... 4623
Jodialli Investment Corp. ... 4624
Journal-Administration ltée ... 4624
Lac Ouareau Development Ltd. ... 4624
Quincaillerie Ro-Na inc. ... 4624
Quincaillerie Roxboro inc. ... 4624
Ro-Na Hardware Inc. ... 4624
Roxboro Hardware Inc. ... 4624

Divers — Miscellaneous

Bois Maibec inc. (*Nom ch.*) ... 4634
Bessie's Ltd. (*Dir.*) ... 4634
Boutin (R.) Assurances inc. (*Nom-Name ch.*) 4634
Bureau de consultation-jeunesse inc. (Le) (*Règl.-By-laws*) ... 4635
Caractype inc. (*Dir.*) ... 4635
Centre Constance Lethbridge (*Règl.*) ... 4637
Coin du tapis inc. (Au) (*Dir.*) ... 4637
Comité d'aide aux éprouvés de Deux-Montagnes inc. (*Règl.*) ... 4636
Entreprises immobilières cardinales ltée (Les) (*Dir.*) ... 4637
Entreprises Marsolais inc. (Les) (*Dir.*) ... 4634

Divers *Miscellaneous*

(*suite*) (*continued*)

Fête de la St-Jean (Les) (*Règl.-By-laws*) 4638
Gestion Girlet inc. (*Nom-Name ch.*) 4635
Hashman Construction (Quebec) Ltd. (*Dir.*) 4635
Hemsley (Richard) (University Tower) Ltd. (*Dir.*) 4636
Industries L'Islet inc. (*Dir.*) 4634
Lethbridge (Constance) Centre (*By-laws*) .. 4637
Ligue antituberculeuse de Montréal, inc. (La) (*Règl.*) 4635
L'Islet Industries Inc. (*Dir.*) 4634
Maibec Lumber Inc. (*Name ch.*) 4634
Marsolais Enterprises Inc. (*Dir.*) 4634
Miro Construction inc. (*Dir.*) 4634
Montreal Anti-Tuberculosis Legue, Inc. (*By-laws*) 4635
Morin & associés, courtiers, inc. (*Nom-Names ch.*) 4636
O'Brien Gold Mines Limited (*Dist. actif-Assets*) 4633
Pilto Development Corp. (*Dir.*) 4636
Prolect inc. (*Dir.*) 4638
Roger Electric and Mechanic Inc. (*Nom-Name ch.*) 4637
Spingola (Frank) et fils ltée (*Dir.*) 4635
Spingola (Frank) & Sons Ltd. (*Dir.*) 4635
Syndicat de Normandin Lumber Ltd. (Le) (*Dir.*) 4636
Trister, Julien & Associates Ltd. (*Name ch.*) 4637
Trister, Julien & associés ltée (*Nom ch.*) 4637
Two Mountains Community Emergency Association Inc. (*By-laws*) 4636
Vial Construction Ltd. (*Meeting*) 4638
Vial construction ltée (*Assemblée*) 4638
Viens (R.) Équipement inc. (*Erratum*) 4637
Visco inc. (*Dir.*) 4638
Waite Dufault Mines Limited (*Dir.*) 4636

Lettres patentes *Letters Patent*

Agence de voyage Amérique inc. 4543
Association de crosse de Boucherville 4543
Association des marchands de Place St-Jean inc. 4543
Association des parents de St-Henri inc. (L') . 4544
Association interjeunesse de St-Esprit inc. ... 4544
Auberge Lac Nominingue inc. 4545
Avery, Lafrenière & Associates Inc. 4545
Avery, Lafrenière & associés inc. 4545
Beauport Pizza inc. 4545
Bedford Golden Age Club Inc. 4550
Blanchette (Bertrand) & fils inc. 4546
Bijet ltée 4546
Bo-Less inc. 4547
Boulangerie J.A. St-Germain inc. (La) 4547
Boutique la Ligne ltée 4547
Briqueteur du Nord inc. 4548
Cadieux & Shooner inc. 4548
Caravane Lévis inc. 4548
Carle-Lamy Productions Ltd. 4574
Centre de couture Boulevard ltée 4549
Centre de loisirs Esterel inc. 4549
Chabot & Laperrière inc. 4549
Club de l'Âge d'Or de Bedford inc. 4550
Club optimiste de New-Carlisle, Québec inc. .. 4550
Club récréatif Les Oursons inc. 4551
Comptoir avicole St-Hilaire inc. 4551
Constructions Prefabec inc. 4551
Continental Conveyor and Machine Works Ltd. (*Correction*) 4582
Corporation des Ateliers protégés de l'Yamaska inc. 4552
Dehaye & Gamper inc. 4552
Distribution Prosan ltée 4552
Distributions Maribar inc. (Les) 4553
Entreprises Au-Ro-Dis inc. (Les) 4553
Entreprises Cons-Co inc. (Les) 4554
Entreprises de tapis à contrat inc. 4554
Entreprises Legault et Masson inc. (Les) 4554
Entreprises Mademoiselle Merveille inc. (Les) 4555
Entreprises René & Robert Asselin inc. (Les) 4555
Entreprises Victo inc. (Les) 4555
Fédération des organismes familiaux de Rimouski 4556
Finauto Acceptance Corporation 4556
Garage Landreville inc. 4556
Gauthier (Roland) inc. 4557
Germa inc. 4557
Gestérix inc. 4558
Grand Prix Trois-Rivières inc. 4558
Guay (Andrien) & fils inc. 4558
Habitat M. & M. inc. 4559
Henry construction inc. 4559
Hobby & Jouets M.J.C. ltée 4567
Hôtel Baie St-Paul inc. 4560
Hôtel Belmont (1971) inc. 4560
Hôtel George VI ltée 4560
Hôtel Jean Dequen inc. 4561
Immeubles Bonaparte ltée (Les) 4561
Immeubles J E V inc. (Les) 4561
Immeubles Norfer inc. (Les) 4562
Importations S.A.N. inc. (Les) 4562
Imprimerie MDB limitée 4562
Institut de dermatologie de Montréal inc. 4563
Jeunes cinéastres du Québec (J.C.Q.) inc. (Les) 4563
Jybeno inc. 4564
Ladurantaye et Robert ltée 4564
Lapointe (Jean-Paul) & fils inc. 4564
Liberatore (L.) inc. 4565
Ligue de hockey de bienfaisance du Cap-de-la-Madeleine inc. (La) 4565
Ligue des citoyens de Ste-Scholastique 4565
Loisirs de St-Esprit (St-Eustache) inc. 4566
Loranger (J. B.) (1971) ltée 4566
Lutrand inc. 4567
MB Showroom Inc. 4567
M.J.C. Hobby & Toys Ltd. 4567
Maison d'aide et d'information des chômeurs du Québec inc. 4568
Maison de repos Laval inc. 4568
Maison du coffre inc. (La) 4569
Maisons-mobiles Chibougamau inc. 4569
Morin (J. A.) & frères inc. 4569

Lettres patentes *Letters Patent*
(*suite*) (*continued*)

Marcotte (L. E.) inc. 4570
Maribar Distributors Inc. 4553
Metropolitan Medical Remplacement Service Inc. 4579
Miousse (Conrad) & fils inc. 4570
Montreal Dermatological Institute Inc. 4563
Mousseau Tremblay inc. 4570
Orchestre les Sénateurs inc. 4571
Paul (André) inc. 4571
Peintures Poly-Décor ltée 4571
Periard (Charles A.) inc. 4752
Place St-Jean Merchants' Association Inc. 4543
Placements B.T. inc. (Les) 4572
Placements M. A. Gagnon ltée (Les) 4573
Porteau inc. 4573
Préfabco ltée 4573
Productions Carle-Lamy ltée (Les) 4574
Productions Librefilms inc. (Les) 4574
Québec Mini-Putt Inc. 4574
Québec Télé-Sélection inc. 4575
R.M.P. transport inc. 4575
Rallye Tiers-Monde de la Chaudière inc. 4576
Reliure Deshaies & associés ltée 4576
Rimouski Tractors Inc. 4581
Roy (Bertrand) inc. 4576
Ruelland (Joseph) inc. 4577
St. Sauveur Petroleum Inc. 4577
S.P.P.S. inc. 4577
Service auxiliaire de veuves de Québec 4578
Service d'épanouissement collectif de l'Outaouais 4578
Service des loisirs Fabreville Nord 4579
Service Métropolitain de remplacement médical inc. 4579
Spécialistes de l'habitation E.D.M. ltée (Les) 4579
Sygle inc. 4580
T.M.P. inc. 4580
Terres d'Olonne inc. (Les) 4580
Tracteurs Rimouski inc. 4581
Trans-Canada Asphalt Limited 4581
Villa des Marronniers inc. 4582

Sièges sociaux *Head Offices*

Agences-Sécurité de l'Ouest du Québec inc. 4629
Association provinciale des chevaux miniatures 4629
Calcaire Portneuf inc. 4630
Canadian Tramrail Limited 4630
Delray Holdings Limited 4630
Denis (Maurice) inc. 4629
Ferme Philippe Racine inc. 4631
Fondation Édouard Léger 4631
Hôtel Chibougamau ltée 4632
Léonhart et Frères ltée 4630
Maisons-Mobiles Chibougamau inc. 4631
Manécanterie et les choeurs de Montarville inc. (La) 4633
Marcil Oxygen Inc. 4632
Morin (Antoine) & Associés inc. 4630
Massey, Lavoie & associés inc. 4632
Park Warehouse Ltd. 4630
Pilto Development Corp. 4633
Portneuf Limestone Inc. 4630
Prolect inc. 4632
Provincial Association of Miniature Horses 4629
Surgi-Groupe Inc. 4631
Syndicat de Normandin Lumber Ltd. (Le) 4629

Curatelle publique *Public Curatorship*

Succession vacante: *Vacant Estate:*

Mania, Arturo 4654

DEMANDES À LA LÉGISLATURE *APPLICATIONS TO LEGISLATURE*

Church of God of Prophecy of Canada (The) 4648
Concordia Estates Ltd 4649
Domaine Concordia ltée 4649
Église Luthérienne du Bon Pasteur 4650
Estate Emmanuel Solomon 4650
Good Shepherd Lutheran Church 4650
La Prairie, ville-town 4649
St. Fabien Copper Mines Limited 4649
Succession Emmanuel Solomon 4650
Verdun, cité-city 4648

LIQUIDATION DES COMPAGNIES — Loi de la *WINDING-UP ACT*

Bourdeau (J. A.) Lumber Co. 4652
Station de service terminal inc. 4651
Station Paradis ltée 4652
Terminal Service Station Inc. 4651

MINISTÈRES *DEPARTMENTS*

Industrie et commerce *Industry and Commerce*

Avis de pêche aux coquillages 4654
Notice respecting the fishing of shellfish 4654

Richesses naturelles *Natural Resources*

Révocation de concessions minières 4655
Revocation of mining rights 4655

Terres et forêts *Lands and Forests*

Cadastre: *Cadastre:*

Ascot, canton-township 4668
Charlesbourg, par. 4669
Mise à jour partielle du cadastre dans les paroisses de Ste-Dorothée, St-François de Sales, St-Martin, St-Vincent de Paul et Ste-Rose faisant partie de la division d'enregistrement de Laval 4668
Partial up-dating of the cadastre in the parishes of Ste-Dorothée, St-François de Sales, St-Martin, St-Vincent de Paul and St-Rose in part of the Laval registration division 4668
Ste-Adèle-d'Abercrombie, par. 4669
St-Eustache, par. 4669

Terres et forêts — ***Lands and Forests***

Cadastre: — *Cadastre:*

(suite) — *(continued)*

St-Eustache, par. 4669
St-Eustache, village 4669
St-Eustache, par. 4670
St-Félix du Cap-Rouge, par. 4670
St-Laurent, par. 4670
St-Sauveur, par. 4670

Travail et de la Main-d'oeuvre — ***Labour and Manpower***

Industrie ou métiers de: — *Industry or Trades of:*

Coiffeurs, hommes, Laurentides (*Mod.*) 4646
Hairdressers, Men's, Laurentides (*Amend.*) 4646
Institutions religieuses, St-Hyacinthe (*Mod.*) 4642
Religious institutions, St-Hyacinthe (*Amend.*) 4642

NOMINATIONS — ***APPOINTMENTS***

Divers — *Miscellaneous:*

Présidents d'élection 4652
Returning Officers 4652

PROCLAMATION — ***PROCLAMATION***

Extension de juridiction de la Cour municipale de la ville de St-Raymond à la paroisse de St-Raymond, comté de Portneuf 4653
Extension of the jurisdiction of the Municipal Court of the town of St-Raymond to the parish of St-Raymond, county of Portneuf 4653

Société coopérative agricole — ***Cooperative Agricultural Association***

Société coopérative agricole de St-Luc de Champlain (*Dissolution*) 4654

Société d'habitation du Québec — ***Québec Housing Corporation***

Municipal Housing Bureau of Notre-Dame-du-Lac (*L.P.*) 4656
Office municipal d'habitation de Notre-Dame du-Lac (*L.P.*) 4656
Office municipal d'habitation de Petit-Saguenay (*L.P.*) 4655
Office municipal d'habitation de la cité de Roberval (*L.P.*) 4656

SOUMISSIONS — demandes de — ***TENDERS — Request for***

Chomedey, c.s.-s.c. 4678
Courville, ville-town 4679
St-Bruno-de-Montarville, ville-town 4675
St-Joseph de Beauce, ville-town 4671
Vaudreuil, ville-town 4673

SYNDICAT PROFESSIONNEL — ***PROFESSIONAL SYNDICATE***

Syndicat des services hospitaliers Trois-Rivières inc. C.S.N. 4667

VENTES — ***SALES***

Licitation — ***Licitation***

Arsenault et *al vs* Arsenault-Marchand 4681

Par Shérifs — ***By Sheriffs***

Arthabaska — ***Arthabaska***

Maison du prélart inc. (La) *vs* Boisvet 4683

Beauce — ***Beauce***

Nadeau *vs* Morin 4684
Paquet *vs* Doyon 4683

Bedford — ***Bedford***

Noyman *vs* Lamothe 4685

Gaspé — ***Gaspé***

Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents automobiles *vs* Savidant 4686

Hauterive — ***Hauterive***

Roco Inc. *vs* Thibeault 4687

Joliette — ***Joliette***

Robert (A. & L.) automobiles inc. *vs* Gingras 4687

Montréal — ***Montreal***

Boutchatzky *vs* de Granpré Construction Ltd. et *al* 4688
Liden Inc. et *al vs* Shickman 4689
Montreal Trust Company *vs* Prudentail Towers Inc. et *al* 4689

Québec — ***Québec***

Bourke *vs* Gallagher 4691

Saint-François — ***Saint-François***

Gravel *vs* Amorosa et *al* 4691

Témiscamingue — ***Témiscamingue***

Julien *vs* Gagné 4692
Office du crédit agricole du Québec (L') *vs* Gingras 4693
Québec Farm Credit Bureau (The) *vs* Gingras 4693

Taxes — ***Taxes***

Anjou, ville-town 4602
Matane, ville-town 4682
Rivière-du-Moulin, ville-town 4621

PRINTED IN CANADA

Québec, 1971, 860 p., ill., tabl., cartes, 1 carte économique en couleurs, relié toile,/Illustrations, tables maps.

$6.00

ANNUAIRE DU QUÉBEC 1971 QUÉBEC YEARBOOK

DESCRIPTION

CHAPITRE

Partie 1 — *Milieu physique*
Partie 2 — *Le milieu humain*
Partie 3 — *Les ressources de l'économie québécoise*
Partie 4 — *Les échanges*
Partie 5 — *Finances*

CHAPTER

Part 1 — *Physical Milieu*
Part 2 — *Human Milieu*
Part 3 — *The Resources of the Québec Economy*
Part 4 — *Trade*
Part 5 — *Finance*

ARTICLE SPÉCIAL

La Communauté urbaine: Une formule d'organisation et de gestion des agglomérations.

EN VENTE

QUÉBEC:

librairie de
l'Éditeur officiel du Québec
2, rue Saint-Jean

librairie Garneau ltée,
47-49, rue Buade

librairie des Presses de
l'Université Laval

MONTRÉAL:

Centrale d'artisanat du Québec,
(comptoir des publications),
1450, rue Saint-Denis

librairie des Presses de
l'Université de Montréal

Wilson & Lafleur ltée,
39 ouest, rue Notre-Dame

SAINT-HYACINTHE:

Le Comptoir du Livre
1391, rue Calixa-Lavallée

TROIS-RIVIÈRES:

Comptoir de l'Éditeur officiel
du Québec
Bureau régional du ministère
de l'Éducation
2590, boulevard Royal